

# Le Monde

Le nouveau  
Monde des livres  
pages 1 à XII

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15862 - 7 F VENDREDI 26 JANVIER 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

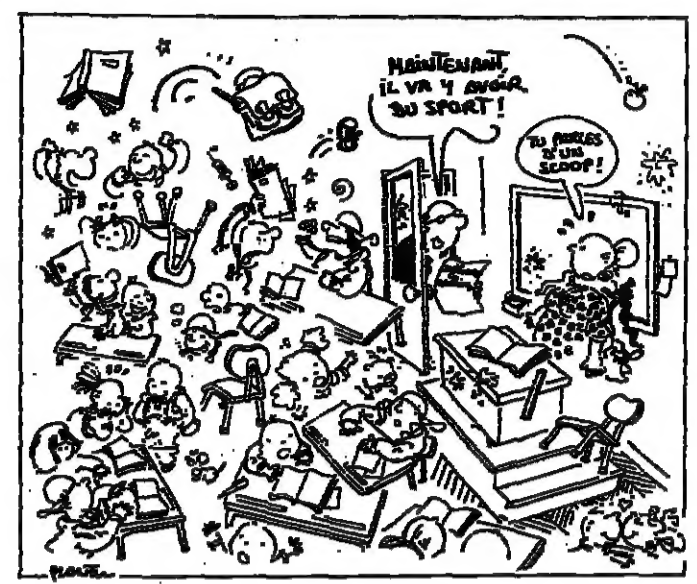
## 200 villes vont expérimenter de nouveaux rythmes scolaires

Les après-midi des écoliers seraient consacrés au sport et à la culture

GUY DROT, ministre de la jeunesse et des sports, a annoncé, jeudi 25 janvier, que deux cents villes et petites communes allaient expérimenter, de nouveaux rythmes scolaires dans les écoles primaires. Elles s'ajoutent à la liste des dix-huit villes qui avaient déjà fait connaître leur candidature au mois d'octobre. Dans cette nouvelle organisation, la journée des écoliers comporterait l'apprentissage de savoirs classiques le matin et des activités sportives et culturelles l'après-midi. L'engouement soudain pour cette formule d'aménagement du temps scolaire et périscolaire, que le président de la République avait lui-même promise, ne saurait masquer les nombreux problèmes qu'elle soulève : notamment celui du financement.

M. Drot estime à 1 500 F par an et par enfant le surcoût d'une telle expérience - et celui de la définition du métier d'enseignant.

Le gouvernement financera pour un tiers ces expériences. L'Etat a déboursé 350 millions de francs. Les collectivités locales et, notamment, les caisses d'allocation familiale prendront en charge les deux tiers.



Le débat sur le sujet a basculé en France après les déclarations de l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing qui, compte tenu du ralentissement économique, demande un assouplissement des contraintes imposées par le traité de Maastricht. M. Giscard d'Estaing a proposé mercredi à Bruxelles une interprétation moins stricte de l'un des principaux critères du traité, celui du niveau des déficits publics rapporté au PIB (3 % dans le texte). L'ancien président a suggéré que le calcul de ce critère tienne compte « des recettes fiscales hors effets de récession », de façon à s'abstraire des aléas de la conjoncture. Ces interrogations ont déjà été exprimées en partie par Edouard Balladur et Jacques

## Le débat sur Maastricht est relancé à droite

M. Giscard d'Estaing propose d'assouplir le traité

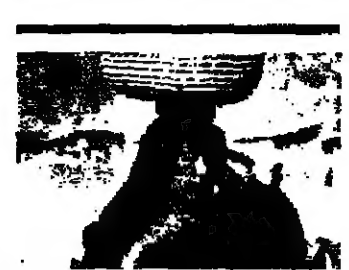
LE FRANC perdait un peu de terrain jeudi 25 janvier dans la matinée face au mark. Les investisseurs étrangers redoutent une nouvelle crise sociale en France et ont mal accueilli l'annonce par la CGT d'une semaine d'action du 5 au 11 février. Ils s'interrogent également sur l'avenir de la construction européenne.

Le débat sur le sujet a basculé en France après les déclarations de l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing qui, compte tenu du ralentissement économique, demande un assouplissement des contraintes imposées par le traité de Maastricht. M. Giscard d'Estaing a proposé mercredi à Bruxelles une interprétation moins stricte de l'un des principaux critères du traité, celui du niveau des déficits publics rapporté au PIB (3 % dans le texte). L'ancien président a suggéré que le calcul de ce critère tienne compte « des recettes fiscales hors effets de récession », de façon à s'abstraire des aléas de la conjoncture. Ces interrogations ont déjà été exprimées en partie par Edouard Balladur et Jacques

Delors. Hervé de Charette, le ministre français des affaires étrangères, n'a pas exclu jeudi sur France Inter d'examiner « la proposition » de M. Giscard d'Estaing. Le ministre a insisté sur la détermination de la France et de l'Allemagne à « respecter l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1999 ».

Sur les marchés, la remontée du dollar s'est accélérée mercredi 24 janvier et jeudi 25 janvier face à l'ensemble des devises, notamment le mark et le yen. Le billet vert a même touché son plus haut niveau depuis près de deux ans face à la monnaie japonaise. Le dollar bénéficie à la fois de la réduction de l'excédent commercial nippon et de l'accélération de la détente monétaire en Allemagne. La Bundesbank a réduit mercredi de 0,10 % à 3,55 % son taux de prises en pension.

Dans la foulée, certains analystes attendaient jeudi un nouveau geste de la Banque de France en dépit du repê du franc.



### ■ L'actualité des livres

Notre cahier hebdomadaire chargé de présentation et d'organisation : une première page plus variée, suivie du feuilleton et de la « version originale » ; puis la littérature, une double page d'enquêtes et de portraits, ensuite, les essais et les livres d'actualité, enfin, une page consacrée à la « vie de l'édition » et de la librairie en France et à l'étranger.

### ■ Marc Fumaroli à l'Académie

L'Académie française devant accueillir, jeudi 25 janvier, Marc Fumaroli, professeur au Collège de France. « Le Monde » publie l'essentiel de son discours de remerciement, hommage à son prédécesseur sous la Coupole, Eugène Ionesco. p. 14 et 15

## La bande dessinée tient Salon à Angoulême



PHILIPPE VUILLEMIN

LE VINGT-TROISIÈME Festival international de la bande dessinée, qui s'est ouvert jeudi 25 janvier à Angoulême (Charentes), est présidé par un auteur de BD atypique, Philippe Vuillemin. Inventeur d'un style baptisé « ligne crade », qui allie des dialogues insolents et provocateurs à un dessin au trait volontairement épaissi, ce Marseillais a débuté à L'Echo des savanes, puis a collaboré à Hara-Kiri et à Charlie. Ses albums, Les Soles Bleues, Raoul Trigneux contre les Druzes (réalisé avec Jackie Berroyer), Le Meilleur de moi-même, etc., sont essentiellement publiés par L'Echo des savanes-Albin Michel.

Héritier de Jean-Marc Reiser et de Coluche, admirateur de Crumb et d'Hartung, Philippe Vuillemin est aussi acteur (notamment dans Le Mystère Alexina, de René Ferret) et grand amateur de musique rock ; il joue dans le groupe Les Ambassadeurs. Le Festival d'Angoulême, qu'il préside, est marqué par la santé retrouvée de la BD (les ventes d'albums sont en hausse), mais aussi par des polémiques que traduit l'absence de certains grands éditeurs comme Dupuis, Glénat, Vents d'Ouest ou Le Lombard.

## La liberté de mouvement est réduite dans la Russie « démocrate »

SUJETS DU TSAR, de Staline ou de Boris Eltsine, les Russes n'ont, à ce jour, jamais pu jouir d'une totale liberté de mouvement dans leur pays. Aujourd'hui comme aux plus belles heures de l'époque soviétique chaque citoyen est tenu de « s'enregistrer » sur son lieu de résidence, et tout séjour de plus de trois jours en un lieu autre que l'adresse figurant sur le passeport doit être signalé sous peine d'amende. C'est au poste de milice du quartier qu'on reçoit la précieuse propiska, ce permis de résidence qui fait de son bénéficiaire un citoyen à part entière.

Introduit en 1932 pour empêcher les paysans, poussés par la collectivisation et les famines qui s'ensuivaient, à quitter la province pour la ville, ce symbole du stalinisme vit encore de beaux jours en Russie. Sans le précieux tampon bleu apposé sur le passeport, faire refaire des papiers d'identité relève de l'exploit ; se loger, travailler, recevoir des soins, percevoir une pension, une bourse ou une allocation est impossible.

Mariages ou divorces fictifs, situations familiales inextricables : des drames se nouent depuis soixante-quatre ans autour de la propiska. Ainsi, un couple venu s'installer à Moscou en 1989 se vit refuser le permis au motif que le mari était un Tatar de Crimée. Ils divorcèrent : la

femme, russe, reçut le permis, fit venir son mari à la capitale, l'épousa pour la deuxième fois. Il finit par obtenir la propiska, mais cet épisode dura trois ans. Abolée en 1991, à l'avènement des « démocrates » et des réformes, elle est revenue en force dans les grandes villes.

Deux semaines après avoir lancé la chasse aux *homjli* (des SDF généralement dépourvus de ce permis), la mairie de Moscou vient de renforcer le régime de la propiska, rebaptisée « enregistrement » à partir du 1<sup>er</sup> février 1996. Comme avant, seules les personnes originaires de Moscou peuvent y résider en permanence. Les autres, pour recevoir un permis de séjour temporaire, doivent acquiescer une taxe. A l'heure actuelle, les « clandestins » sont estimés par les services municipaux à 3 millions sur une population moscovite estimée à 10 millions. Sur 800 000 personnes interrogées pour « défaut de propiska » en 1995, près de 6 000 ont été expulsées de Moscou et de sa région. Ce sont, pour la plupart, des ressortissants de la CEI, parfois des Russes, venus chercher une vie meilleure à « Moscou la blanche », vitrine des réformes.

Soupponnés d'être à l'origine de la vague de criminalité que connaît la capitale, ces laissés-pour-compte ne doivent attendre aucune amé-

lioration de leur sort. Le maire de Moscou, Iouri Loujkov, a récemment menacé de leur infliger « les trente jours de garde à vue prévus par la loi anticriminalité », tandis que son adjoint promet de rendre la procédure d'obtention du permis « plus sévère encore ». Les nouveaux postulants devront prouver n'avoir pas moins de 18 mètres carrés par personne pour être « enregistrés ». En outre, économie de marché oblige, les Russes qui, à partir de février 1996, achèteront un logement dans la capitale devront, pour obtenir le permis de résidence, acquiescer à la mairie la somme de 30 000 francs (300 000 francs pour les étrangers).

De tout temps, les grandes villes de Russie ont cherché à se protéger des indésirables. Ainsi, lorsqu'après la mort de Staline, en 1953, les portes du Goulag s'ouvrirent peu à peu, on interdit aux *zeks* (bagnards) d'être domiciliés à moins de 100 kilomètres de Moscou ou de Pétersbourg. Les détenus libérés s'installèrent alors au kilomètre 101, dans la petite ville d'Alexandrov, en région de Moscou (à Louga pour Pétersbourg) en attendant des jours meilleurs.

Marie Jégo

## La consommation civique et ses paradoxes

AVEC LE RALENTISSEMENT de la croissance, l'augmentation du chômage et la baisse de la consommation (recul de 1,1 % en décembre, soit moins 1,8 % pour le quatrième trimestre de 1995), le gouvernement se trouve dans une situation pour le

moins étrange, du point de vue de la pédagogie. Contraint à la rigueur pour lui-même, afin de réduire le déficit des finances publiques, le voilà conduit à prôner, quand il s'adresse aux citoyens, un autre discours que celui de la vertu : il flatte

en effet les tendances dépressives qui sommeilleraient jusqu'au plus profond de la population ; mieux, il paraît en appeler à une consommation, civique en quelque sorte, qui incite les Français à puiser dans leur bas de laine.

A l'entendre, cette consommation « responsable » serait devenue la forme ultime, voire la preuve tangible, de la confiance, dont on affirme, ces jours-ci, à la façon de la méthode Coué, qu'elle conditionne les réussites économiques les plus éclatantes. Ainsi, en souvenir du premier ministre Guizot, qui avait lancé à la bourgeoisie louis-philippine le fameux mot d'ordre « enrichissez-vous ! », Alain Juppé, son lointain successeur, donne l'impression d'entourer un refrain où revient une unique injonction : « consommez ! consommez ! ».

Tant d'efforts pour convaincre à contre-courant des usages s'expliquent par un redoutable retournement des circonstances. A l'exception de la baisse des taux - qui intervient toutefois à doses trop homéopathiques pour peser jusqu'à présent sur la conjoncture - les instruments de la politique macro-économique se révèlent impuissants à entretenir une croissance forte et durable. Dès lors, il revient à la masse des particuliers de réajuster, par la somme de leurs actes quotidiens, ce que la puissance publique ne peut atteindre malgré tout son pouvoir.

Alain Lebaube

Lire la suite page 13

## ■ Démission du premier ministre polonais

Josef Oleksy, accusé d'espionnage au profit de l'URSS puis de la Russie, a dû se démettre de ses fonctions. Le parquet militaire de Varsovie a ouvert une enquête. p. 3

## ■ La Fédération croato-bosniaque menacée

La Fédération croato-bosniaque est menacée d'éclatement après le refus des Croates de réunifier la ville de Mostar. p. 2

## ■ Renouveau du cirque

Après la crise des années 70, les spectacles sous chapiteau ont changé de nature. Si l'on excepte la Chine, la France est le pays qui consacre le plus d'argent au cirque : 40 millions de francs en 1995. p. 11

## ■ Un entretien sur le cinéma avec M. Douste-Blazy

Le ministre de la culture réaffirme le rôle de l'Etat dans la défense du cinéma et sa volonté de soutenir les œuvres de création. p. 26

## ■ La France carnavalesque

Les fêtes profanes rassemblent des centaines de milliers de personnes dans plusieurs dizaines de villes, de la fin janvier au début du mois de mars. p. 23

|                  |    |                  |    |
|------------------|----|------------------|----|
| International    | 2  | Agenda           | 24 |
| France           | 5  | Abonnements      | 24 |
| Société          | 9  | Météorologie     | 24 |
| Horizons         | 11 | Mots croisés     | 24 |
| Finances/marchés | 16 | Culture          | 25 |
| Entreprises      | 17 | Guide culturel   | 27 |
| Carrel           | 20 | Communication    | 28 |
| Aujourd'hui      | 21 | Radio-Télévision | 28 |

JEAN-NOËL JEANNENEY

JEAN-NOËL JEANNENEY

Le monde des livres

Editions du Seuil

Abonnements : 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Australie, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 360 DR ; Irlande, 140 E ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESC ; République Fédérale, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 DM ; USA (PVP), 2 \$ ; USA (abonnement), 2,50 \$.

N 0147 - 0126 - 7.00 F



**BOSNIE** Le conflit persistant entre Croates et Musulmans sur la réunification de la ville de Mostar fait peser une menace sur l'accord de paix en Bosnie. Il met en effet en

péril la Fédération croato-musulmane, qui, selon cet accord, constitue l'une des deux entités de la Bosnie. Cet échec a contraint l'administrateur européen de la

ville, Hans Koschnick, à se tourner vers les ministres des affaires étrangères des Quinze, qui évoqueront cette question lundi à Bruxelles. ● **DANS LA VILLE**, les deux maires

partagent le même rêve de « réunification », jusque-là impossible. La solution nécessiterait que Zagreb cesse de soutenir les extrémistes croates d'Herzégovine. ● **CHARNIERS** : le Tri-

bunal pénal international (TPI) va faire exhumer les cadavres des principaux charniers de Bosnie, avec l'accord de Belgrade. Mais jusqu'où cette coopération peut-elle aller ?

## Le conflit entre Croates et Musulmans à propos de Mostar menace la paix

L'intranséance des nationalistes croates d'Herzégovine empêche la réunification de la ville. Si une ultime tentative de médiation européenne échoue la semaine prochaine, Washington héritera du problème

**MOSTAR** de notre envoyé spécial  
Après l'échec, mercredi 24 janvier, de la dernière médiation européenne supposée résoudre le problème de la réunification de Mostar, la fédération croato-musulmane est plus que jamais menacée de sombrer, victime de l'intranséance des chefs croates nationalistes. Or cette fédération est, selon l'accord de paix de Dayton, l'une des deux entités qui constituent la Bosnie.

« Le camp croate n'a pas accepté la réunification d'une ville où Croates et Bosniaques vivaient ensemble », constate l'Allemand Hans Koschnick, dix-huit mois après avoir été chargé d'administrer Mostar au nom de l'Union européenne. « Pourtant les gens désirent la réunification ! », affirme-t-il. M. Koschnick avait déjà accusé récemment les Croates « d'un cru particulièrement nationaliste, liés aux chefs militaires et à certains chefs de bande », de maintenir la division de Mostar.

Les leaders de l'« Herzeg-Bosna », la « République » croate autoproclamée par les nationalistes dans le sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine, refusent de franchir la première étape vers une réunification de la ville qui consisterait en une union des polices bosniaque et croate, un plan de partage par arrondissement, et la restauration de la liberté de mouvement de la population. Ils ont le sentiment qu'ils commettraient un suicide politique en acceptant de renier leur « République » au profit de la fédération croato-musulmane. Pour ces chefs croates, la Bosnie-Herzégovine ne peut exister qu'en étant divisée en trois territoires distincts, protégés par trois armées.

« Les Musulmans n'ont pas d'autre option que la fédération, analyse Hans Koschnick. Les Croates, eux, hésitent entre la fédération, une « République » autonome et une grande Croatie (c'est-à-dire la réunification à Zagreb). » Certains leaders herzégo-viniens sont inculpés pour crimes de guerre par le Tribunal international de La Haye ; d'autres s'enrichissent en prélevant leur dû sur les biens entrant en Bosnie : tous pratiquent la surenchère nationaliste pour conserver pouvoir et privilèges.

Depuis que la guerre a éclaté en Bosnie, le lobby herzégo-vinien est fermement soutenu par Zagreb et le président croate Franjo Tudjman. La Croatie avait envoyé ses troupes pour soutenir l'armée croate de Bosnie (HVO) dans les

combats qui l'opposèrent aux Serbes d'abord, puis aux Musulmans de mai 1993 à mars 1994.

En 1994, lorsque les Etats-Unis poussèrent à la création d'une fédération croato-musulmane face aux Serbes de Bosnie, pour en finir avec un conflit triangulaire insoluble, Franjo Tudjman est forcé d'écarter le tout-puissant « patron » de l'« Herzeg-Bosna », Mate Boban. L'homme fait mine de quitter son fief et accepte de s'installer à Zagreb, dans les bureaux dorés de la compagnie pétrolière Ina. Kresimir Zubak, un « modéré » d'Herzégovine, le remplace depuis deux ans, mais les observateurs estiment que son influence reste extrêmement limitée.

Mate Boban n'a, en réalité, jamais cessé de contrôler l'« Herzeg-Bosna ». Il contrôle toujours la police, les élus locaux, les milices et plusieurs brigades du HVO. « Brja-

kovic, le maire croate, ne contrôle pas la police, pas plus que Zubak ne contrôle le lobby herzégo-vinien. Mate Boban est le chef depuis le premier jour », estime le maire de Mostar-Est (côté bosniaque), Safet Orucovic.

UN « ARBITRE » AMÉRICAIN  
Il n'est donc pas étonnant que les Croates refusent l'unification des polices de Mostar. Plus étrange est l'attitude de la communauté internationale, et notamment des Américains, les parrains de la fédération. Pourquoi n'incitent-ils pas Franjo Tudjman à briser Mate Boban ? « Ils ont le même problème que, du côté serbe, la mise à l'écart de Karadzic et Mladic par Belgrade », commente un diplomate européen.

Si l'échec de la réunification de Mostar se prolonge, la fédération pourrait mourir bientôt. Or, si l'al-

liance croato-bosniaque disparaît, le plan de paix de Dayton est condamné à périr. Le fragile équilibre bâti par la diplomatie américaine repose entièrement sur la division de l'ex-Yugoslavie en deux camps et Mostar menace d'ébranler l'édifice.

Les diplomates se pressent désormais en Herzégovine, conscients de l'urgence de sauver la fédération croato-bosniaque. Une fois encore, les Etats-Unis sont en train de récupérer un dossier que l'Europe n'est pas parvenue à traiter efficacement, malgré le respect accordé à Hans Koschnick par les belligérants. Lors de son récent voyage en Bosnie, Bill Clinton a annoncé la nomination de l'Américain Robert Owen au poste d'« arbitre » de Mostar, un rôle qui devait revenir à M. Koschnick.

La dernière négociation menée

par Hans Koschnick n'a pas permis d'aboutir à un nouveau découpage de la ville par arrondissement. Les Croates désirent entériner le statut actuel et renforcer la division de Mostar. Les Bosniaques veulent imposer au moins un district multi-ethnique. « Un centre-ville gardien de la civilisation », selon Safet Orucovic. Hans Koschnick a proposé une solution intermédiaire, refusée par les deux parties. La réponse de M. Orucovic fut immédiate : « nous allons appeler l'Amérique ». L'administrateur Koschnick fera, la semaine prochaine, une ultime proposition, après avoir consulté les ministres des Quinze à Bruxelles lundi. Ensuite, rien n'empêchera plus Washington d'œuvrer pour une solution américaine à Mostar. « Si nous ne sommes pas parvenus à une solution mi-février, j'irai embrasser ma femme plus tôt que prévu », conclut Hans Koschnick, annonçant une éventuelle démission.

La balle est dans le camp de Zagreb, qui doit désormais mettre au pas les extrémistes croates d'« Herzeg-Bosna ». L'homme de la situation devrait être Gojko Sukak, le ministre de la défense de Croatie, originaire d'Herzégovine et souvent présenté comme le dauphin du président Tudjman. M. Sukak a toujours soutenu Mate Boban et les « durs » de Mostar-Ouest. Toutefois, selon des sources diplomatiques, Franjo Tudjman et Gojko Sukak seraient désormais prêts à œuvrer pour un renforcement de la fédération croato-bosniaque, afin de ne pas s'attirer les foudres des Etats-Unis. Si tel est le cas, l'heure des comptes est en train de sonner pour les partisans de la « Grande Croatie ».

R. O.

## Sur la Neretva, le rêve inaccessible de la réunification

**MOSTAR** de notre envoyé spécial

La belle ville de Mostar, sur les rives de la Neretva, en Herzégovine, a trois maires. Il y a le maire musulman, Safet Orucovic, qui vit sur la rive est, et le maire croate, Mijo Brajkovic, qui réside sur la rive ouest. Entre ces deux hommes, la Neretva et les ponts brisés par la guerre auraient pu constituer une sorte de mur de Berlin, infranchissable. Il y a aussi un maire « européen » à Mostar, Hans Koschnick, un drôle d'Allemand fort sympathique, qui souhaiterait gouverner une cité apaisée.

MM. Orucovic, Brajkovic et Koschnick aiment Mostar. Peu importe que la rive de M. Orucovic ait failli succomber sous les canons de l'armée de M. Brajkovic. Peu importe que M. Koschnick n'ait pas reçu de ses mandataires de l'Union européenne le soutien politique qu'il espérait. Les trois hommes ont une telle foi en la splendeur éternelle de Mostar qu'ils travaillent sans arrière-pensée. Ils sont amis. Deux ans après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, ils se voient presque chaque matin autour d'une tasse de café et caressent la douce idée d'une « réunification » de la ville. Safet Orucovic le Musulman et Mijo Brajkovic le Croate partagent un rêve : des ponts enjambant la Neretva et les gens pourraient s'aimer de chaque côté de la rivière, sans se soucier de leur origine ethnique.

Mais les deux maires, soutenus par M. Koschnick, ne parviennent pas à réaliser ce rêve, essentiellement à cause des chefs de l'« Herzeg-Bosna » (voir ci-dessus). Depuis que la trêve est respectée à Mostar, l'administration européenne, épaulée par la For-

jets. La cité d'Herzégovine a retrouvé sa quiétude d'antan et la reconstruction a commencé. Ces succès ne concernent toutefois pas l'essentiel du problème, puisque Hans Koschnick n'est pas venu en pacificateur, mais en « réunificateur ».

« Koschnick a réussi à maîtriser la paix, il a obtenu des résultats dans le domaine humanitaire et a entrepris la reconstruction de la ville, constate Alija Behram, directeur de la radio de Mostar-Est, mais la ville est divisée, elle n'a toujours pas de police unique, les gens n'ont aucune liberté de mouvement et ne peuvent pas se promener d'une rive à l'autre. Nous avons la sensation de vivre encore dans une immense prison... »

Dans les rues de Mostar-Est, extrêmement détruite par les artilleurs serbes en 1992, puis par les Croates en 1993, les ouvriers s'activent. Certains récupèrent des matériaux et ravalent les façades de leurs magasins. Comme partout en Bosnie-Herzégovine, les cafés fleurissent. Les gens n'ont pas de travail, les étudiants n'ont pas de cours, alors chacun passe ses journées attablé dans les bistros.

Amir, musulman, est arrivé récemment. Il a passé la guerre croato-bosniaque sur la rive ouest, au milieu du camp ennemi, parce que sa famille n'a pas réussi à fuir lorsque les premiers combats ont éclaté. « J'ai vécu cinq mois enfermé dans ma maison, et mon père n'est pas sorti durant un an, se souvient-il. Personne n'est venu nous embêter, j'ai beaucoup d'amis chez les Croates, de l'autre côté. » Pour Amir, il n'y a aucun doute, « Mostar est une ville indivisible ». D'ailleurs, dit-il, « peu de Croates de Mostar ont soutenu les hordes herzégo-viniennes qui sont venues des campagnes pour tuer les Musulmans. Ils n'avaient le soutien que de certaines brigades profes-

sionnelles de Zagreb ». Amir et ses amis se retrouvent au café Jaz, où le serveur ne se lasse pas de diffuser les chansons de Bob Marley, du matin au soir.

Tous accusent la rive ouest (la partie croate) de refuser une ville multiculturelle. « Mostar était à l'intérieur de l'Etat croate d'Ante Pavelic [le chef du régime fasciste croate durant la seconde guerre mondiale], alors les Herzégo-viniens qui rêvent d'une « grande Croatie » refusent d'envisager que la ville ne soit pas dedans ».

**TROIS MAIRES SOLIDAIRES**

Sur l'autre rive, les gens sont embarrasés. Le vieux Mate confirme aisément qu'il est « hors de question de vivre avec les Musulmans ». « L'Herzégovine [le président bosniaque] veut dominer la Bosnie-Herzégovine avec son parti musulman, estime-t-il. Moi, je veux vivre en « Herzeg-Bosna », avec mon peuple et mes églises catholiques. » Les jeunes Croates de Mostar-Ouest, aussi amoureux de leur ville que leurs jeunes voisins musulmans, désirent une réunification, mais ils craignent de le crier trop fort. « La seule solution est de vivre tous ensemble, et d'oublier la guerre, murmure Maja, dix-huit ans. Quelqu'un peut détruire une ville, mais personne ne peut la diviser. Bientôt, la vie reprendra comme avant. » La jeune fille bête à conduire la conversation : il est provocant de parler ainsi du côté séparatiste croate.

A l'endroit où le Vieux Pont (Stari Most) du XVI<sup>e</sup> siècle, un joyau de l'architecture ottomane, a été détruit par les canons croates en 1993, une étroite passerelle franchit la rivière. Les piétons traversent prudemment, et les gamins s'amuse à jeter des pierres dans la Neretva. Cent mètres plus loin, le boulevard de la Révolution populaire in-

dique la ligne de démarcation. Les bâtiments sont ravagés, le décor est apocalyptique. D'un côté de la rue, des logements et un centre de jeunesse ont été reconstruits par l'Union européenne. Non loin de là, les policiers croates veillent. Les barrières sont toujours dressées et nul ne peut accéder facilement à Mostar-Ouest.

« Après cette tragédie, nous sommes toujours d'accord pour vivre avec les Croates, martèle Alija Behram, directeur de la radio de Mostar-Est. Mostar doit accueillir aussi ceux qui sont partis ailleurs, qu'ils soient musulmans, croates ou serbes. Notre pays est la Bosnie-Herzégovine. » Les Musulmans n'ont pas désiré cette guerre, songe-t-il, soudain mélancolique. D'ailleurs, ils n'y étaient pas prêts.

MM. Orucovic, Brajkovic et Koschnick, les trois maires de Mostar, continuent de boire le café ensemble, et de tenter de convaincre les autres que la réunification est inévitable. Mais en un an et demi, et malgré la discrète solidarité qui les unit, ils ont peu avancé sur cette voie. Safet Orucovic doit affronter les Musulmans nationalistes. Ils estiment que, puisque les Serbes et les Croates refusent l'autorité républicaine, ils n'ont qu'à aller se faire pendre ailleurs. Mijo Brajkovic se bat avec les leaders nationalistes de l'« Herzeg-Bosna », qui se moquent des états d'âme des Mostariens et de leur volonté de vivre ensemble.

Enfin, Hans Koschnick s'épuise depuis longtemps à essayer de convaincre l'Union européenne de le soutenir autrement qu'avec de l'argent. « Nous ne pouvons pas nous satisfaire de la reconstruction, répète-t-il. Nous sommes ici pour réunifier la ville. »

Rémy Ourdan

## Les autorités serbes acceptent qu'un bureau du tribunal international soit ouvert à Belgrade



UN BUREAU du tribunal pénal international pour les crimes de guerre en ex-Yugoslavie (TPI) sera prochainement ouvert à Belgrade, a indiqué mercredi 25 janvier, le ministre yougoslave de la justice, Uros Kikovic, en précisant que « ses compétences restent encore à définir ». Cette décision intervient après un entretien entre le ministre et le président du TPI, Antonio Cassese, en visite à Belgrade.

Toutefois, la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) a toujours contesté la compétence du TPI. « Elle n'a pas modifié sa position concernant la manière dont ce tribunal a été créé et ses compétences », a souligné le ministre, « mais le fait est que ce tribunal existe et fonctionne, et nul ne peut l'ignorer ni refuser une certaine forme de communication » avec cette institution, a-t-il ajouté.

A La Haye, le tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie a annoncé que ses enquêteurs qui se trouvent en Bosnie s'approprient à faire exhumer « dès que possible » les cadavres de victimes d'exécutions massives par les Serbes de Bosnie dans le secteur de Srebrenica (Bosnie orientale) ce

qui « permettra de savoir combien de personnes ont été tuées et de quelle façon ». Le porte-parole du TPI, Christian Chartier, a rappelé que le charnier dans le secteur de Srebrenica (Bosnie orientale) où s'est rendu dimanche l'émissaire américain John Shattuck « était explicitement mentionné dans l'acte d'accusation délivré le 16 novembre 1995 » contre Radovan Karadzic et le général Ratko Mladic, les chefs politiques et militaires des Serbes poursuivis pour génocide.

« Le tribunal a enquêté sur le site

de Srebrenica (tombée aux mains des forces serbes bosniaques à la mi-juillet 1995) dès août dernier », a précisé le porte-parole, soulignant que ces investigations avaient « justifié abouti à la mise en accusation de MM. Karadzic et Mladic pour génocide ».

Parallèlement, le tribunal pénal international (TPI) sur l'ex-Yugoslavie a annoncé qu'il allait prochainement auditionner en public des témoins de massacres imputés aux Serbes de Bosnie lors de leurs opérations de nettoyage ethnique.

### Trois soldats de l'IFOR tués à Sarajevo

Trois soldats de l'IFOR, deux Portugais et un Italien, ont été tués et sept autres blessés, mercredi 24 janvier à Sarajevo, lors d'une explosion dans une chambre de la maternité de Jerezo qui fait office de caserne pour les troupes italiennes et portugaises. Les soldats venaient d'arriver à Sarajevo il y a trois jours, à l'indiqué un officier italien en précisant que « l'hypothèse d'un attentat est totalement exclue et qu'il ne peut s'agir que d'un accident ». Selon un porte-parole de l'état-major portugais à Lisbonne, l'explosion de l'engin, qui n'a pas encore été identifiée, s'est produite quand les soldats procédaient à l'aménagement de leurs locaux.

Par ailleurs, trois légionnaires français ont été blessés, mercredi, lors d'une manipulation d'explosifs effectuée dans le cadre d'un exercice d'instruction. L'incident a eu lieu à Raasleje (à 5 kilomètres au sud du mont Igmán, qui domine Sarajevo). L'un des légionnaires, gravement touché, devait être évacué sur Paris. — (AFP)

### BANQUE MONDIALE : la réu-

nion des pays donateurs qui se tient jeudi 25 et vendredi 26 janvier à Paris devrait décider un accroissement substantiel des promesses d'aide déjà faites, le 21 décembre 1995, à la Bosnie par la communauté internationale (2,5 milliards de francs), a estimé le directeur pour la Bosnie de la Banque mondiale, Rory O'Sullivan. Afin de répondre aux besoins-clés de la reconstruction de la Bosnie, il faudra mobiliser près de 25 milliards de francs sur trois ou quatre ans, a-t-il ajouté, en précisant que le total des dommages de guerre pourrait être de l'ordre de 125 milliards de francs. — (AFP)



# Soupçonné d'espionnage au profit de l'ex-URSS le premier ministre polonais démissionne

## Le parquet militaire a ouvert une enquête contre Jozef Oleksy qui clame son innocence

Jozef Oleksy, chef du gouvernement post-communiste polonais, a démissionné, mercredi 24 janvier, après la décision du parquet militaire

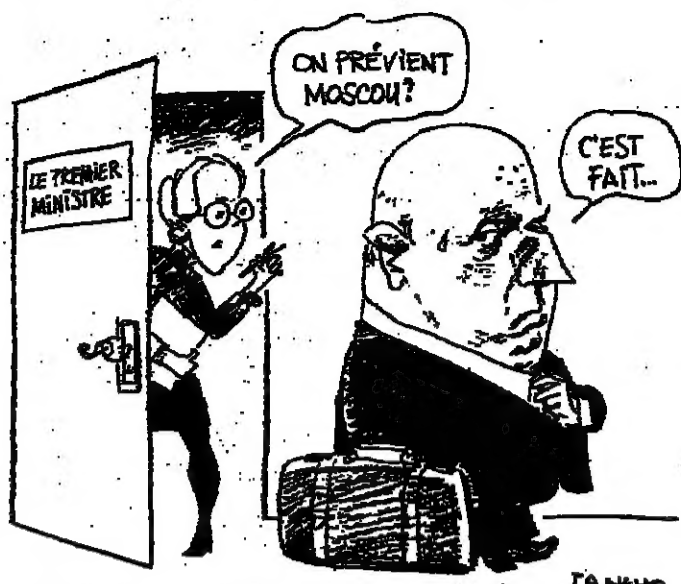
de Varsovie d'ouvrir une enquête au sujet des accusations d'espionnage portées contre lui, en décembre 1993, par l'ancien ministre de l'intérieur de Lech Walesa. Le départ de M. Oleksy fragilise la coalition au pouvoir et la formation d'un nouveau gouvernement s'annonce difficile.

Lech Walesa, qui s'était abstenu jusqu'à présent de commenter les accusations portées contre M. Oleksy, a déclaré, mercredi, que la démission du premier ministre était intervenue « beaucoup trop tard », rejoignant en cela l'opinion de plusieurs responsables de l'opposition. En cinq semaines, l'affaire Oleksy a, en tout cas, mis en lumière certains problèmes fondamentaux de l'état et de la classe politique polonaise, et aucune solution n'est en vue.

### VARSOVIE

de notre correspondant  
L'abcès qui commençait à empoisonner l'ensemble du corps politique polonais a fini par crever : le premier ministre post-communiste, Jozef Oleksy, accusé d'espionnage au profit de l'ex-URSS puis de la Russie par les services du ministère de l'intérieur, a démissionné, mercredi 24 janvier. Quelques heures plus tôt, le parquet militaire de Varsovie avait décidé d'ouvrir une enquête « dans l'affaire concernant Jozef Oleksy », ce qui signifie que l'intéressé n'est pas inculpé (couvert par l'immunité parlementaire, il n'aurait en tout cas pas pu l'être à ce stade), et qu'il sera donc entendu en tant que « témoin ». L'article du code pénal invoqué par le procureur militaire concerne l'espionnage et la trahison.

Depuis que, trois jours avant la fin du mandat présidentiel de Lech Walesa, le ministre de l'intérieur alors en fonctions avait publiquement accusé, devant le Parlement, son premier ministre d'avoir « transmis sciemment des documents, y compris secrets », à des agents des services secrets russes, toute la vie politique polonaise était suspendue à la décision du parquet militaire, normalement chargé d'instruire les affaires d'espionnage. Cette décision était longtemps apparue comme très incertaine : M. Oleksy, continuant à exercer ses fonctions, avait opéré une série de manœuvres et de nominations qui lui donnaient les moyens d'influer sur le déroulement de l'affaire, et ses amis politiques du parti « social-démocrate » avaient longtemps fait bloc autour de lui. Cette solidarité s'était même faite de plus en plus combative, après que plusieurs journaux, s'appuyant sur de nombreuses « sources » con-



nant des éléments du dossier, eurent commencé à « élargir » les accusations à l'ensemble du camp post-communiste.

### DOCUMENTS « ACHETÉS »

En dépit des manœuvres esquissées par le nouveau ministre de l'intérieur, choisi par M. Oleksy parmi ses conseillers, et des contre-attaques virulentes lancées par plusieurs responsables gouvernementaux (en particulier contre Lech Walesa), accompagnées d'accusations concomitantes venues de Moscou, l'affaire « commençait à devenir ingérable ». M. Oleksy a annoncé lui-même sa démission, dans une intervention en direct à la télévision, mercredi soir. Protestant de sa complète innocence, « ce n'est pas une capitulation », il a démissionné parce que « je suis innocent », il a présenté l'affaire

comme une vaste conspiration ourdie par Lech Walesa (qu'il n'a pas nommé, mais les allusions étant transparentes) et ceux qui veulent « transformer leur défaite électorale en victoire ». Il a mis très violemment en cause les services secrets polonais « qui sont devenus un danger pour l'état », et leurs agents « qui changent sans cesse de loyauté ». Les documents concernant les contacts de M. Oleksy avec deux résidents successifs du KGB à Varsovie ont été obtenus « et pour partie » « achetés » à des agents russes, dans des conditions qui restent très mystérieuses - par un as de l'espionnage polonais qui avait payé ses activités au service de l'ancien régime par une condamnation à vie aux États-Unis, avant d'être « échangé » (Le Monde du 5 janvier). Reprenant un thème initié depuis plusieurs jours par ses amis poli-

tiques - et par le président Alexandre Kwasniewski lui-même -, M. Oleksy a « exigé » que tous les documents concernant l'affaire, « je dis bien tous, y compris ceux qui sont dans les archives », soient révélés au grand jour. Ce qui risquerait d'aboutir, du moins selon l'opposition, à la destruction des services secrets et mettrait en danger la vie des agents agissant à l'extérieur ou de leurs contacts. Lech Walesa, qui s'était abstenu jusqu'à présent de commenter les accusations portées contre M. Oleksy, a déclaré, mercredi, que la démission du premier ministre était intervenue « beaucoup trop tard », rejoignant en cela l'opinion de plusieurs responsables de l'opposition. En cinq semaines, l'affaire Oleksy a, en tout cas, mis en lumière certains problèmes fondamentaux de l'état et de la classe politique polonaise, et aucune solution n'est en vue. Même à court terme, les conséquences de cette affaire hors du commun restent très incertaines : d'abord parce que l'enquête pourrait soit tourner court, soit au contraire s'étendre. Et aussi parce que la reconstitution du gouvernement s'annonce scabreuse : le Parti paysan, partenaire des post-communistes dans la coalition, revendique le poste de premier ministre et se laisse courtiser à tout hasard par l'opposition, qui tente de le convaincre de se livrer à un nouveau « pacte d'alliance ». A son tour, le président Kwasniewski menace les paysans d'une dissolution du Parlement et de nouvelles élections. Comme le titre, jeudi, le quotidien *Gazeta* : « Le premier ministre s'en va, la crise demeure. »

Jan Krüszewski

# Warren Christopher refuse de se rendre rapidement à Moscou

WASHINGTON. Contrairement à ses collègues français et allemand, le chef de la diplomatie américaine Warren Christopher ne se rendra pas à Moscou à l'invitation d'Evgueni Primakov, le nouveau ministre russe des affaires étrangères. Le porte-parole du département d'Etat a indiqué, mercredi 24 janvier, que M. Christopher préférerait une rencontre « de manière brève et informelle dans un pays tiers ». Celle-ci pourrait avoir lieu en Europe, mais il n'est pas sûr que ce soit à l'occasion du prochain voyage du secrétaire d'Etat dans les Balkans et au Proche-Orient, début février.

Le porte-parole n'a cependant pas exclu que M. Christopher se rende à Moscou avant le sommet Clinton-Eltine prévu en avril. Mais, selon les Américains, y aller au moment où le président russe se débarrasse de plusieurs ministres réformateurs, apparaîtrait comme une concession. Le département d'Etat a d'ailleurs réagi à la démission de Sergueï Kovalév, qui a quitté, mardi 23 janvier, la présidence du Comité des droits de l'homme créé par le président russe Boris Eltsine. C'est « un nouveau signe des temps troublés que connaissent les réformes en Russie », a déclaré le porte-parole, ajoutant que les Etats-Unis sont « déçus » par le départ de ce « champion des droits de l'homme ». Il a souligné l'opposition de M. Kovalév, un ancien dissident de la période soviétique, à la guerre menée par le Kremlin en Tchétchénie.

### EUROPE

■ **RUSSE** : Vladimir Kadannikov, patron des usines automobiles AvtoVAZ, a été nommé premier vice-premier ministre chargé de l'économie, en remplacement du libéral Anatoli Tchoubais, a annoncé, jeudi 25 janvier, l'agence Interfax citant des sources « informées ». M. Kadannikov devait rencontrer, jeudi, le président Boris Eltsine, selon l'agence Interfax qui annonce que le décret sur sa nomination « est déjà signé ». - (AFP)  
■ Le numéro deux du gouvernement russe, Oleg Soskovets, a appelé, mercredi 24 janvier, à « corriger » les réformes économiques et a estimé que l'importation pure et simple de l'économie de marché en Russie avait été une erreur. « Des mesures financières et structurelles sont indispensables pour corriger la politique du gouvernement, surtout dans le domaine social », a-t-il affirmé devant des dirigeants de l'industrie métallurgique. - (AFP)  
■ **TCHÉTCHÉNIE** : les indépendantistes tchétchènes ont libéré quarante-six otages, mercredi 24 janvier, qui avaient été capturés le 9 janvier lors d'un raid contre la ville de Kizliar (Daghestan). Toutefois, ils ont refusé de relâcher une vingtaine d'autres otages, essentiellement des policiers, tant qu'ils n'auraient pas récupéré les corps de quarante-deux de leurs compagnons, tués lors de l'assaut mené par les forces russes, contre le village de Pervomaiskaya la semaine dernière. - (AFP)  
■ **BULGARIE** : le Parlement de Sofia a élu, mercredi 24 janvier, au poste de président de la Banque nationale, Lubomir Filipov, vice-président du conseil d'administration de la banque depuis 1994. La candidature de M. Filipov a été critiquée par l'opposition qui a émis des doutes sur son impartialité étant donné que son frère est député du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir. - (AFP)

■ **LITUANIE** : le président Algirdas Brazauskas a demandé, mercredi 24 janvier, la démission du premier ministre, Adolfas Slezevicius, accusé d'être impliqué dans un scandale bancaire, rapporte l'agence Interfax. M. Slezevicius, dirigeant d'un parti regroupant des ex-communistes réformistes, n'a pas indiqué s'il avait accepté de quitter ses fonctions. - (Reuters, AR)

■ **ESTONIE** : la police estonienne a détruit six cents exemplaires du livre de propagande anti-sémites nazis, *Le Protocole des sages de Sion*, a rapporté la presse de Tallinn, mardi 23 janvier. La petite communauté juive de cette ancienne république soviétique avait porté plainte après la publication de mille exemplaires de ce livre en 1993. - (AR)

■ **TURQUIE** : Mesut Yilmaz, chef du Parti de la mère patrie (droite), a refusé, mercredi 24 janvier, de participer à un gouvernement dirigé par sa rivale, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, premier ministre depuis juin 1993 et dirigeante du Parti de la juste voie (droite). La classe politique turque cherche à former un nouveau gouvernement depuis la victoire du parti islamiste Refah aux élections législatives du 24 décembre. - (AFP)

■ **UNION EUROPÉENNE** : la Commission européenne a décidé de lancer une action pilote permettant à quelque deux mille cinq cents jeunes d'effectuer un service civil volontaire dans un autre Etat membre de l'Union européenne, a-t-on appris, mercredi 24 janvier, de source communautaire. Cette initiative, proposée par le commissaire chargé de la recherche et de l'éducation, Edith Cresson, pourra s'étendre aux activités allant du soutien scolaire dans des quartiers défavorisés à la participation à des programmes pour l'environnement, en passant par des actions de solidarité auprès des handicapés ou des personnes malades. - (AFP)

# Dublin se prononce contre des élections en Irlande du Nord

### LONDRES

Il faut jeter les fondements de négociations multipartites tout en mettant, momentanément, entre parenthèses la question du désarmement des milices paramilitaires protestantes et catholiques : telle est la principale proposition de la commission internationale sur l'Irlande du Nord, présidée par l'ancien sénateur démocrate américain George Mitchell, dont le rapport a été publié le 24 janvier. Dans ce document, remis simultanément aux gouvernements britannique et irlandais, la commission recommande l'ouverture de discussions préparatoires à des négociations entre toutes les formations politiques sans attendre le règlement de la question des armes. Cette suggestion embarrassé,

certes, le gouvernement britannique, qui met comme condition préalable aux négociations la destruction d'une partie de l'arsenal des groupes paramilitaires loyalistes (protestants), et surtout de l'Armée républicaine irlandaise (IRA, catholique). Mais ce rapport très équilibré demande, en fait, des concessions à toutes les parties concernées.

### INVITATION AU SINN FEIN

Ainsi, Londres obtient satisfaction sur deux points : un engagement réclame aux paramilitaires pour qu'ils mettent fin à leurs activités ; et la reconnaissance de la nécessité d'une vérification internationale des futures opérations de neutralisation de l'arsenal. Si le Sinn Fein est invité de facto à la table des négociations, la branche politique du mouvement

républicain devra, toutefois, persuader l'état-major de l'IRA d'accepter le principe du désarmement progressif, ce celui-ci a toujours assimilé à une capitulation. Quant aux unionistes, qui exigent, eux, la destruction ou la remise de toutes les armes avant de s'asseoir aux côtés du Sinn Fein, ils obtiennent, toutefois, gain de cause sur l'une de leurs priorités : la constitution d'une sorte d'assemblée régionale élue au suffrage universel majoritaire, qu'ils sont en effet assurés de contrôler.

Le premier ministre britannique John Major, dont la survie parlementaire dépend des députés du Parti unioniste d'Ulster (UUP), a d'ailleurs annoncé son intention d'organiser « aussitôt que possible » une consultation électorale dans la province pour désigner une assemblée ou un simple forum dont le

mandat sera de préparer les négociations. Ces élections « pourraient semer la discorde et faire dévier les efforts pour atteindre un règlement négocié », a estimé, jeudi, le premier ministre irlandais John Bruton. Le Sinn Fein a, lui aussi, vivement dénoncé le projet de John Major, l'accusant d'adopter une « démarche totalement pro-unioniste ». Si les deux principaux partis protestants d'Ulster ont manifesté leur satisfaction, le Parti démocratique du pasteur Ian Paisley, de plus en plus isolé sur ses positions ultras, a condamné sans équivoque le texte de George Mitchell.

Marc Roche

# Le « scandale du blé » affaiblit le gouvernement bulgare

LA PREMIÈRE ANNÉE de gouvernement du jeune premier ministre bulgare, Jean Videnov (trente-six ans), élu le 25 janvier 1995, s'achève sur fond de scandale. Après avoir été accusé, fin décembre, de verrouiller les médias (*Le Monde* du 30 décembre), le pouvoir déchu par les anciens communistes du Parti socialiste (PSB) est maintenant éclaboussé par un scandale à l'origine d'une pénurie de blé.

La presse et l'opposition reprochent ainsi au gouvernement d'avoir permis à des sociétés « amies » de réaliser « d'énormes profits » en vendant à la Turquie et à des pays du Proche-Orient au moins 530 000 tonnes de blé, selon le ministère du commerce, achetées à bas prix aux producteurs bulgares. Dans un pays qui n'a jamais exporté plus de 160 000 tonnes de blé par an, la bonne affaire des exportateurs a logiquement provoqué un déficit de céréales sur le marché intérieur. Alors que la récolte de 1995 (environ 5 millions de tonnes) avait été assez satisfaisante, le gouvernement est aujourd'hui contraint de piocher largement dans ses stocks stratégiques et, se-

lon l'opposition, d'importer au prix fort 450 000 tonnes de céréales. Admettant l'existence d'un « problème mais pas d'une crise » du blé, M. Videnov a dénoncé, sans les citer, les « spéculateurs » qui auraient « retenu » d'importantes quantités de céréales pour les revendre ensuite à des prix élevés. Il s'en est également pris à la presse, coupable selon lui, d'avoir entretenu « l'insécurité » parmi la population.

### LE PRIX DU PAIN A DOUBLÉ

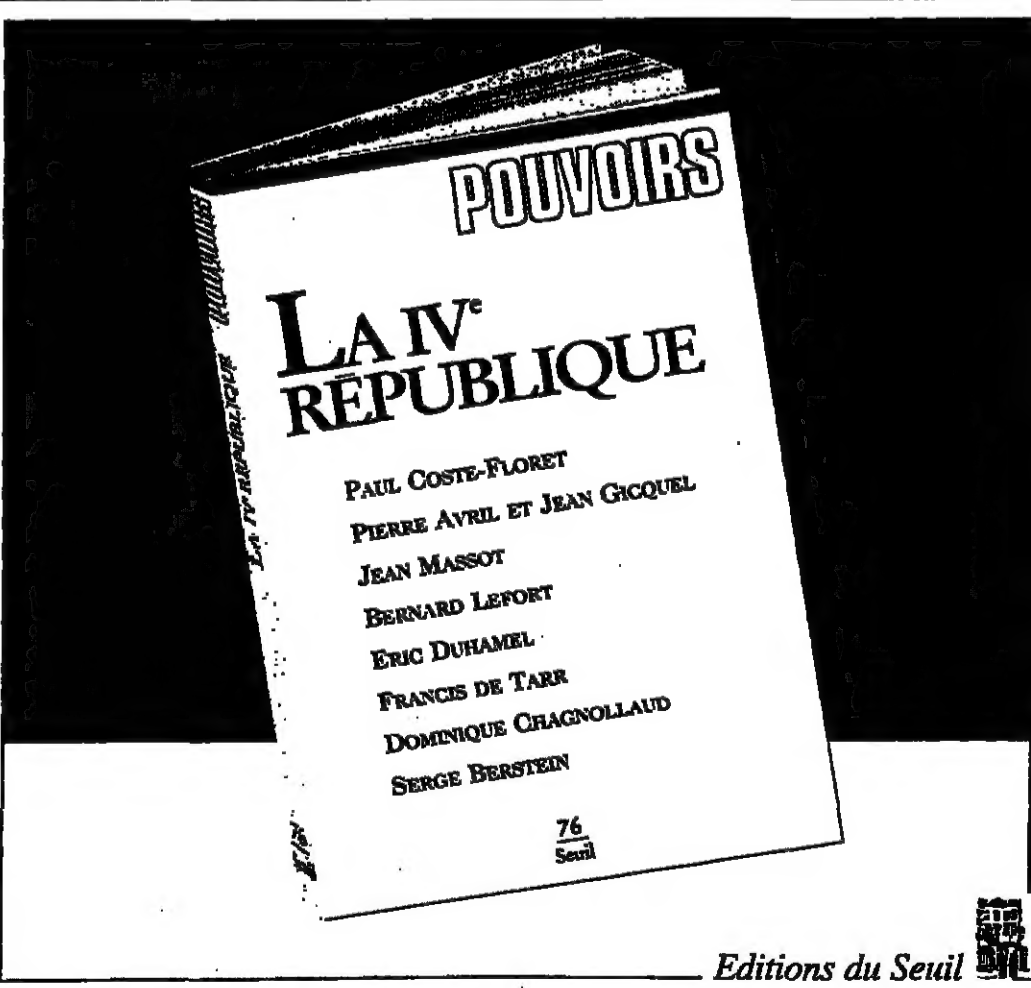
La démission-surprise, le 12 janvier, du premier vice-premier ministre chargé du commerce extérieur et du ministre de l'agriculture, accablent pourtant la thèse d'une compromission de l'état. D'autant qu'à l'occasion du débat sur la motion de censure déposée à ce sujet par les formations d'opposition au Parlement - motion repoussée le 10 janvier par 130 voix contre 105 - plusieurs députés du PSB avaient dénoncé la politique agricole de M. Videnov.

« Le gouvernement a fait des erreurs, la crise est un fait », a ainsi affirmé Alexandre Marinov, président du PSB de Sofia. Pour sa part, le journal *Douma*, l'organe du PSB, a

demandé au premier ministre d'expliquer pourquoi il débloquait des réserves d'état « alors que le pays n'est pas en guerre, qu'il n'y a ni catastrophe ni épidémie ». Au cours de ces derniers mois, le quotidien *Douma* avait déjà accusé des conseillers du gouvernement d'être liés à des groupes économiques proches des ex-communistes. La confortable majorité sur laquelle le premier ministre peut compter au Parlement depuis les élections de décembre 1994 devrait lui permettre de sortir de ce mauvais pas.

Néanmoins, cette crise aura révélé au grand jour les divergences au sein même du PSB. Elle risque également d'entamer la confiance de sa base électorale, les retraités et les couches défavorisées, touchées par le doublement du prix du pain au cours du dernier mois. Le « problème » du blé contredit, en effet, les discours électoraux de M. Videnov. A l'époque, ce golden boy de la nomenclature bulgare promettait d'éradiquer la corruption et de sauvegarder le pouvoir d'achat de la population.

Christophe Chatelot



Editions du Seuil



## L'Allemagne veut réduire de moitié le nombre de chômeurs d'ici à l'an 2000

Le pacte pour l'emploi est présenté comme un texte historique

Avec l'adoption d'un « pacte pour l'emploi et le renforcement de la compétitivité », le gouvernement d'Helmut Kohl et les partenaires sociaux

allemands en appellent à un vaste projet de réformes, sauvegardant le consensus national. Des mesures concrètes devront compléter ce do-

cument présenté comme un texte historique et dont l'idée avait été lancée par le président du syndicat IG Metall.

**BONN**  
de notre correspondant  
« Une initiative sans exemple en Europe », « un gigantesque pas en avant, qui nous permettra d'être épargnés par les événements que vient de connaître la France ». Ainsi Friedrich Bohl et Norbert Blum, respectivement ministre de la chancellerie de Bonn et ministre du travail, ont-ils exprimé leur satisfaction au lendemain de l'adoption d'un « pacte pour l'emploi et pour le renforcement de la compétitivité » par les principaux représentants du patronat et des syndicats ainsi que par le gouvernement allemand.

L'idée d'un pacte pour l'emploi avait été lancée pour la première fois par Klaus Zwickel, président du syndicat IG Metall, en novembre 1995. Après quatre heures et demie de discussions chez le chancelier Kohl, mardi 23 janvier au soir, les partenaires sociaux et le gouvernement ont réussi à coucher sur huit pages de papier un ensemble de projets de réforme visant à « réduire de moitié le nombre des chômeurs d'ici à la fin du

siècle ». Les signataires de ce document s'engagent donc théoriquement à créer plusieurs millions d'emplois au cours des quatre prochaines années.

Réduction des charges sociales, meilleure adaptation des recettes et des dépenses des caisses de retraite, baisse de la part des dépenses de l'Etat dans la production nationale (PIB), flexibilité accrue des salaires et des horaires de travail, renforcement du travail à temps partiel, augmentation du nombre de places d'apprentis, aides renforcées à la création d'entreprises et amélioration des conditions d'obtention de capital-risque, sans oublier le renforcement dans le système de santé : telles sont les principales mesures envisagées.

Certes, il ne s'agit que d'un « cadre », souligne-t-on à la chancellerie. De nombreuses propositions demeurent assez vagues dans leur contenu. Mais tel est sans doute le prix à payer dès lors qu'il s'agit de sauvegarder le consensus

social allemand. Telle est aussi la priorité du chancelier Kohl, qui veut à tout prix éviter une explosion sociale dans son pays, et qui a accepté de renoncer, pour ce faire, à une réduction annuelle de 5 % de l'aide aux chômeurs de longue durée (la réduction sera seulement de 3 %).

Il est trop tôt pour mesurer la portée réelle du « pacte » sur l'économie allemande. A court terme, il faudra attendre la présentation du rapport économique annuel du gouvernement, le 30 janvier, pour savoir quelles mesures concrètes, notamment fiscales, le gouvernement allemand entend prendre pour relancer la croissance.

Ce sont sans doute les syndicats qui ont effectué, depuis quelques semaines, l'effort le plus grand pour adapter leur discours. L'engagement en faveur d'« une politique salariale modérée » figure en toutes lettres dans le texte du « pacte ». Une concession très importante en échange de la création de nouveaux emplois. Par ailleurs, la

« flexibilité des horaires de travail » est définie comme une priorité : les syndicats se plient désormais à cette philosophie patronale, acceptent de parler d'« annualisation » du temps de travail pour mieux adapter les horaires à la conjoncture, entendent complètement l'objectif de la semaine de trente heures, qui aurait dû logiquement succéder à l'introduction des trente-cinq heures.

### BAISSE DES CHARGES SOCIALES

La réduction des coûts salariaux figure en toute première place. Les signataires du « pacte » se sont engagés à tout faire pour que les charges sociales soient réduites de plusieurs points avant la fin du siècle : leur rapport au salaire brut, actuellement de 43,7 %, devrait passer à moins de 40 % d'ici à l'an 2000. « Le niveau des charges sociales a atteint, pour les salariés aussi, la limite du supportable », selon Dieter Schulte, le président du DGB, la Fédération des syndicats allemands. Rien n'indique cependant, dans le document, comment cet objectif sera atteint ni comment le gouvernement allemand s'y prendra pour alléger le budget des caisses d'assurance-chômage et de retraite. Celles-ci supportent beaucoup de dépenses étrangères à leur mission, qui sont notamment liées au financement de la réunification.

Pour réduire le poids des cotisations sociales, il est particulièrement important, dans le contexte allemand, de mieux adapter les recettes et les dépenses des caisses de retraite. Une partie de bras de fer très dure est engagée entre les partenaires du pacte pour l'emploi pour en finir avec la généralisation de la mise à la retraite anticipée, consécutive aux restructurations industrielles massives qui ont eu lieu depuis trois ou quatre ans en Allemagne.

De la même façon qu'en France, les employeurs allemands poussent chaque année dehors des centaines de milliers de salariés de plus de 55 ans, qui sont dès lors pris en charge par les caisses d'assurance-chômage jusqu'à l'âge légal de la retraite (théoriquement 63 ans, de fait 60 ans). Ce système, que ni les employeurs ni les salariés ne voudraient abandonner, coûte chaque année 66 milliards de marks à l'Etat (225 milliards de francs) et seulement 5,4 milliards de marks aux employeurs (18 milliards de francs).

Une réforme de grande envergure, douloureuse pour les salariés qui devront accepter de voir rogner leur retraite. Les partenaires sociaux ont été à nouveau convoqués par le chancelier Kohl, le 12 février prochain.

Lucas Delattre

## M. Giscard d'Estaing propose un compromis sur les critères de Maastricht

La conjoncture serait prise en compte

BRUXELLES

(Union européenne)

de notre correspondant

Valéry Giscard d'Estaing a été mercredi 24 janvier l'incantable vedette de la table ronde sur l'« euro » et les enjeux de la communication, organisée par la Commission de Bruxelles, en proposant aux promoteurs de la monnaie unique une voie à suivre pour regagner une marge de liberté et s'affranchir des tensions qu'ils subissent actuellement du fait des incertitudes suscitées par le ralentissement de la conjoncture.

Offensif, l'ancien président de la République a souligné la nécessité de mettre fin à l'ambiance de « déniement systématique » qui a cours aujourd'hui. Qui sont-ils ces adversaires de la monnaie unique qui mettent à profit l'inquiétude née dans l'opinion de la faiblesse de l'activité économique ? M. Giscard d'Estaing dénonce les « anti-européens de toujours », mais aussi ceux qui ont un intérêt sonnant et trébuchant à ce que le projet échoue. Pour qu'il n'y ait pas de risque d'erreur sur ceux qu'il prend pour cible, M. Giscard d'Estaing demande à la Commission européenne de préparer à l'intention de l'opinion publique un rapport évaluant les énormes profits que les établissements financiers et autres grands groupes tirent des fluctuations monétaires. Pour ceux-là, la monnaie unique, la stabilité des changes, c'est un intérêt contrarié. Ce langage de la franchise a été bien accueilli par les organisateurs de la table ronde. A Bruxelles, les gens sont préoccupés de constater qu'en dépit de l'engagement très ferme pris par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil européen de Madrid, malgré le bon accueil réservé par les marchés à la stratégie actuelle et à son binôme gagnant-réduction des déficits/baisse des taux -, de grands financiers, de grands patrons anti-européens, relayés au niveau politique et médiatique, se mobilisent avec acharnement pour empêcher la venue de l'euro.

Comment faire pour que la pause de la croissance que subissent actuellement les pays de l'Union européenne (UE) ne mette pas en péril le projet de monnaie unique ? M. Giscard d'Estaing estime indispensable, pour la crédibilité de l'entreprise, de maintenir la date du 1<sup>er</sup> janvier 1999. Si la réalité ne peut être la date, il ne reste que les conditions d'accès au « club », c'est-à-dire les critères de convergence. Le moment venu, propose-t-il, fut l'inventeur (avec Helmut Schmidt) du système monétaire européen, autrement dit début 1998, lorsque le Conseil européen devra établir la liste des pays remplissant les

conditions posées par le traité de Maastricht et autorisés par là-même à accéder à la monnaie unique, il lui faudra tenir compte de la conjoncture et des circonstances exceptionnelles.

Une croissance très faible a pour conséquence une réduction des recettes fiscales escomptées et rend plus difficile de ramener le déficit public au-dessous de la barre de 3 % du PIB. Pour y parvenir coûte que coûte, il faudrait consentir des efforts supplémentaires susceptibles d'avoir un effet déflationniste. Il serait donc raisonnable, si cette situation se produisait, que les chefs d'Etat et de gouvernement, au moment de se prononcer, puissent s'abstraire des aléas conjoncturels en interprétant ce critère sur la base des « recettes fiscales, hors effet de récession ». M. Giscard d'Estaing presse le Conseil « écon », regroupant les ministres des finances, de rapidement se saisir de sa proposition.

### REACTION PRUDENTE A BRUXELLES

Jacques Santer et Yves de Silguy, respectivement président de la Commission et commissaire en charge des affaires économiques, pris de court, ont réagi avec prudence. « Il faut l'étudier », explique M. Santer, mais en gardant à l'esprit que pour la Commission, gardienne du traité, il convient d'appliquer strictement celui-ci, sans en ajouter, sans en retirer ». Avant d'en dire davantage, les commissaires préfèrent, à l'évidence, savoir quelles seront les réactions de Bonn et de Paris.

Une autre idée suit son chemin depuis quelques jours. Développée à Bonn par Klaus Zwickel, le porte-parole de la CDU pour les affaires internationales et, à Bruxelles, par Philippe Maystadt, le ministre belge des finances, elle a été reprise en marge de la table ronde bruxelloise, notamment par Jacques Delors et Jacques Santer. Il s'agit de donner quelque consistance à la dimension sociale dans les travaux communautaires. D'en faire un des domaines, pourquoi pas même un des domaines prioritaires, à approfondir par la conférence intergouvernementale (CIG) qui sera lancée le 29 mars à Turin afin de compléter et d'ajuster le traité de Maastricht. Au moment où le chômage a cessé de baisser au sein de l'Union, la réorientation ainsi esquissée des travaux de la conférence peut apparaître comme un contre-feu nécessaire face à ceux qui dénoncent le caractère abstrait et désincarné du projet de monnaie unique.

Philippe Lemaître

Lire aussi notre éditorial page 13

## Paris et Bonn poursuivent leurs consultations sur la coordination de leurs politiques économiques

DES CONSULTATIONS approfondies se poursuivent actuellement entre les ministères français et allemands des finances pour tenter de donner corps au souhait émis le 15 janvier par le président Chirac de voir la France et l'Allemagne renforcer la coordination de leurs politiques économiques et sociales. La proposition du chef de l'Etat français a suscité beaucoup de prudence de part et d'autre du Rhin, tant il apparaît difficile de mobiliser de la même manière des appareils qui fonctionnent dans des contextes nationaux encore fort différents. Elle a néanmoins eu le mérite de replacer les débats sur la future monnaie commune, qui commencent sérieusement à tourner à vide, dans leur vrai contexte.

Pierre Lellouche, coauteur des propositions rendues publiques par le groupe de travail « Europe » du RPR sur le futur de l'Union européenne, insistait mercredi 24 janvier sur l'importance de l'initiative du chef de l'Etat. Recevant le secrétaire d'Etat allemand aux

affaires européennes, le libéral Werner Hoyer, venu « plancher » devant le groupe de travail franco-allemand de l'Assemblée nationale, le député RPR a estimé que la capacité de la France et de l'Allemagne à coordonner la relance serait un élément-clé pour réussir l'union monétaire. Il a souligné que la monnaie unique ne peut être déconnectée des politiques économiques nationales. « Il faut se poser la question de confiance. Si nous lançons la monnaie unique, le corollaire est une politique commune de relance pour répondre à des problèmes qui sont similaires chez nous (...). On rentre au cœur du débat », a-t-il dit.

Le volontarisme de Paris a suscité des réactions ironiques dans la presse allemande, qui se méfie des « emportements » français. Les difficultés rencontrées aussi bien par Paris que par Bonn pour mettre au point leurs propres programmes de lutte contre le chômage en concertation avec les partenaires sociaux montrent bien la complexité de l'affaire. Mais les di-

rigents allemands qui se sont exprimés ces derniers jours sur ce sujet ont reconnu qu'on pouvait améliorer la coordination. Wolfgang Schäuble, l'influent président du groupe parlementaire démocrate-chrétien au Bundestag, qui s'en est entretenu avec Jacques Chirac et Alain Juppé à Paris, a estimé qu'il était envisageable de prendre des mesures ensemble. Werner Hoyer a souligné qu'il serait déjà utile de veiller à ce que, de part et d'autre, on ne prenne pas de décisions qui puissent gêner les efforts du partenaire, de montrer qu'on va dans une direction concertée. Soulignant que des décisions allant dans le même sens avaient déjà été prises ces derniers mois, il a estimé qu'il serait possible d'intensifier ces efforts. Ces idées sont examinées par les responsables des administrations concernées, qui ont reçu pour consigne de préparer, d'ici à la fin du mois, des propositions à faire à leurs ministres.

René de Bresson

### PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Communes de LA GAUDE, SAINT LAURENT DU VAR, LA ROQUETTE SUR VAR, LE BROU, CARROS, GATTIERES, SAINT JEANNET, SAINT MARTIN DU VAR et NICE.

RN 202

Route Nouvelle à 2 fois 2 voies entre Baus-Roux et Saint Isidore

Maître d'ouvrage : l'Etat, pris en la personne de M. le Directeur Départemental de l'Équipement des ALPES-MARITIMES

### 2<sup>e</sup> AVIS D'ENQUETE

Le Préfet des Alpes-Maritimes, Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Informe le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes de La Gaude, Saint-Laurent-du-Var, Le Brou, Carros, Gattières, Saint-Jeannet, Saint-Martin-du-Var et Nice en exécution de l'arrêté préfectoral en date du 2 JANVIER 1996, à une enquête publique intéressant la demande d'autorisation au titre de la police sur l'eau en application des dispositions de la loi du 3 janvier 1992, relative à la création d'une route nationale nouvelle à 2 x 2 voies entre Baus-Roux et Saint-Isidore.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête seront déposés à la Mairie de CARROS pendant 33 (trente trois) jours consécutifs

SOIT DU 22 JANVIER 1996 AU 23 FÉVRIER 1996

(dimanches et jours fériés exceptés) afin que chacun puisse en prendre connaissance :

- les lundis de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00,
- du mardi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 00,
- le samedi de 9 h 00 à 12 h 00.

Des dossiers et des registres subsidiaires seront déposés en mairies de :

- 1<sup>o</sup> - LA ROQUETTE SUR VAR de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 00 du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés)
- 2<sup>o</sup> - SAINT MARTIN DU VAR de 14 h 00 à 18 h 00 le lundi - de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00 du mardi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés)
- 3<sup>o</sup> - LE BROU de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 30 à 16 h 30 du lundi au vendredi - de 9 h 00 à 12 h 00 le samedi (dimanches et jours fériés exceptés)
- 4<sup>o</sup> - GATTIERES de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 30 du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés)
- 5<sup>o</sup> - SAINT JEANNET de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 18 h 00 du lundi au vendredi - de 9 h 00 à 11 h 30 le samedi (dimanches et jours fériés exceptés)
- 6<sup>o</sup> - LA GAUDE de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30 du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés)
- 7<sup>o</sup> - SAINT LAURENT DU VAR de 8 h 45 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30 - 17 h 00 les vendredis - du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés)
- 8<sup>o</sup> - NICE de 8 h 30 à 17 h 00 - 15 h 45 les vendredis - du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés)

Toutes observations pourront être consignées sur les registres mis à la disposition du public dans les neuf mairies précitées ou adressées par correspondance en Mairie de CARROS, au Président de la commission d'enquête désignée le 19 décembre 1995 par le Président du Tribunal Administratif de NICE et dont la composition est la suivante :

- M. JEHANNO André, ingénieur en chef en retraite, Président de la présente commission,
- M. NAUDET Pierre, cadre honoraire SNCF,
- M. ODDOU Alain, ingénieur.

Messieurs les membres de la commission d'enquête siégeront en mairie de CARROS les lundi 22 janvier, lundi 5 février et vendredi 23 février 1996.

de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

pour y recevoir les observations du public.

### A L'ISSUE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos et signés par le Maire des communes intéressées et transmis dans les vingt quatre heures avec le dossier d'enquête et les documents annexés aux membres de la commission d'enquête.

Après la clôture de l'enquête, le Président de la commission d'enquête convoquera, dans la huitaine, le pétitionnaire et lui communiquera sur place les observations écrites et orales, celles-ci étant consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de vingt-deux jours, un mémoire en réponse.

Le Président de la commission d'enquête enverra le dossier de l'enquête avec ses conclusions motivées, dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de GRASSE, pour les communes de son arrondissement, qui transmettra le tout, avec son avis, à Monsieur le Préfet des ALPES-MARITIMES,
- Monsieur le Préfet des ALPES-MARITIMES, pour les communes situées dans l'Arrondissement de NICE.

Copies des conclusions motivées et du rapport de la commission d'enquête seront déposées en Mairies. Toute personne physique ou morale pourra en demander communication à Monsieur le Préfet des ALPES-MARITIMES.

Nice le 2 Janvier 1996

Le Préfet,  
Philippe MARLAND

سكينة زليخ



## Le Mozambique mise sur le développement de l'Afrique australe

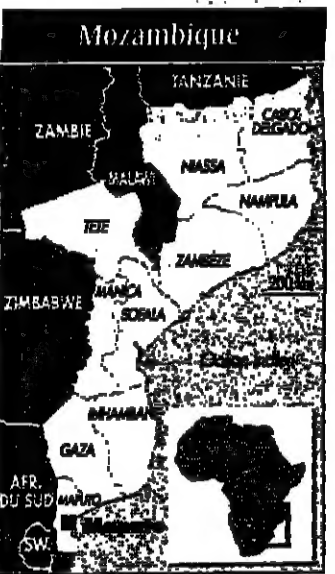
Les exigences du FMI heurtent jusqu'aux Occidentaux

MAPUTO

Des distributeurs de billets ont fait leur apparition à Maputo, capitale du Mozambique. Et même des cartes de crédit mises en circulation par une banque locale. L'événement peut sembler mineur, mais il témoigne des aspirations d'un pays qui a recouvré la paix après seize ans de guerre civile. Quatre siècles de colonialisme portugais des plus obtus, suivis de quatorze ans de marxisme-léninisme le plus orthodoxe, n'ont préparé cet Etat d'Afrique australe ni à plonger dans l'économie de marché ni à considérer la sous-développement extrême. Et pourtant, il s'y efforce avec la foi des nouveaux convertis au capitalisme.

Ombragé de flamboyants, l'ex-Lourenço Marques baigne, en cette saison d'été austral, dans une chaleur humide. Stimulée par une croissance nationale forte - 5 % en 1995, autant qu'en 1994 -, la capitale ne cesse de s'étendre. Elle compte 1,5 million d'habitants qui affluent des campagnes où vivent d'agriculture de subsistance 80 % des quelque 16 millions de Mozambicains. C'est dire si Maputo est un trompe-l'œil. Il suffit de s'en éloigner pour se rendre compte du profond dénuement, sanitaire, alimentaire et scolaire, du pays, l'un des plus pauvres de la planète avec un PIB annuel par habitant qui oscille entre 80 et 90 dollars (400 à 450 francs).

Le passé pèse lourd. La guerre d'indépendance contre le Portugal



a duré dix ans. S'en est suivi un interminable conflit entre les forces gouvernementales marxistes-léninistes du Front de libération du Mozambique (Frelimo) et les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (Renamo) soutenus par le pouvoir blanc de l'apartheid (aujourd'hui Zimbabwe) puis d'Afrique du Sud au temps de l'apartheid. La guerre a fait un million de victimes civiles. Six millions de personnes ont fui dans les six pays limitrophes ou se sont retrouvées sur routes et chemins, chassées par les combats. Au sortir du conflit, en 1992, le pays était exsangue. Transports, énergie, industries et services, l'économie nationale était à reconstruire, voire à construire.

Les belligérants ayant été lâchés par leurs parrains, Moscou et Pretoria, la guerre n'avait plus de raison de s'étirer. Le Renamo accepta tant bien que mal de rendre les armes, tandis que le Frelimo se convertissait au libéralisme économique et au pluralisme politique. Des élections eurent lieu en 1994, qui confirmèrent dans ses fonctions le président Joaquim Chissano, du Frelimo, et démontèrent, lors du scrutin législatif concomitant, le poids de la Renamo.

Les accords de paix prévoient que des élections municipales doivent avoir lieu avant octobre 1996. Il est peu probable qu'elles soient organisées dans les délais, si toutefois elles le sont. Le gouvernement répugne à donner à la Renamo l'occasion de démontrer de nouveau sa vitalité et argue de difficultés, réelles, à organiser un tel scrutin dans un pays sans

administration locale ni communications dignes de ce nom. D'énormes moyens financiers et logistiques, avaient été mis en œuvre par les Nations unies pour faciliter les scrutins de 1994, mais elles n'envisagent pas de renouveler l'opération.

Qu'importe, finalement, l'issue de cette querelle qui passionne surtout la classe politique. Le Mozambicain de la ville est beaucoup plus sensible aux indicateurs qui influent sur sa vie au quotidien : 50 % d'inflation en 1995 au lieu de 70 % l'année précédente, un taux de chômage à son pic - 95 000 Mozambicains ont un emploi sur 7 millions d'adultes -, et un revenu minimum mensuel de 20 dollars (100 francs).

MEMBRE DU COMMONWEALTH

La récente révision à la hausse de ce salaire-plancher est l'affaire du moment. Le gouvernement ayant décidé, en octobre 1995, une augmentation de 37,5 %, le représentant du FMI a protesté, suscitant une lettre de réprobation de plusieurs ambassadeurs occidentaux en poste à Maputo, dont celui des Etats-Unis - mais pas de l'ambassadeur de France, qui a estimé qu'il aurait outrepassé ses fonctions. Jusqu'à la Banque mondiale, dont le représentant local laisse entendre que le FMI y était allé un peu fort.

Avec une dette de 5,2 milliards de dollars (26 milliards de francs), soit près de quatre fois son FNB annuel, le Mozambique ne dispose que d'une faible marge de manœuvre face au FMI, sous la pression duquel il a engagé une vigoureuse libéralisation de son économie : dévaluation des prix, assouplissement du contrôle des changes, encouragement des investissements étrangers, privatisations.

La polémique suscitée par la hausse du salaire minimum est provisoirement close. Mais le FMI veille. Les Mozambicains connaissent, en février, ses nouvelles exigences. Continueront-ils à se montrer bons élèves ? M. Chissano s'efforce d'imposer à ses compatriotes une médication de cheval sans provoquer de révolte sociale. C'est un pari et il n'est pas gagné.

En dépit de cet incident, le gouvernement, qui domine d'anciens marxistes, s'est converti à un capitalisme zélé. La gestion des douanes va être privatisée. Il est vrai que leur ministre de tutelle s'inquiète, depuis longtemps, de la bureaucratie et de la corruption qui règnent dans ces services, comme elles gangrèment, de l'aveu officiel, les autres administrations. Ces travers ne font pas du Mozambique un cas à part en Afrique. Grand comme une fois et demi la France, il peut se prévaloir, à contrario de quelques atouts. Le pays est riche de ressources minérales, hydroélectriques et halieutiques qui sont loin d'avoir été mises en valeur, à cause de la guerre civile. Ses 2 470 kilomètres de côtes sur l'océan Indien font des envieux. Elles sont le débouché naturel de trois pays voisins, dépourvus d'accès à la mer, la Zambie, le Malawi et le Zimbabwe. Enfin le Mozambique semble avoir pris conscience, malgré ses racines lusophones, que sa prospérité future réside dans une intégration économique poussée avec les six Etats anglophones qui le ceinturent et, plus largement, avec les pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe à laquelle il appartient.

Même si la langue officielle est le portugais, on roule à gauche au Mozambique, qui vient d'être admis au sein du Commonwealth au quel n'adhèrent, jusqu'ici, que d'anciens dominions. Johannesburg n'est qu'à une demi-journée de route. Et si l'héritage mortifère des années écoulées est loin d'être surmonté, l'avenir du pays semble plus rose que celui d'autres pays africains où la colonisation, le marxisme-léninisme et la guerre civile ont causé les mêmes dégâts.

Bertrand Le Gendre

## A Bahreïn, le pouvoir multiplie les arrestations pour contrer l'opposition

Le prince héritier menace de faire intervenir l'armée

Après un mois de crise et d'émeutes, les autorités bahreïnaises tentent de museler l'opposition en multipliant les arrestations parmi les

chiffes, majoritaires dans la population mais écartés de nombreux postes administratifs. Alors que le prince héritier menace de faire l'in-

tervenir l'armée, l'émirat semble aussi mettre en avant le conflit frontalier qui l'oppose au Qatar pour faire oublier la crise intérieure.

AMMAN

de notre correspondant au Proche-Orient

Après un mois de manifestations, des incendies par dizaines, des affrontements parfois violents et la fermeture de plusieurs mosquées, le gouvernement bahreïnien semble décidé à contrer l'opposition par tous les moyens. Les arrestations opérées, ces derniers jours, dont celle de huit des chefs de l'opposition chiite, se chiffrent, selon des sources fiables, à environ 2 000 personnes.

La reprise des troubles après une accalmie de près de deux mois est due, selon les contestataires, au non-respect par les autorités d'un accord conclu, en août 1995, avec leurs chefs, alors emprisonnés, qui prévoyait la libération des détenus et le retour au calme, l'ouverture d'un dialogue politique avec les opposants, dont la principale revendication demeure le retour à la Constitution et le rétablissement du Parlement dissous en 1975. Après une grève de la faim dont l'objectif était d'attirer l'at-

tention des autorités sur leurs promesses non tenues, à la fin d'octobre, le principal chef chiite et membre de l'ancien Parlement, Cheikh Abdel Amir Al-Jamri, avait pronostiqué une reprise des troubles. Le gouvernement a pour sa part toujours nié avoir conclu le moindre accord avec l'opposition.

SUNNITES ET CHITES

La situation paraît aujourd'hui d'autant plus bloquée que la détention des chefs de l'opposition risque d'encourager les éléments les plus radicaux et les moins contrôlables. Ce conflit ancien se complique aujourd'hui d'une compétition familiale opposant Cheikh Hamad, prince héritier, fils de l'émir et commandant de l'armée, à Cheikh Khalifa, premier ministre, frère de l'émir et responsable de la police. En menaçant de faire intervenir l'armée, le prince héritier voudrait montrer qu'il pense, lui, résoudre une crise que son oncle n'a pas réussi à maîtriser.

Depuis le début des troubles, en décembre 1994, l'armée compo-

sée de 8 000 hommes, en majorité des Bahreïnais sunnites, n'est jamais intervenue. La répression a été menée par la police et les services de sécurité commandés depuis plus de vingt ans par un Britannique, Ian Henderson, et formés essentiellement de Pakistanais et de Baloutches. Largement majoritaires dans la population, les chiites n'ont pas le droit de servir dans l'armée ou la police.

En faisant porter la responsabilité de ces troubles sur l'Iran, qui a démenti toute implication, le gouvernement veut incontestablement réduire le mouvement à sa seule composante chiite. Depuis la reprise des troubles, il a pris soin de ne pas arrêter les opposants sunnites, dont les revendications politiques sont les mêmes que celles des chiites.

Il est vrai que l'agitation a été surtout forte dans les quartiers chiites les plus pauvres et dont la population est la principale victime de la crise économique et du chômage qui touche quelque 30 000 Bahreïnais, alors que 66 %

de la population active est étrangère.

Bahreïn a reçu le soutien de la quasi-totalité des pays arabes, à l'exception de son voisin du Qatar auquel l'oppose un conflit frontalier (Le Monde du 11 janvier). Certains Bahreïnais craignent que Manama, pour faire oublier sa crise interne, soit tenté de relancer son conflit avec Doha, à un moment où cet émirat est isolé au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui groupe les six monarchies pétrolières. Un porte-parole bahreïnien a ainsi démenti, mercredi 24 janvier, que son pays avait levé toute condition à un recours devant la Cour de justice de La Haye pour régler le différend de frontières, comme l'avait indiqué, lundi, une agence de presse qatariote. Il a défendu de nouveau la revendication bahreïnienne sur la zone de Zubara qui fait géographiquement partie de la péninsule qatariote, ce qui ne peut que compliquer le conflit entre les deux pays.

Françoise Chipaux

## La Tanzanie ouvre ses frontières aux réfugiés rwandais

LA TANZANIE a autorisé, mer-

credi 24 janvier, l'entrée de son territoire à quelque 12 000 réfugiés rwandais qui étaient bloqués à la frontière avec le Burundi depuis la semaine dernière, mettant provisoirement fin à une grave crise humanitaire, a annoncé la Fédération internationale de la Croix-Rouge.

Des responsables gouvernementaux tanzaniens ont confirmé que, depuis le 24 janvier, le camp de Mugano dans le nord-est du Burundi.

La frontière avec le Burundi est fermée depuis une dizaine de mois, la Tanzanie accueillant déjà quelque 600 000 réfugiés qui avaient fui le Rwanda après le génocide perpétré en 1994. Mais elle avait permis, la semaine dernière, à 15 000 réfugiés rwandais de gagner son territoire. Ces réfugiés hutus avaient fui le camp de Mugano, proche de Ntamba, après des affrontements entre des extrémistes hutus burundais et des militaires de l'armée, dirigée par les

Tutsis. A leur tour, 17 000 réfugiés rwandais du camp de Ntamba avaient tenté, samedi, de gagner la Tanzanie, qui, jusqu'à mercredi, refusait de les admettre. Des milliers de personnes se sont alors cachées dans les collines à la frontière, beaucoup ayant peur de retourner au Burundi mais ne pouvant pas travailler ni trouver de la nourriture.

La Tanzanie a finalement accepté l'admission de 12 000 personnes. Les réfugiés seront installés dans un nouveau camp de la Croix-Rouge, à Keza, à 65 kilomètres de la frontière burundaise, avec les 12 000 réfugiés originaires de Mugano.

Quelques milliers de personnes ont choisi de retourner dans leur camp d'origine. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) a déjà rapatrié 2 000 personnes à Ntamba, depuis mardi, mais le camp doit être reconstruit : les soldats hutus burundais avaient incendié après le départ des réfugiés, espérant contraindre leur éventuel retour. - (AFP)

## Le président Samper propose un référendum aux Colombiens

BOGOTÁ

de notre correspondant

Le chef de l'Etat colombien, Ernesto Samper, a annoncé mercredi 24 janvier au soir à la télévision que l'organisation d'un référendum lui semblait « sans aucun doute, la meilleure alternative » pour faire face à la crise gouvernementale qui secoue le pays et décider de son maintien à la tête de l'Etat. Il envisage de demander, d'ici deux mois, aux Colombiens : « Combien de temps voulez-vous que je me maintienne au pouvoir ? », afin de répondre à ceux qui exigent son départ immédiat.

Les pressions se sont accentuées après les déclarations de son ancien ministre de la défense et directeur de campagne, Fernando Botero, actuellement incarcéré, qui a confirmé, lundi soir, que non seulement l'argent de la drogue avait financé la campagne présidentielle de 1994, mais aussi que le président avait toujours été au courant (Le Monde du 23 janvier). Mercredi, quinze dirigeants des plus importantes fédérations patronales ont demandé par écrit « le retrait temporaire du président », estimant qu'il était « sérieusement affaibli dans l'exercice de son autorité et sa capacité de gouverner ».

A la démission mardi du ministre de la santé, Augusto Galán Samiengo, s'est ajoutée, mercredi, celle de l'ambassadeur de Colombie au Venezuela. Plus révélateur,

l'ambassadeur de la Colombie aux Etats-Unis, qui doit faire face à la détérioration des relations entre les deux pays, menace, lui aussi, de quitter ses fonctions.

MARCO-DÉMOCRATIE

L'administration américaine a en effet annoncé que l'entrée des Etats-Unis serait désormais interdite à certaines personnalités colombiennes soupçonnées d'avoir des relations avec les organisations de trafic de drogue. Autre signe de la dégradation des relations entre les deux pays, le traditionnel « certificat de bonne conduite », délivré par le Congrès américain à certains pays, qui bénéficie ainsi d'avantages commerciaux avec les Etats-Unis, pourrait aussi être retiré à la Colombie. C'est ce qu'a demandé au Congrès américain le républicain Jesse Helms, président du comité des relations extérieures du Sénat, qui a réaffirmé que la Colombie était une « narco-démocratie ».

En choisissant la voie du référendum et en réitérant sa ferme volonté de ne pas démissionner, le chef de l'Etat réussira-t-il à retrouver une légitimité, de plus en plus contestée ? Selon les enquêtes publiées, ce n'est pas l'avis de la grande majorité des Colombiens qui, aujourd'hui, mettent largement en doute sa sincérité.

Anne Froenza

## Pékin dément la préparation d'une attaque contre Taïwan

LES MANOEUVRES militaires chinoises conduites, depuis six mois, à proximité de Taïwan, avaient déjà révélé combien le détroit de Formose était devenu la zone la plus explosive de l'Extrême-Orient. Les révélations publiées par le New York Times, mercredi 24 janvier, ne font que confirmer, la grande diversité des opinions chinoises à l'endroit de l'île qui s'est choisie un destin autonome. Selon le quotidien américain, Pékin a récemment averti Washington que les préparatifs d'une attaque « à l'initiative » de Taïwan étaient achevés et attendaient d'être entérinés par le bureau politique du Parti communiste.

Le plan chinois, qui consisterait à tirer sur l'île un missile par jour pendant un mois, serait conçu pour être exécuté dans les semaines qui suivront l'élection présidentielle du 23 mars dont le grand favori est l'actuel chef de l'Etat Lee Teng-hui, « bête noire » de Pékin. Le New York Times se fonde sur le témoignage de Chas Freeman, ancien secrétaire adjoint

à la défense, qui a relayé auprès de la Maison Blanche des messages recueillis, en décembre, auprès de dignitaires chinois. Selon le quotidien, des informations similaires ont été fournies à Washington par John Lewis, universitaire de Stanford qui rencontre souvent les dirigeants de Pékin.

Un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a aussitôt démenti le contenu de l'article du New York Times, qualifié de « sans fondement ». De son côté, Washington s'est employé à minimiser les révélations du quotidien. « A notre connaissance, le gouvernement chinois n'a pas modifié les fondements de sa politique visant à la réunification pacifique avec Taïwan », a déclaré Nicolas Burns, porte-parole du département d'Etat. Quant aux Taïwanais, ils affectent la sérénité. « Nous avons suffisamment de forces pour nous protéger », a indiqué un officiel du Conseil des affaires continentales de Taïpeh.

F. B.

## M. Arafat et M. Pères s'opposent sur l'« Etat palestinien »

LE PRÉSIDENT de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien Shimon Pères ont manifesté, mercredi 24 janvier, leur désaccord sur la création d'un Etat palestinien. « J'espère que nous aurons un Etat indépendant très bientôt. C'est mon droit de rêver et de penser », a déclaré M. Arafat à l'issue de l'entretien qui a eu lieu au point de passage d'Erez, entre Israël et la Bande de Gaza. « La différence entre un rêve et un accord, c'est que le rêve peut être unilatéral », a répliqué M. Pères. - (AFP)

AFRIQUE

COOPÉRATION : le ministre de la coopération, Jacques Godfrain, a fait une vibrante profession de foi, mardi 23 janvier, en présentant ses vœux à la presse. « L'Afrique n'est pas uniquement le Rwanda et le sida (...), ce continent sera le dragon du XXIe siècle, et il est estimé en réaffirmant qu'il avait reçu « nombre d'assurances » sur la spécificité de son ministère qui restera « responsable et autonome ».

AFRIQUE DU SUD : plusieurs policiers pourraient être arrêtés prochainement pour leur implication dans le massacre qui a fait dix-neuf morts le jour de Noël à Shobashobane, près de Port Shepstone, a annoncé mercredi 24 janvier la direction régionale de la police. - (AFP)

ASIE

VIETNAM : un responsable de la province frontalière de An Giang (Sud-Ouest) a confirmé, mercredi 24 janvier, l'information selon laquelle des escarmouches militaires avaient opposé à la frontière forces vietnamiennes et cambodgiennes au début du mois de janvier. - (AFP)

ÉCONOMIE

ÉTATS-UNIS : la production industrielle a progressé de 0,1 % en décembre 1995 par rapport à novembre 1995, soit une hausse de 1,1 % en un an. - (AFP)

RUSSIE : le Fonds monétaire international (FMI) attend des responsables russes qu'ils fournissent des éclaircissements sur l'avenir des réformes économiques avant l'octroi d'un nouveau prêt de 45 milliards de francs, a-t-on appris, mercredi 24 janvier, de source proche du FMI. - (Reuters)

UNION EUROPÉENNE : le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet estime, dans un entretien publié, jeudi 25 janvier, par le quotidien Sud-Ouest, qu'« il est parfaitement à la portée de l'Allemagne, de la France et d'un certain nombre d'autres pays européens de satisfaire à temps à tous les critères de Maastricht ». - (AFP)



**COMPTES SOCIAUX** Les députés ont continué, mercredi 24 janvier, l'examen du projet de révision de la Constitution visant à donner compétence au Parlement pour se

prononcer, chaque année, sur les comptes sociaux. Avant de voter, jeudi, l'ensemble de ce texte, ils en ont adopté, mercredi, l'article premier, qui fixe le champ des futures « lois de

financement de la Sécurité sociale ». De nombreuses interrogations subsistent sur la portée effective de ces lois, qui n'auront pas le caractère contraignant des lois de finances

classiques. ● LES SOCIALISTES reprochent au gouvernement de s'inscrire dans une « logique purement financière ». ● LES SYNDICATS préparent de nouvelles actions. La

CGT annonce une semaine de mobilisation du 5 au 11 février, avec des manifestations régionales le 11 en coordination avec la FSU, pour obtenir le retrait définitif du plan Juppé.

## Les députés s'interrogent sur la portée réelle de la révision constitutionnelle

Jacques Toubon, ministre de la justice, a apporté, mercredi 24 janvier, à l'Assemblée nationale, des précisions sur le calendrier de mise en œuvre des lois de financement de la Sécurité sociale

UNE FOIS PASSÉ le petit psychodrame du début de semaine entre le gouvernement et la majorité (Le Monde des 24 et 25 janvier), l'examen à l'Assemblée nationale du projet de révision constitutionnelle donnant compétence au Parlement sur les grands choix en matière de protection sociale a laissé la place, mercredi 24 janvier, à un débat serré sur le contenu et la portée des futures lois annuelles de financement de la Sécurité sociale. En effet, si les députés ont réaffirmé, sur tous les bancs, que « l'idée de faire s'exprimer le Parlement chaque année sur la Sécurité sociale est bonne », selon l'expression de Jean Glavany (PS, Hautes-Pyrénées), les interrogations et les doutes se sont multipliés sur le sens exact de cette intervention parlementaire.

Nicole Catala (RPR, Paris) a exprimé fortement cette relative « insatisfaction » : « La difficulté, c'est qu'il nous faut sortir des catégories juridiques connues. Les futures lois [sur la Sécurité sociale] seront liées aux lois de finances, mais elles n'en seront pas. Elles constitueront un encadrement prévisionnel des dépenses de sécurité sociale, mais il n'y aura pas de plafonnement irrévocable. De plus, elles ne seront des lois d'équilibre qu'à un instant T, car il y aura souvent dépassement de dépenses ou de recettes en cours d'année. Cela fait un peu penser à un équilibre de funambule. »

### TROIS QUESTIONS

En réalité, les doutes exprimés dans la majorité, et plus encore dans l'opposition, portent sur trois questions. En premier lieu, quel sera le champ des lois de financement de la Sécurité sociale ? Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois, l'a précisé à plusieurs reprises : « Les termes de "sécurité sociale" recouvrent l'ensemble des régimes obligatoires de base, pour les risques maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail et maladies professionnelles et vieillesse, ainsi que la branche famille. » Se trouvent donc « exclus » du champ des lois de financement les régimes complémentaires, y compris lorsqu'ils sont obligatoires, les mécanismes d'assistance tels que l'aide sociale, l'assurance-chômage ou encore les prestations gérées par les organismes de Sécurité sociale pour le compte de l'Etat, comme le revenu minimum d'insertion.

Deuxième question, essentielle : quelle sera la portée du vote du Parlement ? La réforme de l'article 34 de la Constitution - qui définit le champ de compétence du législateur - introduit, avec les lois de financement de la Sécurité so-

ciale, une nouvelle catégorie de lois, intermédiaire, en quelque sorte, entre les lois de finances et les lois de programmation. Mais son caractère contraignant pour le gouvernement - sa « normativité » - reste flou. Pierre Mazeaud, comme Jacques Toubon, ont rappelé qu'il ne s'agit, en aucun cas, d'un « exercice budgétaire classique », assignant des limites réelles et infranchissables à l'évolution des dépenses de la Sécurité sociale ou autorisant le versement des prestations. « Le Parlement ne déterminera que des buts qu'il est souhaitable d'atteindre », a précisé M. Mazeaud, mais cela ne signifie pas que sa décision « sera dépourvue de tout caractère normatif. Il s'agit, en fait, d'une normativité particulière, que l'on pourrait qualifier d'indirecte ou différée ».

Et Jacques Toubon a ajouté que les « objectifs de dépenses » fixés par le Parlement auront bien un caractère normatif puisqu'ils encadreront les conventions d'objectifs et de gestion conclues, après l'adoption de la loi de financement, par le gouvernement avec les caisses nationales. Ces conventions encadreront, elles-mêmes, les conventions avec les professions, auxquelles les objectifs d'évolution des dépenses seront donc opposables. En outre, a-t-il noté, ces objectifs s'imposeront, bien sûr, également aux budgets hospitaliers. Enfin, ce sont eux qui entraîneront la mise en jeu des « mécanismes de régulation qui s'appliqueront aux rémunérations ».

Il n'empêche que, pour beaucoup de députés, le statut des futures lois de financement de la Sécurité sociale reste incertain. Pierre Albertini a jugé que ces lois, du fait de leur caractère « prévisionnel », présenteront « un caractère plus politique que juridique ».

« Quelles seront les conséquences du non-respect des objectifs fixés ? », s'est interrogé Jean-Yves Charnat (RPR, Vienne), tandis qu'Arnaud Cazlin d'Honnin (UDF-FD, Finistère) notait que ces lois auraient davantage le caractère de « directives ».

La troisième question, enfin, porte sur l'articulation entre les lois de finances (c'est-à-dire le budget de l'Etat) et les futures lois de financement de la Sécurité sociale. Les conventions encadreront, elles-mêmes, les conventions avec les professions, auxquelles les objectifs d'évolution des dépenses seront donc opposables. En outre, a-t-il noté, ces objectifs s'imposeront, bien sûr, également aux budgets hospitaliers. Enfin, ce sont eux qui entraîneront la mise en jeu des « mécanismes de régulation qui s'appliqueront aux rémunérations ».

### LA FSU S'ASSOCIE

Très présente dans le mouvement social de la fin de l'année, la Fédération syndicale unitaire (FSU), qui avait invité, le 18 janvier, toutes les organisations syndicales d'enseignants ou de fonctionnaires, ainsi que les confédérations et les associations, à organiser une manifestation nationale dans la capitale, au cours de la première quinzaine de février, s'associera évidemment à la journée du 11 février. La FSU réclame l'abandon du plan Juppé sur la Sécurité sociale. Elle veut ouvrir « une nouvelle perspective d'action unitaire » pour la défense des services publics et du pouvoir d'achat, et proteste contre la précarité de nombreux emplois, notamment dans la fonction publique. Le syndicat Sud-PTT devrait aussi se joindre à la journée du 11 février.

Force ouvrière, qui tient son congrès à la fin du mois de février, ne s'associera pas à cette démarche,

indiquant-on, dans l'entourage du secrétaire général, Marc Blondel, mercredi 24 janvier. « C'est une initiative de la CGT, point. La CGT fait une semaine d'action, Force ouvrière n'en fait pas », déclarait-on au siège de FO. Le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), Jean-Claude Maillet, qui est aussi secrétaire confédéral de FO, a souligné, mercredi 24 janvier, sur LCI, qu'« un certain nombre de choses ont été abandonnées » depuis la présentation du plan Juppé, notamment la réforme des régimes spéciaux de retraite. « Et c'est tant mieux », a-t-il ajouté. Il a affirmé ne pas être « choqué que le Parlement décide en réalité de la santé publique de ce pays, et de crédits qui lui sont affectés ». Il a toutefois précisé qu'il serait « dangereux » qu'« au nom d'un débat du Parlement », ce soit « en réalité la technocratie de Bercy qui gère toute la protection sociale ».

Certaines organisations de la CFDT, comme la Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE), jugeant la secrétaire générale, Nicole Notat, trop conciliante vis-à-vis du gouvernement, se disent « intéressées » par les actions que lance la CGT. Ces organisations réclament un congrès extraordinaire afin de « clarifier » les positions de la CFDT (Le Monde du 24 janvier). Mais le conseil national confédéral de la CFDT, réuni du mardi 23 au jeudi 25 janvier, a rejeté cette demande, par plus de 82 % des voix. La FGTE, la fédération des finances, celle de la banque, ainsi que le SGEN (Syndicat général de l'éducation nationale), dont le syndicat parisien est menacé de radiation, ont voté pour. Ils ont été appuyés par les unions régionales d'Auvergne, de Bourgogne, de Basse-Normandie et PACA. Sur 1 254 votants, 1 017 ont voté contre le projet de congrès extraordinaire. Contrairement aux espoirs des opposants, la fédération protection sociale travail-emploi a porté tous ses mandats contre le congrès extraordinaire.

La loi de financement de la Sécurité sociale est entrée en vigueur le 1er janvier 1996. Elle a été adoptée par le Parlement le 23 janvier 1995. Elle a été promulguée le 24 janvier 1995. Elle a été publiée au Journal officiel le 25 janvier 1995.

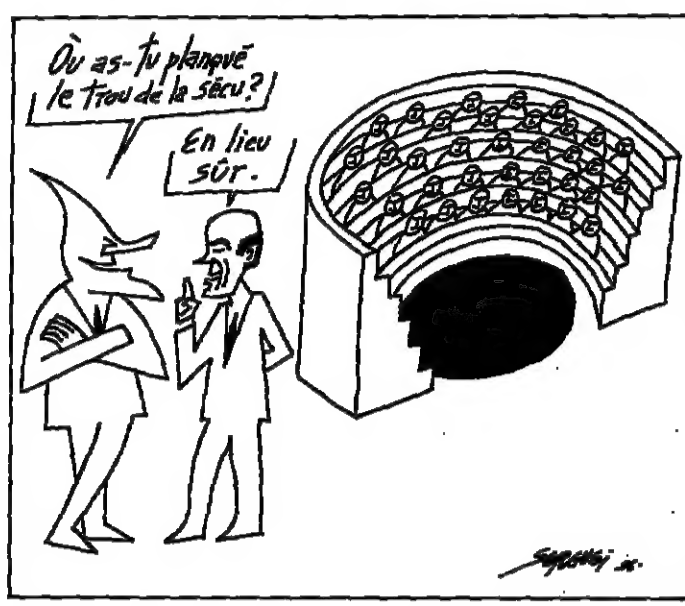
La loi de financement de la Sécurité sociale est entrée en vigueur le 1er janvier 1996. Elle a été adoptée par le Parlement le 23 janvier 1995. Elle a été promulguée le 24 janvier 1995. Elle a été publiée au Journal officiel le 25 janvier 1995.

La loi de financement de la Sécurité sociale est entrée en vigueur le 1er janvier 1996. Elle a été adoptée par le Parlement le 23 janvier 1995. Elle a été promulguée le 24 janvier 1995. Elle a été publiée au Journal officiel le 25 janvier 1995.

### LA FSU S'ASSOCIE

Très présente dans le mouvement social de la fin de l'année, la Fédération syndicale unitaire (FSU), qui avait invité, le 18 janvier, toutes les organisations syndicales d'enseignants ou de fonctionnaires, ainsi que les confédérations et les associations, à organiser une manifestation nationale dans la capitale, au cours de la première quinzaine de février, s'associera évidemment à la journée du 11 février. La FSU réclame l'abandon du plan Juppé sur la Sécurité sociale. Elle veut ouvrir « une nouvelle perspective d'action unitaire » pour la défense des services publics et du pouvoir d'achat, et proteste contre la précarité de nombreux emplois, notamment dans la fonction publique. Le syndicat Sud-PTT devrait aussi se joindre à la journée du 11 février.

Force ouvrière, qui tient son congrès à la fin du mois de février, ne s'associera pas à cette démarche,



A cet égard, Jacques Toubon s'est efforcé de décrire la procédure possible. « La situation et les évolutions en cours » seront d'abord analysées par la direction

de la Sécurité sociale et les organismes compétents, en liaison avec toutes les caisses. « Vers le mois de septembre » se réunira, chaque année, la conférence annuelle de la

santé. « En octobre » seront déposés le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale et celui de la Cour des comptes. « C'est à partir de tous ces éléments que le projet de loi sera préparé, pour être soumis à la fin octobre ou au début novembre à l'Assemblée nationale », a expliqué le ministre, avant d'ajouter : « La saisine du Parlement sera donc précédée d'un grand exercice d'analyse, de prévision et de démocratie sociale. »

Beaucoup de réponses à ces interrogations, on le voit, devront être levées par la loi organique qui sera chargée de mettre en œuvre les nouvelles dispositions de la Constitution. A cet égard, le Garde des sceaux, Jacques Toubon, a précisé que ce projet de loi devra, à ses yeux, être soumis au conseil des ministres « immédiatement après le vote de la révision constitutionnelle », c'est-à-dire, compte tenu de l'examen à venir par le Sénat et de la réunion nécessaire du Parlement en congrès à Versailles, pas avant la fin du mois de février.

Gérard Courtois

## De nouvelles manifestations syndicales auront lieu en février

LE MOUVEMENT SOCIAL qui a secoué le pays en novembre et décembre 1995 va-t-il prendre un nouveau souffle ? La CGT entend maintenir la pression, puisqu'elle a proposé, mardi 23 janvier, d'organiser, du 5 au 11 février, une « semaine d'actions multiples dans les entreprises, professions, localités, pour les salaires, l'emploi, la réduction du temps de travail, les retraites et le retrait du plan Juppé ». Cette semaine revendicative devrait trouver son point d'orgue le dimanche 11 février, qui serait une « forte journée de luttes et de manifestations régionales, interprofessionnelles, unitaires ».

En dépit des concessions obtenues sur le plan de réforme de la Sécurité sociale et à la SNCF, la CGT estime que « le contentieux revendicatif est loin, très loin d'être apuré ». Son secrétaire général, Louis Vianney, a indiqué, mercredi 24 janvier, au cours d'une conférence de presse, que « le moment est venu de faire monter l'exigence d'une loi-cadre sur la réduction du temps de travail, suffisamment significative pour créer des emplois », sans perte de salaire.

### LA FSU S'ASSOCIE

Très présente dans le mouvement social de la fin de l'année, la Fédération syndicale unitaire (FSU), qui avait invité, le 18 janvier, toutes les organisations syndicales d'enseignants ou de fonctionnaires, ainsi que les confédérations et les associations, à organiser une manifestation nationale dans la capitale, au cours de la première quinzaine de février, s'associera évidemment à la journée du 11 février. La FSU réclame l'abandon du plan Juppé sur la Sécurité sociale. Elle veut ouvrir « une nouvelle perspective d'action unitaire » pour la défense des services publics et du pouvoir d'achat, et proteste contre la précarité de nombreux emplois, notamment dans la fonction publique. Le syndicat Sud-PTT devrait aussi se joindre à la journée du 11 février.

Force ouvrière, qui tient son congrès à la fin du mois de février, ne s'associera pas à cette démarche,

indiquant-on, dans l'entourage du secrétaire général, Marc Blondel, mercredi 24 janvier. « C'est une initiative de la CGT, point. La CGT fait une semaine d'action, Force ouvrière n'en fait pas », déclarait-on au siège de FO. Le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), Jean-Claude Maillet, qui est aussi secrétaire confédéral de FO, a souligné, mercredi 24 janvier, sur LCI, qu'« un certain nombre de choses ont été abandonnées » depuis la présentation du plan Juppé, notamment la réforme des régimes spéciaux de retraite. « Et c'est tant mieux », a-t-il ajouté. Il a affirmé ne pas être « choqué que le Parlement décide en réalité de la santé publique de ce pays, et de crédits qui lui sont affectés ». Il a toutefois précisé qu'il serait « dangereux » qu'« au nom d'un débat du Parlement », ce soit « en réalité la technocratie de Bercy qui gère toute la protection sociale ».

Certaines organisations de la CFDT, comme la Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE), jugeant la secrétaire générale, Nicole Notat, trop conciliante vis-à-vis du gouvernement, se disent « intéressées » par les actions que lance la CGT. Ces organisations réclament un congrès extraordinaire afin de « clarifier » les positions de la CFDT (Le Monde du 24 janvier). Mais le conseil national confédéral de la CFDT, réuni du mardi 23 au jeudi 25 janvier, a rejeté cette demande, par plus de 82 % des voix. La FGTE, la fédération des finances, celle de la banque, ainsi que le SGEN (Syndicat général de l'éducation nationale), dont le syndicat parisien est menacé de radiation, ont voté pour. Ils ont été appuyés par les unions régionales d'Auvergne, de Bourgogne, de Basse-Normandie et PACA. Sur 1 254 votants, 1 017 ont voté contre le projet de congrès extraordinaire. Contrairement aux espoirs des opposants, la fédération protection sociale travail-emploi a porté tous ses mandats contre le congrès extraordinaire.

### LA FSU S'ASSOCIE

Très présente dans le mouvement social de la fin de l'année, la Fédération syndicale unitaire (FSU), qui avait invité, le 18 janvier, toutes les organisations syndicales d'enseignants ou de fonctionnaires, ainsi que les confédérations et les associations, à organiser une manifestation nationale dans la capitale, au cours de la première quinzaine de février, s'associera évidemment à la journée du 11 février. La FSU réclame l'abandon du plan Juppé sur la Sécurité sociale. Elle veut ouvrir « une nouvelle perspective d'action unitaire » pour la défense des services publics et du pouvoir d'achat, et proteste contre la précarité de nombreux emplois, notamment dans la fonction publique. Le syndicat Sud-PTT devrait aussi se joindre à la journée du 11 février.

Force ouvrière, qui tient son congrès à la fin du mois de février, ne s'associera pas à cette démarche,

## Les socialistes s'opposent à une « logique purement financière »

LE DÉBAT sur la révision constitutionnelle a obligé les socialistes à se livrer à un exercice difficile : s'opposer formellement à un texte dont ils approuvent l'orientation sur le fond. Avant même le plan Juppé, le Parti socialiste avait soutenu un principe visant à associer le Parlement au contrôle du budget social. Une position qu'Élisabeth Guigou, secrétaire nationale aux questions sociales, a réitéré dans le rapport qu'elle a fait adopter le 22 novembre par le bureau national. Favorable à la saisine du Parlement, le PS votera pourtant contre le projet de loi.

La raison principale est sa volonté de réaffirmer son opposition globale au plan Juppé, réaffirmée mercredi 24 janvier lors de la réunion du bureau national, et ainsi de ne pas se démarquer des syndicats qui le contestent encore. Le PS dénonce ainsi, comme FO, « les risques d'attribution et de centralisation de la gestion au détriment de la démocratie sociale ».

Mardi, M<sup>me</sup> Guigou a été chargée d'animer un groupe de travail pour jeter les bases de ce que le PS appelle, sans l'avoir encore bien défini, un « partenariat rénové ».

Alors que Laurent Fabius avait dénoncé, le 23 janvier sur Europe 1, le « faux pouvoir de décision » confié au Parlement, les so-

cialistes ont choisi un autre angle d'attaque mercredi. Jean Glavany, député des Hautes-Pyrénées, a reproché au gouvernement de se fonder sur « une logique purement financière ». « Le problème est de savoir », a expliqué l'ancien porte-parole du PS, « s'il faut poser l'équilibre financier comme préalable à tout, ou si, comme nous le proposons, on définit d'abord les grands objectifs de protection sociale, et notamment de santé publique. (...) Nous souhaitons que le Parlement soit annuellement saisi de ces grands objectifs, après quoi, du choix éminemment politique dont ils font l'objet, découlent des conséquences financières. » Les socialistes ont donc déposé un amendement dans ce sens.

De son côté, Julien Dray, député de l'Essonne, qui a demandé mercredi un renvoi du texte en commission, a poursuivi son combat contre les atteintes à la « démocratie sociale », un danger d'« érosion » aujourd'hui pouvant conduire demain... à une privatisation. « Laisser donc les porteurs sociaux, à l'abri de la loi, et en particulier les salariés, gérer notre Sécurité sociale, ils seront moins sensibles aux pressions du marché ! »

Michel Noblecourt

## Le plaidoyer pro domo d'un patron de caisse primaire d'assurance-maladie

### ÈVREUX

de notre envoyé spécial Bernard Pitette est un cacique de la Sécurité sociale. Il en a suivi le parcours et obtenu les titres de noblesse : il a siégé dans de nombreux organismes nationaux. A l'ACOSS, la « banque » du régime des salariés. A l'UCANSS, l'organisme gestionnaire des 180 000 agents du régime général. Au CNESS, le centre de formation des futurs directeurs de l'institution. A la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) surtout, où il a occupé, entre 1983 et 1995, l'un des quatre fauteuils dévolus à Force ouvrière depuis 1967. Aujourd'hui, le président de la caisse primaire d'assurance-maladie d'Evreux (Eure) observe, partagé entre attente et inquiétude, la réforme lancée le 15 novembre par Alain Juppé.

Victor Perez, le directeur de la CPAM, affiche pour sa part « vingt-cinq ans dans l'institution ». Directeur adjoint dans des organismes locaux, il est ensuite passé par la caisse nationale pendant trois ans

avant d'être nommé à Evreux (450 000 personnes, 3,6 milliards par an aux assurés et aux hôpitaux). Comme « FO » président, il est membre de FO. Comme lui, il oscille entre scepticisme et critiques sur le plan de M. Juppé. Mais, comme lui, il est conscient que l'assurance-maladie est à un tournant.

### PIERRES DANS LE PRÉ-CARRÉ

« Le 15 novembre, j'ai d'abord réagi à l'annulation de la dette de la Sécurité sociale, après le faux sauvetage de Balladur », se souvient M. Pitette. La survie de la Sécurité sociale, c'est extrêmement important », même si, en ligne militante de FO, il juge que « le déficit, c'est la dette de l'Etat ». Puis est venue « la découverte du reste » : le rôle accru du Parlement dans le financement de l'assurance-maladie à tous les revenus, le renforcement des pouvoirs de l'Etat... Autant de pierres dans le pré-carré de l'assurance-maladie, que la centrale de Marc Blondel occupe depuis près de trente ans.

Car « pour faire carrière dans l'as-

surance-maladie, il faut sa carte de FO », assurent de nombreux directeurs. « L'avancement, notamment pour les médecins-conseils qui veulent devenir médecins-chefs, est bien difficile chez les non-adhérents à FO », renchérit une praticienne retraitée qui a travaillé pendant plus de vingt ans à la « Sécu ». S'il concède que FO n'a pas vocation à piloter éternellement la branche maladie, s'il juge qu'« il n'est interdit à personne d'avoir le même attachement que nous à la Sécurité sociale », M. Pitette invoque l'histoire. « Souvenez-vous quand même de l'accord entre Georges Séguin et Eugène Deschamps ! Pendant plus de vingt ans, la CGT et la CFDT ont refusé de voter ce qu'elles appelaient alors des budgets d'austérité ».

Les accusations de mauvaise gestion sur le plan national laissent M. Perez de marbre. Les erreurs dans les choix informatiques ? Les ratés de la maîtrise des dépenses ? Les permanents de FO salariés par les caisses ? « Toutes les décisions ont été validées par l'Etat », plaide-t-il. L'Etat et les élus locaux ont, selon

M. Pitette, une lourde responsabilité. « Nous ne sommes pas responsables des surcapacités hospitalières, qui tiennent pour beaucoup à des considérations électorales », souligne-t-il en renvoyant dos à dos les élus de droite et ceux de gauche. En vingt-cinq ans, deux hôpitaux importants (Lisieux, Elbeuf) sont sortis de terre. Les implantations de scanners se sont multipliées : il y en a trois dans l'Eure, alors que de nombreux assurés vont se faire soigner à Caen, à Rouen, à Dreux ou à Paris. « Les surcapacités hospitalières, c'est 80 milliards de francs en plus à la charge des caisses », résume-t-il. « Et celles-ci n'ont toujours aucun droit de regard sur les hôpitaux », ajoute M. Perez.

La caisse d'Evreux n'a pas à rougir de sa gestion, affirment ses responsables. Fût-elle présidée par FO ! « C'est même la troisième de France », se félicite son directeur. « Notre prix de revient du traitement d'un décompte est de 7,90 francs, la moyenne nationale est de 8,93 francs. » C'est peu dire que les déclarations de M. Juppé sur la né-

cessité de « faire entrer la responsabilité dans le quotidien de la Sécurité sociale » les ont irrités. D'autant plus qu'ils imputent aux gouvernements successifs le retard pris dans la mise en place d'outils de contrôle et d'évaluation des pratiques médicales. Le projet de codage des actes et des prescriptions, qui date des années 80, n'est entré dans la loi qu'en 1993, sans pour autant entrer dans les faits. Le PMSI, destiné à définir des coûts par pathologie et des groupes homogènes de malades à l'hôpital, a été expérimenté dans plusieurs hôpitaux, puis dans une région, mais il n'est toujours pas généralisé, rappellent-ils.

### DÉCONVENTIONNEMENT

M. Perez réclame aussi « plus de pouvoirs de sanction » à l'encontre des médecins libéraux. Quitte à aller jusqu'à la solution extrême du déconventionnement. « Nous avons identifié un médecin qui fait dix-huit mille consultations et visites par an, plus de trois fois la moyenne nationale, s'indigne-t-il. Mais les commissions conventionnelles ne trouvent

rien à redire. » Il a également décelé des « toubibis » qui délivraient des amabilisants. « Au bout de trois ans de procédure, on a abouti à sept jours d'interdiction d'exercer. »

Dans les semaines à venir, MM. Pitette et Perez vont suivre avec attention l'élaboration des trois dernières ordonnances (médecine de ville, hôpital, gestion des caisses). « Nous sommes dans le flou total », confient-ils. Mais M. Perez ne voit aucun intérêt à une nomination des directeurs des organismes locaux par le directeur de la CNAMTS. Il craint d'être « considéré comme le chef d'un service déconcentré de l'Etat, au même titre que le TPG ou l'inspecteur d'académie. De quelle marge pourrai-je disposer dans mes négociations avec les professions de santé ? » L'important, c'est le contenu de l'ordonnance sur les dépenses de santé, conclut-il. L'avenir du plan Juppé se joue là. « S'il échoue, on pourra recommencer dans deux ans l'opération du RDS. »

Jean-Michel Bezat



# La candidature d'Alain Madelin à la présidence de l'UDF gêne François Léotard

Les giscardiens voient d'un bon œil l'initiative de l'ancien ministre de l'économie

Alors que l'UDF doit désigner son prochain président, le 31 mars, au cours d'un conseil national, l'ancien ministre Alain Madelin, député (UDF-PR)

d'Ile-et-Vilaïne, a été le premier à faire acte de candidature, mercredi 24 janvier. Observée avec sympathie par Valéry Giscard d'Estaing, son in-

itiative complique la tâche de François Léotard, qui, avec François Bayrou, s'emploie à prendre les rênes de la confédération.

ALAIN MADELIN ne fait rien comme tout le monde. Par inclination naturelle, par choix et parfois par nécessité. Dédaigneux des contraintes partisanes lorsque ses amis de la « bande à Léo » faisaient du PR leur camp retranché, chiraquien en 1995 quand ses anciens comparses s'érigeaient en garde rapprochée d'Edouard Balladur, cette marque de fabrique l'a longtemps confiné dans les seconds rôles, en particulier celui, où il excelle, de pourvoyeur d'idées de la droite. Convaincu aujourd'hui de pouvoir jouer aux avant-postes, il a décidé de forcer sa chance et, en dépit de son peu de goût pour les batailles d'appareils, de brider la présidence de l'UDF. La campagne pour la désignation du prochain président de la confédération battait, en souterain, son plein, depuis le jour où, Jacques Chirac à peine installé à l'Élysée, les « balladuriers » avaient déclaré ouverte la succession de Valéry Giscard d'Estaing. Mercredi 24 janvier, Alain Madelin a porté cette affaire de famille sur la place publique en annonçant, le premier, sa candidature.

L'annonce en a surpris plus d'un. Bien sûr, les giscardiens agitaient, depuis quelque temps déjà, l'éventualité de la candidature du député d'Ile-et-Vilaïne. Ils vantaient les qualités de l'éphémère ministre de l'économie, qui avait su transformer sa démission forcée du gouvernement d'Alain Juppé en victoire politique. En donnant à ses convictions ultralibérales les accents ambigus d'un populisme à l'intention de la « France des fins de mois difficiles » et de ceux de ses enfants « qui ne font pas grève et ne descendent pas dans la rue », il a su

séduire, assuraient-ils, au-delà des rangs traditionnels de l'UDF. Enfin, et ce n'était pas la moindre des vertus dont le paraient les proches de l'ancien président de la République, il serait plaisant d'observer comment François Léotard, qui avait si longtemps compté M. Madelin dans sa « bande », se débrouillerait de cet intrus pour mener à son terme la prise de contrôle de l'UDF qu'il projetait depuis des mois en liaison avec François Bayrou, président de Force démocrate, les Adhérents directs de Pierre-André Wiltzer et le Parti radical d'André Rossinot.

UN HOMME ÉTABLI À SON COMPTE Les conjonctures ne négligeaient pas la menace. Mais ils faisaient mine de la réduire à une manœuvre de diversion d'un Valéry Giscard d'Estaing aux abois, accusé à porter la division chez l'ennemi pour tenter de sauver ce qui pouvait encore être sauvé. Fidèle à ses manières peu orthodoxes, Alain Madelin les a pris de court, et par surprise. La veille, il avait certes rencontré ses principaux rivaux. Mais ni lors du petit déjeuner en compagnie de François Bayrou ni au cours de son déjeuner avec François Léotard, il n'avait soufflé mot de sa candidature imminente.

Avec le camp giscardien, le maître de Redon n'a pas été aussi cavalier : il s'en est entretenu, au dîner, avec Jean-Pierre Raffarin, secrétaire général de l'UDF, Hervé de Charette, délégué général du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), seule composante giscardienne de l'UDF, et Charles Millon, ministre de la défense. Auparavant, M. Raffarin et M. Millon avaient guépardé leur propre dispo-

sitif à l'heure du déjeuner, avec M. Giscard d'Estaing. Si elle est vue d'un œil sympathique par l'ancien président de la République, la candidature de M. Madelin est d'abord celle d'un homme depuis longtemps établi à son compte. Depuis l'été, il a soigneusement conservé ses distances avec le Parti républicain, dont il demeure l'un des vice-présidents, pour établir son camp au siège de son propre mouvement, Idées-Action. Il y entretient ses réseaux de chefs d'entreprise et de parlementaires, y réfléchit à la politique économique et aux « réformes profondes » qu'appelle à ses yeux le pays ; bref, s'y prépare à assurer les hautes fonctions auxquelles il aspire. Qu'il la conduise ou non à son terme, sa candidature lui permettra de capitaliser son choix chiraquien, et de revenir d'un pas sûr dans le futur dispositif de l'UDF.

Sa candidature sera un premier test pour la solidité de l'alliance affichée par François Léotard et François Bayrou. Elle fragilisera en tout cas le président du PR, de plus en plus tenté de s'emparer lui-même, avec M. Bayrou, des commandes de l'UDF. M. Léotard a mesuré, depuis plusieurs mois, l'écho rencontré dans les rangs de son propre parti par le discours et la démarche de M. Madelin. Après l'avoir marginalisé au conseil national de Port-Martyr en juin 1995, il n'a eu de cesse, depuis le mois d'août, de tenter de renouer avec son ancien camarade, et de coller au plus près du discours libéral qu'il professe inlassablement.

Pour l'heure, M. Léotard fait mine de prendre avec impavidité la candidature de M. Madelin, et de

rappeler que le choix appartiendra aux 1700 membres du conseil national dont il s'emploie, avec M. Bayrou, à s'assurer de la fidélité. Mercredi, après avoir assuré qu'il y aurait « d'autres candidats », il a tenté de renvoyer l'initiative de l'ancien ministre de l'économie à une opération giscardienne. Avec une feinte ingénuité, il s'est demandé, sur LCI, si « cette décision d'être candidat se faisait à la demande [du président de l'UDF] Valéry Giscard d'Estaing, ce qui supposerait que celui-ci ne le soit plus, ou au contraire contre lui ». « Tout cela apparaît petit à petit », a-t-il ajouté.

De fait, les premières réactions favorables à la candidature de l'ancien ministre sont venues, outre des proches de M. Madelin comme Hervé Novelli, député d'Indre-et-Loire et coordonnateur des députés PR, de Claude Mahuret, député (PR) de l'Allier, ou Laurent Dominati, député (PR) de Paris, des rangs giscardiens. Hervé de Charette l'a jugé « légitime », Charles Millon « positive », et Jean-Pierre Raffarin y a vu une « bonne nouvelle ». La ministre des PME, du commerce et de l'artisanat a cependant pris soin de décaler M. Giscard d'Estaing de cette initiative : le moment n'est « pas venu pour lui de prendre une décision », a expliqué M. Raffarin. L'ancien président de la République voit certes d'un bon œil cette initiative, mais cela ne signifie pas qu'il ait renoncé à tout espoir personnel. Après tout, le conseil national n'aura lieu que dans un mois et demi. D'ici là, comme dit M. Raffarin, « tout le monde reste souple ».

Cécile Chambraud.

## La consommation des ménages a baissé de 1,1 % en décembre

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES en produits manufacturés a diminué de 1,1 % en décembre 1995 (contre + 5,2 % en novembre), d'après les derniers résultats de l'Insee, publiés jeudi 25 janvier. Ce repli, également sensible dans les autres secteurs de la consommation (biens durables, cuir-textile, autres produits manufacturés), intervient alors que la multiplication des jours ouvrables favorise traditionnellement l'activité commerciale du mois de décembre. L'Insee invoque « les mouvements sociaux, qui ont pu avoir un impact sur l'achat de certains produits manufacturés ».

### DÉPÊCHES

■ **MONDIALISATION** : le Parti socialiste a constitué, mercredi 24 janvier, un groupe de travail chargé de préparer un texte pour le débat sur la mondialisation et l'Europe qui doit être conclu par une convention nationale, les 30 et 31 mars. Présidé par Lionel Jospin, qui est secondé par Pierre Moscovici, le groupe est composé d'une quarantaine de personnes incluant « toutes les sensibilités et les personnalités du parti », comme notamment Laurent Fabius, Jean Poperen, Jean-Luc Mélenchon, Elisabeth Guigou.

■ **VERTS** : Dominique Voynet, porte-parole du mouvement écologiste, a déclaré qu'elle participerait au Forum national organisé à Paris, le 2 avril, par le Parti communiste (Le Monde du 19 janvier). « L'espace de débat nous paraît moins ouvert du côté du PS que du côté du PCF », a indiqué l'ex-candidate à l'élection présidentielle lors d'une cérémonie de vœux. Le mouvement écologiste participera également avec les Verts européens « à un travail sur la renégociation du traité de Maastricht » et organisera un « contre-sommet du G7 », au printemps, à Lyon.

■ **PRÉFETS** : le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a annoncé, mercredi 24 janvier, en conseil des ministres, qu'il préparait un projet de décret imposant à tout nouveau préfet d'occuper un poste territorial. Il s'agit de revenir, selon lui, à une conception gaullienne de la gestion du corps préfectoral. Les missions de service public seront confiées aux sous-préfets âgés d'au moins soixante ans.

■ **BLÂME** : le maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier (FN), a adressé un blâme pour « violation du droit de réserve » à Ahmed Touadi, un employé municipal auquel il reproche de s'être « adressé à la presse pour se présenter en victime du maire de Toulon ». Ancien membre du bureau national de SOS-Racisme, M. Touadi avait alerté les médias lors de sa mutation par le nouveau maire, en octobre 1995, des archives municipales au service du ramassage des ordures.

■ **URBANISME** : les socialistes parisiens réclament un débat public sur l'aménagement du terrain Denfert. Ces deux hectares, situés entre le boulevard Saint-Jacques et l'avenue René-Coty, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, devraient accueillir 12 000 m<sup>2</sup> de bureaux, 70 logements de type intermédiaires (PLI) et une résidence pour étudiants de 115 studios. Pierre Castagnon, conseiller (PS) de Paris, s'est opposé à ce projet, mercredi 24 janvier, et réclamé la réalisation sur ce terrain de logements PLA (de type HLM), d'espaces verts et d'équipements publics.

■ **RÉGION** : le budget du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, présidé par Marie-Christine Blandin (Verts), a été rejeté en première lecture, pour la quatrième année consécutive. Vice-président chargé des finances, Christian Bataille (PS, Nord) proposait, pour l'exercice, une augmentation des impôts de 11,6 %. Les communistes se sont abstenus avec la droite, alors que les socialistes se divisaient : Jean Le Garrec, président du groupe socialiste, s'était déclaré favorable, quelques jours avant le vote du 19 janvier, à une fiscalité relevée de 5 %.

## Le Sénat amende et adopte le projet de loi sur les surloyers

LES SÉNATEURS ont voté, mercredi 24 janvier, le projet de loi imposant un surloyer obligatoire aux occupants de HLM dont les revenus dépassent de plus de 40 % le plafond de ressources, en apportant des modifications au texte gouvernemental. Le RPR et l'UDF ont adopté le projet de loi ainsi modifié, tandis que le PS et le PCF ont voté contre. Le ministre du logement, Pierre-André Pénissol, a défendu le principe du surloyer obligatoire au nom d'un « double souci » de mixité sociale et d'équité. Les sénateurs de l'opposition ont dénoncé ce qu'ils considéraient comme « un impôt supplémentaire pesant sur les seuls occupants du parc HLM ». Après compromis sur deux amendements défendus, l'un, par le rapporteur de la commission des affaires économiques, Dominique Braye (RPR, Yvelines), l'autre, par Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), un plafonnement du montant du surloyer a été introduit : le montant cumulé du loyer et du surloyer ne pourra excéder 25 % des ressources de l'ensemble des personnes vivant au foyer.

■ **OFFICE** : la commission des lois du Sénat a rejeté, mercredi 24 janvier, le rapport de Pierre Fauchon (Union centriste, Loir-et-Cher) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée, visant à créer un office parlementaire d'évaluation de politiques publiques. La commission a demandé à Michel Ruffin (RPR, Meuse) de

présenter de nouvelles propositions. La discussion en séance publique, prévue pour le 30 janvier, pourrait être reportée à une date ultérieure.

■ **TERRORISME** : la commission des lois du Sénat a examiné, mercredi 24 janvier, le projet de loi tendant notamment à renforcer la répression du terrorisme, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 20 décembre. Sur proposition du rapporteur, Paul Masson (RPR, Loiret), la commission a adopté un amendement précisant que les infractions visées ne pourront être qualifiées d'actes de terrorisme que si leur auteur a effectivement eu « l'intention » de « troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

■ **DONS AUX ASSOCIATIONS** : les députés ont adopté à l'unanimité, mercredi 24 janvier, la proposition de loi du RPR visant à augmenter les avantages fiscaux calculés sur les dons versés par des particuliers ou des entreprises aux associations humanitaires. Pour les particuliers, la réduction d'impôt équivaut à 50 % (contre 40 % actuellement) du montant des sommes versées, dans la limite de 1,75 % (contre 1,25 %) du revenu imposable pour les organismes d'intérêt général et de 5,25 % (contre 5 %) pour les fondations et associations reconnues d'utilité publique. Les dons aux associations humanitaires distribués des repas, favorisant le logement ou - nouveauté introduite par les députés - fournissant gratuitement des soins médicaux en France bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % (contre 50 %) dans la limite de 2 000 francs (contre 1 020 francs). Les entreprises peuvent déduire les dons versés aux organismes d'intérêt général dans la limite de 2,25 % de leur chiffre d'affaires, et les dons aux associations reconnues d'utilité publique dans la limite de 3,25 %. L'abattement de 50 % sur les salaires a été relevé à 28 000 francs (contre 20 000 francs).

### CORRESPONDANCE

## Une lettre d'Antoine Gaudino

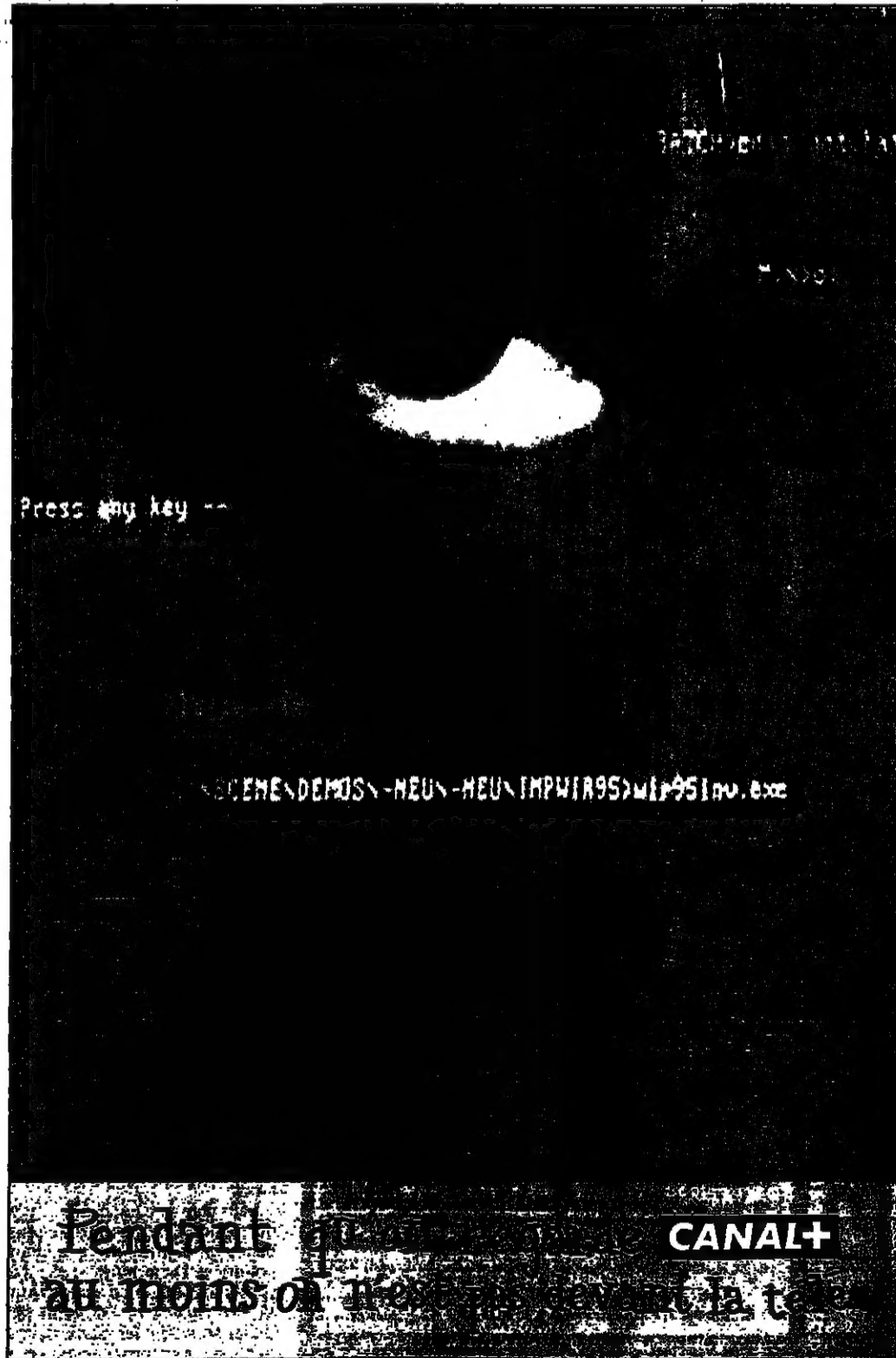
Dans nos éditions du 21 décembre 1995, deux articles ont été consacrés à la préface rédigée par Antoine Gaudino pour le livre de Samuel Maréchal, adjoint au secrétaire général du Front national, Ni droite ni gauche... Français, dans laquelle l'ancien inspecteur de police qualifié de « mensonge d'État » la désignation, après la profanation du cimetière de Carpentras, du FN comme instigateur de cet acte odieux, sans la moindre preuve. A la suite de ces articles, M. Gaudino nous écrit :

Le texte placé en avant-propos du livre de Samuel Maréchal ayant fait l'objet pour le moins d'un véritable procès d'intention, [sa conclusion] mérite d'être intégralement portée à la connaissance de vos lecteurs : « Je ne suis pas un électeur du Front national. Je ne pense pas pour autant que l'on puisse, aujourd'hui,

continuer ainsi à légitimer la diabolisation de ce parti alors qu'il représente des millions de citoyens. Dans ce contexte, la préface du livre de Samuel Maréchal résulte d'une seule et profonde conviction fondée sur notre histoire et les enseignements qu'il convient d'en tirer. L'avenir de notre société dépendra de notre capacité à refuser l'intolérance de tous horizons. Y compris celle qui se cache derrière certaines exclusions au nom de la tolérance et qui en réalité ne défend qu'un système de « pensée unique » contraire à la philosophie des Lumières, fondatrice des principes républicains auxquels je reste profondément attaché ».

Une lecture attentive de cette préface, où je ne prends parti ni pour le contenu du livre ni pour les thèses défendues par son auteur, situe une intervention limitée à la dénonciation d'un mensonge

d'État, de son utilisation pour une diabolisation et, d'une manière générale, de l'intolérance de « tous horizons ». Dans les colonnes du Monde, ces positions ne relèvent pas de la simple liberté d'expression de l'humain citoyen. Elles sont singulièrement appréhendées comme « un concours à l'extrême droite » ou, plus grave, comme la « corruption des idéaux » résultant de la « dérive politique d'un homme » qui « finit par rallier la cause des chevaliers bruns de l'intolérance ». Cet étiquetage infondé et injurieux, loin d'exprimer une critique loyale, reflète plutôt un terrorisme intellectuel propre à réduire le champ de la pensée républicaine. Ma conclusion sur le Front national soulignait pourtant la nécessité de laisser s'exprimer les adversaires politiques pour mieux combattre au besoin leurs idées.





## La discussion budgétaire s'annonce délicate en Ile-de-France

La fiscalité directe devrait augmenter de 14,6 %

CONTRAIT, par une baisse de ses recettes de 1 milliard de francs, à présenter un budget de rigueur, Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, avait pris le parti d'augmenter de 15,6 % la fiscalité di-

recte. Mercredi 24 janvier, à la veille de l'ouverture du débat budgétaire, cette hausse a été contenue à 14,6 %, au terme d'un ultime arbitrage de la commission des finances à l'initiative du groupe UDF. Ce dernier propose, en contrepartie, 32 millions de francs d'économies « sur différents secteurs non prioritaires ou pas directement de la compétence de la région », comme l'enseignement supérieur », a précisé son président, François Guérard.

Ces économies de dernière minute ne changeront rien à l'hostilité manifestée par les groupes d'opposition : unanimes, ils jugent que le projet de budget ne permet pas de préserver « la dynamique économique et sociale de l'Ile-de-France au moindre coût pour les contribuables franciliens », comme l'assure M. Giraud, qui souhaite

posés à une augmentation de la fiscalité directe, à condition de donner en échange du service public aux contribuables », précise Alain Rist, président du groupe, en proposant l'affectation de ces recettes au cofinancement, avec l'Etat et les Assedic, de huit mille emplois générés par une politique de réduction du temps de travail. « Le projet de l'exécutif est amplificateur de la récession au lieu d'être à contre-cyclo », conclut Jean-Félix Bernard, conseiller régional Verts, qui souhaite que « la région se mette à jour budgétairement une fois pour toutes afin de ne pas avoir à y revenir en 1997. »

CRITIQUE DE FOND Si les Verts prennent un risque politique en présentant des propositions a priori impopulaires, ils ont le mérite de tirer pleinement les conséquences d'une critique de fond, partagée notamment par le PS : « En ne basant, au fil des années, l'équilibre de son budget que sur une augmentation régulière de la fiscalité indirecte, assise sur l'immobilier de bureaux et l'automobile, l'exécutif régional prenait le

Il y a sept mois, la gauche engrangeait des victoires significatives aux élections municipales. Elles illustraient, pour la plus grande joie du Par-

ti socialiste notamment, la remontée de la gauche, dans le sillage de la campagne présidentielle de Lionel Jospin. Mais, dans la plupart de ces villes symboles, l'héritage s'avère plus lourd à porter que ne l'avaient espéré les nouveaux élus, et le doute commence à s'installer.

M. Destot résume sa politique par cette formule : « Nous allons entreprendre un grand programme de petits travaux de proximité. »

A Rouen, le socialiste fabiusien Yvon Robert avait été élu en s'appuyant sur la lassitude de l'électorat face à une dynastie UDF qui n'en finissait pas de se déchirer. Aujourd'hui, la nouvelle municipalité invoque, elle aussi, le poids de l'héritage pour justifier une politique de rigueur qu'elle a du mal à assumer, avec une hausse de 25 % des impôts locaux. L'équipe sortante laisse une ardoise estimée à 121 millions de francs, selon l'audit réalisé (Le Monde du 14 septembre).

La ville va donc subir une cure d'austérité comme elle n'en a jamais connue : dans sa présentation des orientations budgétaires, le 19 janvier, Yvon Robert n'a consacré que quatre maigres pages aux choix de son équipe en matière d'investissements. Sous le titre prometteur « Changer de cap », il n'y a guère d'objectif précis, encore moins de projet capable de faire passer la pilule fiscale.

Tout au plus y promet-on un plan de rénovation des écoles, quelques dizaines de logements sociaux, une maison de la justice sur les Hauts de Rouen ou un parking pour les cars de tourisme.

Les maires de gauche essayent de montrer leur différence avec des initiatives sur le terrain de la

democratie, devenues les symboles d'une action de gauche. A Rouen, la majorité a annoncé le lancement de comités de quartier pour associer les habitants à la vie de la cité.

NOUVELLE GESTION COLLECTIVE A Nîmes, aucune décision, si minime soit-elle, n'est prise sans l'aval des représentants des trois groupes politiques de la majorité, composée à parité d'élus communistes, socialistes et divers gauches.

« Nous inventons une nouvelle forme de gestion collective », lance le successeur du PDG de Cacharel, visiblement satisfait de la multiplication de réunions entre son cabinet et celui mis en place parallèlement auprès de son premier adjoint socialiste, Alain Fabre-Pujol. Ce qui suscite l'ironie de la droite, réunifiée : Jean-Paul Fournier, président du groupe UDF-RPR du conseil municipal, parle même de paralysie : « Ils se marquent tous à la culotte et on a l'impression qu'il n'y a pas de pilote. Ils n'ont aucun programme, mis à part organiser des réunions dans les quartiers et serrer des mains. » Le jugement est sévère, mais révèle-t-il des atterrissements d'une municipalité qui estime ne pas avoir les moyens de sa politique. A la longue, cette attente pourrait laisser les électeurs.

Sylvia Zappi avec nos correspondants

La situation est assez semblable à Grenoble, où la nouvelle équipe municipale s'estime « prisonnière d'un très lourd héritage ». Michel Destot (PS), qui a succédé à Alain Carignon (RPR), affirme avoir trouvé des services mal gérés, un patrimoine municipal insuffisamment entretenu. Il assure qu'il a dû assumer un budget 1995 qualifié d'« insincère » et de « sous-estimé » à hauteur de 95 millions de francs.

CURE D'AUSTÉRITÉ

La situation est assez semblable à Grenoble, où la nouvelle équipe municipale s'estime « prisonnière d'un très lourd héritage ». Michel Destot (PS), qui a succédé à Alain Carignon (RPR), affirme avoir trouvé des services mal gérés, un patrimoine municipal insuffisamment entretenu. Il assure qu'il a dû assumer un budget 1995 qualifié d'« insincère » et de « sous-estimé » à hauteur de 95 millions de francs.

En prenant la ville de Nîmes grâce aux désunions de la droite

social et subordination de témoins, par le tribunal correctionnel de Lyon. Mais il a fait appel de la décision des juges.

Les élus de gauche instruisent un autre procès à l'encontre de l'équipe qui dirige Grenoble de 1983 à 1995. Dans la situation financière laissée par M. Carignon, Michel Destot estime que la municipalité doit « balayer devant sa porte » : « Nous devons nous refaire une santé, sortir du rouge et retrouver la confiance des banques. Pendant au moins trois ans, nous n'aurons pas les moyens de faire des choses étonnantes », explique le maire, en reconnaissant qu'il sera « difficile de faire rêver les gens sur des enjeux de vie quotidienne et de rigueur morale ».

DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES PARTENAIRES Il entend toutefois mener à bien un certain nombre de grands projets, chaque fois qu'il pourra recevoir des concours financiers extérieurs. Ainsi, le coûteux plan de rénovation de la maison de la culture - 200 millions de francs - pris en charge par l'Etat, le conseil général de l'Isère et la région Rhône-Alpes, pourra débiter dans un ou deux ans. La région a également été sollicitée pour construire un lycée international sur le site d'Europole. Quant à la communauté

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.

Claude Francillon

de communes de l'agglomération grenobloise, elle prendra en charge une partie des frais de réalisation d'une nouvelle piscine, et de deux halles des sports. Pendant plusieurs années, la nouvelle municipalité prend donc le risque d'être très dépendante de ses partenaires pour tous les grands investissements qu'elle souhaite lancer.

D'autres projets sont suspendus, dans l'attente de jours meilleurs : l'aménagement de l'ancien musée, le rachat du Palais delphinal, siège, jusqu'en 1997, de la cour d'appel de Grenoble. L'adjoint aux finances, Jean-Paul Girard (PS), regrette également de ne pas pouvoir étendre les réserves foncières de la ville ou encore de ne pas aller assez vite en matière de logement social.

« Nous aurions pu augmenter les impôts de 10 % pour réparer les dégâts de l'équipe précédente. Nous avons préféré entreprendre un indispensable effort de rigueur et d'organisation et faire appel à des soutiens extérieurs », affirme Michel Destot. La hausse des impôts ne dépassera donc pas 2,9 %. « Mais comment, avec une enveloppe constante, donner les signes d'une nouvelle politique ? », s'interroge l'adjoint aux finances.



**Bons de francs ont été débloqués. Les collectivités locales devront assurer le complément (environ 1 000 francs par an et par élève à leur charge).**

Entre le soutien aux devoirs et le rattrapage de notions mal acquises, entre ceux d'alphabétisation au profit de populations pas ou peu scolarisées comme les gens du voyage et l'aide à domicile directement dans les familles : c'est la notion même d'« échec scolaire » qui mériterait d'être précisée.

L'attente formulée à l'égard des étudiants n'est, par ailleurs, guère moins explicite. Dans certains cas, selon les « publics choisis », on attend de l'étudiant qu'il complète le bagage insuffisant des élèves ; ailleurs, on souhaite « qu'il redonne confiance à l'enfant, l'envie et le plaisir d'apprendre ». Cette responsabilité s'exerce également à propos du rôle de « médiation » qu'est censé exercer l'étudiant entre l'enfant, sa famille et l'institution scolaire.

En excluant *a priori* les étudiants de premier cycle, le dispositif du plan de relance risque toutefois de se priver du public des élèves des IUT et des BTS très présents dans les villes moyennes où leur présence de « grand frère » s'est avérée déterminante.

M. D.

verses contours de « l'accompagnement scolaire », tel qu'il est pratiqué par les étudiants dans les villes et les quartiers. Elle note en premier lieu « la balkanisation » d'un secteur partagé entre « la gestion sociale des problèmes scolaires et la gestion scolaire des problèmes sociaux ».

« Il est évident qu'il n'existe pas un modèle unique de lutte contre l'échec scolaire », note Christophe Borgel confronté à la mise en œuvre d'un « partenariat multiple » autant qu'à des formes différenciées d'actions auprès des élèves.

Entre le soutien aux devoirs et le rattrapage de notions mal acquises, entre ceux d'alphabétisation au profit de populations pas ou peu scolarisées comme les gens du voyage et l'aide à domicile directement dans les familles : c'est la notion même d'« échec scolaire » qui mériterait d'être précisée.

L'attente formulée à l'égard des étudiants n'est, par ailleurs, guère moins explicite. Dans certains cas, selon les « publics choisis », on attend de l'étudiant qu'il complète le bagage insuffisant des élèves ; ailleurs, on souhaite « qu'il redonne confiance à l'enfant, l'envie et le plaisir d'apprendre ». Cette responsabilité s'exerce également à propos du rôle de « médiation » qu'est censé exercer l'étudiant entre l'enfant, sa famille et l'institution scolaire.

En excluant *a priori* les étudiants de premier cycle, le dispositif du plan de relance risque toutefois de se priver du public des élèves des IUT et des BTS très présents dans les villes moyennes où leur présence de « grand frère » s'est avérée déterminante.

M. D.

MD



## Le RPR veut rendre plus difficile l'accès des visiteurs étrangers en France

Ce projet pourrait annoncer un nouveau tour de vis de la politique d'immigration

Le secrétaire général du parti gaulliste, Jean-François Mancel, souhaite confier aux maires la vérification des conditions d'hébergement des

visiteurs étrangers. Ceux-ci seraient tenus de déposer leur billet de retour à la mairie, qui pourrait ainsi contrôler leur départ. Le texte propose

également de n'autoriser l'entrée en France qu'aux étrangers disposant d'une couverture médicale et d'un salaire au moins égal au SMIC.

Le RPR souhaite relancer le thème de l'immigration dans le débat politique. Son secrétaire général, Jean-François Mancel, et Serge Lepeltier, député et maire de Bourges (Cher), devaient présenter, jeudi 25 janvier, les propositions de leur parti afin de restreindre drastiquement les conditions de délivrance des certificats d'hébergement, documents exigés pour toute visite privée d'un étranger non européen en France. L'initiative traduit la revendication de nombreux maires en faveur d'un accroissement de leur pouvoir de contrôle sur les entrées d'étrangers. Elle pourrait aussi préparer d'autres aménagements restrictifs du droit des étrangers, alors que la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France, créée le 11 octobre à l'Assemblée nationale, poursuit ses auditions.

Toute personne, française ou non, qui souhaite accueillir à son domicile un étranger non européen doit faire signer par le maire de sa commune un certificat d'hébergement mentionnant la taille de son logement. Les maires n'ont pas obtenu de l'Etat le pouvoir discrétionnaire que beaucoup revendiquent sur la délivrance de ce document, indispensable, depuis 1982, pour l'obtention d'un visa d'entrée en France. Leur rôle se limite à la vérification des renseignements donnés par le demandeur. En 1991, Edith Cresson leur avait concédé le droit de faire effectuer une visite de contrôle par un agent de l'Office des migrations internationales (OMI). Depuis 1993 et les lois Pasqua, ils



peuvent refuser de signer le certificat « s'il ressort manifestement », du certificat ou du rapport de l'OMI, « que l'étranger ne peut être hébergé dans des conditions normales ou que les mentions portées sur le certificat sont inexactes ».

### LES RÉSERVES DU MINISTÈRE

Mais ces concessions n'ont pas apaisé la grogne de certains élus. Plusieurs maires de la majorité ont récemment proclamé qu'ils ne signaient plus le moindre certificat. Illégalement, cette attitude, justifiée par Jean Marsaudon, maire (RPR) de Savigny-sur-Orge, par le refus d'être « complice de l'immigration clandestine », n'a jamais été sanctionnée. Il avait emboîté le pas de Serge Lepeltier, maire (RPR) de Bourges, et d'Etienne

Mourrut, maire (RPR) du Grand-Roi (Gard). Quant à Jean-Marie André, maire (UDF) de Beaucourt (Gard), il se targue de ne plus en signer depuis une dizaine d'années. Pierre Cardo, maire (UDF) de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), demande, lui aussi, « un vrai pouvoir de vérifier le retour de l'étranger au pays ». Allélu, enfin, les formulaires de certificat d'hébergement exigent de l'hébergeant des conditions que ne prévoient aucun texte : fiches de paie, déclaration de revenus, identité bancaire, voire engagement de caution de 100 000 F en cas de maladie ou d'accident.

Le parti gaulliste propose cette fois de confier aux maires le pouvoir de vérifier eux-mêmes les conditions d'hébergement. Il sou-

haite obliger l'étranger hébergé à déposer à la mairie son billet de retour jusqu'au moment de son départ. Le maire pourrait alors, en cas de non-départ, saisir le préfet et obtenir un arrêté de reconduite à la frontière. Il est aussi question d'exiger que l'accueillant dispose d'un titre de séjour de longue durée et qu'il signe une caution pour les dettes contractées par le visiteur, sauf les frais médicaux. Le visiteur, lui, ne pourrait entrer en France s'il ne justifie pas d'un salaire au moins égal au SMIC et s'il n'est pas couvert par une assurance médicale personnelle.

Serge Lepeltier, qui préside un groupe de travail du RPR sur l'immigration, estime qu'il existe « une vraie urgence », car, ajoute-t-il, « les deux-tiers de l'immigration clandestine entrent légalement en France ». Il oublie de préciser que les visas, attribués de plus en plus chichement et qui comportent déjà des exigences financières et sanitaires, restent un filtre draconien à l'entrée des visiteurs.

Il n'est d'ailleurs pas certain que l'actuel gouvernement souhaite accéder à la totalité de ces demandes, dont certaines supposent une modification de la loi Pasqua elle-même. Au ministère de l'Intérieur, on assure qu'il n'est « pas question » de supprimer l'obligation de faire appel à l'OMI, organisme supposé indépendant des pressions locales, pour procéder aux visites domiciliaires. On fait valoir que « malgré leurs protestations, seuls 5 % des maires font appel à l'OMI ». Les statistiques de l'Office montrent d'ailleurs que la moitié seulement des demandes de visite ont donné lieu à un avis favorable en 1994. Mais la pression des maires de droite, doublée de celle de la commission parlementaire sur l'immigration, risque d'amener Matignon à accepter quelques nouveaux tours de vis.

Philippe Bernard

## Un rapport de l'IGAS dénonce les conditions d'accueil à la « Maison de Nanterre »

Le centre pour sans-abri devrait être rénové

LA MAUVAISE réputation du Centre d'hébergement et d'accueil des personnes sans abri (Chapsa), communément appelé « Maison de Nanterre » (Hauts-de-Seine), ne date pas d'aujourd'hui. Le caractère moyenâgeux de l'établissement a souvent été dénoncé, mais le rapport que l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) a remis le 22 janvier à Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, ne se contente pas de relever la vétusté de locaux ouverts en 1877 et depuis longtemps inadaptes (298 lits, dans des dortoirs qui en comportent chacun plusieurs dizaines). Aujourd'hui, l'accent est mis sur « l'insécurité qui règne au Chapsa, mais aussi au CASH (Centre d'accueil et de soins hospitaliers, qui le joint) et dans le quartier environnant ».

« Le Chapsa est un lieu dangereux, affirme le rapport. Racket, vols, usage et trafic de drogue, prostitution, bagarres avec coups et blessures à l'arme blanche, telles sont les manifestations (...) relatives dans les cahiers d'enregistrement quotidiens (...). Ce phénomène semble s'accroître depuis un à deux ans. » Le Chapsa n'accueille plus seulement les clochards « traditionnels », ramassés par les « bleus » des brigades de la préfecture de police (la Bapsta) et de la RATP, mais aussi, selon le document de l'IGAS, « des jeunes gens, entre 18 et 25 ans, plus agressifs, davantage marqués par les pathologies comportementales (alcoolisme, troubles psychiatriques...) », ainsi qu'« un nombre croissant d'étrangers souvent en situation irrégulière ».

Les personnes dirigées vers la « Maison de Nanterre » le sont rarement de leur plein gré. A leur arrivée, 40 % d'entre eux, note le rapport, refusent d'y dormir. Ils forment alors, jusqu'au lendemain matin, une population errante, « ce qui contribue au climat d'insécurité ».

Le refus d'être hébergé est aussi motivé, indique le rapport de

l'IGAS, par « la brusquerie de l'accueil sur place et la médiocrité des prestations offertes ». Cet accueil est la plupart du temps opéré par des « auxiliaires », anciens exclus hébergés au CASH, qui « exercent hors de tout statut du travail, sans aucune qualification et moyennant un modeste pécule » et que « l'insuffisance de leur propre passé conduit à de graves maladroites, voire à d'inacceptables dérives ».

### UNE FONCTION UTILE

Quant aux conditions mêmes d'hébergement, on relève, au fil du document, que la douche n'est plus obligatoire, que les draps ne sont plus distribués, que les couvertures ne sont changées que tous les quinze jours et que la désinfection est effectuée « sans grande régularité ». Si l'antenne médico-sociale du Chapsa, créée en 1984 par le docteur Patrick Henry et animée, de 1992 à mai 1995, par le docteur Xavier Emmanuelli, « remplit utilement sa fonction », l'IGAS n'en précise pas moins qu'« en l'absence d'un véritable responsable médical, dynamique quotidiennement, la dynamique [de cette unité] semble actuellement s'affaiblir ».

Ce rapport, que le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence a tenu à rendre rapidement public, devrait inciter le gouvernement à accélérer le plan de rénovation de la « Maison de Nanterre », qui a été décrété le 27 décembre 1995. Initialement prévu sur trois ans, ce plan coûterait 52,6 millions de francs. L'Etat a, pour l'instant, décaissé 17,5 millions de francs au titre des investissements et 3,5 millions de francs pour la création de 22 postes supplémentaires. A terme, le Chapsa devrait être intégré au « programme de régulation de l'hébergement d'urgence mis en place par le SAMU social ». Et faire partie du réseau de « haltes » qui est un train de se créer, avec le concours de la RATP et de la SNCF.

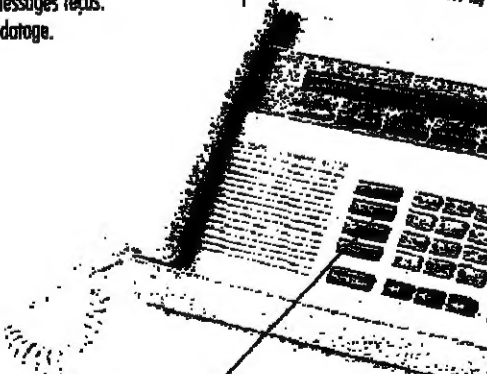
M. C.

Du vendredi 26 janvier au samedi 10 février 96.

## Le télécopieur téléphone répondeur, c'est Ascom. Le prix, c'est Carrefour.

Fonction Téléphone  
Moins-fraîche. Répertoire téléphonique  
50 correspondants. Filtrage d'appels.  
Ecoute amplifiée réglable.

Fonction Répondeur Enregistreur  
Répondeur numérique.  
Capacité d'enregistrement : 16 mn.  
Interruption à distance.  
Indication du nombre  
de messages reçus.  
Horodatage.



Aiguilleur d'appels Téléphone Répondeur Télécopieur  
1 seule ligne. 3 modes de réception : manuel/absent/filtré.

Ascom MT 550  
2490F  
Prix moyen de 10 lignes :  
10 x 249 F Ascom : 66.73 F

Afficheur à cristaux liquides  
2 lignes de 40 caractères.  
Assistance à l'utilisateur  
par menu. Accès direct  
au répertoire par nom.

Coupe-papier automatique  
Photocopieur d'appoint.

Fonction Télécopieur  
Chargeur automatique 5 feuilles A4.  
Répertoire télécopieur  
50 correspondants.

Le produit est disponible dans les magasins Carrefour  
réseaux de vente de produits.  
Attention, pour l'achat, il faut des magasins.  
Tous les 15 Carrefour 49,99 F le magasin

Avec Carrefour  
je positive!

GARANTIE 1 AN  
Pensez à votre achat.  
Avec le Carrefour, chaque achat est une  
sécurité de votre avenir.

## Le geste inexplicable d'un père infanticide

### GRENOBLE

de notre envoyé spécial  
C'est un couple de jeunes mariés qui semble sans histoires, deux amoureux sur un banc public, celui des accusés.

Aux assises de l'Isère, mercredi 24 janvier, ils ne cessent de sangloter. Pendant les suspensions de séance, elle, même longue, visage lunaire, se rapproche de lui, pour poser sa tête au creux de son épaule. Lui, cheveux courts, à l'oeil hagard, mais, tendrement, l'entoure de son bras droit.

Tous deux pleurent l'inexplicable et l'insoluble. Quelques heures plus tard, Gilles Couhard, trente ans, sera condamné à dix ans de réclusion criminelle et dix ans d'interdiction de droits civiques et parentaux, reconnu coupable des violences ayant entraîné la mort, sans intention de la donner, de leur deuxième enfant, Emelyne, un nourrisson de trois semaines qu'il avait frappé et secoué violemment à plusieurs reprises. Sa femme, Cathy, vingt-sept ans, sera condamnée à deux ans de prison avec sursis pour ne pas avoir porté assistance à personne en péril.

Née prématurément le 16 mars 1994, Emelyne ne connaîtra qu'une poignée de jours le foyer familial où Jonathan, son frère de dix-huit mois, fait ses premiers pas. Le 28 mars, confiée une après-midi à la garde de son père, alors chômeur, l'enfant chute du lit. Emelyne crie. Le père veut la calmer en lui donnant un bain. L'enfant hurle. Le père ne supporte pas, s'énerve, lui cogne la tête contre le lavabo, contre le robinet.

Les jours suivants, le couple trouve que le nourrisson ne mange pas assez. Un médecin les rassure. Le père, lui, persiste à ne pas trouver

l'enfant normal, estime ses gestes « dérangés », se demande si la chute ne l'a pas rendu « débile ». Alors, le 6 avril, à nouveau seul et excédé par les pleurs, il secoue le nourrisson, le prend d'une main et frappe de l'autre, le jette violemment sur la table du salon. En rentrant, la jeune mère pense les plaies et réchauffe son enfant. Dans la nuit, le bébé ne respire plus. Pompiers, SAMU, hôpital de Lyon : le souffle qui redonne momentanément vie à Emelyne, grâce aux médecins, s'épuise définitivement le 9 avril à midi.

Dans le box, abattu, Gilles Couhard a « honte », des larmes embrouillent son regard vide. Il ne peut rien expliquer, d'autant qu'il a détruit son désir le plus cher : créer un foyer, une vraie famille. Adopté à l'âge de trois mois, il a appris à six ans qu'il était en fait orphelin de père et mère. S'en étaient suivies des périodes orageuses avec sa famille adoptive, dont il ne voulait plus porter le nom. « Je me serais bien passé de mon enfance, dit-il. Et de la vie, carrément. » Il rêvait alors

d'un fils et d'une fille. Ses vœux avaient été exaucés. Il avait trouvé chez sa femme, elle aussi orpheline de père, l'indispensable équilibre à sa vie sans joie ni raison, l'âme-sœur qui le comprenait.

Alors pourquoi ? Les experts-psychiatres ont émis une hypothèse. Celle du « fantasme infanticide » à la naissance d'Emelyne. Le père a été choqué par une importante hémorragie à l'accouchement. « Il a été terrifié. Il ne savait plus à qui était ce sang », explique un expert. A la mère ou à la fille. Il a vécu cet épisode de violence fondamentale entre un parent et un enfant comme une brèche dans le narcissisme paternel. Emelyne a rassemblé les peurs et les violences passées, les haines enkystées. « Déjà sa fille n'était plus sa fille, il s'est persuadé qu'elle était « arriérée mentale », reflet de son passé. Aucun mot n'est venu au père, à l'audience, pour décrire son enfant. Il semblait avoir oublié son visage et son corps de prématuré, fragile comme du cristal.

Jean-Michel Dumay

■ **AVORTEMENT** : une peine de six mois de prison, dont trois mois ferme, a été requise, mercredi 24 janvier, à la cour d'appel de Grenoble (Isère), à l'encontre de neuf membres d'un commando anti-avortement qui s'étaient introduits dans un hôpital en octobre 1994. En première instance, les prévenus avaient été condamnés à trois mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende. Par ailleurs, le tribunal correctionnel du Mans a mis en délibéré au 23 février un jugement concernant quatre personnes, dont le docteur Xavier Dor, président de l'association SOS Tout-Petits, déjà jugé huit fois pour des manifestations similaires. Le procureur a requis des peines de quatre à six mois de prison avec sursis assorties d'amendes de 10 000 à 20 000 francs.

■ **POLICE** : le commissaire Philippe Féval a fait l'objet d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de Paris signée par le juge d'instruction Jean-François Ricard, en charge d'un dossier sur un trafic international de drogues (Le Monde du 6 juin 1994). L'ancien numéro deux de la brigade de répression du banditisme de la police judiciaire parisienne sera jugé aux côtés de vingt-huit autres prévenus, dont l'ancien inspecteur de la brigade de répression du banditisme Thierry Pentz.

Si de gran  
les jeunes  
de la tra  
réfurent jusqu



**Michel Braudeau**



## De la Polynésie à la Corse : vers « l'autonomie évolutive » ?

par Paul Cousseran

Ce n'est pas l'étalage par le FLNC d'un armement ultramodernisé, lors de la « démonstration » du 11 janvier, qui doit surprendre : les moyens financiers obtenus par le racket, voire par le trafic de drogue, sont si importants que le FLNC pourrait s'acheter des canons et des chars d'assaut (il y en a à vendre un peu partout dans le monde sur le marché parallèle). Pour les mêmes raisons, le nombre de « guerriers » (quelques centaines), présents aux journalistes, qui se sont rendus complices de la mascarade parce qu'ils « se vendent bien », correspondent grosso modo à l'efficacité des opérateurs et des percepteurs du FLNC, payés au mois ou au pourcentage, tel qu'on le connaît depuis une quinzaine d'années.

Ce qui est beaucoup plus impressionnant, c'est la passivité, la complaisance de la population, le réseau très dense de complicités dont le FLNC et ses branches dissidentes bénéficient depuis longtemps au cœur même de la population corse, au point de ridiculiser les forces de l'ordre et de démolir les fonctionnaires de l'Etat.

Il y a belle lurette que l'Etat est sourd et aveugle dans l'île. Pour des raisons de sécurité ? « Omerta » ? Ces arguments ne tiennent pas. Aucune dénonciation, même anonyme, ne parvient à ses services.

Depuis trente ans, le « vertige identitaire » s'est emparé de la Corse comme de bien d'autres régions du monde (dans la naissance de ce culte de l'identité corse, la diaspora a joué, au point de l'insécurité, un rôle non négligeable). C'est le lot de toutes les îles, dotées par la nature de frontières évidentes et d'une personnalité spécifique.

Si les élites nous restent profondément attachées, il n'en est pas de même pour le reste de la population insulaire. Les « nationalistes » recueillent déjà 25 % des voix aux élections régionales. Ils ont en partie colonisé les instances dirigeantes de nombreux syndicats ou associations. Et si on excluait du vote les Corses de la diaspora, on aurait des surprises.

Il est donc grand temps d'en finir. Les départementalistes et les partisans du statu quo ont eu vingt ans pour prouver la validité du statut actuel et marginaliser les indépendantistes. Ils ont échoué, en admettant qu'ils l'aient tenté sérieusement. La République doit donc en tirer les conséquences.

Abandonnons un instant la langue de bois. Nos amis insulaires ont versé un très lourd tribut lors des conflits mondiaux et des guerres coloniales. Poussés par la misère à l'émigration sur le continent et dans les colonies, ils ont peuplé l'armée de métier, l'administration, les douanes, la police, les services pénitentiaires. Mais le monde, la France et la Corse ont changé. La France du troisième millénaire n'a plus besoin de ce réservoir de sous-officiers et d'officiers, de fonctionnaires petits ou grands.

la « guerre des étoiles ». Bref, et si l'on fait abstraction des sentiments, la Corse, pour la République, n'a plus d'importance. Les Français le savent bien qui, selon les sondages, lui donneraient massivement l'indépendance en cas de référendum.

Cela dit, si les Corses veulent et peuvent se gouverner eux-mêmes (en admettant qu'ils parviennent à se gouverner « les uns et les autres », ce qui est une autre affaire...), et surtout à leur manière (qui n'est pas la nôtre), ils souhaitent garder le passeport français, l'usage de notre solide monnaie, la protection de notre armée, et ils espèrent bien continuer à bénéficier de l'aide des contribuables français. Les nationalistes corses eux-mêmes ne veulent pas nous quitter. Ils veulent tout au plus... disposer librement de notre argent.

### Les départementalistes et les partisans du statu quo ont eu vingt ans pour prouver la validité du statut actuel. Ils ont échoué.

D'ailleurs, si la Corse est toujours aussi pauvre, ses habitants sont de plus en plus à l'aise. Malgré un gaspillage certain et beaucoup de pertes en ligne, les sommes considérables injectées par l'Etat dans ce pays, les prestations distribuées à tout va ont fini par provoquer des résultats. Le revenu moyen par tête, le capital-épargne sont parmi les plus élevés de France ; le parc automobile est rutilant. Le financement par l'Etat d'une infrastructure remarquable, la démocratisation des sports nautiques et de la planche à voile, la télévision, ont effacé la rudesse originelle du pays. Du coup, l'île n'exporte plus ses enfants.

Si la Corse partage avec la France continentale d'émouvants souvenirs, ce grand passé s'éloigne. D'un point de vue strictement stratégique, la Corse a perdu sa valeur. Ce qui pouvait constituer, au temps de la marine à voile, un poste avancé, ou un brûlot à proximité de nos côtes, ne pèse plus lourd au temps des missiles intercontinentaux et de

Il faut trouver un statut qui concilie tout cela. Or ce statut existe : il a été voté dans quelques semaines en faveur d'un autre pays insulaire : la Polynésie française. La Polynésie a son hymne et son drapeau, son protocole, qui pratique le bilinguisme officiel, qui entretient déjà avec la France des rapports de type contractuel, ne sera plus un « territoire d'outre-mer » mais une collectivité sui generis dotée d'une « autonomie évolutive » (le terme est en toutes lettres dans le projet de loi).

Son statut, distinguant souveraineté et domanialité, donne aux Polynésiens la propriété de leurs îles sous-sol de leurs eaux territoriales. Il autorise son gouvernement à négocier librement certains accords internationaux, à gérer les droits aériens, les télécommunications, etc. Bref, le législateur s'apprête à aller jusqu'à l'extrême limite au-delà de laquelle se fermerait le tiroir-caisse. La République, autrefois une et indivisible, va devenir une sorte d'Etat

fédéral avant la lettre. La Polynésie crée donc le précédent d'un pays français mais quasi indépendant (précédent qui va être probablement utilisé en Nouvelle-Calédonie). C'était le prix à payer pour que nos amis Océanien restent « dans la France ». Pourquoi ne pas appliquer ce statut à la Corse ? Il lui traiterait comme un gant. L'Etat prendrait ainsi de la distance et de la hauteur. Il ne serait plus ridiculisé quotidiennement, sa réputation ne serait plus éclaboussée comme à l'heure actuelle par des pratiques locales contraires à la morale et à l'honneur national.

Puisque le cadre juridique adéquat va être créé, rien n'interdit de l'appliquer à la Corse. Certes, si la Corse est géographiquement parlant un « territoire français de l'outre-mer », elle n'est pas un TOM. Il faudra donc amender la Constitution. Mais celle-ci, depuis le départ des départements français d'Algérie, depuis la disparition de la Communauté, en a vu bien d'autres. Que les départementalistes se rassurent : la Corse, n'ayant pas de pétrole, ne risque pas de faire sécession. Elle ne quittera pas sa mère nourricière. Elle coûte bien trop cher pour trouver dans le monde des mécènes plus généreux que nous.

Le fait insulaire est une réalité très forte. Les îles sont par essence « autonomes ». Personne n'en est propriétaire, et leur appartenance à un ensemble plus vaste découle d'un libre choix. Comme la Polynésie, la Corse a eu maintes occasions de nous quitter : en 1815, en 1870, en 1940. Elle ne l'a pas fait, alors qu'à l'époque, la France ne lui apportait pas le quart de ce qu'elle y réalise aujourd'hui. Comme pour la Polynésie, ce lien profond, historique, ne doit pas nous inciter à nous crispier sur le système actuel, mais doit nous pousser au contraire à imaginer un statut audacieux, conciliant l'appartenance à la France et l'autonomie.

Paul Cousseran est ancien préfet de la région Corse et ancien haut-commissaire de la République en Polynésie française.

### AU COURRIER DU MONDE

#### VICTIME AFRICAINE

Encore une petite fille africaine tuée par une voiture sur le rallye Grenade-Dakar. Combien de morts y a-t-il eu depuis la création du Paris-Dakar ? Tant que cette course existera, il y aura des morts. Pour qui connaît l'Afrique et les villages traversés, c'est une évidence.

Moi, téléspectateur des chaînes publiques, je ne veux plus être complice de la retransmission de ces assassinats programmés. Les organisateurs savent-ils ce que c'est que de porter le deuil d'un enfant une vie entière ?

Catherine Servonnat, Toulouse.

#### CSG ET JUSTICE FISCALE

La lettre de Pierre Lipmann sur la déductibilité de la CSG est sidérante (Le Monde du 18 janvier).

La CSG est un prélèvement social, pas un impôt. Elle a donc vocation à être déductible. La CSG va progressivement remplacer les charges sociales plafonnées par un prélèvement à taux unique, sans plafond, donc plus équitablement réparti. Equité aussi, M. Lipmann l'oublie, pour les non-imposés qui sont dispensés de CSG. Equité enfin, dans le prélèvement à la source, qui ôte bien des possibilités de fraude. Veut-il nous prouver que plus on paie d'impôts et moins on en paie ? S'il y a injustice, elle est dans l'éventail des salaires. Il ne peut y avoir aucun effet pervers de la progression de l'impôt sur une telle cotisation sociale, puisque la CSG est prélevée avant l'impôt au taux unique de 2,4 % du revenu.

D'accord, la déductibilité de la CSG influe sur le montant de l'impôt sur le revenu. Mais comment ? De la façon la plus simple et la plus équilibrée qui soit : le revenu étant réduit de 2,4 %, l'impôt sur le revenu sera réduit, dans tous les cas de... 2,4 %.

Y a-t-il lieu de crier à l'injustice majeure ?

Alexis Bardy, Six-Fours (Var).

## L'Europe a besoin d'une Constitution

par Joseph Rovani

La réflexion proposée par M. Mazeaud dans *Le Monde* du 20 janvier a le grand mérite de soulever en termes clairs et mesurés un problème essentiel, celui du rapport entre le droit européen et l'ordre constitutionnel des Etats membres de l'Union. La solution qu'il avance, et qui consiste à soumettre des textes du droit communautaire à la Cour de justice de l'Union, soulève à son tour des difficultés sérieuses, dès lors qu'il s'agit de dossiers d'importance majeure où le droit communautaire devrait pouvoir l'emporter sur l'ordre constitutionnel interne. C'est pourquoi l'on peut penser que la solution durable des conflits sur lesquels M. Mazeaud attire nos regards pourrait se trouver ailleurs.

La démultiplication des décisions qui entrent dans le droit communautaire exige de plus en plus nettement que soit précisée et codifiée la distinction entre les compétences communautaires et celles des Etats membres dans l'esprit de la subsidiarité. Un très grand nombre de décisions prises par les instances communautaires devraient, dans la mesure où il s'agit de l'application de textes adoptés par le conseil des ministres et le Parlement européen (sans parler d'éventuels dépassements des limites de la compétence communautaire), faire l'objet de décisions nationales - voire régionales dans des pays à constitution fédérale comme l'Allemagne.

Il est vrai qu'il faut veiller à la cohérence européenne des textes d'application nationaux ou régionaux. Sur ce plan, l'appel à la Cour de justice européenne s'imposera plus que jamais. Soit dit en passant : une plus claire délimitation des compétences communautaires faciliterait sans doute aussi leur acceptation par les populations « nationales ».

Inversement cependant - et là-dessus des désaccords majeurs peuvent apparaître - il me paraît essentiel que l'attribution à l'Union des compétences majeures dans les grands domaines où s'exercerait naguère la souveraineté des Etats (compétences qui sont désormais exercées en commun par les représentants de ces Etats au Conseil des ministres ou, après réforme des textes, par le conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement) s'inscrive dans une Constitution européenne.

Quelles que soient les réticences que chacun peut éprouver, les Etats européens n'auront plus de poids dans le monde s'ils ne forment pas

ensemble une grande puissance mondiale. Très vite, chacun d'eux, s'il n'effectuait pas cette mutation essentielle, serait réduit à l'insignifiance et à la dépendance dans le monde de demain. Il ne sera plus concevable d'ici peu de temps que l'Allemagne, la France ou la Grande-Bretagne prétendent avoir des politiques de défense nationales, des politiques monétaires nationales.

### Les Etats européens n'auront plus de poids dans le monde s'ils ne forment pas ensemble une grande puissance mondiale

Une banque européenne pour gérer la monnaie commune doit avoir pour interlocuteur quel qu'un (individu ou conseil) qui, au niveau européen, occuperait la place des ministres des finances nationaux. Et une monnaie commune implique évidemment des politiques économiques et fiscales globalement communes. Pour fixer les règles majeures de l'exercice de souverainetés désormais conjointes, il faut doter l'Union d'une Constitution dans laquelle s'inscriront notamment la définition et les grandes lois d'application du principe de subsidiarité. Du moment où il y aura une Constitution européenne il est évident aussi qu'il faudra une cour Constitutionnelle européenne, par extension des compétences de la cour de justice actuelle ou par création d'une nouvelle juridiction supérieure.

La logique de la construction de l'Union européenne dans un monde du vingt et unième siècle dominé par des superpuissances comme les Etats-Unis, la Chine, la Russie (malgré ses épreuves actuelles) et quelques autres « faibles » de même taille, aboutit donc à une puissante Europe régie par une Constitution qui donnera une réalité à la subsidiarité en définissant les compétences respectives des niveaux où s'exerceront les pouvoirs et où se fixeront les lois.

Joseph Rovani est professeur émérite à la Sorbonne.

## La petite flamme tenace de l'espoir

par Jean Baggioni

Au terme d'une année noire, marquée par la colère sociale et la récession économique, les règlements de comptes fratricides et le déchaînement de la violence, la Corse sort, exsangue et meurtrie, d'un long cauchemar. La venue du ministre de l'Intérieur et son appel à la concertation, le silence provisoire des armes et l'implication du premier ministre ont pu contribuer à rallumer au sein de la communauté insulaire la petite flamme tenace de l'espoir que le fracas des bombes et le silence de l'Etat avaient presque fini par éteindre.

Cette flamme, la collectivité territoriale de Corse ne la laissera pas mourir. Un débat sur la situation de l'île, organisé à l'initiative de son président, Jean-Paul de Rocca Serra, et auquel le conseil exécutif a été associé, s'est tenu, le 19 janvier, à l'Assemblée de Corse. Tous les groupes politiques représentés s'y sont exprimés. La haute tenue et la qualité des interventions ont été saluées par l'ensemble des observateurs. Elles ont témoigné d'une prise de conscience collective de l'extrême gravité de la situation, sans que, pour autant, les divergences qui séparent les nationalistes des diverses composantes de la représentation insulaire ne soient occultées.

C'est là un pas, le premier, dans cette concertation voulue par le ministre de l'Intérieur et le premier ministre et que nous étions nombreux, depuis de longs mois, à appeler de nos vœux. Mais il nous a manqué la paix pour l'organiser. Cela dit, le plus dur reste à faire. L'aboutissement de la concertation, c'est d'abord la réconciliation, c'est d'abord la réconciliation d'une communauté avec elle-même, la paix civile. Encore faut-il que cette concertation se déroule sans tabou, ni exclusive pour parvenir à un

compromis acceptable par tous. Mais la recherche d'un tel compromis implique le respect des règles démocratiques. Or la démocratie ne se divise pas. On ne peut pas s'en réclamer d'une manière sélective et elle ne s'accommode pas d'un climat délétère, contraire au libre exercice des droits de chacun. Aussi une concertation sérieuse ne peut-elle s'ouvrir - sans que soient compromises ses chances d'aboutir - sur un catalogue de propositions intangibles dont ne seraient négociables que le calendrier et les modalités de leur mise en œuvre.

Une clarification préalable est donc indispensable pour connaître les véritables enjeux d'un éventuel compromis. Un dialogue permanent, ouvert, constructif et transparent pourrait donc permettre aux représentants légitimes de la communauté insulaire d'identifier les blocages institutionnels, économiques, sociaux et culturels qui affectent la société corse dans son fonctionnement et ses rapports avec l'Etat, de les dénoncer et, si possible, de les lever.

Il reviendrait ensuite à la collectivité territoriale de Corse de conduire, dans le prolongement de ce compromis, avec le concours des représentants des autres collectivités locales, des organismes consulaires ainsi que des organisations représentatives du monde syndical et socioprofessionnel, l'élaboration d'un projet pour la Corse, réaliste et ambitieux, susceptible de recueillir l'assentiment du plus grand nombre, sinon de tous.

Un tel projet baliserait tous les champs du possible institutionnel, économique, social et culturel, à court, moyen ou long terme, dans une prise en compte des potentialités offertes par la construction européenne et l'insertion de la Corse dans les réseaux de régions inventif

et générateurs de progrès. Saisi de ce projet, le gouvernement, fort de l'incontestable majorité qui l'aura porté, pourrait lui donner une suite lucide, éclairée et généreuse et en conduire aisément la réalisation. Ni optimiste naïf, ni pessimiste tragique, j'ose espérer que les conditions sont réunies pour une telle issue. La paix civile est une préoccupation majeure des Corses, celle qui contient toutes les autres et conditionne leur avenir. Ils sont las d'une violence destructrice dont ils sont les premières victimes. Ils refusent une répression qui entrainerait notre île dans une spirale infernale que la grande majorité redoute.

Nous sommes tous remués, par les événements, à notre responsabilité individuelle et collective. L'Etat n'échappe pas à cette remise en cause. Bien que leurs problèmes soient, à l'heure actuelle, étudiés au niveau du premier ministre, les Corses attendent toujours du président de la République qu'il s'exprime sur la situation et qu'il le fasse dans l'île. La visite présidentielle effacerait ainsi le sentiment qu'ils ont eu, naguère, d'être comme exclus du concert national.

S'il est vrai, comme le dit Georges Duby, que « la trace d'un rêve est plus forte que celle d'un pas », je m'emploierai, pour ma part, à faire en sorte que, tout au long de la concertation que l'Assemblée de Corse va maintenant ouvrir, la trace des pas que nous sommes appelés à faire ensemble recouvre celle du rêve qui nous hante tous : celui d'une Corse réconciliée avec elle-même, ouverte au monde et porteuse des valeurs de la République.

Jean Baggioni est président du conseil exécutif de Corse et député européen (Union pour l'Europe RPR).

### Le Monde

#### CONFÉRENCE-DÉBAT

saïon CLEMENCEAU - SÉNAT  
(15, rue de Valenciennes, Paris-6)  
lundi 29 janvier 1996 - 18 heures

#### « UNE POPULATION VIEILLISSANTE : L'origine d'un conflit ou d'une plus grande solidarité ? »

Avec la participation de :

Didier BLANCHET, chercheur à l'INED et à l'INSEE  
Bernard BRUNHES, président-directeur général du groupe Bernard BRUNHES  
Xavier GAULLIER, sociologue au CNRS  
Hughes de JOUVENEL, délégué général de Futuribles International

Débat animé par Frédéric LEMAÎTRE, *Le Monde*

Avec le soutien des Associations des anciens élèves de l'ENSAE et de l'ENSAI

ENTRÉE SUR INVITATION  
à retirer auprès du FORUM ENSAE-ENSAI (41-77-84-88)







# Marc Fumaroli reçu à l'Académie française

Elu en mars 1995 au fauteuil d'Eugène Ionesco, il a prononcé l'éloge de l'auteur de « La Cantatrice chauve »

## L'hommage de la rhétorique classique à l'Absurde

Marc Fumaroli, professeur au Collège de France et spécialiste de la rhétorique du Grand Siècle, devait être reçu jeudi 25 janvier sous la Coupole. Elu le 2 mars 1995, le nouvel académicien français remplace le dramaturge Eugène Ionesco, décédé le 28 mars 1994. L'éloge rendu à ce dernier est riche de contrastes que cultive volontiers l'Académie dans la succession des fauteuils. Celui qui croit à la conversation rend hommage à celui qui n'y croyait pas, au point de miner toute confiance dans les mots et d'incarner, avec Beckett, le théâtre de l'Absurde, apparus dans les années 50. Marc Fumaroli montre avec éloquence comment l'auteur de *La Cantatrice chauve* et du *Roi se meurt* a réussi, en mettant en scène les anxiétés de son monde intérieur, à construire une œuvre de renommée mondiale et d'un humanisme universel, face au collectivisme qui avait écrasé sa patrie d'origine, la Roumanie. Chargé du discours d'accueil, l'avocat et écrivain Jean-Denis Bredin rappelle, non sans humour, les nombreux travaux qui ont fait du récipiendaire l'historien lumineux des grands styles classiques, doublé d'un redoutable polémiste au service de la tradition. Nous en publions quelques passages et la quasi-totalité du discours de remerciement de Marc Fumaroli.

« Messieurs,

**L**égitime du seuil que vous m'invitez aujourd'hui à accomplir est redoutable. Oser élever la voix pour la première fois sous cette voûte, en votre présence, impose la plus extrême humilité. Je vois ici, parmi vous, l'assemblée de vos confrères qui depuis plus de trois siècles, de génération en génération, ont perpétué votre Compagnie. Comment sortir du silence devant Racine et Fénelon, devant Renan et Valéry ? Je ne sais pas, en ce moment, si je dois davantage vous remercier ou solliciter votre compassion.

Pour faciliter ce passage, une tradition miséricordieuse voulait, sous l'Ancien Régime, que tout remerciement à l'Académie française commençât par l'éloge de son fondateur, le cardinal de Richelieu. Ce lieu commun permettait de reprendre un peu ses esprits. Pierre Corneille, fort ému lui aussi le jour de sa réception, le 22 janvier 1647, n'y a pas manqué. « Vous êtes le choix de ce grand Génie qui n'a fait que des miracles... Vous m'avez fait part de cette gloire », murmura le grand poète dans une prose assez embarrassée. Il n'avait pas toujours été si enthousiaste. On peut aujourd'hui, je crois, louer votre fondateur avec plus de sobriété et de franchise.

Le véritable père de votre Compagnie, celui qui a pourvu à sa naissance, et qui, pendant un demi-siècle, de 1629 à 1675, a veillé à sa croissance, ce fut son premier secrétaire perpétuel, Valentin Conrart. Ce huguenot, ce bourgeois de Paris, a le premier réuni chez lui, dans les années 1629-1630, de jeunes poètes et lettrés français qui souhaitaient cultiver ensemble la beauté de leur langue et la rendre digne des choses de l'esprit.

« L'Académie », écrit, en 1651, le premier historien de l'Académie, Paul Pellisson, ils s'entretenaient familièrement, comme ils eussent fait en une visite ordinaire, et de toutes sortes de choses, d'affaires, de nouvelles, et de belles lettres. [...] Leurs conférences étaient suivies tantôt d'une promenade, tantôt d'une collation qu'ils faisaient ensemble. Ils continuèrent ainsi trois ou quatre ans, et comme j'ai ouï dire à plusieurs d'entre eux, c'était avec un plaisir extrême et un profit incroyable. De sorte que, quand ils partirent encore aujourd'hui de ce temps-là, ils en parlaient comme d'un âge d'or, durant lequel avec toute l'innocence et toute la liberté des premiers siècles, sans bruit et sans pompe, et sans autres loix que celles de l'amitié, ils goûtaient ensemble tout ce que la société des esprits et la vie raisonnable ont de plus doux et de plus charmant.

Conrart et ses amis s'étaient juré mutuellement le secret sur cette académie toute privée. Ce secret finit par être éventé. Le premier titulaire de ce sixième fauteuil dont vous m'avez jugé digne, l'abbé de Boissier, attira l'attention de Richelieu sur ces réunions. La suite est connue de tout le monde. Mais la fidélité à cette académie

déclina d'avant l'Académie n'abandonna jamais Valentin Conrart. Devenu votre premier secrétaire perpétuel, il mit tout en œuvre pour préserver, en marge des rites officiels et pour les vivifier, l'esprit amical de la Compagnie. Chez lui, à Paris, et dans sa maison de campagne d'Athis-Mons, il recevait avec ses confrères les jeunes talents, et il inspira un véritable atelier d'où sortirent les *Remarques* de Vaugelas et plusieurs autres classiques de notre langue. A l'égard de l'Académie française, un des premiers mérites de Richelieu est d'avoir laissé élire secrétaire perpétuel ce diplomate de l'esprit, dont le cardinal savait bien pourtant qu'il était au service de la république française des Lettres, avant de l'être au sien et même à celui du roi.

Les derniers titulaires de ce sixième fauteuil, Jean Paulhan et Eugène Ionesco, ont honoré les belles-lettres dans le même esprit de liberté. Avant d'être reçu dans votre Compagnie, en 1963, l'auteur des *Fleurs de Turbes* a été pendant un demi-siècle, à la direction de *La Nouvelle Revue française*, un moderne Conrart, grammairien, rhétoricien, critique à la curiosité universelle, découvreur et accordeur de talents. Il eut la religion de la parole, avec la plus redoutable ironie envers les mots. Moins prudent que Conrart, il fut aussi la conscience de la république française des Lettres. Lorsque ce résistant de la première heure, cofondateur des *Lettres françaises* et des *Temps modernes*, osa écrire, sortant de sa réserve naturelle, *De la paille et du grain* et *Lettre aux directeurs de la Résistance*, entre 1946 et 1949, qu'est-ce qui le poussait à se dresser contre la « liste noire » des corbeaux du Comité national des écrivains ? Le souci de faire prévaloir l'indépendance morale reconquise par les Lettres fran-

çaises dans la période de la clandestinité, avaient réussi à occuper la plupart des postes clés dans l'édition, la presse, la radio, les galeries d'art... On retrouvait les plus farouches antimilitaristes dans les attitudes les plus chauvines, brandissant les « listes noires », avides de sanctions, quitte en sous-main à passer l'éponge, moyennant de solides garanties, ce qui constituait la technique dite du dédouanage.

Cet efficace noyautage et quadrillage, que la puissante revue de Sartre, *Les Temps modernes*, dès 1949, ne dédaigna pas d'imiter, explique, mais n'excuse pas, l'extraordinaire hémiplegie du regard qui a frappé pendant trente ans l'intelligence parisienne lorsqu'il s'agissait de la tyrannie à l'Est. Admirateur de Paris, capitale de l'esprit, Eugène Ionesco souffrait de voir les lettres, philosophes, écrivains, scientifiques et journalistes, sous des gouvernements libéraux, organiser eux-mêmes la censure. Il eût pu se contenter de s'en tenir au fil des ans la gloire mondiale de son théâtre. Il s'est porté au premier rang de ceux qui, avec Albert Camus, avec Raymond Aron, ont osé résister à cet aveuglement volontaire. En 1958, son *Rhinocéros* expose dans le langage du théâtre l'expérience qu'il avait acquise dès 1933 de la fascination totalitaire. A partir de 1965, il n'hésite pas à recourir à la polémique de presse, dans *Combat*, dans *Le Figaro*, et il trouvera encore la force, le 19 avril 1990, de publier un article où il raconte en termes peu diplomatiques la fastueuse réception réservée à Vladimir Havel au ministère de la culture, par ceux-là mêmes qui, naguère, quand Havel était en prison à Prague, et non pas président de la République, avaient refusé à ses pièces de théâtre le droit d'être jouées sur les scènes françaises subventionnées.

Né en Roumanie d'une mère française en 1909, Eugène Ionesco a été élevé en France jusqu'à l'âge de quatorze ans, de 1910 à 1923. C'est Paris, c'est la campagne française qui ont formé le fonds d'émotions et de sensations de ses premières années. C'est dans notre langue qu'il s'est d'abord essayé à écrire. Le français a été sa langue maternelle. Mais son adolescence, les années de formation de son esprit, se sont déroulées en Roumanie, et ses premiers travaux littéraires ont été publiés en langue roumaine. Loin de rompre cependant avec sa langue d'origine, le jeune Ionesco à Bucarest fait des études supérieures de littérature française, et il devient en 1934 professeur de français. Sa familiarité précoce avec les classiques et les modernes de notre langue lui ouvre accès à la vie sociale et littéraire. Entre 1927 et 1940, Eugène Ionesco a été un des esprits les plus doués de la jeune génération de Bucarest. La capitale roumaine était alors, avec Beyrouth et Alexandrie, l'un des trois Puits de l'Orient. Quand Eugène Ionesco, dans les années 50, se sera fait un nom sur les scènes parisiennes, il se retrouvera à l'affiche avec le Libanais Georges Schéhadé et avec l'Arménien d'Odessa Arthur Adamov.

Il n'a jamais aimé le théâtre.

Du moins, il le croit. C'est pourtant le seul type de théâtre qu'il ait encore écrit. « L'Anglais sans peine »

qui va en peu d'années faire de cet intimidant pauvre un grand écrivain français célèbre dans le monde entier.

Si le Bucarest qu'a connu Eugène Ionesco était un Paris roumain, c'est que l'existence même d'un État et d'une nation roumaine, au carrefour de trois empires menaçants, allemand, russe et turc, devait beaucoup à Paris.

Le temps des grandes familles byzantines du Phanar, brillantes à Paris autant qu'à Bucarest, les Brancovan, les Bibesco, les Soudzo, touchait à sa fin. Les « non-conformistes » roumains des années 30 sont les meilleurs élèves de vedettes philosophiques de l'Université, formées à Munich, à Marburg ou à Vienne. Avec les plus brillants d'entre eux, un Eliade, un Cioran, qui ont fondé en 1930 le groupe *Cetardon*, Ionesco participe aux conversations ardentes et aux conférences publiques qui, pendant trois ans, font de ces jeunes gens les arbitres de l'intelligence roumaine. Dès 1933, ce qu'il appellera lui-même une « débâche de culture » n'empêche pas plusieurs de ses camarades d'avoir des faiblesses pour les gros muscles, les jugulaires et le charisme du chef de la Garde de fer.

Eugène Ionesco n'était tenté ni par le cheval d'orgueil philosophique, ni par la bravacherie politique. Dès ses jeunes années, il est meilleur lecteur de Pascal et de Proust que de Karl Marx ou de Martin Heidegger. S'il a lu un philosophe allemand, c'est Schopenhauer, le plus littéraire de tous, et dont le bouddhisme est quasiment naturalisé français depuis Hayek.

Son premier recueil de poèmes prend ses distances, dès 1930, avec l'exaltation ambiante : il s'intitule ironiquement *Élégié pour (des) êtres minuscules*. Son premier recueil en prose, *Non, est*

une satire de la foire roumaine aux vanités littéraires, et des alibis qu'elle trouve dans le chauvinisme. Il mène à cette satire, dont il ne s'acquit pas, des fragments de *Journal intime* où, par contraste, il met son « cœur à nu » : « J'ai peur. Un jour j'ai eu la sensation inouïe de la mort. Il y a eu en moi une débandade, une panique, le cri de toutes mes fibres, un refus terrifié de mourir. Rien en moi ne veut accepter la mort.

Cette tranchée intérieure rend dérisoire la parade sociale de l'homme de lettres. C'est déjà une variation, comme le seront sa vie elle-même et son œuvre, sur la pensée de Pascal : « La mort est plus aisée à supporter sans y penser que la pensée de la mort sans périr. »

Non recat le prix des Fondations royales, ex æquo avec le livre de Cioran *Sur les cimes du désespoir* : l'un avait déjà choisi la docte ignorance, l'autre le sublime.

L'un, en 1937, et l'autre en 1938, étaient venus à Paris grâce à une bourse qu'ils devaient à Alphonse Dupront, directeur de l'Institut français de Bucarest entre 1932 et 1941. Dupront, l'un de nos grands historiens de l'après-guerre, et le plus méconnu, était déjà un prince de l'esprit. Dans un Bucarest travaillé depuis 1933 par le fascisme, il représentait un principe de humanité. [...] Le 23 juin 1940, Eugène Ionesco écrit à Alphonse Dupront : « Même si, par malheur pour ce monde égoïste, cruel et stupide, la France devait mourir, [...] elle s'est sauvée spirituellement. Péguy soulevait à la France le salut spirituel, même si cela entraînait la mort temporelle. Le désastre dont nous souffrons atrocement est dû à la faute de la France. Fatiguée, elle n'était plus présente dans le monde, elle ne croyait plus à la nécessité de sa présence et de sa mission. La Bible s'est vue sans l'esprit malade. Ce qui se passe depuis vingt ans dans le monde n'est qu'un symbole et le commencement de ce qui pourrait se passer si la France ne peut plus marquer sa présence. Et ce serait la punition du monde de l'avoir assassinée. Mais le monde peut-il vraiment assassiner son âme ?

« Je ne pourrais vivre dans un monde où il n'y aurait plus de France, dans un corps vide. Je n'ai qu'une patrie, c'est la France, car la seule patrie est celle de l'esprit. Ce ne sont pas de vains mots, je crois ce que je dis.

« Monsieur, je ne suis qu'une humble personne, mais une « personne » ; permettez-moi de souffrir et tout de même d'espérer, à côté de vous. Ça me consolera un peu si vous pouvez me considérer comme un de vos compatriotes. Considérez-moi, dans ces jours de malheur, comme un des membres de la famille française, un parent pauvre, accordez-moi l'honneur de m'accepter, spirituellement, dans votre, dans notre maison.

« Je pleure, monsieur. Je me déteste de ne pas être un dieu et de ne pouvoir sauver la France ; cependant, ses ennemis. C'est tellement tristement idiot de ne pouvoir faire que des phrases, de s'offrir que des larmes, que de l'impuissance. »

## Le discours de réception de Jean-Denis Bredin : la nostalgie d'une société de gens d'esprit ?

« Vous êtes né à Marseille, votre père était de famille corse, et c'est à Fès, dans cette ville « hors du temps », direz-vous, à Fès où votre père était fonctionnaire et votre mère institutrice, que vous avez fait vos études primaires et secondaires. C'est à Marseille que vous avez commencé vos études supérieures. Vous les avez poursuivies à l'université d'Aix-en-Provence, avant de venir à Paris. Vous n'avez cessé d'aimer passionnément l'Italie, votre « seconde patrie ». Vous parlez l'italien comme le français, et c'est à Rome que vous donnez, cette année, votre cours au Collège de France, sur la « République des lettres franco-italienne ». Vous ne m'en voudrez pas d'observer cette tendre relation avec la Méditerranée qui n'a cessé d'influencer

certs votre œuvre. Platon et Aristote, Cicéron et Quintilien sont devenus vos intimes. Votre ardeur, parfois votre véhémence, peuvent sembler très méridionales. [...] La langue française est une femme, avez-vous constaté, maternelle évidemment, transmise par la bouche des mères, mais féminine de toutes les manières, belle, parée du naturel et de la grâce, et volontiers voluptueuse. Très féminines aussi sont ses quatre sœurs, la rhétorique, la parole, l'éloquence, la littérature, que vous avez tantôt mêlées, tantôt séparées pour mieux observer leurs relations. Mais votre remarquable livre *L'Âge de l'éloquence*, venu de votre thèse, et beaucoup de vos cours et de vos articles, dépassent leur objet apparent : vous travaillez sur une société, peut-être une civilisation, en tout cas sur un art de vivre, de penser et de



JEAN-DENIS BREDIN

parler qui ne cesseront jamais de vous passionner. [...] Est venu, après la guerre, le temps de « l'Etat culturel » dont Malraux fut pour vous le redoutable fondateur, et que ses successeurs n'ont fait, pensez-vous, que renforcer. Cette culture, cette « sous-culture » de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, vous avez dressé

contre elle de véhéments réquisitoires. Déjà le cinéma vous est parfois apparu comme « un art infirme », annonçant, préparant la dictature de l'image. Vous avez dénoncé le culte imbecile de la modernité. « Au sein d'un monde moderne on a appris en France à se mettre au garde-à-vous. » La culture vous semble devenue un mot valise, un mot écran, la propagande culturelle « un énorme bonnet d'âne bureaucratique ». Vous avez redouté « le flot montant de l'ignorance » et vous avez détesté ce que vous avez appelé les « supermarchés de la culture », l'art congelé, les grands travaux, les fêtes de la musique tenues sur ordre de l'Etat, et plus encore les fêtes du bicentenaire de la Révolution : « On était bien entré ce soir-là, protestez-vous, dans des temps nouveaux, des temps où la grande affaire française est devenue l'organisation collective

des spectacles, des loisirs... » Cet Etat prétendument culturel, vous l'accusez de ne plus être que le champion d'une distrayante médiocrité.

C'est bien sûr à la télévision que vous réservez votre plus vive hostilité. Son « indigence », son « conformisme », son « culte des publics robots », sa détestation de l'intelligence, ne trouvent à vos yeux aucune contrepartie. La télévision et le tourisme sont pour vous « les deux mamelles de cette existence néo-bourgeoise que construit notre fin de siècle ». Nous ne serons plus demain que « des consommateurs de produits culturels » : ce que vous qualifiez de désastre français. [...] Faudrait-il observer que vous êtes plus bienveillant à l'égard du rôle culturel de l'Etat quand vous le regardez dans les siècles que vous aimez ? Et que notre Acadé-

mie semble ne pas vous déplaire, alors même qu'elle fut fondée sur l'ordre de Richelieu ? Faudrait-il se demander si vous n'êtes pas parfois porté par la nostalgie d'une société de gens d'esprit dont les salons étaient l'agréable expression, de gens de très bonne compagnie dont la naissance, la fortune, l'éducation, les relations soutenaient la culture ? Soudain, demandez encore si, en cette fin de siècle, la plupart des Français ne recevraient pas, de cette culture qui ne ressemble guère à la vôtre et que vous tenez pour dévoyée, plus de connaissances, de jugements, d'émotions et de joies qu'ils n'en pouvaient trouver dans les temps que vous célébrez ? Se demander si le vrai procès que vous instruisez n'est pas en réalité celui des élites françaises dont vous redoutez, non sans raison, le déclin ? [...]



Çais

Jeudi 150

**LE FEUILLETON**  
**DE PIERRE LEPAPE**  
Une vanité  
et un tombeau.  
Les derniers romans  
de Jacques Chessex  
et de Gérard Mordillat  
page II



**ENQUÊTE**  
Les nouveaux historiens  
israéliens pages VI et VII

# Le Monde LIVRES

VENDREDI 26 JANVIER 1996

**D'AUTRES MONDES**  
par Nicole Zand  
Les essais, les articles  
et les lettres  
de George Orwell  
enfin traduits  
en français  
page III



**LA CHRONIQUE**  
de Roger-Pol Droit page VIII

**MIROIR DE L'AFRIQUE**  
de Michel Leiris.  
Gallimard, « Quarto »,  
1484 p., 180 F.

**U**n fantôme est de retour : l'Afrique. *Miroir de l'Afrique*, textes revus, inédits, a du souffle. La possession est travaillée au corps. L'Afrique fantôme marque le siècle. Manque, en dépit du papier bible, cette imposante bible du secret, *La Langue secrète des Dogons*, d'un chercheur qui avoue : « Le voyageur est le seul personnage que je sois avec sincérité. »

Reprenons : 1901-1990, Leiris, Michel, écrivain, ethnologue, petite république indépendante proche du surréalisme et du communisme ; convaincu que la poésie remédie à tout ; produit d'une classe moyenne ; neveu d'un acrobate qui enlève l'écuyère ; amoureux d'amitiés rendues (Bataille, Limbour, Sartre, Césaire...) ; passeur du littéraire à la brutalité du fait ; invisible et surportraité (Masson, Picasso, Giacometti, Bacon) ; dressé jusqu'à la fin contre le colonialisme, le fascisme et le racisme ; « vieux petit monsieur mis sobrement mais avec attention » ; styliste exact, crabe à la démarche oblique, rivé, jusqu'au suicide manqué, au devoir de lucidité ; *Leiris dieu*, dans un genre qu'a fini Rousseau, les règles d'une autobiographie non figurative. Il n'est ni « médiatisé » ni « reconnu ». Il échappe d'autant à la méconnaissance. « Le voyageur est le seul personnage que je sois avec sincérité. » Tout Leiris est dans la phrase, mais la citation n'est pas juste. Dans *Miroir de l'Afrique*, la phrase se trouve dans une lettre adressée à Louise par l'ethnologue, du fond de l'Afrique où l'entraîne Griaule. La mission Dakar-Djibouti, en 1931, fait collecter d'objets. Leiris, secrétaire-archiviste, écrit la nuit à sa femme. C'est à elle qu'il adresse, lasses par lasses, les notes de son journal. Il les double de lettres personnelles. La mauvaise foi ne désarme jamais. Chez l'éditeur, *L'Afrique fantôme* a traversé six collections différentes avant de trouver son « stilo ». Avec le temps, on est étonné de sa vigueur qui jure avec la mollesse conjugale des lettres. Leiris dit exactement à Louise ceci : « Je regarde par instants la fenêtre pour voir si le pic Ténériffe (Canaries) dont on nous assure la vue prochaine se montre enfin. En



## Leiris, la question noire

Francis Marmontel

faisant cela, je suis que je ne joue pas la comédie et que le personnage "voyageur" n'est pas pour moi un rôle, mais le seul personnage que je sois avec sincérité. » Toute la différence est là : géographie, soupçon, scène immédiate, énonciation, les pronoms, ce trafic. Ce trafic se dédouble en miroir. L'histoire de la littérature est là.

Époque impeccable : laissez vivre les pessimistes. La vie est un roman. On publie des tombereaux de livres. C'est l'automne des prix, le train-train. Parfait. On nous amuse, un peu comme en 1966-67. Par un retour de manivelle, la rue en décembre 1995 remet le réel en place. *Miroir de l'Afrique* sort à l'heure juste.

1484 pages d'histoires à damner un amateur de fables et d'histoire. Du merveilleux à dénoter. Du réel jusqu'à l'ivresse. Une scénographie d'hommes de l'art. Les préfaces et les notes de jargon et Mer-

cier, discrètes, sont dans les marges : le premier « philosophe » venu, la première méditation sur le romanesque, n'essent pas manqué d'en faire de petits traités pompeux, nettement moins bien écrits, approximatifs, mais d'annonciation. Ici sont offerts, lisibles, des textes essentiels. Ils vont vers tous : lecteurs trop humains, rappeurs de banlieue, tragiques troupiers, comiques d'intelligence, et toute une jolie jeunesse à qui l'on ne sait quoi faire lire.

Qu'écrirait-on avant de lever l'ancre ? Le *Journal* de Leiris répond à la question. Ce qui en fait une expérience, c'est son bougé (Bacon, Picasso), sa netteté tremblée qui court du *Journal* à *L'Afrique* et d'elle à *La Règle du Jeu*. Il revient sur tout ce qui donne à *Miroir de l'Afrique* sa courbe : le merveilleux, le sacré et l'écriture. Il y trouve sa règle. Les images, photos et cartes, gravées

sans bavure sur papier pelure, le prouvent. On reprend. En 1929, le *Journal* cède la place au voyage : « Je voudrais tomber malade à force de sincérité. Donner l'exemple unique d'un homme qui somme toute s'est rarement illusionné sur lui-même et a su mieux que quiconque voir clair en lui. Toutefois j'ai une peur énorme que ce soit précisément en croyant à cette sincérité que je me trompe. »

J'aimerais avoir le courage d'écrire dans ce cahier des choses de ce genre : aujourd'hui j'ai chuté de telle manière, j'ai fait l'amour de telle autre, j'ai pensé cela de tel ou telle, je me suis branlé, j'ai mangé de bon appétit, j'ai ri de telle stupidité, à tel moment de la journée j'ai cru que j'avais du génie, j'ai été flatté de telle chose qu'on m'a dite, j'ai espéré être publié dans telle revue, chez tel éditeur, j'ai eu peur de telle ou telle chose, etc. » (17 mai). Mais relater, c'est frelater. Les

pages de 1929 tournent à vide : gamines, lapalissades, coucheries faiblotes, petites saouleries, trois livres au programme : *Les Confessions* (il serait temps), *Toten et tabou* (ça peut aider), *Psychologie collective et analyse du moi* (entièrement d'accord) ; un ennui à pleurer, plus un rêve pour Bataille : huit chiens s'enfilant « en guise de tour » (intéressant, mais difficile à monter) ; un lapsus photographique : « psychanalyse »... Outre mille notations qui ne

dissent pas tout (la vérité ne peut se dire toute), le jazz sert d'aiguille au ciel, cette décision : « Il y a quelques jours j'avais décidé de me mettre à étudier la question noire. »

Le *Journal* déçoit. On est trop enfants pour le lire. Il faut du corps. Leiris n'améliore rien. Comme *L'Afrique fantôme*, qui en est son vertige essentiel, le *Journal* n'est pas de la « littérature écrite ». On voit toujours, chez lui, la réduction au dérisoire, jamais l'accession au mythe. Ce n'est pas cette « littérature écrite » que l'on enguirlande partout pour mieux encrener l'impossible à penser (version aimable) ou par refus de penser autrement (version politique). Le *Journal* échappe à cette littérature écrite, façon Chardonne du « cinéma filmé ». *L'Afrique fantôme* fut aussi mal reçue que possible. Le public, n'en parlons pas. Il vient à tâtons. Les savants, horrifiés. « Littérature ! », « vendeur de mèche ! », les ethnologues s'étouffent. Griaule le premier. Chacun voit trop clairement que c'est une initiation. C'est un livre trop libre pour un temps qui n'en veut pas. Par une espèce de compassion, on le présente alors comme critique (de l'ethnologie), ou pis encore : comme pamphlet (politique). Récupération mutile : c'est plus grave. Il faut y aller les yeux écarquillés. La forme même du texte est impossible. D'une esthétique sacrificielle (Bataille) à une éthique théâtrale (Sartre), l'opération ne laisse personne intact.

La rigueur, l'ambre gaieté, l'analyse bue dans la littérature (Conrad, Melville, Roussel) est ce qui déplaît et interloque littéraires et savants. Encore un effort, camarades... Sinon, que faire de cette fièvre qui porte les lasses, une à une, plus leurs duègnes épistolaires (les lettres à Louise), vers celle qu'il désigne, sans le savoir, pas à pas sous ses pieds d'aventurier marron, des Dogons à Gondar : elle, Godon Louise. Son nom est kaleidoscopé jusqu'aux amours qui le portent, au retour d'Afrique, vers Gordon Héline (son djinn) d'une même fièvre qui le pousse vers les rebelles de Godjam, en une jam-session divine où l'on attend Godot.

Lire le témoignage de Georges Saliou page V

SYLVIE  
GERMAIN

## ÉCLATS DE SEL

roman

GALLIMARD

## Du cœur au ventre

Transgression majeure, l'image du cœur dévoré de l'aimé est exemplaire et sacrée.  
Une palpitante étude de Milad Doueïhi sur les heurs et malheurs du siège symbolique de l'amour

**HISTOIRE PERVERSE**  
**DU CŒUR HUMAIN**  
de Milad Doueïhi.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Pierre-Antoine Fabre,  
Seuil, coll. « La librairie  
du XX<sup>e</sup> siècle », 224 p., 95 F.

**Q**u'on en ait ou qu'on en manque, qu'on l'offre, l'ouvre, le serre ou le crève, le cœur est l'une des images les plus anciennes et les plus insérées du sentiment humain. C'est de voûte des interdits et des règles sociales, cet organe, longtemps seul à dire le corps, tient peut-être cet ambigu privilège d'un sombre cannibalisme originel.

Selon la tradition orphique, Dionysos fut, dès sa naissance, en butte à la vindicte d'Héra, jalouse des infidélités de son divin époux. Livré aux Titans, l'enfant fut mis en

pièces et son corps dévoré. Mais Athéna, parvenant à soustraire son cœur intact au festin banquet, permit à Zeus de redonner vie à celui dont le culte passe pour introduire le sens du mystère dans la religion grecque. Quant aux Titans, foudroyés pour venger l'outrage, leurs cendres servirent à créer la race humaine, comptable à jamais de ce crime primitif.

Aussi, la stricte ritualisation culturelle et sociale de la consommation alimentaire fit-elle très tôt l'identité commune. Référence indispensable qui prend toute sa dimension lors des cérémonies funéraires où les vivants partagent, à la mémoire du défunt, un repas qui l'exclut. Lieu d'échange – langage et nourriture – qui rejette radicalement à un autre ordre, celui des morts, l'homme qui ne parle et n'ingère plus. Tabou largement répandu, la crainte de la

dévoration anthropophage reste l'un des principes les mieux observés, et le cœur, indispensable à la régénération, le symbole le plus reconnu. C'est ce qu'établit Milad Doueïhi dans ce bref mais brillant essai sur les heurs et malheurs du cœur dans l'imaginaire humain.

L'image météorique du cœur mangé de l'aimant, offert – déguisé ou

Philippe-Jean Catanchi  
non – en festin interdit à l'épouse par le mari trompé est donc une inversion spectaculaire de l'usage. Ce plaisir défendu répète l'association de la Genèse entre l'acte de manger et la connaissance, temps de la séparation et du détachement de l'origine. Comme elle, il précipite l'humain dans le sexe et la mort.

Mais, à l'instar de cet autre repas sacré, la Cène du Jeudi saint qui transforme l'ingestion de rupture

en réconciliation, manger le cœur de l'aimé peut devenir une figure paradoxale de l'eucharistie. Dans le *Lai d'ignare*, douze femmes dégoûtent innocemment le cœur et le sexe du chevalier qu'elles aiment (comme le nombre, on relèvera l'association explicite des éléments les plus désirables et les plus représentatifs de l'homme) : un temps réticentes, « comme si manger c'était savoir », elles cèdent avant, horrifiées, de se condamner à un jeûne définitif. Bouches vides et muettes. Renoncement sans retour à la parole comme au sexe.

Avec le *Roman du châtelain de Couci* et de la *Dame de Fayel*, le drame se resserre et se précise. L'espace dilaté introduit une circularité exemplaire : en offrant ses tresses à son amant qui part pour la Terre sainte, c'est bien son propre cœur que la dame abandonne.

Lire la suite page VIII



**LA MORT D'UN JUSTE**  
de Jacques Chessex.  
Grasset, 322 p., 115 F.

**BÉTHANIE**  
de Gérard Mordillat.  
Calmann-Lévy, 222 p., 98 F.

Il n'y a pas si longtemps, toute personne convenablement cultivée habitait comme chez elle dans les mythologies grecques et latines. Quand un médecin viennois voulait évoquer les troubles de relation entre les fils et leurs mères, le nom d'Oedipe lui venait naturellement sous la plume, et tout le monde ou presque savait de quoi il parlait. Les écrivains à la mode pouvaient introduire dans leurs romans Artémis, les centaures, Orion ou Cybèle, sans précipiter leurs lecteurs vers les dictionnaires. Il en était de même avec le vocabulaire chrétien. Quinze siècles d'imprégnation religieuse quotidienne, de prêches, de catéchisme, de querelles et de théologie ordinaire, d'œuvres d'art aussi, nous assuraient une familiarité qu'on croyait éternelle tant avec l'histoire sainte qu'avec les mystères de la Trinité ou les disputes sur la Grâce. Qu'on soit croyant ou qu'on ne le soit pas.

Constatons qu'il n'en est plus rien, en France en tout cas. Et du coup, ce sont des païs entiers, immenses, de nos bibliothèques qui deviennent obscurs, abscons, rétifs. Pas seulement les auteurs anciens, dont chaque ligne, chaque vers reçoit des lumières de l'Olympe, de la Bible ou des Évangiles, mais les contemporains : comment saisir le tragique des romans de Bernanos, les déchirures des héros de Mauriac ou les défis de Gide quand on ignore tout des figures du surnaturel, du sourire de Satan ou de l'ascèse calviniste ? À défaut de ces clefs, leurs personnages paraissent étranges, tordus, pétris de bizarreries exotiques, vaguement monstrueux. C'est ce qui risque aujourd'hui encore d'arriver à Aimé Boucher, le théologien retraité de *La Mort d'un juste* de Jacques Chessex.

Boucher, à des yeux profanes, pourrait passer pour un sacré hypocrite. De jour, c'est un homme austère et savant qui enseigne dans les universités vaudoises les principes et les subtilités de la religion selon Jean Calvin ; la nuit, on le sait, n'inspire pas une franche gaieté. Boucher forme de futurs pasteurs, rédige de sévères traités, participe aux rites de la vie intellectuelle suisse. C'est un notable et une autorité. Mais le soir venu, le grave pédagogue apprend d'autres chansons. Amateur de chair fraîche, il attire par les séductions de son verbe de brunes étudiantes avec lesquelles il se livre à des agapes érotiques. Et comme il demeure, en toutes circonstances, un homme de lettres, il transcrit ces festins charnels dans un poème qui fait chavirer ses jeunes partenaires et qu'il intitule *La Sainte Cène*. Pas de blasphème possible sans un solide sens du péché.

## Une vanité et un tombeau



Quand le roman commence, Aimé Boucher a décidé de prendre sa retraite, c'est-à-dire de se préparer à la mort. Peut-être le scandale provoqué par la publication - sous un nom d'emprunt - de *La Sainte Cène*, puis la mort d'une des étudiantes favorites du théologien sont-elles à l'origine de sa décision de se faire ermite. D'ailleurs une femme le poursuit, bien décidée à faire apparaître au grand jour le démon concupiscent qui se cache derrière l'homme de Dieu. Mais Boucher ne se soucie guère plus de sa réputation et des rumeurs sulfureuses qui accompagnent sa carrière. Il a entrepris de s'alléger, de se débarrasser de tout ce qui, dans sa vie, dans sa pensée, dans ses souvenirs, était inutile à la signification de son existence. *La Mort d'un juste* est le récit de cette ascèse, le bilan par élimination, par apurement, d'une âme affamée. Tant Boucher, en toute bonne foi, n'a jamais cessé d'appliquer à la lettre leçon de saint Paul : « Le corps est le Temple de Dieu ».

Les lecteurs habituels de Jacques Chessex ne seront pas déçus. Ils retrouveront ici les thèmes qui hantent depuis un quart de siècle l'œuvre abondante du romancier vaudois : inspiration biblique, présence obsédante du mal et de la faute, protestations contre une morale étroite et un conformisme puritain qui conspirent à une condamnation du corps et de la célébration des sens. Chessex se bat comme un beau diable avec son calvinisme. Il l'accueille et l'accepte comme la couleur même de ses racines, la mémoire de sa terre, la matière originelle de ses pensées et de ses sentiments les plus intimes. Et il le rejette et le hait, en même temps, au nom de la beauté d'une vie qu'il refuse à déclarer coupable, au nom de la sensualité de la création divine. Aimé Boucher est le frère, le double apaisé et ironique de Jean Calmet, le malheureux héros de *L'Ogre*, le roman qui obtint le prix Goncourt en 1973 (1). Calmet est d'ailleurs le pseudonyme - emprunté au plus sa-

vant des exégètes bibliques du XVIII<sup>e</sup> siècle - sous lequel Boucher publie son poème érotico-mystique.

Les peintres baroques aimaient composer des tableaux d'un extrême dépouillement, des vanités, dont le centre était occupé par un crâne humain. On se souvient comment dans ses stances du *Printemps*, Agrippa d'Aubigné considérait, comme malgré lui, Diane sa bien-aimée sous les traits d'une future morte. Il contemplait la mort qui était inscrite en elle : « Je m'irai en adorant dans une anatomie le portrait de Diane entre les os afin que voyant sa beauté ma fortune ennemie, l'enferme partout de ma cruelle fin. / Dans le corps de la mort j'ai enfermé ma vie. » Il y a dans *La Mort d'un juste* quelque chose de cette fête funèbre. Mais en même temps, dans un désordre, une fièvre, une érance que le romancier ne semble pas avoir cherché à maîtriser, s'exprime une rébellion contre ce consentement à la poussière et à la saueur du glas.

À l'ombre de Calvin s'oppose celle d'un autre hôte des rives du Léman, Vladimir Nabokov, collectionneur de mots, de langues et papillons magnifiques.

« Dans le corps de la mort  
j'ai enfermé ma vie. »  
Agrippa d'Aubigné

Boucher, c'est aussi l'Humbert Humbert de *Lolita*, qui paie d'un enfer intérieur son insatiable faim de bonheur.

Dans *La Mort d'un juste*, la pension où se réfugie Aimé Boucher s'appelle Béthanie, « institution de Béthanie, maison de repos et d'accueil placée sous le regard de Dieu ». Béthanie, c'est la ville de Lazare, le refuge de Marthe et de Marie. Chessex traduit le nom de ce petit village proche de Jérusalem par « la

maison de l'affligé ». Gérard Mordillat, plus sensible à la polysémie de l'hébreu affirme que Béthanie signifie « la maison des pauvres ». Ou encore « la maison des bateaux ». « La maison des sources » aussi... Ces différences d'interprétation soulignent des différences de tempérament. Mordillat est plus à l'aise dans la multiplicité poétique qu'avec les concepts de la théologie. Et sa Béthanie, si elle évoque, bien sûr, Lazare et sa résurrection, appartient aussi à l'histoire contemporaine, à la guerre que s'y livraient Arabes et Juifs. « Deux îlots, une seule terre. Deux peuples... »

Béthanie, c'est aussi le nom d'une femme. Celui sous lequel elle se présente à un homme qui déclare, lui, s'appeler John Coltrane. Ces deux-là se mentent pour mieux essayer de se trouver. Le roman progresse de mensonge en mensonge, de la même manière qu'il progresse à rebours, chaque acte présent n'ayant de signification qu'au regard d'un passé qui demeure caché, clos, indicible. Mordillat use en virtuose de ce qu'un critique anglais, Ian Watt, appelait, à propos de Conrad, le « delayed decoding », le décodage retardé : longtemps, le lecteur flotte à la recherche de repères qui pourraient orienter sa lecture. L'auteur réclame de lui une confiance totale et passive. Qu'il se laisse aller à la tendresse des mots, à la violence des scènes, à la sauvagerie des caractères, à l'obscurité des signes : il est dans la nuit, comme le sont Béthanie et Coltrane.

Et ce qui va émerger peu à peu, par secousses, par éclairs d'orage de cette obscurité, ce n'est même pas la réalité. On ne revit pas le passé, on ne ressuscite pas les morts. Les deux héros de Béthanie épousent leur corps et leur âme à souffrir sur des feux éternels. Ils se font souffrir pour redonner du goût aux vieilles souffrances, ils s'enivrent à mort pour essayer d'ouvrir des portes derrière lesquelles il n'y a plus rien, ils gaspillent leur amour d'aujourd'hui dans le vain espoir de redonner réalité aux amours d'hier.

Si *La Mort d'un juste* est une « vanité », Béthanie est un « tombeau » - un édifice littéraire, une composition poétique, tout entiers construits autour d'une absence - comme Mallarmé en ébaucha un pour son fils Anatole, mort à l'âge de huit ans, comme Pierre Guyotat, dans son cahot souterrain, pour *Cinq cent mille soldats* de la guerre d'Algérie.

Pas de psychologie ici, pas d'analyse des caractères, pas de point de vue moral ; comme au cinéma, il n'y a que des gestes et des paroles. Béthanie est un roman d'incantation, d'invocation et de déploration. Mais sur un rythme rapide et halluciné. Comme si chez Mordillat la méditation la plus personnelle, la plus intime prenait spontanément la forme du pothos grec : hurlant, brutal, févère, primitif. On se souviendra qu'avant de publier *Béthanie*, Gérard Mordillat a écrit et réalisé deux films à la mémoire d'Antonin Artaud.

(1) Grasset, 1973 et *Le Livre de poche*, N° 4 222.

## Micro soft fiction

### MICROSERIES

de Donald Coupland.  
Flamingo, HarperCollins,  
372 p., 9,99 £ ou 23 \$.

Donald Coupland s'est fait connaître en 1991 par un roman, *Generation X*, dont le titre sert depuis à caractériser (pour ceux qui ont lu le livre...) ces jeunes gens d'une vingtaine d'années, surdiplômés, vivant de petits boulots, sans avenir, mal payés et se débattant dans la complexité, la morosité et le vide de leur époque. Il a pourtant toujours refusé d'endosser le manteau de porte-parole des jeunes gens de son âge. Avec *Microseries*, son quatrième ouvrage (1), il raconte la vie d'un groupe de jeunes gens, toujours d'une vingtaine d'années, mais dans un contexte très différent : ceux-ci partagent une maison sur le campus (oui, campus, comme dans une université) de Microsoft, à Redmond, près de Seattle, dans l'Etat de Washington. Peu de choses les lient vraiment en dehors du fait de passer seize heures par jour, les yeux rivés sur leurs écrans d'ordinateur, à mettre au point programmes et logiciels, faire la chasse aux erreurs et autres bugs, tout cela pour la plus grande gloire de « BBBBBILL! ».

Car Big Brother Bill (forcément Gates) est omniprésent, à la fois chef suprême dont on

Sous le titre *Version originale*, « *Le Monde des livres* » proposera régulièrement des éclairages sur l'actualité littéraire internationale - compte-rendu d'un livre non traduit, rencontre ou entretien avec un écrivain étranger, etc.

craind les foudres jupitériennes et gourou-modèle-maître à penser de jeunes gens sans attaches et sans opinions à la recherche de quelque chose en quoi croire. Ils vivent toujours sur leurs souvenirs d'enfants, imbibés de feuilletons comme *Star Trek* ou *Happy Days*, de pop music et de rock de préférence anglais, de dessins animés comme le Road Runner, de poupées Barbie, de jeux Mattel. Ni cultivés, ni politisés, ni même très sensibles aux fractures sociales, mais dotés de QI impressionnants, ils se meublent chez Ikea, s'habillent chez Gap, font leurs courses dans les supermarchés Safeways. Mais à force de se définir eux-mêmes comme nerds, geeks ou même dweebs (différentes façons d'être « fondus »), ils vont prendre conscience petit à petit qu'il leur faut vivre leur vie. Ce sont de gentils bons élèves, bien conformistes mais pleins d'énergie, et leur enthousiasme va les conduire à Palo Alto, dans la Silicon Valley, pour mettre au point la version « 1.0 » (prononcer : one point Oh) d'un programme intitulé Oop qui permet de

créer une sorte de jeu de Lego virtuel. Et de redonner du travail au père de Daniel, mis à l'écart par IBM (une vieille entreprise historique) et le moral à sa maman. Tout baigne dans la douceur, la fraîcheur, la tendresse et la technologie. Nos jeunes héros vont faire mieux que Peter Pan et tous tomber amoureux - ce qui est encore plus agréable que les massages shiatsu qu'ils pratiquent régulièrement les uns pour les autres - et tout finira pour le mieux dans cette brave vallée de silicone.

Peu importe également - mais si on trouve cela insupportable, il faut archiver le livre et l'oublier à jamais - si l'on n'a jamais entendu parler d'un jeu qu'il s'appelle Jeopardy ! et dans lequel chaque joueur dresse une liste des sept catégories de connaissances dans lesquelles il se sent performant. Cela sert au narrateur, Daniel, dont le nom de famille est Underwood, comme les vieilles machines à écrire - ce qui n'est sûrement pas un hasard -, et qui rédige une sorte de journal sur son petit PowerBook, son ordinateur portable, à dresser une sorte de tableau psycholo-

gique de ses personnages : en donnant la liste que pourrait établir chacun d'eux, il nous permet de déterminer les centres d'intérêt de chacun.

Mais Coupland aime les énumérations, et il en fait bien d'autres et à tout propos : cela va des céréales « décadentes » comme les Rice Krispies et les Lucky Charms (mais pas Count Chocula et Frankenberry, il explique pourquoi) aux huit lois d'embauche dans le domaine du multimédia, sans oublier une sorte de chronologie de

l'expansion de McDonald's depuis le centième McDo ouvert en 1959 à Fon du Lac (Wisconsin), jusqu'à la naissance des McNuggets en 1983 ou encore tous les matériaux « low-tech » divers et variés que l'on peut utiliser pour remédier à des problèmes « high-tech » : bâtons de sucette, élastiques, cintres ou petits bouts de papier - à ne pas confondre, d'ailleurs, une fois assemblés les uns aux autres, avec les sculptures d'art moderne exposées sous verre dans l'atrium de Microsoft.

Mais Donald Coupland utilise d'autres procédés, d'autres jeux : il s'amuse à utiliser toutes sortes de typographies différentes, en particulier lorsqu'il « reproduit » des messages en e-mail avec fautes de frappe incorporées car les utilisateurs, si méticuleux et si

ments de poésie particulière, des pages entières d'écriture quasi automatique et dues au subconscient supposé de l'ordinateur, où se mélangent Ikea et la Wells Fargo, Ziggy Stardust (l'album qui a rendu David Bowie célèbre) et le lazage Fortran, ou encore toutes sortes de déclinaisons des mots Prozac et Windows.

D'humour constamment ludique, Daniel nous fait partager aussi essais et ratages plus ou moins vultueux par utilisation de programmes qui convertissent les polices de caractère, par associations de « coupés-collés » qui remplissent des pages entières de « money money money », quand ce n'est pas une résurgence de ce bon vieux binaire qui couvre de 0 et de 1 toute une double page. Bref, voici un roman non de « science-fiction », mais de « nouvelles-technologies-fiction », et si l'on tombe sous le charme sans prétention de cette écriture qui s'amuse d'elle-même, de ce regard à la fois attendri et percutant, on ne regrettera pas la promenade en compagnie de ces enfants du siècle.

Martine Silber

(1) *Generation X* a été traduit en français et publié chez Robert Laffont en 1993 et repris en 1998. Autres ouvrages (non traduits en français) : *Shampoo Planet*, Pocket Books, 1992, et *Life After God*, Pocket Books, 1994. Il fallait s'en douter, on peut trouver une version électronique du premier chapitre de *Microseries* sur Internet (parce à la fois en version imprimée et électronique dans le magazine  *Wired*  de janvier 1994) à quatre adresses différentes : gopher : //ern. coupl. edu/O/colleges/cba/faculty/newslw/papers/micro gopher : //gopher. etext. org/O/Quartz/wired/20/features/microseries.gz http : //www. umd.umich. edu/~mhughes/htmldocs/micro. html http : //www. dts. harris. com/~sabat/microseries.html

Où trouver  
un livre épuisé ?  
service de recherches gratuit  
LE MONDE DU LIVRE  
50, rue Buret, 75019 Paris  
Formulez votre demande :  
PAR ÉCRIT adresse ci-dessus  
PAR TÉLÉPHONE : 42 45 38 66  
PAR MINITEL : 36 15 MDL  
Merci de joindre cette annonce  
à votre demande



# La messagère d'un monde perdu

Keri Hulme puise jusqu'au syncrétisme dans les mythes du monde entier pour reconquérir la part maorie d'elle-même, la développer et la magnifier dans un récit à trois voix évoquant le « bush » originel

**THE BONE PEOPLE**  
ou Les Hommes  
du long nuage blanc  
de Keri Hulme.  
Traduit de l'anglais  
(Nouvelle-Zélande)  
par Françoise Robert,  
Flammarion, 582 p., 160 F.

Dans *L'Empire des signes*, Barthes notait qu'il s'était retrouvé, au cours de son voyage au Japon, devant sa photographie « japonisée, yeux élargis, prunelles noires » par la typographie d'un journal local. Lorsque, contre toute attente (on parlait, en cette année 1985, sur Doris Lessing ou Peter Carey), la Néo-Zélandaise Keri Hulme reçoit, à trente-huit ans, le Booker Prize pour *The Bone People*, c'est un sort inverse que fera subir la presse britannique à sa photographie, en la « maorisant ». Avec son avertissement.

Sans doute était-ce là une manière de reconnaître sa revendication d'une écriture maorie, comme s'il s'agissait non de témoigner de la réalité de l'auteur, mais d'illustrer son récit, en tentant de faire coïncider ses traits avec ceux de son héros. C'était aussi proclamer indirectement qu'on s'en tiendrait au plus voyant du texte, à ce qui pouvait faire discours, et que l'on dissimulerait dans le même temps qu'on n'avait pas su, ou pas voulu, le lire. On s'étendait sur la difficulté de frayer son chemin dans un récit à trois voix dédoublées évoquant le bush originel, ses aspects « poétiques », autant dire sur ce qui le distingue d'un Booker traditionnel.

Mieux valait s'interroger sur la fabrication du livre plutôt que sur son contenu, car le miracle qui l'avait déposé sur les rives de l'hémisphère nord, comme un retour à l'envoyeur, ultime message tout empreint de magie d'un peuple que l'on avait pu croire disparu. Ainsi s'ajoutait aux mythes

brassés par le roman celui, purement journalistique, de sa naissance : ses douze années de gestation, son rejet successif par trois éditeurs néo-zélandais avant qu'un collectif de trois féministes ne s'improvisât imprimeur sous le nom de « Spiral » (une figure récurrente du roman) pour le publier.

Keri Hulme n'était pas la première à revendiquer une écriture maorie : Witi Ihimaera et Patricia Grace (1) l'avaient fait avant elle. Leurs plongées dans l'imaginaire annonçaient une renaissance des peuples du Pacifique à qui la reconnaissance internationale de *The Bone People* donnait foi. Keri Hulme, en outre, choquait. Elle n'hésitait pas à éprouver la résistance de la cosmogonie maorie dans les beuveries répétées de pubs sordides, mêlant le chant des couplets de têtes aux imprécations de ses contemporains déboussolés. Elle ne méprisait pas ses ancêtres venus d'Angleterre et des Occidentaux, simplement les observait-elle de l'autre rive, celle de la tribu Kai Tahu, la principale peuplade de l'île du Sud, à laquelle elle est aussi apparentée.

Elle posait la question des peuples méisés, qui tentent de reconquérir la part indigène d'eux-mêmes pour la magnifier. Par la fiction d'abord. Il lui fallait réinventer une langue longue et complexe, comme à la tradition orale des anciens, où seule la poésie avait à prendre le relais du mythe, et à qui manquait un présent. Elle ne pouvait faire mieux que lui garantir les seconds rôles, ceux de ponctuation, de cri ou d'émancipation, rythmant les entrées et sorties de scène, assurant les personnages qu'ils lui appartenaient encore. Sur ce territoire balisé, la langue du dernier maître, infiniment plus fluide, plus complexe, plus à jour, allait pouvoir jouer le rôle de l'absent.

Son personnage, Kerewin Holmes, n'est pas seulement sœur



Keri Hulme : le goût d'accrocher à une seule image des récits de tous les temps

en homophonie de la romancière. Elles partagent leurs initiales, s'affichent volontiers pipe au bec, vivent solitaires dans une maison étrange bâtie de leurs mains en bord de mer de Tasman, près d'un village quasi abandonné. Holmes, ce patronyme, est un premier indice du sens de leur séparation. Il assure qu'il y a eu entre quelques part et que le meurtrier court toujours. Il garantit qu'il y aura des énigmes, des pistes ouvertes et abandonnées remontant à la nuit des temps, quand arrivèrent sur l'île double les canots des Polynésiens, qui le baptisèrent « Aotearoa » (« l'île du long nuage blanc »), puis les clipers de ceux qui la colonisèrent sous le nom de

« Nouvelle-Zélande ». Comme dans *La Leçon de piano*, dont la réalisatrice, Jane Campion, a évidemment lu *The Bone People*, la plage est l'espace alimanté des commencements. Plage hivernale ici, glacée, brassée par les pluies et où tout converge. Lieu où va se donner le trio, parfois insupportable à l'oreille, dédié à tout un peuple, dont l'intensité dans la violence écrasera la fonction dédicatoire. Une femme, un enfant, un homme.

Chacun, tantôt instrumentiste et tantôt instrument. Chacun, rescapé d'un naufrage indicible et recherchant les traces du navire perdu, comme si elles pouvaient contenir, outre la clé de leur véritable appar-

tenance, celle de leur mal-être. L'enfant, au nom triple et incertain, dont tout l'héritage est inscrit sur le corps-palimpseste dans d'épouvantables cicatrices qui forment les graphes d'une parole anéantie, a été « apporté par la marée ». L'homme, seul Maori d'évidence, semble plutôt avoir été rejeté par un pub. Quant à Kerewin, elle se décrit comme une « dame de fer froide et vierge. Dame peut-être pas. Mais comment qualifier cette bicarrie qui est un être humain assailli ? ». Une Athéna forgée aux jeux guerriers avant d'embrasser la solitude. Déesse ou demi-déesse si l'on compte la multitude des talents qu'elle affiche, et qui ne perd ses moyens que lorsqu'il s'agit de

faire ce qui lui importe : peindre. Trois personnages courant derrière leur identité, trop grands pour supporter longtemps un costume psychologique.

Identités et traces. Trace première, celle d'un pied nu, pied d'enfant sur la plage déserte. Signant la découverte d'un Vendredi par la Robinsonne de l'île - à moins que déjà Robinson et Vendredi n'aient mêlé leurs rôles. Trace seconde, celle de sa sandale, percée de part en part. Un Océpe, cette fois, assurément. Quels parents offrir à cet enfant sauvage ? Keri Hulme est là, dans ce goût d'accrocher à une seule image des récits de tous les temps et de toutes origines, et de les laisser vagabonder en liberté sans trop se soucier de ce qu'il leur adviendra. En quoi elle s'inscrit moins dans la geste maorie que dans les échanges planétaires du temps.

L'abondance des référents littéraires, mythologiques et religieux, poussés jusqu'au syncrétisme, fait passer par la Grèce, l'Inde et le Japon, comme pour redoubler le poids des valeurs dominantes et offrir à la part perdue, indigène, la possibilité de se développer. Comment négocier en effet la présence d'un sous-discours « politiquement juste », ethniquement juste, écologiste et féministe, dans *The Bone People*, qui, s'il guide parfois le texte, lui apporte aussi le souffle d'un roman de combat. Que Kerewin Holmes trouve son ciel sur terre (sur la plage), dans la reconstitution de la famille élargie, de la tribu, et dans les aurores d'un monde nouveau, dessiné « à l'ancienne », ne peut faire oublier que Keri Hulme l'a chassé sur la terre douloureuse des solitudes extrêmes, encore écartelées entre leurs origines plurielles.

Jean-Louis Perrier

(1) Belfond a publié *Tungi*, de Witi Ihimaera, et *Ariaki, l'homme amour*, de Patricia Grace.

par Nicole Zand

## L'engagement d'Orwell

**ESSAIS, ARTICLES, LETTRES**  
Premier volume (1920-1940)  
de George Orwell.  
Traduit de l'anglais  
par Anne Krief, Michel Pétris  
et Jaime Semprun,  
livres, « Encyclopédie  
des Nuisances »,  
708 p., 250 F.

Depuis 1984, l'année la plus célèbre de la politique fiction, dont il fut, pourrions-nous dire, la vedette, on aurait pu le croire oublié. Lui, Eric Blair, dit George Orwell, mort tuberculeux à quarante-six ans le 21 janvier 1950, après le succès de son roman *La Ferme des animaux* (1945) - qui comportait le fameux slogan : « Tous les animaux sont égaux, mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres » -, sans se douter du fantastique succès qu'il attendait son dernier livre, 1984. En 1985 encore, le roman avait l'honneur d'être saisi à Moscou ! Aussi est-ce une sorte de résurrection qui s'annonce avec la publication de l'énorme masse des essais, articles et lettres, à peu près entièrement inédits en français, qui avaient été publiés par Sonia Orwell et Ian Angus en 1968 chez Penguin.

Quatre volumes permettront de suivre la maturation des œuvres en même temps que la progression de la pensée et de l'engagement d'un des écrivains anglais les plus originaux de ce siècle. Un écrivain pour qui l'art était « l'invention du vrai ».

« En tout cas, une chose est certaine, la littérature fut toujours le premier de ses soucis », écrivait Simon Leys (1). « Cette constatation ne met nullement en question la gravité de son propos », concluait-il. Propos trop grave peut-être pour une jeune génération assoiffée, dit-on, de philosophie, de morale et de vertus en soldes. Une jeunesse prête à accepter n'importe quelle alchimie de bazar, qui veut croire que les pèrils dont parle Orwell sont dépassés,

que les totalitarismes et les idéologies sont l'affaire des vieux.

Journaliste, pamphlétaire, poète, Orwell n'a jamais été ce qu'on nommait alors un écrivain « prolétarien ». Il n'a pas non plus été marxiste, même si un de ses chiens s'appelait Marx. « Tout ce que j'ai écrit d'important depuis 1936, chaque mot, chaque ligne, a été écrit, directement ou indirectement, contre le totalitarisme et pour le socialisme démocratique tel que je le conçois », proclamait-il dans un texte-manifeste de 1946. « Pourquoi j'écris », placé en introduction du présent volume. « Ce qui me pousse au travail, c'est toujours le sentiment d'une injustice, et l'idée qu'il faut prendre parti ». Ce premier volume des *Essais, articles, lettres* couvre la période 1920-1940. Le deuxième (1940-1943), qui doit paraître en mai, couvrira principalement les deux années où il travailla à la section indienne de la BBC. Le troisième (1943-1945) comportera notamment les chroniques qu'Orwell écrivait pour l'hebdomadaire socialiste *Tribune*. Enfin, le quatrième volume réunira les essais des dernières années.

Après son refus d'entrer à l'université et les cinq années dans la police impériale des Indes, en Birmanie, Orwell prend conscience de ce qui est désormais pour lui insupportable - comme cette pensée qu'il rapporte avec une froide précision, conduite par des bureaucrates amateurs prêts à tirer sur les jambes du mourant pour l'empêcher de « gigoter ». Il démissionnera en 1927, conforté dans son dégoût naturel de toute autorité. Il a vingt-quatre ans ; il décide de devenir écrivain coûte que coûte.

« Au cours de ces dernières années, je suis arrivé à obtenir de la classe capitaliste qu'elle me donne chaque semaine quelque argent pour écrire des livres contre le capitalisme. Mais je ne m'illusionne pas au point de penser que cette situation est destinée à durer éternellement », écrit-il

dans *Pourquoi j'ai adhéré à l'Indépendant Labour Party*, le 24 juin 1938.

On pressent à travers ces écrits la montée de l'engagement devant les dangers qui entraîneront le monde dans une guerre inéluctable. « Tout ce qu'on peut écrire en ce moment est vicieux par l'effroyable sensation que l'on se précipite vers un abîme, et que, même si nous ne pouvons rien empêcher, il faut bien tenter quelque chose pour s'y opposer. »

« Ce qui me pousse au travail, c'est toujours le sentiment d'une injustice, et l'idée qu'il faut prendre parti »

Importance des amis comme Cyril Connolly, Anthony Powell ou Stephen Spender qu'il avait, dans un article, qualifié de « bolchévique de salon ». Il le rencontrera au printemps 38 et fera amende honorable : « Même si après avoir fait votre connaissance, vous ne m'avez pas plu, j'aurais dû néanmoins changer d'attitude, pour le simple raison que, quand on rencontre quelqu'un en chair et en os, on est bien obligé d'admettre qu'il s'agit d'un être humain et non d'une sorte de caricature personifiant un certain nombre d'idées. »

Il s'en prend aux critiques littéraires : « Des gens horribles au point que la plupart du temps je préfère ceux qui piquent une colère et me traitent de tous les noms aux crémins pleins de bonnes intentions. » Il écrit un passionnant essai sur Dickens, qui se cherche en vain chez lui les vantardises typiquement anglaises (...). *Si Dickens vivait aujourd'hui et se rendait en Union soviétique, il en rapporterait un livre qui ressemblerait sans doute au Retour d'URSS*

d'André Gide. » Anticommuniste par expérience, sa conviction sera renforcée par ce qu'il aura vu pendant la guerre d'Espagne, engagé avec le POUM trotskiste du côté de ceux qu'on met hors la loi, puis qu'on assassine (voir le film de Ken Loach *Land and Freedom*) en les accusant d'être une « organisation fasciste déguisée ». Avec son éditeur, Victor Gollancz, les relations sont difficiles : fidèle à son engagement communiste, celui-ci refuse de publier le livre qu'Orwell prépare sur l'Espagne, *Homage to the Catalogue*, avant même que le premier mot en ait été écrit. Le pacte germano-soviétique mettra les choses au net : « Dans la nuit qui précéda le pacte germano-soviétique, je révisai que la guerre avait commencé, écrit-il dans *De droite ou de gauche, c'est mon pays en juin 1940*. Ce rêve m'apparut deux choses : un, que j'éprouverai plutôt du soulagement quand éclaterait cette guerre tant redoutée et, deux, que j'étais au fond un patriote. » Capituler serait une insulte à la résistance républicaine en Espagne.

« Mais qu'on ne se méprenne pas sur le sens des mots. Le patriotisme n'a absolument rien de commun avec le conservatisme. » La guerre éclate et, conséquence dérisoire, la police vient saisir chez lui son exemplaire de *Tropique du cancer* de Henry Miller !

Familier de Big Brother, Orwell est mort sans avoir pu imaginer que le totalitarisme soviétique pourrait s'effondrer dans un proche avenir. Comme le dissident Andreï Amalrik, qui avait, dans les années 70, posé la question sacrilège : « L'Union soviétique survivra-t-elle à 1984 ? » Sans oser croire à la réalité de ses désirs.

(1) Orwell ou l'horreur de la politique, Hermann, 1984.

Toutes les œuvres de George Orwell sont éditées chez livres, sauf 1984 (chez Gallimard).

## Le gay Othello

« Rue de la Miséricorde », d'Adolfo Caminha, fut l'un des romans précurseurs de la littérature homosexuelle

**RUE DE LA MISÉRICORDE**  
(Bom-Crioulo)  
d'Adolfo Caminha.  
Traduit du portugais (Brésil)  
par Maryvonne  
Lapouge-Petrotelli,  
Métailié, 162 p., 85 F.

En publiant, en 1895, *Rue de la Miséricorde*, Adolfo Caminha (1867-1907) ne prenait pas en compte le lecteur candide. Dès le premier chapitre, l'écrivain brésilien semait les indices sulfureux. Après deux pages d'une innocente mise en place du décor, nous tombons dans le vif du sujet : une séance de flagellation d'un réalisme plus que complaisant. Un bourreau mulâtre lacre de cruels coups de fouets le dos de deux jeunes matelots, un Blanc et un Noir, sont punis, sous le regard lascif de l'équipage.

Le roman maritime rempli de fureur virile se mue en un délirant opéra d'amour et de mort. Bom-Crioulo, ancien esclave noir, découvre, dans le même temps et contre toute prévision, la liberté, le désir homosexuel et la passion. C'est Aleixo qu'il veut, qu'il aura, qu'il perdra, bien sûr. Une passion fulgurante, tranchante et fatale : pas de femmes, pas d'accommodements, pas de résignation non plus, mais, sauvage, tumultueuse et obsessionnelle, une faim que l'étreinte charnelle apaise sans la combler. L'auteur fait allégeance à la morale - le naufrage qu'entraîne toute concupiscence que la société réprouve. Mais, grâce à la rouerie fort bien ajustée d'un discours qui condamne la frénésie sexuelle pour mieux la décrire, il ne sacrifie en rien les détails et les arrière-plans d'une dévotion dévorante.

Rio de Janeiro, 1895 : les deux marins s'enferment dans une

mansarde, rue de la Miséricorde. Une maquerelle assagie veille sur leurs accouplements clandestins, s'en repait, puis s'empresse de s'approprier le tout jeune Aleixo dès que Bom-Crioulo, malade et traqué, ne peut plus exercer son empire. La petite frappe blonde - nostalgique mais trop veule pour ne pas céder aux enchantements d'une normalité vénale - se régale de trahir impunément l'immense Noir au cœur de minette. C'est la lente agonie de Bom-Crioulo, le chemin de croix d'un homme fou et inconsolé.

On croyait que Georges Eekhoud était le premier écrivain à avoir écrit un authentique récit homosexuel (*Escal-Vigor*, 1899). Adolfo Caminha fut un courageux précurseur, même s'il se soumet parfois aux mièvreries langagières de son époque et exhibe, avec forfanterie et humour, les amours moins interdites, si chères à Colette, entre un Narcisse ingrat et une Phèdre vorace.

Il y a cent ans, Adolfo Caminha transgressait les tabous et inventait le héros. Il créait surtout un personnage : l'Othello homosexuel qui tue son mignon pour se libérer de l'esclavage légendaire du désir.

HUGUES LE PAIGE  
MITTERRAND  
1965 - 1995  
LA CONTINUITÉ PARADOXALE  
l'aube  
l'éditeur qui aime ses livres







lages

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

contient

## Sagesse sentimentale

ONZAINS DE LA NUIT ET DU DÉSIR de Jean-Yves Masson. Cheyne éditeur, 43400 Chambon-sur-Lignon, 128 p., 80 F.

Traducteur de poètes allemands, anglais et italiens, Jean-Yves Masson devait faire entendre sa propre voix. Quelques textes parus en prose ou en vers dans diverses revues manifestaient une élégance, une profondeur, un classicisme sans affecterie et annonçaient indubitablement une œuvre, que voici, dès ses débuts, couronnée par le prix Kowalski. Les ombres et les fantômes chers à Apollinaire parcourent ce recueil, tout imprégné aussi des mystères sensuels de la Pléiade, mais dépourvus de préciosité. Aux évocations oniriques, amoureuses ou contemplatives se mêlent des aphorismes ciselés et des conseils sereins que le poète s'adresse à lui-même. Chaque vision, chaque réminiscence, chaque confidence d'amitié passionnée, de regard amoureux, de tendresse meurtrie est l'occasion d'une sorte de leçon intérieure de sagesse sentimentale. C'est une poésie sans forfanterie, sans pétition de principe, sans éclat exagéré. « Seuls peuvent partager ces souvenirs / ceux qui ont cru qu'un bien-aimé leur tiendrait lieu / de monde... » Et à ceux auxquels, dans la poésie contemporaine, il ne déplaît pas d'entendre les échos des florilèges passés : « Comme amour se file en amour avec l'absence, l'amour absence m'entraîne encore, étrange amour. » René de Ceccatty

★ Signalez également la parution récente d'un autre recueil de Jean-Yves Masson, *Offrandes* (Ed. Voix d'Encre, 8, chemin de la Nivière, 26200 Montélimar).

## Un vertige bien tempéré

Dans une élégante variation sur l'absence et l'identité, « J. B. » Pontalis a choisi de s'en tenir à la surface des êtres et des choses

UN HOMME DISPARAIT de J. B. Pontalis. Gallimard, 152 p., 80 F.

On se reconnaît parfois mieux dans le visage d'un inconnu, d'un passant, que dans son propre visage. Une figure étrange entrevue, la démarche d'une silhouette anonyme, prennent soudain comme une évidence familière. On les charge d'un poids qui est nôtre, d'une mémoire et d'une histoire qui se substituent au sentiment de vacuité et d'oubli, à l'absence dont notre propre vie est tissée.

C'est sur une telle substitution que le dernier récit de J. B. Pontalis est construit. « J'ignore son nom » : ainsi commence le prologue du livre. En lui donnant un nom, en racontant sa vie, peut-être en l'imaginant, le narrateur d'*Un homme disparaît* crée moins un personnage qu'il ne trouve, ou invente, un double destiné à habiter sa propre absence. Absence qui trouve, grâce à la fiction, une figure, une histoire et une identité. « Je ne veux pas écrire un roman. Je veux avancer vers celui que j'appelle Julien Beune sans savoir où je vais, sans savoir ce que je vais trouver et perdre en suivant ses traces. Julien Beune, celui que je vois dans mon miroir quand le commencement du jour se confond avec sa fin. »

Les vingt-huit brefs chapitres qui constituent la première partie du récit racontent donc cette vie, recomposent ses épisodes : le père, « officier plein d'entrain, d'intelligence et d'énergie » durant la première guerre, l'« homme à femmes », mort quelque temps plus tard dans un lit d'hôpital ; l'adolescence sous l'Occupation ; la mère effacée et immobile ;

l'éducation amoureuse et amicale ; la vie d'étudiant à Paris ; l'apprentissage de la médecine ; et puis ce désenchantement qui embrume le monde, cette « mémoire [qui] n'est pleine que de tout ce que nous avons perdu », l'attente imprécise d'une « cinquième saison, celle qui ne figure sur aucun calendrier et qui est à l'horizon de chacune de nos saisons, de leur retour cyclique ». Dans la dernière partie du récit, le narrateur – mais est-ce toujours le même ? – relate sa rencontre avec Julien, « il y a dix ans, quinze ans ? » Cette incertitude ne pèse pas, l'âme que les temps soient mêlés comme ils le sont dans nos rêves où ce que

vesti d'un poids d'existence sont eux-mêmes des leures, de simples produits de fiction, car « la mémoire pas plus que la douleur ou le rêve ne se partage ».

Un homme disparaît, comme les précédents récits de J. B. Pontalis, à tout le charme un peu fantôme, un peu désuet des romans qui restent à la surface des êtres et des choses. Et qui trouvent là leur bien. Malgré sa subtile construction, le livre n'offre aucune aspérité. La phrase est concise, lapidaire, mesurée, d'un classicisme obstinément maintenu, souvent séduite par l'attrait de la formule ou de l'aphorisme. Rien ne dépasse, comme si le vertige lui-même –



JACQUES SASSIER

Jean-Bertrand Pontalis.

« J. B. » Pontalis, ainsi qu'il signe toujours, est psychanalyste, coauteur, avec Jean Laplanche, du célèbre *Vocabulaire de psychanalyse* (PUF, 1960), éditeur d'une nouvelle traduction des œuvres de Freud chez Gallimard, directeur de la collection « L'Un et l'Autre » dans cette même maison, où il anime également l'excellente *Nouvelle revue de psychanalyse* (dont le cinquième et dernier numéro fut publié fin 1994). En 1980, il publiait, toujours chez Gallimard, un premier récit, *Lois, suivi*, en 1986, d'un texte autobiographique, *L'Amour des commencements* (prix Femina-Vacaresco).

celui de l'incertaine identité, du trouble et de la mélancolie – pouvait tenir dans cette mesure, demeurer toujours bien tempéré. Ce n'est ni dans les lointains ni dans les profondeurs que l'écrivain, pourtant psychanalyste et en tant que tel sans doute habitué à fréquenter les confins, va puiser sa matière romanesque. Tout en cédant au charme automnal, à l'élégant grisé de ces pages, on peut regretter leur caractère un peu convenu et pusillanime.

Patrick Kéchichian

## Les séductions de l'âge

Dans les griseries voluptueuses de la vieillesse, Noëlle Châtelet offre une tendre leçon de sagesse

LA DAME EN BLEU de Noëlle Châtelet. Stock, 140 p., 85 F.

Mais oui, ce récit enchanteur, tissé dans les méandres du désir et des plaisirs, nous entraîne, subjugués, dans les griseries voluptueuses de la vieillesse. Noëlle Châtelet cisele, dans *La Dame en bleu*, cette histoire très neuve du corps, de son épanouissement, et révèle une certaine science pulpeuse de la vie, aidée dans tous ses états.

Ici, l'âge est non pas accepté par la belle Solange, à la cinquantaine comblée, il est agréé, mieux : brigué. Fascinée par la mesure du pas lent d'une vieille dame, passante anonyme sagement vêtue de bleu, la fringante parisienne adopte soudain, par impulsion, cette cadence calme. Fascinée, elle imite ce mode d'habiller, suit les rites qui les accompagnent et, à partir de là, déserte les redondances de sa vie, s'extrait des agitations insipides, des acharnements frustrants d'une existence pourtant, en principe, brillante et réussie. Cette anticipation du temps, cette gourmandise de la vieillesse tenue pour une innovation, pour une promesse de surprises, de sensations tout à tour découvertes et surtout comme une liberté glorieuse où l'on attend du présent, ailleurs escamoté, toute sa rigoureuse sagesse, la disciple de la dame en bleu s'y absorbe en véritable aventurière !

Ce livre de sagesse, d'une sagesse inédite, relate avec tendresse les délectations de Solange, adonnée jusqu'ici aux succès professionnels, sentimentaux, mais désormais toute

aux effervescences exquises, aux savantes audaces de l'inaction. Et, avec humour, le désarroi de son entourage, de Jacques, l'amant favori, « cramponné à sa bouteille de champagne », observant, accablé, sa partenaire jusque-là si ardente, épanouie dans une robe de chambre en laine des Pyrénées, parmi les effluves d'une soupe aux légumes, « scène qui ne figure certainement pas dans les annales des publications libertines ».

DÉSIR D'AVENIR

Impatiente de s'initier à la patience, étrangère aux crispations, aux ruses pétrifiantes qui font de la vieillesse un épouvantail, Solange y entre, frémillante, comme dans un merveilleux divertissement, jalonné de gants de fil, de bas de coton clair, de chats, de bégonias, d'une maison de repos, de chocolat tiède, de temps suspendu, de plénitude. D'exactitude. Heureuse de « s'associer à l'écoulement du temps », elle sait, débarrassée « de l'arsenal des crimes conjuratoires », regarder son visage, son corps, « intéressée à l'idée que tout cela va se transformer, s'user ». La voici apte à s'approprier la vie dans son ampleur, ses rythmes, à épouser ses fastes, « c'est en réalité l'avenir... qu'elle appelle d'un désir secret, impatient ».

On le voit, Noëlle Châtelet invente ici de nouvelles chorégraphies offertes à l'avancée vers la mort, une réconciliation avec l'inéluctable. Le vertige lié à la menace d'une fin se métamorphose en une guirlande d'instant tenus chacun pour une orée et chacun délectable comme la leçon de vie que nous donne ce beau livre.

Viviane Forrester

## Détour de mémoire

Après Simone de Beauvoir et Julia Kristeva, Catherine Clément emprunte la voie du roman pour faire un portrait des intellectuels français depuis 1945

LA PUTAIN DU DIABLE de Catherine Clément. Flammarion, 402 p., 130 F.

Quand Simone de Beauvoir publia *Les Mandarins* (prix Goncourt 1954), elle avait quarante-huit ans et prenait le parti de faire en même temps le portrait d'une femme et celui d'une génération. Mais l'évocation du milieu intellectuel de l'époque, pour brillante et précise qu'elle soit dans ce roman, est inutilement compliquée, alourdie, par l'usage de pseudonymes pour désigner les principaux personnages, dont Sartre. Quatre ans plus tard, Simone de Beauvoir commençait la publication de ses *Mémoires*. Recomposition des souvenirs bien sûr, mais magnifique chronique du siècle – dans laquelle Sartre, Aron, Camus, Nizan et les autres ont heureusement retrouvé leur identité.

Julia Kristeva avait quarante-huit ans elle aussi lorsqu'elle termina, en 1990, *Les Samourais* (1), clin d'œil appuyé aux *Mandarins*. Elle décida de traiter le sujet sous forme de roman populaire – parti pris que l'on peut discuter. L'histoire d'amour en devint plus conventionnelle, la description des enjeux intellectuels et des événements (mai 68 notamment) en pâtit. Et, une fois encore, on se heurta au désagrément des pseudonymes.

Catherine Clément ayant laissé passer ses quarante-huit ans, on pouvait espérer qu'elle éviterait le détour par le roman pour raconter « les intellectuels français depuis 1945 ». On pensait même qu'elle avait entrepris, l'an dernier, cette chronique de l'époque, avec son essai sur Philippe Sollers (2). Mais elle a préféré, elle aussi, la fiction. Et ce n'est pas absolument convaincant, bien qu'elle ait évité l'écueil des pseudonymes – sauf pour le personnage qui lui donne la réplique. C'est dommage, car elle a beaucoup à dire – et le dit avec justesse. Pourquoi donc avoir

inventé comme fil conducteur de cette *Putain du Diable* (la Raïssa, selon Lherminier), le tournage d'un documentaire pour Arte, dans lequel elle converse avec un de ses amis, Julien – dit « le Biquet », ce qui donne un rien de vulgarité au ton du récit. Ajoutons le jeune réalisateur et son assistante, qui apportent le regard des générations suivantes... et l'on obtient un « roman » facile, avec un excès de dialogues pas toujours pertinents.

LACAN, BARTHES, DERRIDA...

Pourtant, dans ce récit que Catherine Clément a bouclé trop rapidement, elle est bien là, la mémoire de cette génération qu'il est grand temps d'explorer. Tout est éparpillé, fragmenté, inabouti, et malgré cela on a envie de lire ce livre jusqu'au bout, pour « savoir », « comprendre ». « Les chevaliers pesants, c'étaient nous, la cavalerie structuraliste. Les francs-tireurs de la pensée, c'étaient les mignons du baby-boom », écrit Catherine Clément. Il faut malheureusement les chercher à travers les embarras lévisuels de cette *Putain du Diable*, mais ils sont tous là, de Lévi-Strauss à Bernard-Henri Lévy, en passant par Lacan, Barthes, Althusser, Derrida, Foucault, Sollers, Deleuze, Guattari, Kristeva, Debray – en « philosophe épique » – et d'autres encore. Simone de Beauvoir et Sartre ne sont pas loin, et le « portrait de Sartre en vieux Faust » est très réussi, en clôture d'un discours enflammé, pro-Sartre et violemment anti-Camus, de Jean-Jacques Brochier, rédacteur en chef du *Magazine littéraire* (la scène se passe dans une digression du roman et Catherine Clément y est libérée de la contrainte qu'elle s'est inutilement imposée avec son « fil conducteur »).

Comme Simone de Beauvoir, Catherine Clément sait observer. Pudique et passionnée à la fois quand il s'agit de Lévi-Strauss, son vrai « maître » sans doute, celui avec lequel son rapport est intime, elle est ensuite respectueuse, amusée, enthousiaste avec les autres.

Elle a le sens du croquis, des situations, des moments-clés. Quand apparaît Lacan, « il traite de l'angoisse, à mots couverts, en bousillant entre les phrases comme s'il agissait une clochette invisible pour se faire entendre. Il a le sourcil levé, le regard sombre et fuyant d'un penseur japonais. Ce qu'il dit est incompréhensible, et pourtant limpide. » Elle ira l'écouter pendant vingt ans, cet homme qui, « en cinq mots », a « libéré les femmes ». « La femme n'existe pas, sauf dans la convention d'un monde masculin. La femme est une appellation donnée génériquement par les hommes. » Il n'y a que « des » femmes, et c'est heureux.

Barthes est si élégant « la cigarette au coin des lèvres, l'œil en amande légèrement plissé lorsque la fumée s'y glisse d'un peu près, les traits presque flous, une ironie un peu triste, un peu gaie. La bouche belle, la voix surtout, une douceur en ligne de fuite, une clarté transparente, nonchalante ». Ils sont tous au rendez-vous, et on voudrait ne jamais retomber dans les dialogues de l'émission de télé quand passe la silhouette moqueuse de Dany Cohn-Bendit, quand surgissent Deleuze et Guattari, quand Sollers – « la Fronde », « patron des stratégies à fronts renversés » – montre à Catherine Clément le Paris qu'il aime, quand le jeune Bernard-Henri Lévy, vingt-huit ans alors, fait une apparition flamboyante et demeure celui qui a « le courage de l'événement grandeur nature ».

Il ne faudrait pas que Catherine Clément se croie quitte. On attend toujours sa véritable histoire des intellectuels français depuis 1945. *La Putain du Diable* n'est qu'un « roman prétexte », parce qu'elle n'a pas encore osé aller au bout d'elle-même. Il ne faut que susciter le désir de lire enfin, un jour, ses vrais « Mémoires » : engagés, réfléchis, aboutis.

Josyane Savigneau

(1) Fayard, 1990  
(2) Julliard, 1995

## Cuba si, Cuba no

Zoé Valdès s'éloigne de l'île sur un rythme kitch de boléro ; au tempo nonchalant d'une malaguena, Erik Orsenna y part chercher ses origines

MÉSADVENTURES DU PARADIS d'Erik Orsenna. Photographies Bernard Matussiaire. Seuil, 140 p., 129 F.

LA SOUS-DEVELOPPÉE de Zoé Valdès. Traduit de l'espagnol (Cuba) par Alexandra Carrasco, Actes Sud, 82 p., 60 F.

C'est un cri du cœur que lance une de ses lointaines et improbables cousines à Erik Orsenna, venu à Cuba pour enquêter sur sa mystérieuse et un peu mythique famille cubaine : « Pour une fois qu'on veut être cubains !... » Ses repères dans le passé ? Le tristefutur Augustino, né de Gabriel, négociant nautique, et Angela Villademoros, Havanaise. Cette recherche des origines, triguée par sa passion naturelle pour le métissage, est le but avoué d'un album clair, net, éclairé par les belles photographies, en noir et blanc, de Bernard Matussiaire, plus attentif à l'humain qu'au folklore ou au spectaculaire. Mais les arbres généalogiques sous les tropiques tiennent plutôt du baobab : Orsenna se perd vite dans les ramifications des archives et le désordre des adresses qui contribue au charme cubain du mélange généralisé.

Premier plaisir de ce livre : celui de voir avec quelle justesse il accorde sa prose à la nonchalance cubaine, au tempo d'une malaguena, partout présente, à une atmosphère qui paraît composée de « fragments de guitares dissous dans l'air, d'imperceptibles cordes vibrant avec l'alizé ». Ce halo de musique, c'est tout ce qui demeure un jour d'une île qui sombre doucement dans la mer triste de la désertion. Penitence...

Orsenna sait qu'il arrive après l'espérance, à un moment où Cuba est en passe de devenir « un bordel, une villégiature de

mafias, un porte-avion de la drogue ». Et du paradis de marxisme tropical qu'avait voulu instaurer Castro il ne reste que des ruines. Pas question pour Orsenna d'en faire l'inventaire : il glane seulement, avec un regard d'ironie un peu biaisée, d'éternel sceptique devant l'histoire, quelques survivances du rêve marxiste de démocratie du travail : les panneaux sermonnant les éternels paresseux et rappelant l'époque où on mobilisait toutes les forces, y compris les chiens et les poules, pour la construction de la société radieuse ; les quatre feuilles de *Granma*, le journal officiel égrenant des litanies de slogans métronomes ; la Cité des Pionniers aux villas peu à peu abandonnées et où il aperçoit (images rapides saisissantes de pitié amère) d'étranges gamins blêmes et chauves conduits par une grande Russe blonde : les enfants irradiés de Tchernobyl.

Mais ce à quoi Orsenna est le plus sensible, c'est à la terrible faim cubaine et à la tristesse de l'embargo qui a transformé le port en un empire de rouille. Mais Orsenna n'est pas un homme du ressentiment, du règlement de comptes. Même si Castro n'a jamais fait partie de ses grandes amours, même manquées, il s'abstient de participer à la curée générale sur le régime moribond et il ne cède pas à la désolation déchainée de ceux qui masquent ainsi souvent leur satisfaction secrète d'une revanche sur un idéal égalitaire qui les a toujours révoltés. Ce dont il se moque, c'est de l'aveuglement quasi endémique des intellectuels, qui, toujours friands de société idéale et d'utopies commodes, se sont jadis enflammés pour la révolution castriste. Quelle drôle rumeur corrodive dans les portraits de Sartre et de Beauvoir, qui, transbahutés parmi les champs de canne à sucre par un guide de la Révolution, s'exaltaient à

chaque pas d'un exemple de marxisme humaniste qu'ils tenaient enfin sous la main ! Quel humour un peu plus amer lorsque Orsenna montre la France, si tendre pour les dictateurs... accueillant en grande pompe en août 1993 Castro, dont la barbe de commandant finit à impressionner plus que quelques nostalgiques des « sixties » et de leur sectarisme illuminé ! Tout est vif, précis, libre et beau dans ce livre, écrit sur un rythme de mélodie juste.

Zoé Valdès a voulu, elle, donner à son nouveau et très bref roman un rythme de boléro. Celui des pas de son héroïne Daniela, qui, avec des copains marchant sur « le fil poudré des drogues », son air de rockeuse, son allure de Boy George dégingandé, ne supportant rien au cou à part les morsures, se croit dans un film d'Almodovar. Elle quitte Cuba pour Paris où l'attend son père, qui y est ambassadeur. Et, dès qu'un Cubain, dit-elle, arrive à Paris, « il commence à jouer ». Elle ne s'en prive pas. Jeux avec l'amour, le danger, en compagnie de Maurice, un Arsène Lupin de pacotille dont elle avale le diamant qu'il a volé pour elle et qui l'entraîne dans de luxueux cambriolages nocturnes. Peut-être ne s'abîme-t-elle dans ces délires que pour oublier ses complexes de « sous-développée » et les troubles d'une identité qui « ne cesse de lui tirer dans les pattes à boulets rouges ». Ces tribulations d'enfant gâtée des Caraïbes se voudraient très kitch, endiablées ; elles s'avèrent en réalité très naïves, un peu vaines, le parti pris baroque n'étant ici qu'un alibi pour toutes les facilités stylistiques et narratives. Loin de la ferveur lucide du *Néant quotidien*, son précédent roman, Zoé Valdès gaspille son talent dans cette pochade fausement surréaliste.

Jean-Noël Pancrazi



# La nouvelle histoire israélienne ou la fin de l'innocence

Nicolas Weill

**L**es toutes récentes élections palestiniennes, les discussions ouvertes sur des sujets réputés, en Israël, aussi tabous que la question du « droit au retour » des Palestiniens exilés depuis 1948 ou 1967 : voilà qui, désormais, fait partie du quotidien dans un pays et dans une région longtemps soumis à l'un des conflits les plus inextricables de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. De ce changement d'atmosphère, l'histoire, telle que la pratique depuis la fin des années 80 un groupe de chercheurs, d'universitaires et de journalistes israéliens, est non seulement le symptôme mais peut-être aussi l'une des causes.

C'est sous le terme de « nouveaux historiens » que s'identifie elle-même cette nébuleuse de personnalités, dont l'âge moyen tourne autour de la quarantaine. Beaucoup, comme Benny Morris (voir notre entretien ci-contre), lequel fut journaliste au quotidien *The Jerusalem Post* avant de devenir historien, ont été marqués par la guerre du Liban – guerre éminemment « évitable » aux yeux de la gauche israélienne à laquelle tous s'identifient plus ou moins – et, bien entendu, par l'intifada. Cette « nouveauté » qu'ils incarnent provient moins de la remise en cause des mythes fondateurs de l'Etat d'Israël à laquelle ils se livrent, que des faits nouveaux rapportés de leurs plongées dans les archives israéliennes de la guerre de 1948 (ouvertes, à l'exception notable des archives militaires, assez libéralement depuis le milieu des années 80), ou dans les archives britanniques et américaines.

L'acte de naissance officiel de cette nouvelle historiographie date de 1988, d'un article de Benny Morris, la figure dominante du courant, paru dans *Tikun*, une revue juive américaine « colombe ». Il a été appliqué depuis, sans trop de rigueur, à tous ceux qui « révisent » l'histoire de la guerre de 1948, et qui se définissent par le terme assez vague de courant « post sioniste ». Être « post sioniste » en Israël ne signifie pas nécessairement contester la légitimité de l'existence de l'Etat juif, mais à coup sûr rejeter le carcan de la version des faits, délivrée par une historiographie aussi officielle qu'apologétique. Il est à cet égard significatif que les ouvrages des « nouveaux historiens » aient été pour l'essentiel publiés dans le monde anglo-saxon et non en Israël. Tel est le cas du principal d'entre eux : *The Birth of the Palestinian Refugee Problem* (Cambridge University Press, 1988) de Benny Morris, ou du *Collusion across the Jordan: King Abdullah, the Zionist Movement and the Partition of Palestine* (Columbia University Press, New York, 1988 d'Avi Shlaim).

« Nous ne sommes pas des nouveaux historiens israéliens, dit le journaliste et historien Tom Segev, mais tout simplement les premiers. Avant nous il n'y avait que de la mythologie. Benny Morris a été ainsi le premier à écrire sur la question, à combien sensible, des réfugiés palestiniens. Nous ouvrons des dossiers que personne n'avait ouverts avant nous, sur le conflit israélo-arabe, certes, mais aussi sur d'autres sujets importants que l'accueil fait aux nouveaux immigrants juifs. » Les nouveaux historiens pratiquent-ils une historiographie politique ? « Tout à fait, pense Tom

Segev, il s'agit d'un phénomène politique, d'une expression fine du débat public. Si nouveauté il y a, outre l'ouverture des archives, c'est que ceux-ci sont pour l'essentiel des chercheurs formés dans le monde anglo-saxon, qui s'appuient sur le document écrit et non sur l'idéologie comme c'était le cas des communistes ou des trotskistes israéliens qui soutenaient des thèses analogues. »

On ne peut en effet s'empêcher d'évaluer les conséquences politiques de cette refonte de l'histoire de la guerre de 1948, à la lumière d'un processus de paix qui, à sa manière, entend clore le dossier ouvert en 1948. Le statut final des sept cent mille réfugiés palestiniens partis au cours du conflit, ainsi que celui de leurs descendants n'en constituent-ils pas une pièce maîtresse ? Tel est l'enjeu qui se profile derrière des débats au tour parfois universitaire et abstrus. Si les nouveaux historiens ont raison, Israël n'est-il pas en effet amené à reconnaître sa part de responsabilité dans la tragédie vécue par les Palestiniens depuis une cinquantaine d'années ? Pour Zeev Sternhell, qui ne s'identifie pas à ce courant, Benny Morris a en tout cas apporté la preuve qui manquait jusque-là (même s'il pense que le travail aurait pu être fait bien avant l'ouverture des archives) : « Tout le monde savait qu'il y avait eu des pillages, que des Arabes avaient été expulsés, qu'on avait rasé des villages. Cela a d'ailleurs eu lieu en 1967 encore. Les archives des partis politiques, des kibboutzim ont toujours été accessibles. En outre, il suffisait de lire les théoriciens du courant principal du sionisme : Bert Katznelson, Haim Arlosoroff, Aharon David Gordon (1), pour se rendre compte que leur pensée était bel et bien une idéologie de la « terre et des morts » et que tous refusaient de reconnaître des droits aux Palestiniens. En Israël, ce sont des choses que tout le monde connaît depuis ses dix-huit ans, âge où commence le service militaire. Tout le monde sait que les Arabes de Lod et de Ramleh ont été accusés à l'exode par les troupes israéliennes en 1948. Moshe Dayan ne s'en cachait pas. »

Pourquoi, dès lors, cette « myopie conceptuelle », qui prévenait les intellectuels, y compris les intellectuels « colombes », d'en faire véritablement état ? Zeev Sternhell voit l'explication dans le climat régnant depuis 1967. « La démonstration du sionisme qui avait cours dans les années 70 était telle, les attaques contre nous étaient tellement injustes, le tableau que l'on faisait d'Israël était tellement sombre – à l'époque, le sionisme

était assimilé au racisme à l'ONU – que le poil des plus libéraux d'entre nous s'est hérissé. Dans une sorte de réflexe de défense, ces libéraux ne cédaient plus un pouce de terrain. Par ailleurs un demi-siècle représente peut-être le délai nécessaire pour affronter le passé d'un œil critique. C'est ce qui se passe aussi pour la remise en cause de l'attitude du Yishouv (les juifs vivant en Palestine) et du mouvement sioniste face à la Shoah à laquelle s'est livré Tom Segev. »

Car les nouveaux historiens se sont aussi attaqués à l'une des idées les mieux partagées par le « consensus » israélien : celle qui lie la renaissance de l'Etat juif à la Shoah, et fait de celle-ci la source de légitimité de celui-ci. A cet égard, le livre de Tom Segev, publié en hébreu en 1991, *Le Septième Millier* (Liana pour l'édition française), a constitué un tournant. Pour Ilan Pappé, de l'université de Haïfa, par exemple le plus radical et le plus théoricien des nouveaux historiens, rien ne prouve que l'existence de l'Etat d'Israël eût empêché le Génocide. En outre, écrit-il dans son livre *The Making of the Arab-Israeli Conflict, 1947-1951* (New York et Londres, Tauris), « on est toujours dans l'attente d'une évaluation quantitative de la disposition des rescapés d'Europe à partir pour la Palestine, aspiration qui avait convaincu les opinions publiques du monde entier, en 1947, de soutenir la position sioniste et de rejeter la position des Palestiniens. »

Pour Ilan Pappé, militant actif de Hadash, le Parti communiste israélien, l'historiographie officielle et universitaire israélienne n'a fait, avant l'émergence de la nouvelle historiographie, que mettre la prétention d'objectivité au service d'un discours dominant : le discours sioniste. Pappé parle de la question des réfugiés comme d'un « péché originel ». Cet historien proche des idées de Pierre Bourdieu, de Jacques Derrida et des courants postmodernistes qui triomphent dans les universités américaines considère Benny Morris comme un historien positiviste, tandis que lui affirme accorder plus d'importance à l'idéologie. Au point de se voir infliger le reproche de transformer l'histoire en discours privé de tout support objectif. « C'est vrai, dit-il, je suis assez proche de la conception qui veut qu'il n'y ait pas d'histoire objective, mais du texte. Cela dit, je crois aussi qu'il y a une « minimal rational basis » [fondement rationnel minimum]. » Le sionisme d'aujourd'hui, surtout après la fondation de l'Etat, est interprété par lui comme le discours d'une élite nationale, dont la fonction consiste principalement à entretenir sa maîtrise sur l'ensemble de la société en la manipulant.

Pour lui, la nouvelle histoire israélienne doit « déconstruire le nationalisme tel qu'il se justifie lui-même. Ainsi, demande-t-il, faut-il considérer le nationalisme, dans sa version sioniste, comme la meilleure solution aux malheurs des juifs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? Peut-être. Mais il y avait d'autres solutions : celle des sociaux-démocrates juifs (le Bund) par exemple, ou bien la société libérale – via l'émigration aux Etats-Unis. »

Inutile donc selon Pappé de ressasser toujours l'« histoire des vainqueurs ». Mieux vaut appliquer à l'histoire juive les critères de l'historiographie générale (dans les universités israéliennes, l'histoire du peuple juif constitue une discipline séparée). Par exemple, en lisant l'histoire du sionisme à travers le paradigme

Quelle est la responsabilité de l'Etat juif dans l'exode des Palestiniens, en 1948 ? En Israël même, une nouvelle école d'historiens apporte des réponses nouvelles à cette question centrale pour le processus de paix. Des réponses bien éloignées du discours officiel

toriens de saper les fondements et la légitimité de l'entreprise sioniste et d'aller au devant des revendications arabes sous couvert d'historiographie et d'objectivité. De fait, la droite sioniste (le courant dit « révisionniste »), et son leader, Vladimir Zeev Jabotinsky, a, bien plus tôt que le mouvement travailliste, pris conscience de la réalité des aspirations nationales arabes, dès le début des années 20. Pour Zeev Jabotinsky, seul un affrontement de force finirait par l'emporter sur le terrain. De là ces paradoxales accusations lancées contre les nouveaux historiens par leurs adversaires, selon lesquelles leur argumentaire croquerait celui de la droite sioniste, voire les récriminations des ultra-orthodoxes contre un sionisme accusé d'avoir abandonné les juifs religieux à leur sort pendant la Shoah.

Shabtai Tevet est l'un des critiques les plus virulents de la nouvelle historiographie israélienne.



Après la prise de la ville de Majdal en 1948 par les troupes israéliennes

du colonialisme, ce pour quoi plaident certains sociologues israéliens proches des « nouveaux historiens », comme Barouk Kimmerling, de l'Université hébraïque de Jérusalem. Faire de l'histoire, c'est avant tout redonner la parole aux victimes et aux opprimés : Palestiniens, juifs des pays arabes considérés comme du « matériel » humain par les dirigeants sionistes, ou juifs de la diaspora, vilipendés par la pensée sioniste qui leur opposait sa propre théorie de la « négation de l'exil » et sa croyance au « juif nouveau » ?

Des remises en cause aussi profondes, venues de l'université et de la presse, et non plus seulement de franges marginales de la vie politique ne pouvaient que susciter de vives réactions. En 1994, Aharon Meger, un romancier appartenant à la « génération du Palmah » (du nom de l'unité d'élite, créée en 1941, particulièrement active dans les combats de 1948) proche du Parti travailliste, se mit à accuser, dans le quotidien libéral *Ha'aretz*, les nouveaux his-

toriens de saper les fondements et la légitimité de l'entreprise sioniste et d'aller au devant des revendications arabes sous couvert d'historiographie et d'objectivité. De fait, la droite sioniste (le courant dit « révisionniste »), et son leader, Vladimir Zeev Jabotinsky, a, bien plus tôt que le mouvement travailliste, pris conscience de la réalité des aspirations nationales arabes, dès le début des années 20. Pour Zeev Jabotinsky, seul un affrontement de force finirait par l'emporter sur le terrain. De là ces paradoxales accusations lancées contre les nouveaux historiens par leurs adversaires, selon lesquelles leur argumentaire croquerait celui de la droite sioniste, voire les récriminations des ultra-orthodoxes contre un sionisme accusé d'avoir abandonné les juifs religieux à leur sort pendant la Shoah.

Shabtai Tevet est l'un des critiques les plus virulents de la nouvelle historiographie israélienne.

« Je ne pense pas du tout que l'idée du transfert ait occupé une place centrale, comme le prétend Benny Morris. Jamais, en tout cas, les leaders sionistes ne se sont vus en prendre l'initiative. Ils espéraient que les Anglais feraient le travail. Ils y pensaient, tout au plus sur le modèle de l'échange de populations qui s'était produit entre la Grèce et la Turquie dans les années 20, ou sous la forme de départs volontaires. Mais jamais il n'y eut de programme politique. » Reconnaître que la création d'Israël a causé une souffrance aux Palestiniens est une chose. « Mais il n'y a pas de lien nécessaire entre ce qui est arrivé il y a cinquante ans et les accords actuels avec les Palestiniens. La question des réfugiés doit trouver sa solution, mais sans que cela implique un quelconque « droit au retour ». En 1948, Israël a perdu six mille des siens, soit 1 % de sa population d'alors. En proportion, cela représente plus que les pertes françaises de la deuxième guerre mondiale. Il faut dire « stop » à ce genre de régentement de comptes rétrospectif. Sinon, pourquoi les Allemands ne seraient-ils pas fondés à demander des réparations pour leur expulsion de Königsberg ? »

Le débat continue, même si les positions des nouveaux historiens gagnent du terrain dans l'université, et commencent même, semble-t-il, à trouver leur place dans les programmes d'éducation. Certes, Benny Morris, dont le livre a été traduit en hébreu en 1991, dispose toujours d'un simple strapontin à l'Université hébraïque de Jérusalem. Mais la nouvelle historiographie est plus présente dans les réunions de professionnels. Il est sans doute peu probable que sa lecture de l'histoire de la création de l'Etat juif ébranle, à moyen terme, le consensus autour des valeurs du sionisme qui demeure un liant pour la majorité juive en Israël. Cependant, son irruption n'en provoque pas moins de douloureuses remises en question. Celle qu'accompagne la maturité, ou bien la fin de l'innocence.

(1) Dirigeants et théoriciens des principaux mouvements sionistes. \* Les Nouveaux Enjeux de l'historiographie israélienne, CNRS, décembre 1995, no 12, BP 547, 91004, Evry-Courcouronnes.

Georges KHALAT  
**UNE JEUNESSE**  
OU  
Le Livre des questions souvent sans réponse

M. Th. Udovitch.  
Enseignant.

Un regard sensuel et caustique, amusé et tendre, sur la Tunisie d'aujourd'hui.

Editions Cérépheus  
43-08-72-93

Distribué par  
**ART MODERNE**  
43-48-35-45

« J'ai commencé votre livre avec un scepticisme souriant, poursuivi avec un étonnement admiratif, et terminé d'un trait avec un plaisir égaré. Bien sûr, des bouffées de souvenirs, d'émotions, et la sensation pour la première fois d'être libéré de l'envoûtement de ce pays. Il y avait tant de choses à dire ! »



dire  
ence

كسرة

bande dessinée

Images de crise

L'AUTOROUTE DU SOLEIL

de Baru.  
Casterman, coll. « Manga Casterman »,  
424 p., 85 F.

Baru aime la littérature – en particulier le roman noir – américaine. Baru n'a pas son pareil pour peindre la réalité sociale française : le chômage à l'ombre des hauts fourneaux d'une Lorraine en désespérance, le cortège des exclusions par l'argent, le statut ou la couleur de peau. Après avoir nourri d'une veine autobiographique la peinture de mornes adolescences se déroulant entre flippers, bistrot et « bals popu » – notamment dans *Quequette blues* et *La Piscine de Michelle* –, Baru a acquis un statut particulier.

Hervé Baruela (son véritable nom, héritage d'une double ascendance bretonne et italienne) est devenu l'un des grands auteurs de la BD française, de ceux pour lesquels le débat « littérature ou BD » est a priori caduc. Son dernier roman en bandes dessinées en témoigne une fois de plus. *L'Autoroute du Soleil* est à classer aux côtés des œuvres du neuvième art, de celles que tout lecteur sensible au mariage réussi entre texte et dessin emporterait sans hésiter sur une île déserte. A ranger donc au voisinage des récits d'Enki Bilal, d'Hugo Pratt, de Fred, de Pierre Christin, d'Annie Goetzinger et de quelques autres.

En plus de 400 pages – petit format, il est vrai –, superbement dessinées en noir et blanc, l'enfant de Villerupt décrit la cavale de deux jeunes gens, Karim et Alexandre, qui les mènera de Nancy à Marseille. Le premier, séducteur invétéré, fuit les brouillards de l'Est après avoir été surpris dans les draps de l'épouse du docteur Faurissier, le chef de file d'un parti ultranationaliste, l'Élan national. Le second, admirateur inconditionnel de l'homme à femmes qu'il a pour ami, est un blondinet en proie aux doutes et à l'acnée. Plongé dans un trafic de drogue, le duo avale les kilomètres de l'autoroute du Sud, à la fois traqué par des nerfs fascistes et par des malfaiteurs. Cette équipée sauvage, qui use de nombreux véhicules que Baru dessine avec jubilation, notamment une Facel Vega, cette voiture mythique utilisée dans les aventures d'un autre héros de BD, Guy LeFranc, oscille toujours entre rebondissement dramatique et humour.

L'intérêt de ce roman qui traite de thèmes dangereusement piégés – montée de l'extrême droite, drogue, racisme ordinaire ou relations amoureuses – est aussi de ne jamais pactiser avec les idées toutes faites : le docteur Faurissier garde une parcelle d'humanité, les deux héros ne sont pas des anges, et les femmes ne sont ni vierges ni putains.

*L'Autoroute du Soleil* inaugure la collection « Manga Casterman ». Inspirée des « mangas » (BD japonaises), cette nouvelle série d'ouvrages est due à la maison d'édition franco-belge Casterman, au géant nippon de la bande dessinée Kôdansha et à DC Comics, le plus ancien éditeur américain de comics. Elle publie d'autres auteurs, comme Varenne, Charly, Taniguchi, etc. Mais elle ne pouvait mieux débiter que par cette *Autoroute*.

Yves-Marie Labé

● **L'HISTOIRE DU CONTEUR ÉLECTRIQUE**, de Fred  
Hypolyte Mousse est cloué au lit depuis qu'il a malencontreusement posé la main sur un compteur électrique. Ne pouvant rien faire, sinon rêver et lire tout en se nourrissant de la soupe aux étoiles que lui prépare M<sup>me</sup> Michachmouch, notre homme écoute les quatre milliards d'histoires que la Lune a stockées depuis qu'elle existe. Puis il les retransmet au public. Celui-ci est tellement charmé qu'il en oublie de regarder la télévision et qu'il fait chuter l'Audimat du président de Canal Mol, qui s'est juré d'avoir la peau du « conteur électrique ». Une fable douce-amère, racontée avec tendresse et dessinée avec virtuosité par un Fred en très grande forme. (Dargaud, 64 p., 78 F.)

● **VENIN DE FEMMES**, de Prado  
Huit histoires courtes, dans lesquelles Miguelanxo Prado, l'un des plus grands auteurs de la BD espagnole, livre sa vision de l'enfer amoureux. Des couples, saisis dans le huis clos de chambres ou de maisons sans meubles et sans chaleur, jouent à se souvenir, à s'étreindre, à se rejeter ou à se maudire. Le pouvoir, l'argent, l'ascension sociale, le sexe : autant de paramètres qui sonnent le glas de la tendresse et du respect. D'une époustouffante dextérité dans son dessin et son maniement des couleurs, Prado donne avec ces tableaux réalistes sa version sans concession du paradis de la relation amoureuse et de ses anges déchus, dans laquelle chacun lira ses renoncements ou ses effrois. (Éditions L'Echo des savanes – Albin Michel, 46 p., 78 F.)

● **VOYAGE AU BOUT DE LA CRISE**, de Chantal Montellier  
« Tristezza » et « soledad » sont les mots que l'un des héros d'une des dix nouvelles de *Voyage au bout de la crise* écrit inlassablement, après avoir entendu un sociologue parler de l'exclusion comme d'un phénomène devenu « irréversible ». En un chapelet de récits brefs, très littéraires, illustrés de dessins qui manient avec adresse des cadrages et des couleurs audacieux, Chantal Montellier égrène les chapitres d'une crise où l'indifférence le dispute à la mise à l'écart, et la norme informatisée au racisme purulent. Depuis son apparition dans le monde de la BD, en 1978, avec un récit d'ailleurs prémonitoirement intitulé 1996 – plusieurs des nouvelles de *Voyage...* ont lieu à Boston, en 1996 –, cet auteur anticonformiste dénonce les hypocrisies de notre société sans pour autant abandonner sa foi en l'art, comme en témoigne son ultime récit, *Conversation posthume avec Camille Claudel*, artiste dont Chantal Montellier pourrait être l'héritière révoquée. (Dargaud, coll. « Beaux livres », 170 p., 150 F.)

● **LA SULTANE BLANCHE**, de Pierre Christin et Annie Goetzinger  
Des maisons de briques de Whitechapel aux palais de Hongkong et aux pelouses de Cloudland, en Malaisie, deux destins de femmes s'entrecroisent. La vie d'Emma Pigott et celle de Lady Sheringham sont-elles les deux facettes d'un unique personnage ? Ou ces destins si radicalement différents – l'un gris et terne, l'autre luxueux et glorieux – sont-ils de ceux qui étaient réservés aux femmes du début du siècle, à l'ombre d'un empire colonial britannique finissant ? Dans la plus pure tradition romanesque, en jouant merveilleusement des rappels historiques et des cauchemars de la mémoire, le tandem Christin-Goetzinger dessine dans *La Sultane blanche* un portrait et son double, rehaussés par la justesse documentaire et la sensualité du trait et des coloris. (Dargaud, 70 p., 88 F.)

● **JOYEUX NOËL, MAY !** de Cosey  
Deux femmes, deux pièces manquantes d'un puzzle familial que domine la figure du père disparu : il n'y a, a priori, rien de commun entre Tallulah, jeune beauté locale d'une petite cité enneigée du Colorado, et May, une romancière qui s'y installe pour réparer sa panne d'inspiration. Pourtant ces deux femmes, dont l'écrivain suisse Cosey trace un portrait émouvant, découvriront peu à peu leurs racines communes. Un récit léger comme les flocons de neige et grave comme un secret de famille. (Dupuis, coll. « Aire libre », 56 p., 75 F.)



entretiens

Benny Morris, le précurseur

Figure dominante du nouveau courant historique, cet ancien journaliste du « Jerusalem Post » fut, en 1988, l'un des premiers à écrire sur la question sensible des réfugiés palestiniens

« Estimez-vous qu'Israël ait une responsabilité dans l'exode de plus de 700 000 Palestiniens, après le premier conflit israélo-arabe, de 1947 à 1949 ? »

« Mon livre ne cherche pas à peser des responsabilités mais à établir les faits. Compté tenu des années de haine et de conflit qui avaient précédé la guerre de 1948 et de l'impératif qui consistait à édifier un État juif homogène, le départ des Palestiniens était inévitable. Il eût été tout aussi inévitable d'ailleurs qu'en cas de victoire arabe les juifs eussent été jetés à la mer ou réembarqués à destination de l'Europe. Il s'agit, là d'un processus historique. »

« Vous montrez, dans votre ouvrage et dans des travaux postérieurs, à quel point, dans les cercles dirigeants du mouvement et de l'exécutif sioniste, l'idée d'un transfert de population arabe était centrale. Croyez-vous que l'exode des Palestiniens et leur transformation en réfugiés ait été l'application d'un plan décidé à l'avance ? »

« Non. Il n'y a pas eu, comme le soutient l'historiographie arabe ou palestinienne, de plan prémédité. En revanche, l'idée que le transfert était la solution au problème posé par la présence d'une forte minorité arabe dans le futur État juif était bel et bien présente dans l'esprit des leaders sionistes. Je ne prétends pas pour autant que ceux-ci aient traduit ces réflexions en politique sur le terrain. Mais c'était bien ce qu'ils voulaient. Quand Ben Gourion a pu le faire il l'a fait, comme à Lod et à Ramleh. Quand cela lui paraissait impossible, il a battu en retraite, parce qu'il était soucieux de la réputation d'Israël dans l'avenir et que lui-même ne souhaitait pas apparaître aux yeux des générations futures comme une sorte de Gengis Khan ! »

« Depuis que mon livre a paru en anglais, en 1988, et depuis la version en hébreu de 1991, ma position a d'ailleurs légèrement évolué. C'est ainsi que je suis de plus en plus convaincu qu'il y avait bel et bien une volonté d'expulser les Arabes, et je suis plus attentif qu'auparavant à l'influence des cinquante années de réflexion qui ont précédé la guerre de 1948. Ce sont les critiques arabes de mon livre qui ont attiré mon attention sur ce lien, même si, encore une fois, je n'accepte pas pour autant la thèse de la préméditation qu'ils défendent. »

« Toute la documentation que j'ai accumulée depuis 1986 fait apparaître une responsabilité grandissante des Israéliens dans l'ex-



GEORGE HODGES/MAGNUM

pulsion. On ne peut soutenir ainsi qu'il y ait eu des départs volontaires. La plupart des villageois palestiniens qui ont fui l'ont fait parce qu'ils redoutaient une offensive juive, et leur départ, dans le cas le plus général, est une conséquence de la guerre. Ce qu'il convient d'ajouter, en revanche, c'est que ces mêmes villageois ne faisaient que se déplacer de quelques kilomètres. C'est quand ils revenaient que l'armée israélienne leur interdisait l'accès à leur village. Et c'est à la lumière de cette décision de ne pas autoriser leur retour que doit se comprendre l'ensemble du processus d'expulsion. Après tout, des centaines de milliers de Parisiens avaient fui, eux aussi, en juin 1940, l'avance allemande. Mais eux ont pu revenir. »

« L'un des reproches que des historiens israéliens font à votre travail, c'est de ne pas utiliser de sources arabes. Vous soutenez dans votre livre n'avoir jamais trouvé trace d'appels radiodiffusés de dirigeants arabes appelant les Palestiniens à évacuer leurs foyers. Mais par exemple, Khaled Al Azam, qui fut premier ministre en Syrie, regrette dans ses *Mémoires*, publiés à Beyrouth en 1973, qu'on ait exhorté les Palestiniens au départ. »

« Je ne crois pas cette source très fiable, et d'ailleurs je la discute dans mon livre. Ce sont effectivement des *Mémoires*, rédigés une vingtaine d'années après les faits, dans un contexte de règlement de comptes inter-arabe sur la question des responsabilités des uns et des autres, et non d'un

« Il n'y a pas eu (...) de plan prémédité. En revanche, l'idée que le transfert était la solution au problème (...) était bel et bien présente dans l'esprit des leaders sionistes »

journal écrit sur le moment. J'ajoute que je n'ai nullement besoin d'utiliser des sources arabes ni les souvenirs de quiconque. A quel bon en effet : lorsque je puis lire un rapport contemporain de l'action écrite de la main d'un soldat israélien sur ce qui s'est passé dans tel ou tel village, quand je dispose d'ordres d'évacuation rédigés par les officiers, ou que je puis consulter des interviews de réfugiés réalisées quelques jours seulement après leur départ de Ramallah, en quoi ai-je besoin de me référer aux *Mémoires* de Georges Habache, parus quarante ans plus tard ? »

« Ceux qui tirent argument de la fermeture des archives arabes concernant la guerre de 1948 (si elles existent) doivent me prouver qu'elles contredisent complètement mes thèses – comme prétendent le cas d'El Azam –, mais à condition que le document soit fiable. Or la BBC écoutait les programmes des radios arabes en 1948, les renseignements israé-

liens interceptaient les communications arabes et les diplomates britanniques ou américains, aussi bien dans les capitales arabes qu'à Haïfa ou à Jérusalem, ne cessant de rédiger des rapports sur ce que les leaders arabes leur avaient dit, sur ce qu'ils entendaient à la radio ou lisaient dans la presse. Imaginez-vous que si l'un de ces diplomates avait eu vent d'appels aux Palestiniens à quitter leurs foyers il n'en aurait pas fait état ? Croyez-vous que les Israéliens ne les auraient pas immédiatement utilisés pour leur propagande, alors qu'ils étaient accusés par leurs ennemis de massacres et que les armées arabes justifiaient leur intervention dans le conflit au nom de cette expulsion et de ces massacres ? Or ils n'en ont rien fait. »

« Quelles sont les conséquences politiques de la « révision » du déroulement de la guerre de 1948 à laquelle se livrent les nouveaux historiens ? Votre pays doit-il reconnaître officiellement sa part de responsabilité dans le problème des réfugiés, en proposant par exemple le versement d'indemnités ? »

« La véritable problématique est que les juifs aussi bien que le mouvement national palestinien manquent d'empathie les uns à l'égard des autres. Ainsi les Arabes n'accrochent-ils aucune importance à la Shoah ni aux persécution subies par les juifs. Ils ne s'en préoccupent pas, n'en savent rien et ne veulent rien en savoir. Tel n'est pas notre problème, et pourquoi devrions-nous être victimes parce que les juifs l'ont été, disent-ils ? De leur côté, les Israéliens ne prêtent aucune attention aux souffrances endurées par les Palestiniens. Il est vrai, la générosité à l'égard de l'autre camp est un phénomène rare dans les mouvements nationaux... »

« Or c'est justement cela qui est en train de changer en Israël. Je m'empresse de préciser qu'il était plus facile à des Israéliens de sympathiser avec des Palestiniens que l'inverse, dans la mesure où nous étions les vainqueurs. Nous pouvions plus aisément être généreux et écrire une meilleure historiographie. Peut-être les Palestiniens s'y mettront-ils d'ici dix ou vingt ans, quand ils auront un État. Je ne sais pas si cette reconnaissance doit s'exprimer par des compensations financières, mais je suis sûr qu'elle a un effet sur la volonté israélienne de passer un compromis avec les Palestiniens. »

(Propos recueillis par Nicolas Weill.)



**LE BATEAU DE THÉSÉE**  
Le problème de l'identité  
à travers le temps  
de Stéphane Ferret.  
Minuit, 160 p., 99 F  
(en librairie le 31 janvier).

**E**treur de Rodin : avoir représenté le penseur triste. Le pauvre s'ennuie à faire pitié - mi-graineux, morose. On souhaiterait lui offrir de l'aspirine, le faire sourire, le rassurer. Non, la pensée n'exige pas d'être sinistre pour être sérieuse. Des idées profondes qui soient légères, cela arrive. Peut-être, au fond, est-ce à une certaine qualité de sourire que le vrai s'indique. En finir avec la réflexion pathétique. De vastes interrogations sur l'homme et sur son destin, conduites d'un air grave, sont trop souvent un trompe-l'œil. De vraies pensées, astucieuses et pénétrantes, s'avancent au contraire sous la forme d'histoires apparemment loufoques. Les logiciens l'ont compris depuis longtemps : l'exemple farfelu n'est pas un divertissement, mais une loupe ou un scalpel.

Bien des travaux anglo-saxons sont ainsi truffés d'hypothèses invraisemblables et de suppositions déconcertantes. Ce style demeure encore rare dans les ouvrages français. Avec *Le Bateau de Thésée*, Stéphane Ferret réussit à combiner des analyses austères et très techniques avec des mises en images inattendues, gentiment cocasses et redoutablement précises. On rencontre par exemple Aristote dans sa baignoire, un tigre à trois pattes, une vache qui ne fait pas « meuh », des cocinelles et des kangourous, des crayons qui pourraient être des organismes, des chats qui sont peut-être des robots, des montres démontées et des polypes, toutes choses peu fréquentes dans les essais philosophiques. Ce bric-à-brac n'est pas là pour le plaisir des rencontres incongrues. Il accompagne un projet théorique net, et fortement élaboré.

Ce jeune philosophe s'attaque

en effet à une question métaphysique ardue : comment concevoir ensemble identité et changement ? Leur relation est paradoxale. Soit ce qui change demeure effectivement le même, mais en ce cas il ne change pas ! Soit il change vraiment, mais alors il n'est plus le même ! Une question-clé, pour commencer à dénouer ces difficultés, est celle de la limite. Perdre un cheveu ne rend pas chauve. Mais à partir de combien de cheveux perdus cesse-t-on d'être chevelu ? Comment formuler les règles décrivant de quelle façon une identité peut être à la fois conservée et modifiée ? Depuis l'Antiquité, le bateau de Thésée constitue, à cet égard, un cas exemplaire.

Les Athéniens gardèrent longtemps le navire, précise Plutarque, « en ôtant toujours les vieilles pièces de bois, à mesure qu'elles se pourrissaient, et en y remplaçant des neuves en leurs places ». Après tant de réparations, de remplacements et de substitutions, s'agissait-il encore du même bateau ? « Les uns maintenaient que c'était un même vaisseau, les autres, au contraire, soutenaient que non. »

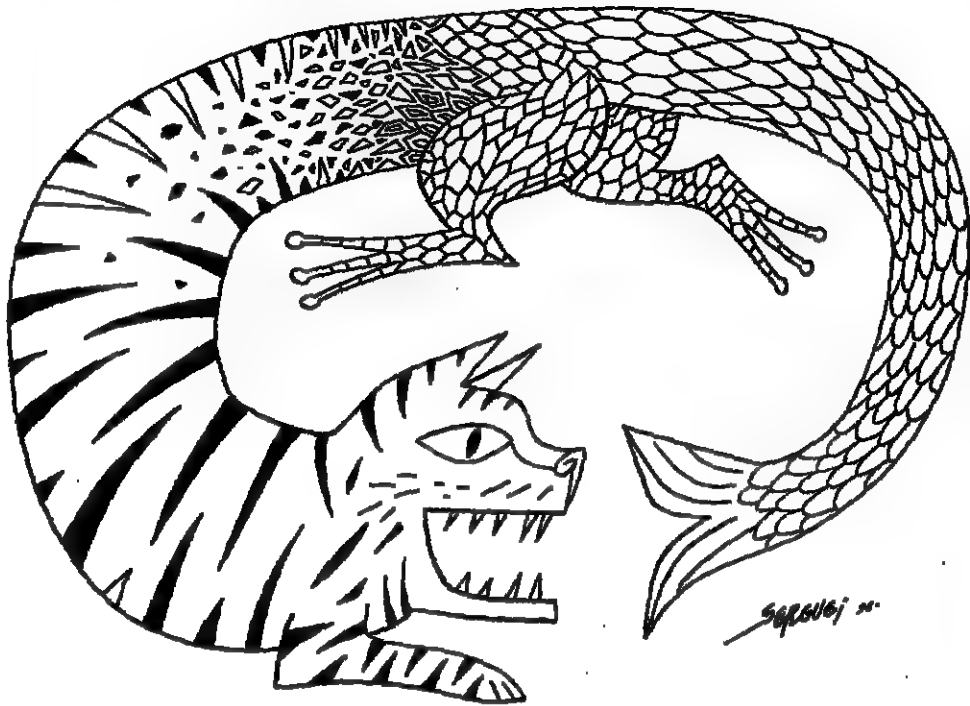
Stéphane Ferret perfectionne le problème, en inventant « l'énigme de la planche cruciale ». Deux bateaux sont composés chacun de mille planches. L'un, nommé *Beau-Bleu*, est entièrement bleu. L'autre, *Beau-Rouge*, est... comme son nom l'indique. Pour des raisons obscures, les marins commencent à permuter, une à une, les planches des deux assemblages. Une planche bleue de *Beau-Bleu* est remplacée par une rouge de *Beau-Rouge*, et inversement. Et ainsi de suite, jusqu'à la millième et dernière planche.

Au terme de l'opération, leurs identités, progressivement défilées puis reconstruites, ont seulement changé de qual. Mais à partir de quand ? Lorsque 20 % seulement de *Beau-Bleu* seront composés de planches rouges, on dira que ce navire est toujours à sa place. Quand 80 % des planches seront rouges, on jurera que *Beau-Rouge*, cette fois, s'est re-

constitué là. Et entre les deux, que se passe-t-il ? Cette zone d'incertitude est fort troublante. On se trouve alors en face de deux bateaux physiquement « réels », comportant, par exemple, 503 et 497 planches de couleurs différentes, mais dont l'identité demeure tout à fait incertaine et, si l'on peut dire, flottante.

Dans la vie de tous les jours, évidemment, de telles difficultés n'apparaissent même pas. Non pas parce les marins ont autre chose à faire qu'à permuter des planches, mais parce que nous sommes spontanément convaincus que les êtres vivants, aussi bien que les objets, peuvent subir des changements tout en demeurant « les mêmes ». Ce gros matou paisible est « le même » que le chaton effrayé ramassé dans la rue il y a quelques années.

## Navires et paradoxes



**A mesure qu'elles pourrissent, on remplace les planches, une à une. Est-ce toujours le même bateau ? Jusqu'à quand ?**

Les embarras commencent dès qu'on tente de justifier, argumentant à l'appui, cette évidence spontanée. On a longtemps cru qu'entre changement et identité il fallait sacrifier un des termes. Mais aucune solution n'est satisfaisante. Quand on durcit l'identité en privilégiant sa permanence, les mutations semblent impos-

sibles à comprendre. On risque alors de renoncer à l'histoire, aux évolutions, au mouvement des choses. A l'opposé, si l'on soutient que tout est en perpétuel devenir, la continuité des existences se trouve perdue, et n'est plus qu'une fiction résultant du découpage arbitraire du monde selon nos catégories. L'ambition de Stéphane Ferret est de sortir de cette impasse.

Sa solution repose sur plusieurs distinctions. Eviter en premier lieu la confusion entre l'identité numérique (le fait d'être « un et le même » : chat, volture, Socrate...) et l'identité qualitative (rasé ou effrayé, rouge ou bleu, enfant ou adulte). Distinguer ensuite entre les organismes vivants (fruits ou tiges) dont l'évolution et la reproduction sont indépendantes de nos façons de voir, et les objets

fabriqués (bateaux ou crayons), dont l'identité est d'abord définie par la fonction que nous leur avons assignée. Résultat : on peut rester le même et changer. Ce que tout le monde croit depuis belle lurette se trouve donc finalement légitimé, après force détours subtils et argumentations acrobatiques. Doit-on dire que voilà beaucoup de bruit pour rien ? Ce serait faire à l'auteur un mauvais procès, puisqu'il ne désire qu'une clarification théorique de notre rapport habituel au monde.

Il reste qu'on peut avoir le sentiment, face à cette belle épreuve, d'un exercice logique sans grand rapport avec ce qui agite l'histoire. Le jeu paraît aigü, intelligent, parfois drôle, mais lointain, de la fureur du temps, des colères et des luttes, des passions de l'époque. La métaphysique serait-elle un vaisseau-fantôme, inéluctablement ? Il suffirait pourtant d'assez peu pour naviguer en d'autres eaux. La question de l'identité et du changement n'est-elle pas au cœur de la politique et de l'histoire sociale ? N'est-ce pas dans ces termes que se disent, depuis deux siècles au moins, les grandes convulsions contemporaines, les révolutions successives et les restaurations répétées ?

Il faudrait donc se demander comment ces analyses logiques peuvent s'appliquer aux États, aux nations, aux sociétés. Les collectivités humaines sont-elles : 1) des espèces naturelles ? 2) des objets fabriqués ? 3) des réalités d'un autre type ? La croyance commune selon laquelle on peut changer en restant le même s'applique-t-elle aisément à l'identité nationale ? La grammaire philosophique aurait-elle son mot à dire sur de tels sujets. Chacun sait en effet que la « République française » et l'« Etat français » ne sont pas des expressions équivalentes, pas plus que « bleu-blanc-rouge » n'est le synonyme exact de « tricolore ». Non, il ne faut pas croire la politique indigne des attentions de l'esprit. Sinon les penseurs assis autour encore de beaux jours devant eux.

## Du cœur au ventre

Suite de la première page  
Le chevalier mourant fait rapporter dans le précieux coffret son propre cœur de chair, que l'époux intercepte et fait servir en un repas public à l'infidèle, à l'écart, déjà au ban des lois humaines. Mais l'autophagie, écho

de la Cène christique, fait échouer la vengeance : l'union physique qu'elle réalise par-delà la mort, même prohibée, n'en fait pas moins une communion définitive qui exclut à jamais le mari. Le corps de l'amante devient le tombeau ultime de l'amant.

Les figures du *Décameron* de Boccaccio reprennent le thème, dans un espace désormais strictement privé, sans témoin, comme un refus de l'ostentation publique. Si restreint même que le drame peut souder d'un désir incestueux. Tancrède, père de Glismonde, tue son amant Guis-

card, mais l'amour honnête qui devait permettre l'émancipation de la jeune femme n'avait rien d'un crime : le cœur n'a dès lors plus besoin d'être ingéré : balaïé et noyé de larmes - substitut actif du désir - il est, nu, objet de dévotion. Et Glismonde choisit de mourir sur le lit du plaisir, théâtre de la jalousie et du désir incestueux de son père. Son attitude confirme la nouvelle valeur que l'on attribue au cœur amoureux. Quelques années plus tôt, en effet, Dante, dans une vision de fantasmagorie, se découvre tenant son cœur enflammé à la main, image parvenue de sa passion pour Béatrice. Comme Dionysos, il a perdu conscience de son identité et c'est la salutation de la dame - Annonce inversée - qui lui rend l'existence. Le signe de l'émergence d'une subjectivité proprement poétique, ce cœur ardent projette l'amoureux vers l'autre, l'ami, le confident. Parler à l'ami, c'est respirer, nourrir la vie, extérioriser son cœur, l'ouvrir. De l'arrachement à l'offrande, de la prohibition à l'exhibition, le cycle est achevé. Si le cœur est la clé de l'esprit et de l'âme, la clé du cœur est son ouverture. « Pierre philosophale des mots », l'amitié disqualifie la tentation anthropophage, puis qu'elle implique un autre « moi » qui n'est pas autre. Ce miracle, tant vanté par Montaigne, est magistralement proclamé par Bacon. Qu'est-ce que la chair sinon un « tissu de paroles logées au creux du cœur » en attente d'un interlocuteur ? Le cœur veut un public, restreint certes, mais réel.

La double tentation de l'intriorisation et de la révélation oppose, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, deux grands hommes d'Eglise, très proches au demeurant, et également soucieux de christianiser l'image. Rédigeant une série de contes pour couvrir en pédagogie habile le spectre des émotions humaines, l'évêque de Belley, Jean-Pierre Camus, propose dans ses *Spéculations d'horreur* ou se découvrent plusieurs effets de notre siècle un « Cœur mangé » démarqué de la tradition médiévale. Evoquant l'histoire de Thyeste qui mangea ses enfants servis par son frère Atreïde, paradigme du cannibalisme, il choisit de faire de Memnon et Crisèle

des amants magnifiques et contraires, unis par un lien seulement spirituel, l'option libidineuse étant réservée à un vieillard qui convoitise avec une gourmandise toute terrestre la jeune héroïne. Figures du Christ mort et de l'Eglise fidèle, Memnon et Crisèle relèvent de l'allégorie théologique. Et si le drame reste terrifiant c'est que la lecture spirituelle et mystique doit être réservée. « Ne crains pas d'ouvrir ces pages et de traverser ce Jourdain », précise Camus en annonçant une sorte de baptême purificateur. De son côté, François de Sales préfère proposer une autre pratique alimentaire : « Manger c'est méditer (...) boire c'est contempler ». Ouvert, le cœur doit porter la marque de Dieu, signe ostensible de la révélation. Mais qu'il soit comestible, image d'eucharistie (Camus), ou emblème exhibé de la lettre et de la parole divines (François de Sales) le cœur est toujours au centre de l'expérience mystique qu'encourage la réforme tridentine.

Cette lecture du cœur mangé est cependant très vite contestée : la découverte de Harvey - le sang circule et le cœur ne joue qu'un rôle de pompe mécanique -, l'émergence du cerveau - Descartes y déplace le siège de l'âme - ébranlent les certitudes anciennes. Avec La Rochefoucauld et La Bruyère, le cœur ne signifie plus que l'individu social et public, la modalité et les mécanismes du comportement, sans implication théologique ni religieuse. Et si Pascal lui reconnaît un rôle d'articulation entre mystique et science, il distingue radicalement désormais l'ordre du cœur de celui de la raison.

Cœur visible, cœur secret, l'organe hésite entre la transparence exemplaire et le mystère absolu, mais le double regard résiste mal à la laïcisation de ses attributions, dépossédé lorsque la science relaie les éclats mythologiques. Reste le langage, mémoire des imaginaires obsolètes, qui conserve les traces de ces fois évanouies. Cœurs perdus que Moulad Doueïhi retrouve et sonde avec une rigueur et une méthode qui emportent l'adhésion.

Philippe-Jean Catini

## Horreur ordinaire

Après dix ans d'enquêtes, Dominique Torrès montre que l'esclavage n'est pas seulement une réalité

**ESCLAVES**  
de Dominique Torrès.  
Phébus,  
coll. « Liberté sur parole »  
200 p., 99 F.

**P**our ne pas remonter dans la nuit des temps et rester dans notre Hexagone, dès 1685, Colbert rédige une ordonnance, le « Code noir ». Il réglemente et précise la condition d'esclave, « meuble » sans aucun droit, auquel n'est reconnu qu'une qualité, celle d'enfant de Dieu. Au siècle suivant, la Convention abolit l'esclavage sans grands effets. A sa suite, plusieurs pays le condamnent, sans plus de succès. La Déclaration de l'ONU en 1948 n'en aura pas davantage. Aujourd'hui, plus de 200 millions d'êtres (estimation de l'ONU) subissent un esclavage qui fait paraître bénin celui de leurs ancêtres. Esclaves ! Ce n'est pas une façon de parler. Il s'agit bien d'individus sur lesquels « s'exercent les attributs du droit de propriété », sévices compris, quand le « meuble » ne donne pas satisfaction. Parce qu'elle veut s'échapper, « le maître lui a arraché les cheveux et lui a tait la face pour l'enlaidir. Puis elle a été attachée par les poignets, avec une corde, à un chameau qu'ils ont fait partir au galop ». Ce n'est pas une histoire ancienne. Et que le mot « chameau » ne nous trompe pas. Si les pays qui se réclament du Coran pratiquent l'esclavage, ceux qui se réclament de la Bible et de l'Evangile ne sont pas en reste. Dans son livre aussi attachant que dérangeant, Dominique Torrès fait état d'« une cinquantaine de pays (qui) au su des autorités internationales » tolèrent l'esclavage, « y trouvent leur compte », taisent ce qu'ils savent : seul le gouvernement du Brésil accepte d'évoquer la question.

Aussi incroyable que documenté, un tel ouvrage ne saurait être exhaustif. Pour dénoncer un pro-

blème mondial, il s'attache au cas de six pays, trois du tiers-monde, trois d'Europe, dont la France. Car l'esclavage « phénomène moderne, lié à certaines évolutions de l'économie moderne... est une industrie, et ses managers ont leur bureau dans des tours climatisées ». En 1992, un rapport de l'ONU dénonçait ce commerce international qui n'a rien de la case de l'oncle Tom. Pas de boulet au pied ; on ne vend pas sur la place publique. Par l'entremise de courtiers, ou « loue » des adultes et des enfants victimes de la misère, location qui précède la suppression de toute existence légale. Il suffit de confisquer les papiers des « vendus », exilés venus en pleine confiance. N'ayant plus de recours, ils peuvent être exploités jusqu'à la mort - le chapelet est inépuisable - pour le plus grand bien d'industriels impunis, d'Etats qui ferment les yeux, et pour le nôtre quand nous entretenons cette horreur en nous faisant clients de produits fabriqués au coin de notre rue ou à des milliers de kilomètres, et fruits de l'esclavagisme.

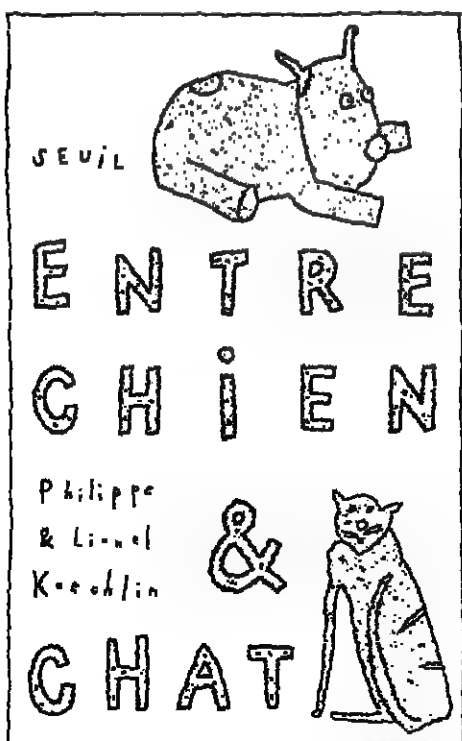
### CRUEL AVEUGLEMENT

L'ouvrage de Dominique Torrès, résultat de dix ans d'enquêtes, semble relever de l'imagination. Incroyable ! Le mot accompagne notre lecture. Une multinationale de l'esclavage, incroyable ! Les conditions de vie faites à ces « objets » dans nos capitales européennes, incroyables ! Le jeu de l'attrache des gouvernements, incroyable ! Les appels courageux de l'ONU restant lettre morte, incroyable ! L'esclavage réglé sur ordinateur dans nos murs, incroyable !

Hier, l'ignorance pouvait nous protéger de cette horreur. Après les révélations de Dominique Torrès, sans vouloir nous venger dans notre confort, c'est impossible. Il y aurait une espèce de lâcheté à ignorer ce livre.

Pierre-Robert Leclercq

POIXANTE-QUATRE PAGES DANS *Le Monde*  
EN DÉCEMBRE 1995 ET AUJOURD'HUI...



... LE LIVRE ENTIER ARRIVE  
CHEZ VOTRE LIBRAIRE. 59 FRANCS.

مكتبة الخليل



25-28 janvier 1996. Festival de la BD d'Angoulême.

## A Angoulême, les petits poucets de la BD avancent à pas de géant !



Laurent Cagniat est né en 1968 à Vitry-le-François. Ayant appris à dessiner avant d'apprendre à écrire, à compter et à lire, il noircit ses premières pages d'élucubrations figuratives dès l'âge de 8 ans. Quelques années plus tard, le Bac B, B comme Bien, le mène tout droit aux B comme Beaux-Arts de Reims. Il en sort avec un beau diplôme d'arts graphiques et une idée fixe, la BD. En 1992, il rencontre les Editions Delcourt, ce qui entraîne une autre rencontre, celle de Luc Brunschwig, super scénariste puis une autre, celle de Claude Guth, non moins super

metteur en couleurs, le tout entraînant une modification complète de son premier projet d'album grâce à une collaboration passionnante. Travaillant tous trois dans la même direction, ils donnent vie à un univers très personnel qui allie à la perfection dérision et tendresse. Le Tome 1 de Vauriens, intitulé Pop Bras d'Argile paraît aux Editions Delcourt en 1995. Il a déjà été élu Betty Boop du Meilleur premier album à Hyères, il est pré-sélectionné Alph-Art du Public pour Angoulême 96. Vauriens, Angoulême vous salue bien bas !

**E. LECLERC**

Partenaire du Festival International de la Bande Dessinée d'Angoulême.



## ECONOMIE

par Philippe Simonnot

## La main cachée d'Adam Smith

ENQUÊTE SUR LA NATURE ET LES CAUSES DE LA RICHESSE DES NATIONS d'Adam Smith.

Traduit de l'anglais par Paulette Taieb, PUF, 1429 p., 495 F.

Le génie n'est pas souvent conscient de ce pour quoi il passera à la postérité. La formule de la « main invisible », qui a fait la renommée mondiale d'Adam Smith pour au moins deux siècles, n'est citée qu'une seule fois dans son œuvre maîtresse de 1776. Et encore n'est-ce qu'un détour d'une phrase. C'est cette bizarrerie que la nouvelle, agréable édition française de *La Richesse des nations* permet de vérifier aisément. En effet, un tome entier a été intelligemment consacré à des index qui donnent au lecteur toutes les clés possibles et imaginables pour s'initier aux mystères de l'enrichissement examinés par le célèbre Écossais.

Relevons l'unique passage du chapitre II du livre IV où se trouve en toutes lettres le « sésame » de l'économie de marché. Il y est question d'un individu qui emploie son capital dans une entreprise de son propre pays. « En préférant soutenir l'activité domestique que l'activité étrangère, il ne vise que sa propre sécurité ; et, en dirigeant cette industrie de façon que son produit puisse être de la plus grande valeur, il ne vise que son propre gain. Et il est en ce cas, comme en bien d'autres, conduit par une main invisible pour avancer une fin qui ne faisait point partie de son intention. » Voilà, tout est dit, et l'on pourra glosier à l'infini sur la manière dont l'alchimie des intérêts particuliers produit l'intérêt général. En termes grossiers du XX<sup>e</sup> siècle, la formule smithienne se dira : « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis. » Même en France, le credo libéral est aujourd'hui récité presque tous les jours.

S'il est, incontestablement, l'inventeur heureux de la formule, Smith ne l'est pas de l'idée. On la trouve d'abord dans la *Fable des abelles* de Mandeville (1714), où les vices privés sont censés conduire au bien public. On la retrouve chez Montesquieu appliquée à la Monarchie. Dans un tel régime, « l'honneur fait mouvoir toutes les parties du corps politique ; il les lie par son action même ; et il se trouve que chacun va au bien commun croyant aller à ses intérêts particuliers » (De l'esprit des lois, livre III, chapitre VII). Gallani, dans son traité *De la monnaie*, manque de peu la formule magique. Il nous parle d'une « main suprême ». Comme chez Smith, la Providence a fait en sorte que « nos passions viles soient souvent, en dépit de nous-mêmes, ordonnées à l'avantage de l'ensemble ». Vico dit à peu près la même chose dans sa *Science nouvelle*. Etc. Bref, l'idée est dans l'air du temps. Elle sera

« Je n'ai jamais vu beaucoup de bien fait par ceux qui affectaient de commercer pour le bien public »

reprise par Hegel sous le nom de ruse de la raison : en obéissant à leur passions, les hommes se font en réalité, et tout à fait inconsciemment, les agents de l'Histoire.

Sur le marché des formules, Smith touche le jackpot. C'est bien en effet parce qu'elle est invisible que la main de la Providence fascine, parce qu'elle n'est pas visible qu'elle peut oeuvrer si puissamment. En même temps, l'économie politique naissante affirme son amoralisme radical. Laissez donc chacun poursuivre son intérêt, et la société y gagnera. Au paragraphe que nous venons de citer, Smith ajoute ces considérations ironiques, un rien cyniques : « En poursuivant son propre intérêt, il fait souvent avancer celui de la société plus efficacement que s'il y visait vraiment. Je n'ai jamais vu beaucoup de bien fait par ceux qui affectaient de commercer pour le bien public. »

A partir de là, une question doit être posée : pourquoi diable Adam Smith est-il lui-même si averse de la formule qu'il a inventée ? La réponse est qu'il n'y croyait qu'à moitié. La liste des exceptions que *La Richesse des nations* oppose à la règle du marché est en effet très longue et diversifiée. Toutes sortes d'activités ne relèvent pas du laissez-faire : la défense nationale, certes, mais aussi la navigation au long cours, qui doit être subventionnée, les routes, les ponts, les ports, la poste, la construction des murs coupe-feu, la conservation des hypothèques, l'exportation du blé, etc. D'autre part, Smith continue à prôner un plafonnement à 5 % des taux d'intérêt alors que ses « confrères » français, Turgot et Cantillon, qu'il connaît, plaident à la même époque pour une déréglementation du marché de l'argent. Et, sur ce point crucial, il faudra attendre que Jeremy Bentham, le propre disciple de Smith, accuse le maître d'inconsistance dans un brillant essai sur l'usure, pour que l'Angleterre se libère d'un tabou datant du Moyen Âge.

La main invisible cache donc chez Smith, si l'on ose dire, une autre main, celle d'un prince bienveillant guidé, bien sûr, par le tenant de la nouvelle science, l'économiste. Dès ses débuts, la doctrine du laissez-faire se révèle incapable d'aller jusqu'au bout de sa propre logique, comme si elle était étonnée de sa propre audace à chasser la morale de la vie en société.

De deux choses l'une en effet : ou bien le jeu des intérêts particuliers conduit au bien commun à condition qu'il soit entièrement libre, et alors aucun gouvernement, aucun État ne peut trouver place dans ce système d'ordre spontané ; ou bien il n'y conduit pas, mais alors il faut nous dire pourquoi, quand, dans quels secteurs, avec quels moyens, l'État doit intervenir. *La Richesse des Nations* met en place une contradiction que nous n'avons toujours pas résolue. Elle invente la main invisible pour masquer la main du despote. Une main visible n'aurait pas fait mieux !

## PASSAGE EN REVUES

● **Sociétés et représentations** Une nouvelle revue de sociologie, *Sociétés et représentations*, consacre sa première livraison à « L'art sous dépendance ». Le sous-titre, « Toxicomanies et création », éclaire le projet de la revue qui est, selon Véronique Nahoum-Grappe, Myriam Tsikounas et Jean-Jacques Yvonne, de « déboucher l'origine des catégories du champ artistique et leurs fonctions perceptives et réflexives ». Du « poète-maudit-toxicomane » au musicien de jazz drogué, le cliché est en effet rebattu : comme tel, il est devenu « un lieu obligé de la réflexion « savante » sur la production artistique », même si, d'un point de vue scientifique, il est impossible d'établir une causalité entre l'absorption de psychotropes et la réalisation d'un type particulier d'œuvres (*Sociétés et représentations*, n° 1, Les Cahiers du Credhess, 95 F.).

● **Et aussi** – Le dernier numéro d'*Hermès* porte sur « Communication et politique ». Selon son directeur, Dominique Wolton, les « dérives » de la politique-spectacle ne sont pas le signe d'un « échec » mais des « inévitables difficultés à conceptualiser et organiser une communication politique à l'échelle d'une démocratie de masse » (*Hermès*, n° 17-18, CNRS Éditions, 185 F.).

● **Crises** a pris pour thème de sa quatrième livraison « Les juges contre la République ? ». Yves Roucaute, directeur de la revue, dénonce l'« illusion » de la séparation des pouvoirs. « L'équilibre des pouvoirs et la recherche du juste par le juge dans cet équilibre, telle est la justice », conclut-il (*Crises*, n° 4, PUF, 98 F.).

## INTERNATIONAL

par Michel Tatu

L'image de la France véhiculée par les grandes revues internationales n'est « intégrée » pas encore la crise sociale de décembre, mais déjà toute les contradictions d'une présidence chiraquienne coïncide entre ses ambitions diplomatiques et les blocages de la société française. Harvey Sicherman, professeur à Philadelphie, note dans un article de *The National Interest* (n° 42, hiver 1995-1996) que les projets de réforme du gouvernement Juppé ont déjà déclenché une « quasi-rébellion » et invite Jacques Chirac à « utiliser la politique étrangère pour forcer le changement en France, pas pour l'en protéger ».

En fait, la vraie naissance du nouveau président français sur le plan mondial remonte au sommet du G 7 à Halifax, en juin 1995, lorsque l'on découvre un Jacques Chirac occupant le devant de la scène, éclipçant jusqu'à Bill Clinton. « L'élite internationale parlait avec un accent français pour la première fois depuis le départ de De Gaulle il y a près de trente ans. (...) Un rêve gaulliste devenait réalité. » Mais qu'est-ce que le gaullisme « à la Chirac » ? L'auteur énumère d'abord les quatre « éléments-clés » du gaullisme : maintien d'une dissuasion nucléaire, pré-

pondérance diplomatique sur l'Allemagne, distance à l'égard de l'OTAN, affirmation de la nation comme la vraie valeur en matière de politique internationale. Il relève ensuite que tout cela reste valable – la force de dissuasion se serait même revalorisée, compte tenu du large désarmement nucléaire entrepris par les super-grands et... de l'infériorité des forces conventionnelles françaises –, sauf sur un point : « Chirac a toujours été plus sympathisant de l'Amérique que n'importe lequel de ses prédécesseurs. Son évident désir d'un dialogue stratégique rapprochant Washington et Paris rompt avec la partie la plus importante de l'héritage. »

Ce rapprochement a produit ses effets en Bosnie, puisque Jacques Chirac, « plus qu'aucun autre, a forcé Clinton à choisir entre le départ et le durcissement ». Mais il pourrait avoir des effets plus durables, dans la mesure où la France ne peut plus s'appuyer ni sur l'Angleterre, ni sur la Russie pour équilibrer le poids de l'Allemagne réunifiée en Europe. S'il en est bien ainsi, conclut Harvey Sicherman, on pourrait assister à un élargissement de l'OTAN non plus seulement vers l'Est, comme il en est question, mais vers l'Ouest, ce qui conduirait « à un renforcement

biennu et longtemps attendu de tout l'Occident ». Bienvenu en tout cas est ce retour du « défi français » après « le mélange douteux d'égoïsme et de gloire [en français dans le texte] gaulliste représenté par Mitterrand » et qui avait pour résultat de « reléguer la France dans un rôle secondaire ». La participation de la France aux discussions nucléaires de l'OTAN, annoncée plus tard, ne pourra que renforcer cet auteur dans ses conclusions.

Sans évoquer cet aspect, le Français Dominique Moisi est également sévère pour l'ancien président. Il estime dans *Foreign Affairs* (novembre-décembre 1995) que la France de Mitterrand « était pour l'essentiel devenue une puissance du statu-quo, au-delà d'un appel purement rhétorique à un changement dans les relations avec le Sud ». Il souligne lui aussi le revirement opéré en Bosnie, le rejet de la « logique de l'aide humanitaire servant d'alibi à l'inaction », mais relève l'erreur de calcul qu'a été la reprise des essais nucléaires, ou plutôt la sous-estimation des réactions européennes à cette décision : « Sans la guerre froide, les armes nucléaires paraissent plus dangereuses que toute menace qu'elles pourraient contraindre », et les Allemands « ne souhaitent pas

vivre sous la protection de la bombe française, ni de tout autre bombe ».

La crise algérienne et ses retombées en France est évoquée par tous ces auteurs comme l'un des grands problèmes de politique étrangère posés à Paris. Dominique Moisi constate qu'au-delà de la mise en sommeil des accords de Schengen, « l'extension du terrorisme islamique même en fait, à long terme, à une renationalisation des politiques européennes, rendant chaque jour plus éloignés et absurdes les objectifs de Maastricht ».

Curieusement, on est souvent malais sceptique sur l'Europe outre-Atlantique. Sans rentrer dans les détails de la construction européenne, Jonathan Clarke observe dans *Foreign Policy* (hiver 1995) que le temps est bien passé où le premier réflexe d'un ministre britannique en cas de crise était d'appeler Washington pour connaître sa position.

« Aujourd'hui, même sous le gouvernement de plus en plus eurosceptique de John Major, il est beaucoup plus probable que le message sera adressé à Bruxelles, à Bonn ou à Paris », bref, « la coopération politique européenne est loin d'être une Rolls-Royce bien huilée, mais elle a dépassé le stade de la Lada ».

Si ce sont les Américains qui le disent...

## POLITIQUE

par André Laurens

LES INTELLOS OU LA DÉRIVE D'UNE CASTE de Daniel Salvatore Schiffer. L'Age d'homme, 310 p., 130 F.

Le titre de l'ouvrage est complété par une indication, « de Dreyfus à Sarajev », qui, à la fois, en souligne la portée et marque sa limite. C'est bien une fresque de l'Europe intellectuelle au XX<sup>e</sup> siècle, avec ses constructions philosophiques, ses écoles de pensée, ses courants idéologiques, ses révoltes, les perceptions du monde et de l'homme qu'elle a exprimées, pour le meilleur et pour le pire, que déploie Daniel Salvatore Schiffer. L'auteur part de l'affaire Dreyfus, parce qu'elle symbolise l'intrusion des intellectuels français en tant que tels dans le débat politique, mais étend son interpellation à une plus vaste communauté puisqu'elle englobe tout le Vieux Continent : aussi est-on quelque peu frustré de voir le dessin déboucher, à propos de l'ex-Yougoslavie, sur un débat franco-français. Heureusement, le sombre itinéraire parcouru entre-temps, sous sa plume, mérite pour le coup le détour.

S'il est sombre, c'est parce qu'il décrit les dérives d'une caste, celle

des « intellos », terme désignant, selon l'auteur, les intellectuels qui ont failli, faute de respecter l'éthique dont ils sont censés se réclamer, à la différence des autres, les vrais, beaucoup plus rares. Daniel Salvatore Schiffer a entrepris ce « travail de démythification » pour stigmatiser la part de responsabilité que les producteurs intellectuels ont dans « le délabrement moral et culturel du monde contemporain ». On saluera, d'abord, la réalité de ce travail et sa densité, qui procède notamment du millier de renvois de référence que l'auteur a faits à l'ouvrage de référence de la culture de cette reconstitution historique et critique de l'évolution de l'intellectuel au XX<sup>e</sup> siècle. De la sorte, Daniel Salvatore Schiffer est bien armé pour refaire, après Julien Benda et Raymond Aron, le procès des clercs qui ont trahi leur vocation et leurs valeurs ou qui ont laissé la drogue idéologique pervertir leur sens critique.

Depuis ces célèbres précédents, le réquisitoire s'est nourri de faits nouveaux, notamment l'effondrement du système communiste, et s'est actualisé en stigmatisant d'autres dérives, en particulier, selon l'auteur, celles auxquelles a donné lieu en France l'engagement des intellectuels dans l'imbroglie yougoslave. L'essayiste dénonce, une fois de plus,

l'aveuglement qui a conduit à la victimisation de la Bosnie au prix de la diabolisation de la Serbie et au mépris, à ses yeux, de toute rigueur intellectuelle et de toute justice. Mais pour la plus grande célébration médiatique de ceux qui se sont prêtés à ces manipulations. Au reste, la collusion des médias et des « intellos » n'est pas, selon lui, l'une des moindres dérives de la caste.

Avant d'en venir là, Daniel Salvatore Schiffer rappelle, dans le détail, tous les égarements intellectuels qui ont marqué le siècle et qui ont abouti à des impasses ou à des désillusions. De ce point de vue, il y a, sous le ton du pamphlet, un cheminement pédagogique qui éclairera les lecteurs curieux de comprendre, dans sa complexité, la crise de la conscience européenne. Que tant de richesses intellectuelles accumulées aient pu produire tant de maux et n'aient eu d'autre issue que l'Europe incertaine que nous connaissons serait accablant si cette prodigalité même ne laissait pas des raisons d'espérer !

Encore faut-il que les « intellos » tirent la leçon des dévoiements passés et, pour rester dans ce vocabulaire familial, retrouvent leurs marques. Daniel Salvatore Schiffer leur propose de repartir

sur des bases simples et saines, et de s'y tenir. A cette fin, il se réfère à Vladimir Jankélévitch, Paul Ricoeur et Emmanuel Levinas, et à ces modèles d'intellectuels que furent, à ses yeux, André Malraux et, surtout, Albert Camus. Il conseille à ses pairs d'avancer de rigueur, de reculer, de sagesse, moins d'arrogance, de sécheresse d'esprit et de passion : plus de responsabilité et moins de conviction.

Un choix éthique qu'il résume dans un concept nouveau, celui de « prisme », censé caractériser un type de regard « total mais multiple, absolu mais fragmenté, fixe mais irradiant, stable mais réfléchissant, complexe mais transparent, aigu mais circulaire (...) synthétique et analytique sans aucune contradiction interne ni ambiguïté de nature ».

Contre la pensée unique, « la pensée prismatique », définit encore comme « l'éclectisme élevé au rang de méthode universelle », aura pour fil conducteur l'éthique de responsabilité.

Ce n'est qu'à ce prix, selon Daniel Salvatore Schiffer, que l'intellectuel se sauvera ou, mieux encore, échappera à ce suicide programmé de sa propre autorité et retrouvera son crédit auprès des générations futures.

## Aux clercs de l'an 2000

## Et Dieu dans tout ça ?

## SOCIÉTÉ

par Robert Solé

RELIGIONS A LA CARTE de Jean-Louis Schlegel. Hachette, 143 p., 59 F.

SOUS LE SOLEIL DE DIEU d'Henri Madelin. Bayard-Centurion, 129 p., 79 F.

DIEU A-T-IL UN AVENIR ? de Jean-Claude Petit. Calmann-Lévy, 163 p., 92 F. (en librairie le 3 février)

Ce que je crois ? Allez le demander au pape ! », s'exclamait au début du siècle le catholique Ferdinand Brunetierre, membre de l'Académie française.

Cette époque bénie n'est plus qu'un lointain souvenir. Aujourd'hui, les dogmes se discutent et les conceptions s'effritent. Chacun en prend et en laisse, bricolant sa petite religion personnelle. Nous vivons à l'ère de l'individualisme et des croyants zappistes. Le grand supermarché du sacré déborde d'ailleurs largement le champ des Églises. On puise aussi bien dans le bouddhisme que dans la voyance ou l'astrologie, pour concocter un menu à sa convenance, variable selon les humeurs et les saisons.

C'est de ce constat que partent Jean-Louis Schlegel, Henri Madelin et Jean-Claude Petit. Leurs livres respectifs se rejoignent plus d'une fois, malgré trois points de vue différents. Éditeur et professeur de so-

ciologie de la religion, le premier garde la distance d'un observateur, même s'il connaît le sujet intimement, et de l'intérieur. Henri Madelin, lui, a choisi la forme d'un entretien plus personnel, conduit par Yves de Gentil-Balchis, journaliste à *La Croix*. Il s'y exprime avec la sérénité et la confiance d'un religieux exerçant des responsabilités dans l'Église : rédacteur en chef de la revue *Études*, il a été provincial de la Compagnie de Jésus de 1979 à 1985 puis aumônier national du Mouvement des cadres chrétiens. Quant à Jean-Claude Petit, directeur de l'hebdomadaire *La Vie*, c'est un chrétien engagé qui n'hésite pas à frapper fort pour sommer son Église de se regarder au miroir de l'Évangile.

La religion ne structure plus l'espace politique, moral et culturel de l'Occident, remarque Jean-Louis Schlegel. Tous les rouages de la vie sociale fonctionnent désormais comme si Dieu n'existait pas. C'est ce qu'on appelle la sécularisation. Ce phénomène est irréversible, mais inachevé. Et il prend des formes très différentes selon les pays. On le constate aussi bien dans la pratique religieuse que dans les formes juridiques qui sanctionnent la séparation entre la politique et la religion.

Aux États-Unis, par exemple, le taux de pratique des catholiques oscille entre 30 % et 40 %. Plus que la Pologne ! Les Américains

montrent qu'on peut continuer à croire en Dieu dans un pays prospère, à la pointe de la modernité, souligne Henri Madelin. L'histoire de leur nation explique, en grande partie, cette attitude. Si les protestants avaient quitté l'Europe pour fuir les persécutions religieuses et se donner une terre de liberté, les immigrants catholiques allaient être contaminés par cet enthousiasme messianique. Le législateur a voulu préserver les religions de la menace politique, alors qu'en France la loi de séparation de l'Église et de l'État (1905) visait, au contraire, à protéger la politique des influences religieuses.

Henri Madelin juge absurde et dangereuse la manière française de considérer la religion comme une affaire purement privée. Absurde, car c'est ignorer la dimension religieuse de l'homme et se priver d'apports très utiles. Dangereuse, car c'est glisser vers « une société aseptisée où règne l'indifférence mutuelle ». Nos voisins ne partagent pas une telle conception de la laïcité, il faut s'attendre, selon lui, à une rectification de tir avec l'intégration européenne. On en rediscutera à ce moment-là.

Jean-Claude Petit aborde la question autrement. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, remarque-t-il, les catholiques français avaient appris à aimer et à respecter la société contemporaine. Le concile Vatican II devait officialiser

ce compagnonnage en incitant l'Église à ouvrir portes et fenêtres. Or, aujourd'hui, le pape n'a pas de mots assez durs pour dénoncer « la culture de mort » de nos sociétés. L'Église donne ainsi l'impression de camper face au monde, qui serait mauvais, en se faisant un devoir de le sauver. Elle s'affirme comme une entité distincte, alors qu'elle devrait être au cœur de la modernité.

Les hommes et les femmes de cette fin de siècle ont acquis une autonomie de pensée et une liberté de se comporter à leur guise, en matière sexuelle notamment. Ils ne reviendront pas là-dessus. Ce n'est plus la quête du salut qui les anime, mais celle du bonheur. « Comment faire pour qu'à l'avenir – et si possible sans tarder – le christianisme n'apparaisse plus comme un ennemi du plaisir et pour que l'Évangile soit perçu comme un chemin possible vers le bonheur ? », demande le directeur de *La Vie*. Il répond par quinze propositions, qui feront bondir plus d'un prêtre du Vatican, puisqu'il y est question, entre autres, d'autoriser la pilule contraceptive et de recommander l'usage du préservatif pour combattre le sida.

Dieu passait pour mort, il n'y a pas si longtemps. Ni la poussée des intégrismes ni l'invasion de l'irrationnel n'autorisent à dire qu'il est aujourd'hui très présent. « Le sacré », rappelle Jean-Louis Schlegel, « n'a pas besoin du divin pour exister ».



## Le marché aux illusions

Lieu de sociabilité, mais aussi de simulacre, le marché s'organise selon des règles précises. Chacun, vendeur ou chaland, y tient son rôle

**LES VENDREDIS DE CARPENTRAS**  
Faire son marché en Provence ou ailleurs de Michèle de La Pradelle. Fayard, 374 p., 135 F.

Au marché forain, on vend aussi du rêve, on se paie d'illusions et l'on s'offre, chaque semaine, un petit moment d'exception délicieusement anachronique et, par là même, très contemporain. Un bon terrain pour l'ethnologue Michèle de La Pradelle, qui, suivant l'exemple de Gérard Althabe, a décidé de porter sur notre société, nos sociabilités, nos rites et nos mythes, la démarche initialement réservée aux mondes exotiques et lointains. Le marché de Carpentras, plus que celui d'un quartier de Paris ou d'une ville du Nord, évoque certes une autre forme d'exotisme, plus proche, figée dans l'imagerie de ces « marchés de Provence » chantés par Bécand. Mais c'est aussi son intérêt, car il représente un de ces modèles de référence réputés « typiques » dont s'inspirent municipalités et urbanistes.

Au cœur de la ville, chaque vendredi matin, il envahit les places et dévale les étroites ruelles des vieux quartiers, dans un apparent chaos qui, en réalité, est très organisé. Les marchands réguliers ont leur emplacement, résultat d'un compromis entre la volonté de la mairie, l'intérêt des forains et celui des commerçants sédentaires. Les occasionnels, eux, tiennent au sort leur numéro dans un chapeau, lors de la loterie hebdomadaire organisée par Pascal, le placier soucieux d'égalité. L'agencement des étals est longuement préparé : l'alignement sur une toile crée de légumes en bottes et de bouquets d'herbes évoque un potager amoureux cultivé, tandis



Le marché à Sanary, tableau de Jean Puy (1925)

qu'à côté des pyramides de fruits célèbrent une nature généreuse et profuse, car, ici, tout contribue à signifier fraîcheur et authenticité. Du producteur au consommateur, en somme, même si, en vérité, il n'y a guère de producteurs, hormis quelques néo-ruraux vendant l'été leurs fromages de chèvre et Jeanjean, un gros exportateur qui envoie ses graines de tomates dans le monde entier et vient lui par plaisir.

Quant à l'acheteur, il se vent avant tout un promeneur. On dit aller au marché « pour bader », sans finalité précise, et, dans cette disponibilité festive, on fait comme si l'on achetait « au coup de cœur ». L'image des forains, gens d'ailleurs, indépendants et voyageurs, bien qu'elle ne corresponde nullement à ce qu'ils sont vraiment – la plupart sont de la région, s'installent chaque jour de la semaine dans une localité proche

et ont évidemment des contraintes économiques et gestionnaires –, renforce cette idée de pseudo-gratuité et de liberté des deux côtés.

Il faut « qu'à celui qui achète par plaisir on vende comme par jeu ». Les apostrophes et plaisanteries du boucher ou l'air indifférent du fripier qui se détourne pour mieux laisser le client fouiller donnent le ton. Entre marchands et chalands s'établit une connivence débonnaire et contagieuse.

Dans cet espace public, le temps d'une matinée, les identités sociales sont remises au magasin des accessoires et la fable de l'égalité se joue entre les étals. On peut s'adresser à un inconnu de façon familière et traiter une connaissance à la légère. Ces sociabilités éphémères n'engagent à rien, et chacun le sait bien : « Personne sur le marché ne croit réellement qu'on est entre égaux, mais affecter de l'être est une manière d'affirmer qu'on est entre soi. » Le marché, en effet, est le lieu hautement symbolique de la promotion et de la représentation de l'identité locale. Il importe peu que, tel un meuble de style, il ne soit qu'une copie d'ancien, l'essentiel est qu'il fasse lien avec un passé lui-même recomposé.

Un « monde de simulacres » donc, où chacun joue sa partie, et que Michèle de La Pradelle analyse finement. Sa description de « l'écrivain aux champs ». Provençal d'adoption, qui ne rate pas une occasion de faire entendre qu'il sait tout du pays, de ses saveurs et de ses produits, est ainsi un petit modèle d'ironie. Son talent est d'étudier les ressorts de cette comédie sociale, reprise tous les vendredis, sans pourtant en rompre le charme. En la suivant au marché, et en passant derrière le décor, on s'amuse encore.

Nicole Lapierre

## ESSAIS LITTÉRAIRES

● **LIRE CLAUDE SIMON**, La Polyphonie du monde,

de Patrick Longuet  
Le sous-titre de cet essai indique le sens de la démarche de l'essayiste : voix, corps écrit, respiration, l'œuvre romanesque de Claude Simon, marquée jusqu'à sa cadence, son souffle, par l'expérience traumatique de la guerre, témoigne de ce que Patrick Longuet appelle « une défaillance majeure des repères et des codes ». Cette « déroute », cette « mise en doute » permanente dessinent une « rhétorique de l'incertitude », que l'auteur de ce livre, avec exigence, s'attache à analyser (Minit, 156 p., 95 F.).

● **LA CUISSE DE L'HOMME**, Essai sur Robert Musil,

de Jean-Louis Poitevin  
L'auteur, spécialiste de la culture autrichienne, démontre la cohérence de l'œuvre de Robert Musil : « Cette œuvre forme moins un tout qu'une singulière construction. Non qu'il y ait un système Musil, mais il y a bien une pensée systématique, ordonnée, précise, guère prescriptive, qui avance à coups mesurés, mais d'une efficacité remarquable », écrit-il dans sa préface. A l'opposé de l'atomisation du langage à laquelle s'est livré Joyce dans *Ulysse*, l'auteur de *L'Homme sans qualité*, selon J.-L. Poitevin, ne voulait pas penser le monde en terme de décadence ou de décomposition, mais contribuer à sa transformation (José Corti, 334 p., 145 F.).

## SOCIÉTÉ

● **LE LIVRE DE PIERRE**, de Louise L. Lambrichs

La romancière Louise L. Lambrichs donne la parole à un médecin psychanalyste, cancéreux depuis quinze ans, le docteur Pierre Cazenave, qui souhaite fonder un centre « Psychisme et cancer ». A l'instar de Fritz Zorn, Pierre Cazenave pense que le cancer est aussi une maladie de l'âme et que des expériences affectives catastrophiques n'y sont pas étrangères. « Mon pari, dit-il, ou plutôt ma conviction, est que le malade sait pourquoi il est malade. » Mais, ajoute-t-il, ce savoir est si douloureux qu'il l'a profondément enfoui. En juillet 1995, Pierre Cazenave, au terme de ces entretiens, mourait. Louise L. Lambrichs lui rend un bel hommage (La Différence, 234 p., 98 F.).

## HISTOIRE

● **BEN BARKA**, de Zakya Daoud et Maïté Monjib

Strange destin que celui de Mehdi Ben Barka, dont la disparition, le 29 octobre 1965, à Paris (*Libre page anniversaire du Monde* du 31 octobre 1995) a « totalement occulté la vie ». C'est en partie pour réparer cette injustice que la journaliste Zakya Daoud et l'historien Maïté Monjib ont choisi de retracer le parcours de ce météore de l'époque tiers-mondiste, « commis voyageur de la révolution », qui fréquentait les chefs d'Etat et tutoyait Che Guevara. Cette première biographie consacrée au fondateur de l'UNFP, formation de gauche née d'une scission du parti nationaliste istigial, reconstitue, dans un récit fourmillant de témoignages et d'anecdotes, l'histoire de cet « enfant du peuple », licencié en maths-physique, érudit et polyglotte – qui est aussi celle d'un pays, le Maroc, et d'une génération : celle des militants de la gauche maghrébine, auxquels les auteurs rendent un discret hommage (Micha-

## Le goût du pain, enquête sur un mythe parisien

L'amour des Français pour le « bon pain » échappe aux neuf dixièmes de la planète. C'est cette singularité qu'analyse l'historien américain Steven Kaplan à travers le monde de la boulange parisienne, avec un parti pris d'ethnologue qui sait faire voir et comprendre

### LE MEILLEUR PAIN DU MONDE

Les boulangers de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle  
(The Bakers of Paris and the Bread Question 1700-1775)  
de Steven Laurence Kaplan.  
Traduit de l'anglais (Eds-Unis) par Pierre-Emmanuel Dauzat, Fayard, 780 p., 250 F.

A Paris, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la taille désignait une latte de bois rendue longitudo-  
nalement. Une partie allait au boulanger, l'autre au client. Chaque fois que ce dernier recevait un pain, l'artisan, d'un coup de couteau, faisait simultanément une incision sur les deux pièces de bois. Quand il trouvait que l'acheteur abusait de son crédit, le boulanger

voit, comprendre, organiser les gestes du quotidien pour en saisir les rituels, restituer la « chorégraphie des pratiques sociales ».

Le long prologue du *Meilleur Pain du monde* s'apparente à une succulente enquête sur la nostalgie parisienne du « bon pain », visitant les boulangeries d'aujourd'hui à la recherche des saveurs et des savoirs d'autrefois, dressant la carte de l'attachement des Parisiens au goût et à la symbolique « parisiens ».

Autrefois élément vital, aujourd'hui emblème d'un folklore nostalgique, mais toujours au cœur de ce tempérament français, la figure du pain, bonne mielle blanche de froment préparée et vendue par le boulanger. Ce goût national est original, et Linguet, l'un des rares philosophes « panophobes » du

Parmi les plus anciennes et les plus solides corporations de la capitale, la boulangerie parisienne possède son organisation propre. Kaplan estime à huit cents le nombre des maîtres boulangers de Paris et de ses faubourgs, au travail pénible et surtout associal (comme ils péroraient la nuit, la vie de famille en pâtissait généralement). Mais l'essentiel du pain consommé à Paris échappe à cette boulangerie corporatiste et officielle : c'est au marché que, deux fois par semaine, les Parisiens achètent de préférence leurs miches au millier de boulangers forains « contrebandiers » le pain blanc de Paris et établissent ainsi la réputation glorieuse des artisans de Goussier. Réputation de turbulence aussi, car c'est un monde dur – significativement l'ouvrage en charge du travail au fournil s'appelle « la geindre » – violent – les maîtres brutalisent les compagnons qui se vengent sur les apprentis – et les états sont monnaie courante. Mais si la boulange est exposée aux rumeurs de « mauvais pain », de « complot de famine », et aux émeutes qu'elles engendrent – les boulangers sont parfois les « hommes les plus hais de Paris » –, elle bénéficie aussi d'un certain prestige social car ces artisans sacrifient leur repos au bien-être des Parisiens. Il faut lire les pages consacrées à la « parade » des boulangers, blouses blanches dans un sac de grain, bonnet de coton blanc orné d'une cocarde rouge, pour mesurer la place qu'ils tiennent dans l'imaginaire social de l'Ancien Régime.

Le pain, en effet, est non seulement le gage de la survie, mais aussi le symbole de toute vie, associé à la santé du corps humain, à l'harmonie du corps social et au sacrifice du corps chrétien. Obtenir du bon pain, en avoir suffisamment, et à juste prix : cette triple exigence tient en otage, des hôtes particuliers aux galeas, l'ensemble de la société. La qualité, la quantité et

l'honnêteté garantissent la paix sociale, car le « pain bis », noir, algre, qui « infecte l'estomac », n'est pas supportable et entraîne protestations et émeutes aussi sûrement qu'un pain ratonné ou qu'un pain trop cher. La miche de froment n'est donc pas qu'un aliment de première nécessité dans le Paris des Lumières, elle est un objet de reconnaissance sociale, quasiment une représentation du monde : la dignité du citoyen tient au pain qu'il achète, à la blancheur de sa mie, la qualité de sa croûte, et chacun réclame quotidiennement de « manger son pain blanc ». Nombreux sont les économistes et physiocrates à redouter les effets de ce surinvestissement symbolique. Un *livroir* des élites consiste même à rappeler que cette exigence est ruineuse, que le « meilleur pain du monde » coûte trop cher à la communauté, qu'il est difficile à produire et détourne les consommateurs d'autres aliments, qu'il est,

en un mot, « au-dessus de la condition de la multitude ». Mais rien n'y fait : l'essai d'introduction d'un « pain populaire », mélange de plusieurs farines économiques, se heurte à de vives résistances des Parisiens, même si, d'après les agronomes Pannetier et Cadet, ce « gros pain épargnerait au roi une fortune ». La seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle est celle d'un échec de la réforme des mœurs alimentaires françaises : le pain blanc demeure au cœur des exigences populaires.

Et cette exigence, objectivement, est dangereuse. D'abord elle coûte cher au royaume, car elle empêche toute diversification de la production agricole, freine les innovations, comme la consommation de la pomme de terre. Socialement elle est explosive : la moindre entorse à ce dogme peut provoquer des émeutes incontrôlables et maintenir la société parisienne sous tension. Enfin elle expose le monarque. Nourricier, le roi est en

effet à la fois l'incarnation du bon pain (comme lui, il est sacré, blanc et principe de vie) et son garant (il fixe son prix, veille à sa qualité et à sa quantité).

Administrateurs et services de police assurent donc la protection et la surveillance du monde des boulangers, l'approvisionnement en froment, vérifient les balances, calment les rumeurs et traquent les mauvaises farines. Mais cela est-il suffisant ? Les Parisiens répondent à leur façon, par la menace : « Si le pain ne diminue, nous exterminerons le roi et tout le sang des Bourbons. » En insistant ainsi l'ordre de la société sur le dogme du pain, le royaume de France a gagné la réputation d'avoir « le meilleur pain du monde » mais s'est exposé au danger permanent d'explosions sociales. Il revient à Steven Kaplan de nous guider, d'un pas sûr et d'une main de maître, au milieu de ces mines.

Antoine de Baecque



Steven L. Kaplan.  
Outre le polémique *Adieu 89* (Fayard, 1995), Steven L. Kaplan a déjà livré trois études essentielles sur la question de l'alimentation et de l'approvisionnement dans la France de l'Ancien Régime : *Le Complot de famine* (Collin, 1982), *Le Pain, le Peuple et le Roi* (Perrin, 1986) et *Les Ventes de Paris* (Fayard, 1988).

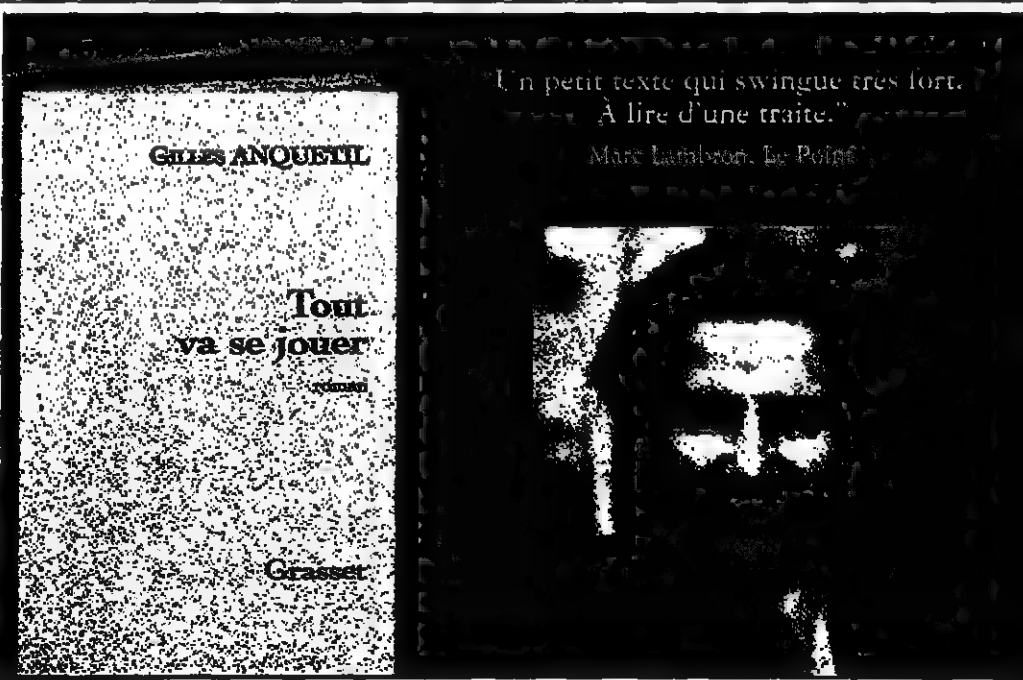
paraît d'une « taille trop longue », il fallait alors solder le compte. Chaque latte représentait de quarante à cent incisions, chaque marque une miche de pain. Lorsque la taille était « plaisante », le client payait.

Le livre de Steven Kaplan retrace de ces descriptions de la vie quotidienne du Paris des Lumières, complément au *Tableau de Paris* de Louis-Sébastien Mercier. Kaplan partage le regard de l'écrivain, son art du détail, ce goût pour l'écriture descriptive et la plume qui ceme et retranscrit le mouvement de la vie, qui donne chair aux personnages. L'écrivain-marcheur brosse le portrait d'une ville au présent : l'historien américain, lui, parcourt les archives et les traités anciens. Mais tous deux possèdent ce parti pris quasi ethnologique qui fait

XVIII<sup>e</sup> siècle, s'étonnait de cet amour pour le pain qui « échappe aux neuf dixièmes de l'humanité ». C'est cette exception que veut comprendre Kaplan. *Le Meilleur Pain du monde* est ainsi l'aboutissement de vingt ans de recherches, l'extraordinaire importance de l'approvisionnement du royaume, les virulents débats sur l'alimentation et leurs conséquences économiques et politiques. Avec ce nouveau jalon, le face-à-face entre le peuple qui exige sa nourriture et le roi qui répond de cette exigence, se transforme en un jeu de rôle triangulaire, puisque apparaît en pleine lumière un troisième élément : le monde de la « boulange », qui tente de satisfaire les attentes du peuple tout en en profitant, soumis aux colères de la canaille mais protégé et surveillé par le pouvoir royal.

### LE SYMBOLE DE TOUTE VIE

Le pain, en effet, est non seulement le gage de la survie, mais aussi le symbole de toute vie, associé à la santé du corps humain, à l'harmonie du corps social et au sacrifice du corps chrétien. Obtenir du bon pain, en avoir suffisamment, et à juste prix : cette triple exigence tient en otage, des hôtes particuliers aux galeas, l'ensemble de la société. La qualité, la quantité et





L'ÉDITION  
EN FRANCERoger Garaudy  
négaionniste

La Vieille Taupe, maison d'édition spécialisée dans la diffusion d'écrits négationnistes, publie, dans le n° 2 (hiver 1995) de son « organe de critique et d'orientation postmoderniste », un texte de Roger Garaudy intitulé *Les Mythes fondateurs de la politique gauchiste*, que, semble-t-il, l'auteur désespérément édite en France. Dans cet ouvrage qui paraît sous le manteau et contient un chapitre élogieux sur les « historiens révisionnistes », l'ex-communiste converti à l'islam parle du procès de Nuremberg comme d'un procès de « vainqueurs », du film de Claude Lanzmann, *Shoah*, comme d'un « interminable navet », du *Journal* d'Anne Frank comme d'un document douteux propre au « Shoah business », et de « l'Holocauste » en général comme d'un « mythe ». En agissant ainsi Roger Garaudy entend « défer ouvertement » la loi Gayssot, du 13 juillet 1990, qui permet des poursuites judiciaires en cas de « négation des crimes contre l'humanité ».

● Hachette et l'édition de référence. Hachette Livre crée « Hachette encyclopédies et dictionnaires », un pôle international (France, Espagne, Italie et Amérique latine) pour l'édition d'encyclopédies et dictionnaires (y compris l'édition multimédia). Cette nouvelle branche recouvre les filiales spécialisées dans ce domaine : Le livre de Paris, Hachette Fasicules, Salvat, Grölier Hachette Italie et Hachette Latino-América.

● Bonne santé pour la BD. Les ventes de bande dessinée, pour les neuf premiers mois de 1995, ont progressé de 4 % en francs courants et de 2 % en volume, malgré une production resserrée (un nombre de titres en baisse de 4,4 %, de 1994 à 1995), révèle une enquête de l'hebdomadaire professionnel *Livres Hebdo*. Ces ventes rattrapent ainsi celles de l'ensemble du marché du livre, après avoir connu une crise au tournant des années 90 et un début de redressement en 1994.

● Prix littéraires. L'écrivain et éditeur Maren Sell a reçu le Prix femmes d'Europe, remis par le ministère des affaires étrangères. Les prix Rhône-Alpes du livre ont été attribués à Patrick Drevet pour *Le Mirail aux papillons* (Belfond), à Bernard Lahire pour *Tableaux de familles* (Gallimard/Seuil) et à Bernard Hoepfner pour la version française du roman américain de Coleman, *Dowell Top de chair pour Jabez* (Climats). Le prix du Comité d'action de la Résistance à François-Yves Guillot, pour *Le Général Delstrait, premier chef de l'Armée secrète* (Plon). Le Prix Simone-Genevois à Patrick Brion pour *Le Cinéma d'aventure* (éd. de La Martinière). Le Prix Contrepoint de littérature française à Justine Lévy pour *Le Rendez-vous* (Plon). Les Grands Prix de la Fondation Napoléon ont été attribués respectivement à Alain Goutman pour *La Guerre de Crimée, 1853-1856* (éd. SPM), et à Madeleine Deschamps pour son livre d'art *Empire* (éd. Abbeville).

## Une « nouvelle NRF » pour la fin du siècle

Bertrand Visage succède à Jacques Réda à la direction de la prestigieuse revue. Reprenant ce lourd héritage, il choisit le renouvellement plus que la continuité

Jusqu'à présent, la *Nouvelle Revue française* a résisté à tout. Le 1<sup>er</sup> février 1909, était publié, à Paris (après un faux départ, en novembre 1908), le « second premier numéro » de la revue fondée par André Gide et un cercle d'amis. Quatre-vingt-sept ans plus tard, le sigle de la NRF demeure l'un des symboles de la vie littéraire du siècle. Même si, depuis que les revues ont perdu de leur influence dans le débat intellectuel, elle a cessé d'être un lieu véritablement « engagé », la NRF demeure – au moins dans la représentation qu'on s'en fait – un espace de découvertes et un champ d'expérimentation pour de jeunes auteurs.

Aussi n'était-il pas indifférent, alors que son huitième directeur, Jacques Réda, allait se retirer, de savoir qui serait désigné pour faire passer à la NRF le tourment du siècle. Allait-on consacrer, selon la tradition, un talent reconnu de la maison Gallimard, comme ce fut encore le cas avec Jacques Réda ? Allait-on faire venir des jeunes gens provocateurs et iconoclastes, comme on le vit, au Seuil, en 1960, quand fut fondé *Tel Quel* ? Rien de tout cela. Le nouveau directeur de la NRF, Bertrand Visage, est un romancier extérieur à Gallimard – auteur de six romans aux éditions du Seuil (Prix Femina 1984 pour *Tous les soleils*) – qui fait à ses premiers pas dans l'édition.

Imprimer sa marque n'est pas chose facile quand on arrive dans une telle institution. La première innovation de Bertrand Visage, outre une légère modification de maquette, fut de vouloir supprimer du sommaire le nom de la « mythique » secrétaire générale – depuis 1953, au côté de Jean Paulhan –, Dominique Aury, qui avait fait à ses premiers pas dans l'édition. Imprimer sa marque n'est pas chose facile quand on arrive dans une telle institution. La première innovation de Bertrand Visage, outre une légère modification de maquette, fut de vouloir supprimer du sommaire le nom de la « mythique » secrétaire générale – depuis 1953, au côté de Jean Paulhan –, Dominique Aury, qui avait fait à ses premiers pas dans l'édition.

Imprimer sa marque n'est pas chose facile quand on arrive dans une telle institution. La première innovation de Bertrand Visage, outre une légère modification de maquette, fut de vouloir supprimer du sommaire le nom de la « mythique » secrétaire générale – depuis 1953, au côté de Jean Paulhan –, Dominique Aury, qui avait fait à ses premiers pas dans l'édition.

## Hommage à Pierre Faucheux, l'homme-livre

Pour les générations de l'après-guerre, un homme incarne véritablement le livre, dans le sens le plus physique du terme. Même si son nom n'est pas dans l'esprit de tous les lecteurs, nul ne peut contester que Pierre Faucheux soit bien l'homme-livre de notre époque, l'artisan et l'inventeur d'un objet vivant, moderne, aux multiples visages. Sans lui, et sans Massin qui travailla fréquemment à ses côtés et qui reconnaît sa dette, cet objet n'aurait assurément pas, aujourd'hui, que Faucheux cessé son activité, la même apparence. Que l'hommage qu'on lui rend prenne la forme d'un livre préfacé par François Caradec et agencé, avec l'intérêt, par Marie-Christine Marquât – Pierre Faucheux, le magicien du livre (éditions du Cercle de la Librairie, relié et illustré, 272 p., 590 F.) –, rien n'est plus légitime et normal. Cet album permet de mesurer la qualité, en même temps que l'ampleur du travail accompli, sur plus de quarante ans, par Faucheux. Regrettons simplement que cet ouvrage coûteux n'ait pas toute la belle apparence qu'il aurait mérité.

Lorsqu'il sort, en 1942, à dix-huit ans, de l'École Estienne, c'est au Père Castor que Pierre Faucheux fait ses premières armes de maquettiste et de typographe. Mais c'est deux ans plus tard qu'il commence vraiment sa carrière – qui se développe parallèlement, sous l'impulsion de Le Corbusier, du côté de l'architecture et de la décoration –, dans la presse et surtout dans l'édition :

Charlotte d'abord, Kéité (on se souvient du magnifique graphisme sur la couverture du livre d'Artaud, *Pour en finir avec le jugement de Dieu*), et puis, en 1946, le Club français du livre.

Associé dès l'origine à cette entreprise éditoriale de vente par correspondance – mais les choses avaient, dans un monde culturel appauvri par la guerre, un sens bien différent d'aujourd'hui –, Faucheux réalisa le grand nombre de maquettes – Lichtenberg, Fournier, Cocteau, Jarry, Breton, Queneau... – qui témoignent d'une inventivité qui ne se laisse jamais figer en réflexes conditionnés. Il inventa notamment un procédé, l'« écartilage », dans lequel une même photo se trouve multipliée à l'infini. Pour d'autres éditeurs – Pauvert, Lofski, Balland... – il dessina, toujours avec le même bonheur, l'habillage des œuvres complètes d'Apolinaire, de Sade, de Balzac. A côté de ces réalisations de prestige, Pierre Faucheux s'intéressa au livre de poche, dans la collection pionnière qui porte ce nom. A partir de 1964, il renouvela ainsi la triste apparence des premiers livres de poche. Cette même année, il réalisa, pour Pauvert, la superbe et fameuse maquette de la collection « Libertés ».

A l'heure du bilan, il n'est ni excessif ni déplacé de dire que Pierre Faucheux a écrit une des grandes pages de l'histoire de l'édition moderne.

R. K.

décennies, avec la génération *Tel Quel* et le *Nouveau Roman*, où les romanciers étaient juteux, où le plaisir que suppose la lecture romanesque était jugé suspect. Je veux démontrer la vitalité du roman français, sa capacité à être en prise directe sur le présent que nous vivons.

Cette remarque vise évidemment le directeur de *L'Infini*, l'autre revue littéraire de Gallimard, Philippe Sollers – l'un des fondateurs de *Tel Quel* –, que certains auraient bien vu « prendre la NRF ». Celui-ci, membre du comité de lecture de Gallimard, se refuse à tout commentaire sur cette rumeur, précisant seulement que la revue qu'il sait faire, c'est *L'Infini* – qui ne ressemble pas à la NRF : « La NRF, pour moi, restera toujours celle de mes lectures de jeunesse. » Il s'étonne seulement du nouveau parti pris de suppression des critiques, car « c'est la part critique qui a fait la force et l'histoire de la NRF ».

## UN INÉDIT DE CAMUS

Depuis longtemps déjà – et contrairement à ses débuts –, la NRF n'est plus organisée autour d'un comité de lecture, mais s'appuie sur son seul directeur. Pour Alain Nadaud, qui fut l'animateur de la revue *Quai Voltaire* (disparue à la fin de 1994), « c'est en effet l'une des deux manières de concevoir une revue. Moi je suis plutôt favorable au fonctionnement collectif, avec comité littéraire, mélangeant des sensibilités différentes et ouvrant largement le débat sur la littérature, mais je comprends que Bertrand Visage, en conformité avec l'une des traditions de la revue qu'il dirige maintenant, veuille imposer plus nettement un parti pris personnel. »

Ce parti pris, qui est légitime, il est non moins légitime d'examiner comment il se traduit dans ce

numéro inaugural. Ce que le sommaire affiche le plus visiblement, c'est l'ouverture à la littérature étrangère – qui n'était toutefois pas absente dans les premières années : c'est bien grâce à Gide et à la NRF que Conrad a été imposé en France. Mais, en matière de création française, ce premier numéro ne présente que des auteurs publiés (principalement chez Gallimard) et reconnus, le morceau de choix étant un inédit de Camus – une conférence de 1946, « La Crise de l'homme », certes intéressante, mais dont l'original a été perdu et qui est ici retraduite. Ou est affichée « la vitalité du roman français, sa capacité à être en prise directe sur le présent que nous vivons » promise par Bertrand Visage ? Qu'a-t-il fait de son désir de nouveauté, de découverte, de nouvelle dynamique ? On ne saurait, bien entendu, le « figer » dans l'imperfection d'un seul numéro, le condamner sur une première

Marion Van Renterghem

(1) janvier 1996, n° 516, 128 p., 62 F.

## A L'ÉTRANGER

## Salman Rushdie en tournée

L'écrivain reprend progressivement ses activités publiques après la fatwa qui l'a frappé en 1989. Mais il se déclare un peu fatigué d'entendre les dirigeants iraniens mener une opération de charme auprès des gouvernements européens en déclarant, par exemple, que non seulement ils n'avaient pas l'intention de mettre à exécution la sentence, mais qu'ils n'en avaient même jamais eu l'intention. « Ils auraient pu le dire plus tôt », a commenté l'écrivain, qui poursuit aux États-Unis une tournée promotionnelle pour présenter son dernier livre : *The Moor's Last Sigh*. On l'a donc vu à la télévision (entouré de gardes du corps), à une réception donnée par Tina Brown, qui dirige le magazine *The New Yorker*, ou encore à une réunion du National Press Club, à Washington. On attendait en Grande-Bretagne que ce soit justement Salman Rushdie – qui avait « raté » le Booker tout en étant favori (le prix est allé au livre de Pat Barker, *The Ghost Road*) – qui remporterait le Whitbread Prize, l'autre prix anglais très convoité, mais il vient d'être attribué à un premier roman, *Behind the Scenes at the Museum*, de Kate Atkinson.

● ÉTATS-UNIS : ROMAN À CLÉS. Le livre s'intitule *Primary Colors* et ce n'est jamais qu'un roman policier qui met en scène le gouverneur d'un État du sud des États-Unis, Jack Stanton, au début de sa campagne électorale pour la présidence. Seulement il s'agit d'un roman à clés qui reproduit de façon saisissante les tics de langage des uns, les petites manies des autres, les gestes affectueux ou les engueulades, les amours furtives et les méchancetés. Dans les rôles principaux – on s'en serait douté – l'actuel président Clinton, sa femme et tout leur entourage. Dès que les épreuves ont commencé à circuler, et donc avant même la mise en vente du livre, le grand jeu à Washington et dans toute la classe politique américaine a consisté à déterminer qui l'a écrit. Les noms de certains conseillers du président et surtout de nombreux journalistes sont souvent mentionnés, mais l'éditeur Random House se refuse, bien entendu, à dévoiler l'identité de l'auteur.

● JAPON : DEUX MILLE REVUES DE POÉSIE. Les poètes sont en vogue au Japon, où la poésie a toujours été culturellement importante. Des millions d'amateurs écrivent des vers régulièrement, et ils sont encore plus nombreux à les lire et les apprécier à travers des émissions de radio et de télévision ; il existe plus de deux mille revues poétiques ou lettres d'informations, et des milliers, bien sûr, de livres, dont certains sont des best-sellers. Tous les grands journaux font une place à la poésie et aux haikai (poèmes brefs de trois vers), en particulier l'*Asahi Shimbun*, qui publie un poème chaque jour. Même l'empereur Akihito et sa famille ont récemment participé à un concours télévisé.

● ÉTATS-UNIS : JOHN GRISHAM AU TRIBUNAL. L'auteur de romans policiers « juridiques » – qui lui ont permis de gagner quelque 40 millions de dollars (200 millions de francs) – a retrouvé pour une journée son ancien métier d'avocat. Il a défendu les droits de Barbara Ann King (dont le mari cheminait avant d'être écrasé par un train) devant la cour de Lincoln County, dans la petite ville de Brookhaven (Mississippi), devant une foule de curieux, avides de voir l'auteur de *L'Affaire Pelican* se confronter à une véritable affaire.

Les libraires de la Fnac vous invitent à un nouveau Parcours BD. Une visite en 9 genres majeurs et 70 albums qui, pionniers ou héritiers, classiques ou nouveautés, ont marqué ou marqueront le monde de la bande dessinée.

De la suite dans la

parcours BD [S]

Western  
Real historique  
Science-fiction  
Héros fantastique  
Polar-Thriller  
Roman graphique  
Humour  
BD jeunesse  
Manga

fnac



Avant d'être renversé en septembre 1940 par un régime rallié à Hitler Reich, un des derniers gages du gouvernement du roi Carol II avait été de proposer aux plus notables intellectuels de Bucarest de partir pour le pays de leur choix, avec le titre d'attaché culturel. Eliade choisit le Portugal, Ionesco la France. Il restera dans cette fonction jusqu'en 1947. Cette année-là, le nouveau régime stalinien destitue le roi Michel et révoque Ionesco. Il est rappelé à Bucarest. Il se garde d'obtempérer. Il forme maintenant, avec sa femme Rodica et leur fille Marie-France, une famille de réfugiés, privée de ressources. Eugène Ionesco est embauché comme éboueur chez Ripolin, mais sa science de l'orthographe lui permet d'être agréé par les Editions techniques au titre de correcteur d'épreuves. Il a publié dans diverses revues françaises des traductions d'auteurs roumains. Il a dans sa serviette des nouvelles écrites en français. Il n'a jamais aimé le théâtre. Du moins, il le croit. C'est pourtant le seul texte de théâtre qu'il ait encore écrit, *L'Anglais sans peine*, qui va en peu d'années, faire de cet immigré pauvre un grand écrivain français célèbre dans le monde entier.

On peut décrire de deux façons le paysage théâtral parisien en 1950. L'une, qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui sur la foi du livre de Geneviève Serreau, *Histoire du nouveau théâtre*, publié en 1966, ne veut connaître que la rive gauche de la Seine. L'autre, qui reste à écrire, tiendrait compte des deux hémisphères du cerveau de Paris. Et, contrairement à la légende, le talent sur les scènes de la rive droite ne se résumait pas alors à la verve d'Elvire Popesco.

Sacha Guitry et Marcel Achard commencent alors une seconde carrière : Jean Anouilh et Marcel Aymé donnaient au théâtre une série de chefs-d'œuvre. Je ne dis rien des réussites de Jean Cocteau, de François Mauriac, et du Moutonier du *Maître de Santiago* et de *Port-Royal*. La relève est brillamment assurée dès 1947, par *La Petite Huit* d'André Roussin et en 1956 par *L'Œuf* de Félien Marceau.

Sur l'autre rive de la Seine, les nombreux cabarets littéraires de Saint-Germain-des-Près pesaient pour « existentialistes », et la « Grande Sorbonne », Juliette Gréco, donnait corps à cette autre légende. Mais Jacques Prévert et Raymond Queneau, Jean Tardieu et Boris Vian y étaient beaucoup plus fêtés que Sartre. Les pièces de Sartre, comme celles de Moutonier, étaient jouées sur les scènes élégantes, et à bien des égards le jeune théâtre qui se cherche alors un public sur les sept petites scènes du Quartier latin lui tourne le dos. Georges Vitaly avait ouvert le feu au Théâtre de Poche et à la Huchette par ses mises en scène de Ghelderode, de Pichette et d'Audoubert. Dès 1953, une année faste qui voit tour à tour monter *La Grande et la Petite Manœuvre* d'Adamov aux Noctambules, *En attendant Godot* de Beckett au Babilon, et *Victime du devoir* de Ionesco au Théâtre du Quartier latin. Il devient clair que l'efficacité machinale du théâtre à thèse sartrien est beaucoup plus menacée que la force comique et les humeurs noires de Jean Anouilh. Deux collaborateurs des *Temps modernes* et de *Théâtre populaire*, la revue de Jean Vilar, découvrent alors à point nommé à Berlin-Est, dont il est le dramaturge officiel, Bertold Brecht. Les dogmes du brechtisme à la française et un théâtre d'éveil à la « conscience de classe » vont désormais exercer un véritable empire sur les salles subventionnées.

Les débuts d'Eugène Ionesco ne ressemblèrent en rien aux maris habillés de la rive droite. Ils n'étaient pas moins étrangers aux stratégies d'intimidation des mandarins de la rive gauche. Le manuscrit de *L'Anglais sans peine* est soumis en 1949, par une amie de toujours, Monica Lovinesco, à un tout jeune metteur en scène dont elle est l'assistante, Nicolas Bataille. Elle le persuade d'adopter ce texte dérivant. Avant même qu'un théâtre fût trouvé, les répétitions commencent, tantôt chez les Ionesco, rue Claude-Terrasse, tantôt chez Bataille, rue de l'Arbalète.

Mais comment jouer cette pièce sans intrigue et sans caractères ? La jouer en bouffonnerie, c'est une redondance. On se décide enfin à jouer sérieusement ce texte, comme s'il s'agissait d'*Hedda Gabler*. Et cette fois, ça marche. Un petit théâtre de la rue Cham-

Ce « moi » qui cherche à devenir un « nous » dans l'expérience théâtrale, et à échapper avec elle à l'imposture des mots morts et des « nous » grégaires qu'ils coagulent : ce « moi » est-il de taille à s'inventer lui-même sans se trahir ?

pollon, les Noctambules, accepte d'accueillir en matinée un spectacle qui, au cours des répétitions, a trouvé son titre définitif : *La Cantatrice chauve*. La famille Autant-Lara qui, depuis les années 30, pratique de l'excellent théâtre d'avant-garde dans un grenier de la rue Leprieux à la disposition de Nicolas Bataille les superbes costumes du film de Claude, *Occupé d'Amélie*. Un antiquaire du Village suisse fournit le mobilier Second Empire, que les comédiens eux-mêmes trimballent sur leurs épaules jusqu'au Quartier latin. Pour la première, Raymond Queneau se mobilise et entraîne André Breton, Philippe Soupault, Arthur Adamov. Mais la critique est dans l'ensemble ensoleillée et le public la suit.

Pourtant, les comédiens, avant chaque représentation, se transforment en hommes-sandwichs sur le BouffMich. Tel fut le Bethléem du théâtre de Ionesco. [...] Maintenant, dans un petit cercle du Quartier latin qui compte, et qui n'est pas chier du directeur des *Temps modernes*, Ionesco est quelqu'un. Coup sur coup, il écrit *La Leçon* pour le Théâtre de Poche, *Les Chaises* pour le Théâtre Lancy, *Victime du devoir* pour le Théâtre du Quartier latin. Il a trouvé en Jacques Mauclair, le metteur en scène, et en Jacques Noël, le décorateur, son jouet et son Bérard. En 1957, Louis Malle, déjà célèbre pour *Le Monde du silence* et *Ascenseur pour l'échappée*, avance l'argent nécessaire pour la reprise des *Chaises* à la Huchette. Une magnifique actrice, Tsilla Chelton, contribue à imposer définitivement la pièce.

Ainsi chacun en son endroit s'entretient, agit et travaille.

#### De La Fontaine à Botero



MARC FUMAROLI

Titulaire depuis 1986 de la chaire « Rhétorique et société en Europe (XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> siècles) » au Collège de France, Marc Fumaroli est l'auteur de plusieurs éditions critiques, notamment des *Fables* de La Fontaine.

Parmi ses essais, on relève, outre *Héros et orateurs : rhétorique et dramaturgie romaine* (Droz, 1990), *L'Age de l'éloquence : rhétorique et res litteraria de la Renaissance au seuil de l'époque classique* (Droz, 1981), *Albin Michel*, 1994), *La Diplomatie de l'esprit : de Montaigne à La Fontaine* (Hermann, 1994), *L'École du silence : le sentiment des images*

A qui donner le prix ? Au cœur, si l'on n'en croit.

La critique dédaigneuse qui voudrait anéantir le petit dramaturge le met malgré elle en évidence. Et Ionesco à des amis dans la presse et dans l'édition. Chose piquante, une amie de Simone de Beauvoir, Renée Saurcl, commence par le soutenir dans sa chronique des *Temps modernes*. Elle se retournera bientôt contre lui. Jacques Lemarchand, lecteur chez Gallimard, fait contrepoids dans *Le Figaro littéraire* aux articles désarmés du *Figaro* quotidien. *La Nouvelle Revue française* travaille en sa faveur : son théâtre, dès 1954, est publié sous la prestigieuse couverture blanche. Jean Paulhan et Dominique Atty, accompagnés d'une escouade d'amis, viennent aux premières réchauffer la salle.

Mais Ionesco doit se battre sur deux fronts. La critique rive droite le traite d'amateur et de potache, la critique brechtienne nouvelle née a décidé de voir en lui un bourgeois dépourvu de conscience de classe et privé du sens de l'histoire. Avec pugnacité, il rend coup pour coup, et met souvent les rieurs de son côté. La querelle s'étend à la presse anglaise. En 1956, il fait représenter au Studio des Champs-Élysées *L'improvisation de l'Alma*. Maurice Jacquemont joue lui-même le rôle de Ionesco, et celui-ci a prêté à ses critiques des deux bords, travestis en docteurs, des phrases directement tirées de leurs articles.

Cette offensive lancée rive droite est soutenue par la reprise des *Chaises*. Et cette fois, c'est un triomphe. Le 26 avril, le lendemain de la première des deux pièces, Jean Anouilh, en première page du *Figaro*, efface et rachète toutes les réserves de Jean-Jacques Gautier : il compare le Ionesco des *Chaises* à Molière.

Six ans à peine après ses débuts dans la bohème, le réfugié roumain est déjà au rang des classiques français. En 1960, le *Rhinocéros* peut être créé par Jean-Louis Barrault sur l'une des deux grandes scènes subventionnées, l'Odéon-Théâtre de France. Encore six années, et Eugène Ionesco fera son entrée, en compagnie de Jean-Marie Serreau, dans la Comédie-Française, pour *La Soif* et *La Rime*. Cette réduction de la rive droite n'affaiblit en rien la fidélité de la rive gauche. Depuis 1957, la Huchette, avec *La Cantatrice chauve* et *La Leçon* en permanence à l'affiche, est devenue l'objet d'un pèlerinage aussi stable que la tour Eiffel. En 1970, Eugène Ionesco est reçu sous cette Coupole par Jean Delay, dans le fameux lauréat laissé par Jean Paulhan.

Dix-sept ans plus tôt, en 1953, dans son discours de réception, Marcel Achard définissait ainsi la comédie :

« Faire rire au théâtre implique de condamner les hommes. »

Il résumait ainsi l'évidence d'un art habile à représenter les passions et les caractères de l'homme en société et observé de l'extérieur, même dans ses monologues. Cette habileté, dont Sartre dramaturge relève, malgré tout son génie métaphysicien, le théâtre rive gauche, dans les années 50, veut s'en affranchir. De plusieurs côtés à la fois, sans s'être donné le mot, auteurs, metteurs en

scène et comédiens cherchent à étendre à l'art dramatique ce qu'ils ont d'abord découvert chez les poètes et les romanciers : l'« expérience intérieure ». Cette expression, inventée par Georges Bataille, désigne une version laïque de l'exercice spirituel des contemplant et des mystiques. Elle répond à une recherche littéraire qui est devenue au XX<sup>e</sup> siècle la ligne de crête de nos Lettres. Elle caractérise aussi bien la *Recherche de Pronst*, la *Soirée avec M. Teste de Valéry*, que *Mes Propriétés d'Henri Michaux*. On pourrait à bon droit y voir une réurgence moderne des *Essais* de Montaigne, des *Méditations* de Descartes, des *Pensées* de Pascal. C'est le genre royal français. Antonin Artaud, dans les années 30, avait en vain tenté de lui donner une équivalence théâtrale.

Si diverses et si contradictoires que fussent ces expériences intérieures, elles avaient en commun de déplacer le centre de gravité de l'espace littéraire de l'homme en société, citoyen ou mondain, au « moi », tourné vers le dedans, spectacle du mariage difficile entre l'esprit et le corps et de leur rencontre avec l'épigramme du monde et celle d'autrui. Cette consécration de l'individu à l'intérieur, de l'individu à l'intérieur, avait dès 1903 réorienté le regard des peintres. L'expérience intérieure leur convenait d'autant mieux que leur art n'a pas besoin de mots. Or la littérature de l'expérience intérieure devait en venir – et Jean Paulhan fut l'un des premiers à le remarquer – à s'impatienter des mots, malaxés à son usage par l'homme social et mondain, et rebelles à exprimer l'étranger de ce qu'observe silencieusement le regard du dedans. A première vue, de tous les genres littéraires, le théâtre était sans doute celui qui était le plus directement exposé à ce soupçon. Mais pourquoi ne pas le retourner contre lui-même, et faire de la scène l'exposition de ce conflit créateur entre la vérité intime et la résistance des mots ? Le théâtre ne se résume pas aux mots : la scène peut faire surgir un espace et un temps malaxés que la magie du comédien peut arracher à la banalité quotidienne et sociale. Pourquoi la scène, devenue tout entière monologue intérieur, ne ferait-elle pas partager, dans son langage multiple, cet inexprimable du dedans qui bote sur la platitude des phrases ?

En 1960, le *Rhinocéros* peut être créé par Jean-Louis Barrault sur l'une des deux grandes scènes subventionnées, l'Odéon-Théâtre de France. Encore six années, et Eugène Ionesco fera son entrée, en compagnie de Jean-Marie Serreau, dans la Comédie-Française, pour *La Soif* et *La Rime*. Cette réduction de la rive droite n'affaiblit en rien la fidélité de la rive gauche. Depuis 1957, la Huchette, avec *La Cantatrice chauve* et *La Leçon* en permanence à l'affiche, est devenue l'objet d'un pèlerinage aussi stable que la tour Eiffel. En 1970, Eugène Ionesco est reçu sous cette Coupole par Jean Delay, dans le fameux lauréat laissé par Jean Paulhan.

Dix-sept ans plus tôt, en 1953, dans son discours de réception, Marcel Achard définissait ainsi la comédie :

« Faire rire au théâtre implique de condamner les hommes. »

Il résumait ainsi l'évidence d'un art habile à représenter les passions et les caractères de l'homme en société et observé de l'extérieur, même dans ses monologues. Cette habileté, dont Sartre dramaturge relève, malgré tout son génie métaphysicien, le théâtre rive gauche, dans les années 50, veut s'en affranchir. De plusieurs côtés à la fois, sans s'être donné le mot, auteurs, metteurs en

scène et comédiens cherchent à étendre à l'art dramatique ce qu'ils ont d'abord découvert chez les poètes et les romanciers : l'« expérience intérieure ». Cette expression, inventée par Georges Bataille, désigne une version laïque de l'exercice spirituel des contemplant et des mystiques. Elle répond à une recherche littéraire qui est devenue au XX<sup>e</sup> siècle la ligne de crête de nos Lettres. Elle caractérise aussi bien la *Recherche de Pronst*, la *Soirée avec M. Teste de Valéry*, que *Mes Propriétés d'Henri Michaux*. On pourrait à bon droit y voir une réurgence moderne des *Essais* de Montaigne, des *Méditations* de Descartes, des *Pensées* de Pascal. C'est le genre royal français. Antonin Artaud, dans les années 30, avait en vain tenté de lui donner une équivalence théâtrale.

Si diverses et si contradictoires que fussent ces expériences intérieures, elles avaient en commun de déplacer le centre de gravité de l'espace littéraire de l'homme en société, citoyen ou mondain, au « moi », tourné vers le dedans, spectacle du mariage difficile entre l'esprit et le corps et de leur rencontre avec l'épigramme du monde et celle d'autrui. Cette consécration de l'individu à l'intérieur, de l'individu à l'intérieur, avait dès 1903 réorienté le regard des peintres. L'expérience intérieure leur convenait d'autant mieux que leur art n'a pas besoin de mots. Or la littérature de l'expérience intérieure devait en venir – et Jean Paulhan fut l'un des premiers à le remarquer – à s'impatienter des mots, malaxés à son usage par l'homme social et mondain, et rebelles à exprimer l'étranger de ce qu'observe silencieusement le regard du dedans. A première vue, de tous les genres littéraires, le théâtre était sans doute celui qui était le plus directement exposé à ce soupçon. Mais pourquoi ne pas le retourner contre lui-même, et faire de la scène l'exposition de ce conflit créateur entre la vérité intime et la résistance des mots ? Le théâtre ne se résume pas aux mots : la scène peut faire surgir un espace et un temps malaxés que la magie du comédien peut arracher à la banalité quotidienne et sociale. Pourquoi la scène, devenue tout entière monologue intérieur, ne ferait-elle pas partager, dans son langage multiple, cet inexprimable du dedans qui bote sur la platitude des phrases ?

En 1960, le *Rhinocéros* peut être créé par Jean-Louis Barrault sur l'une des deux grandes scènes subventionnées, l'Odéon-Théâtre de France. Encore six années, et Eugène Ionesco fera son entrée, en compagnie de Jean-Marie Serreau, dans la Comédie-Française, pour *La Soif* et *La Rime*. Cette réduction de la rive droite n'affaiblit en rien la fidélité de la rive gauche. Depuis 1957, la Huchette, avec *La Cantatrice chauve* et *La Leçon* en permanence à l'affiche, est devenue l'objet d'un pèlerinage aussi stable que la tour Eiffel. En 1970, Eugène Ionesco est reçu sous cette Coupole par Jean Delay, dans le fameux lauréat laissé par Jean Paulhan.

Dix-sept ans plus tôt, en 1953, dans son discours de réception, Marcel Achard définissait ainsi la comédie :

« Faire rire au théâtre implique de condamner les hommes. »

Il résumait ainsi l'évidence d'un art habile à représenter les passions et les caractères de l'homme en société et observé de l'extérieur, même dans ses monologues. Cette habileté, dont Sartre dramaturge relève, malgré tout son génie métaphysicien, le théâtre rive gauche, dans les années 50, veut s'en affranchir. De plusieurs côtés à la fois, sans s'être donné le mot, auteurs, metteurs en

Cette longue série d'exercices de dénuement, de recherche sans réponse et d'espérance contre toute espérance, a partie liée avec l'invention verbale d'Arlequin, les cabriolets de Pierrot, l'innocence d'une enfance retrouvée à force d'écoute intérieure

les brechtiens, au sentiment de ces poètes, voulaient circonscrire la scène. Le foyer de l'expérience théâtrale, identifié avec celui de l'expérience intérieure, c'était bien pour Ionesco l'individu qui joue sa destinée, le « moi » irréductible aux systèmes de pensée, aux uniformes de coterie ou de collectivité, et qui fait de son propre drame le principe d'une communauté d'un soir, par la grâce du jeu théâtral. Étrangère aux salons, cette poétique de l'en-dedans était plus encore aux casernes, aux goulags.

Les deux premiers coups de maître de Ionesco, *La Cantatrice chauve* et *La Leçon*, peuvent passer à juste titre pour les héritiers tardifs des jeux dadaïstes ou surréalistes. Ces techniques sont en réalité subordonnées chez lui à des exercices libérateurs. Le spectateur est convié à l'expulsion jubilatoire du fatras de mots qui pèse sur son expérience intérieure. La mécanique verbale qui se déroute sur la scène a pour effet, dans le rire, d'éveiller le vivant qui ne dort que d'un œil au fond de chaque spectateur.

Dans cette voie négative, *Les Chaises* proposent la plus radicale table rase. Ionesco s'élève à l'altitude du Goya des *Vieilles* et des fresques hallucinées de la *Maison du sourd*. Du forum moderne, héritier tonitruant et truqué de l'agora, de l'ecclésiaste, de la curia antiques, il ne reste, dans l'analyse spectrale qu'en propose Ionesco, qu'un couple de vieux déments dans une île déserte, mettant en scène pour un auditoire absent un orateur qui doit délivrer le message qui sauve ; mais cet orateur, quand il apparaît, est sourd et muet. Ce cauchemar mit en fureur les premiers spectateurs de la pièce, avant de s'imposer depuis, avec une audience croissante, dans le monde entier, comme une méditation corrosive sur le divertissement pascalien des sociétés modernes, la médiatisation générale.

Mais ce « moi » qui cherche à devenir un « nous » dans l'expérience théâtrale et à échapper avec elle à l'imposture des mots morts et des « nous » grégaires qu'ils coagulent, ce « moi » est-il de taille à s'inventer lui-même sans se trahir ? Qu'il a donc perdu de sa superbe depuis Descartes ! Il s'est découvert en suspens au-dessus d'un abîme d'étonnement et d'angoisse, patageant dans des mots vidés de sens à force de servir, impuissant à découvrir une lumière et une parole à la mesure de son insomnie et de ses cris dans le désert. Ligoté à son corps, il n'en ressent que plus cruellement sa condition mortelle.

A partir de *Tueur sans gages*, en 1958, Ionesco introduit dans sa dramaturgie le personnage modeste de Bérenger, qui est en fait une première personne autobiographique, avec laquelle les spectateurs sont conviés à sympathiser. Né pour les comtes de fées et découvrant qu'il est précipité sans préparation dans un cauchemar, Bérenger n'en trouve pas moins la lucidité de déchiffrer hors de lui-même les manœuvres de la Volonté méchante qui l'assège, et de se

jetter vainement au secours de son prochain en péril. Il est le roi démocratique moderne, exilé, dépourvu, dans tous les sens du mot, « privé » : sa dignité tient à son acceptation de ne rien savoir et de ne rien pouvoir, sauf à ne rien céder, ni pour lui-même ni pour son prochain, aux savoirs et aux pouvoirs imposteurs.

Autre sommet du théâtre de Ionesco, *Le roi se meurt* nous fait assister à la mort de Bérenger. C'est la mort de Louis XIV en négatif. Une cérémonie de dénuement, un exercice d'humilité, une leçon d'humanité. C'est le mot que le chercheur dans ma tentative de retrouver le sens ultime que votre confrère a donné à son théâtre. Toute prétention, tout oripeau rejeté, dans les tranchées de la mort, grotesque et pitoyable, le roi de Ionesco rejoint et réveille la même humanité irréductible que *Mario*, l'héroïne de Soljénitsine.

Dans la vie, pourvu que ce fut entre amis et en confiance, Eugène Ionesco était le naturel même, la drôlerie, la chaleur et le charme. Il avait découvert au théâtre une communauté disposée à partager avec lui sa vérité intime. Il en retrouvait une autre parmi vous.

Ce « cœur tendre et qui hait le néant vaste et noir » aimait rire et faire rire, parfois à grands éclats, et toujours à ses propres dépens. Il trouvait sa vraie joie dans les amitiés, et dans l'amour de sa femme et de sa fille, consubstantielles à son expérience intérieure.

Dans les derniers textes qu'il publie, notamment dans la *Quête*, intermittente, on dirait que Eugène Ionesco interprète lui-même *Le roi se meurt*. L'horreur de vieillir et de mourir, cette passion qui fait homme, et que le monde moderne, qui ne censure rien, s'acharne à dissimuler par toutes sortes d'écrans, Eugène Ionesco l'assume publiquement comme un exercice spirituel : elle est pour lui à la fois affirmation de roseau pensant et impatience de la pensée à ne pouvoir ni comprendre, ni aimer, ni prier le Dieu qu'elle désire. Son ultime écrit pour le théâtre, resté confidentiel, est le livret d'un oratorio qu'il a consacré à saint Maximilien Kolbe, ce franciscain qui, à Auschwitz, donna sa vie en sacrifice pour laisser la sienne à un compagnon de captivité qui avait peur de mourir.

Ce théâtre sans héros s'achève par une iconostase. Cette longue série d'exercices de dénuement, de recherche sans réponse et d'espérance contre toute espérance, a partie liée avec l'invention verbale d'Arlequin, les cabriolets de Pierrot, l'innocence d'une enfance retrouvée à force d'écoute intérieure. Dans ses dernières années, Eugène Ionesco avait abandonné le théâtre pour la peinture. Il y trouvait une expression plus naïve, et surtout plus silencieuse. Si vous me demandez par quel miracle tant de douleur a pu nourrir une invention si diverse et si vivace, j'emprunterai ma réponse au roi Lear, qui appelle sa fille Cordélia à le rejoindre en prison : « Viens, alors en prison, nous chanterons tout seuls comme des oiseaux en cage. Quand tu me demanderas ta bénédiction, je m'agenouillerai et je te demanderai pardon. Et nous vivrons ainsi, priant, chantant, racontant de vieux contes, et nous rirons des papillons chamarrés ; nous entendrons de pauvres diables bavarder des nouvelles de la cour, et nous leur parlerons aussi, qui perd, qui gagne, qui est dans le coup, qui ne l'est plus ; nous prendrons sur nous le mystère des choses, comme si nous étions les espions de Dieu, et morts en prison, nous serons soustraits aux factions et aux cliques des Grands dont la lune gouverne le flux et le reflux. »

Merci, Messieurs, de m'avoir fait l'honneur difficile de siéger parmi vous, et dans ce fauteuil. Votre Compagnie est dépositaire de la langue française. Jean Paulhan et Eugène Ionesco se sont montrés dignes d'elle en faisant de notre langue l'épreuve de la plus rude exigence littéraire et morale : faire coïncider les mots avec la parole intérieure, les arracher au bavardage qui couvre et obtient la droiture envers soi-même, la méditation, la contemplation. Cette rencontre entre l'indicible et le dicible, entre le singulier et le général, entre le fond du cœur et le lieu commun, c'est un combat de Jacob avec l'Ange. Il construit le penseur, l'écrivain, le mystique et tout simplement l'honnête homme. Laissez-moi achever ce discours de remerciement par le vœu d'être fidèle parmi vous à cette exigence du style, sous peine de me retrouver comme l'Orateur des *Chaises*, devant des fauteuils vides et condamné au mutisme. »



## FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / VENDREDI 26 JANVIER 1996

**MONNAIES** Le dollar est monté, jeudi 25 janvier, jusqu'à un cours de 107,50 yens, son niveau le plus élevé depuis près de deux ans face à la devise japonaise. Il a frôlé la barre

des 5,10 francs. ● LA HAUSSE du billet vert est conforme au souhait exprimé par les responsables économiques et monétaires du G 7. Elle est justifiée par la réduction des dé-

séquilibres des comptes extérieurs américains et japonais. ● LE DOLLAR bénéficie également de l'accélération de la détente monétaire en Allemagne qui rend le deutsche-

mark moins attractif. ● LE FRANC a été affecté par l'appel à une semaine d'action lancé par la CGT. Le marché obligataire français reste bien orienté et tire profit du retour

des investisseurs étrangers ● WALL STREET a battu mercredi un nouveau record, grâce aux espoirs de baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique

## La remontée du dollar s'accélère face à l'ensemble des devises

Le billet vert est au plus haut depuis près de deux ans face au yen. Il bénéficie de la baisse des taux en Europe. La Bundesbank a abaissé, mercredi 24 janvier, le taux de ses prises en pension hebdomadaires de 3,65 % à 3,55 %.

**LES MINISTRES** des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés (G 7), qui étaient réunis samedi 20 janvier à Paris, peuvent être satisfaits : le dollar poursuit son redressement. Il est monté, jeudi 25 janvier, sur la place de Tokyo, jusqu'à un cours de 107,50 yens, son cours le plus élevé depuis vingt-trois mois face à la devise japonaise. Face aux monnaies européennes, il a atteint des niveaux de 1,4870 mark et 5,0915 francs.

Les responsables économiques et monétaires du G 7 s'étaient félicités de l'évolution récente des marchés de changes. Depuis le début de l'année, le billet vert a progressé de près de 4 % face aux devises allemande et japonaise. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, et le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, avaient expliqué que « le dollar dispose d'une marge d'appréciation supplémentaire ». Elle lui est offerte par l'important écart de taux d'intérêt qui existe entre les Etats-Unis et le Japon : les rendements à trois mois se situent à 5,5 % à New York et à

0,4 % seulement à Tokyo. Les placements en yen sont, au sens propre, dépourvus d'intérêt.

Le dollar bénéficie également de l'évolution favorable des comptes extérieurs américains et japonais. Au mois d'octobre, le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis s'est établi à 8,04 milliards de dollars. Parallèlement, pour la première fois depuis cinq ans, le surplus commercial japonais s'est réduit en 1995. Il s'est établi à 107,1 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 11,4 % par rapport à son niveau 1994.

Vis-à-vis des Etats-Unis, l'excédent de la balance commerciale japonaise a lui aussi diminué (45,6 milliards de dollars en 1995 après 54,9 milliards en 1994). Cette évolution signifie que les exportations japonaises ont moins de dollars à convertir - et à vendre - contre des yens, ce qui plaide pour une appréciation de la monnaie américaine et un repli de la devise japonaise. Elle offre un support naturel au billet vert, alors que, en 1994, celui-ci avait été artificiellement soutenu par les

interventions de la Banque du Japon. Le ralentissement de l'économie américaine et le rebond de l'activité au Japon devraient renforcer la tendance. Les Américains devraient importer moins - et donc importer moins - alors que les Japonais devraient adopter un comportement inverse. L'assouplissement de l'activité aux Etats-Unis a été confirmé, mercredi, par l'annonce d'une faible croissance de la production industrielle (+0,1 % en décembre), par la baisse du taux d'utilisation des capacités de production (82,8 % en décembre après 83 % en novembre) et par un recul de 2,1 % des ventes de maisons neuves en novembre.

**TENDANCE RENFORCÉE** Les économistes tablent sur une croissance du produit intérieur brut comprise entre 2 % et 2,5 % en 1996 aux Etats-Unis (après 3,3 % en 1995) et de 2 % au Japon (après 0,3 % en 1995). Enfin, les opérateurs ont le sentiment que les Etats-Unis ont définitivement renoncé à utiliser l'arme du dollar faible dans la guerre commerciale permanente qui

l'oppose au Japon. Le secrétaire au Trésor américain, Robert Rubin, vient de réaffirmer qu'« un dollar fort est dans le meilleur intérêt des Etats-Unis ».

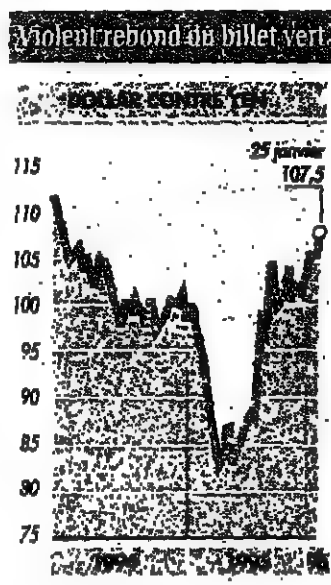
Vigoureux face au yen, le dollar l'est également face au deutschemark, affecté par les difficultés de l'économie allemande et par l'accélération de la détente monétaire en Allemagne. La Bundesbank a sensiblement abaissé, mercredi 24 janvier, le taux de ses prises en pension hebdomadaires (REPO), qui détermine directement l'évolution des rendements de marché. Il a été ramené de 3,65 % à 3,55 %. Les placements libellés en deutschemarks deviennent chaque jour moins attractifs. La baisse du REPO, justifiée par l'évolution favorable de l'inflation et de la masse monétaire, s'effectue à un rythme très rapide au regard des pratiques habituelles de la banque centrale allemande. Elle permet d'espérer un geste sur ses deux principaux taux directeurs, l'escompte et le lombard.

De nombreux analystes continuent toutefois à douter d'un tel scénario. Pour trois raisons. La pre-

mière est que les taux d'intérêt à court terme allemands se situent d'ores et déjà à un niveau historiquement très bas. La deuxième est que l'économie rebondira à la fin du premier semestre, ce qui diminue l'intérêt d'une action monétaire brutale dont les effets sur l'économie ne se feront sentir qu'à la fin de l'année. Enfin, l'accès de faiblesse actuel du deutschemark, favorable aux exportations allemandes, rend moins justifiée une baisse des taux destinée à soutenir la croissance économique.

En désaccord sur l'attitude qu'adoptera la Bundesbank, les économistes s'étaient également, jeudi matin 25 janvier, sur celle de la Banque de France. Alors que certains s'attendaient à ce que son conseil de la politique monétaire, qui se réunissait dans la matinée, annonce une baisse d'un quart de point de ses taux directeurs, d'autres prédisaient un statu quo, en raison du repli du franc face à la monnaie allemande.

Pierre-Antoine Delhommalis



Le dollar est monté jeudi 25 janvier à son plus haut niveau depuis 23 mois face à la devise japonaise.

## Les obligations françaises bénéficient du retour des investisseurs étrangers

**LE MARCHÉ** obligataire français attire à nouveau les investisseurs étrangers. Alors qu'ils l'avaient quitté l'année dernière, plusieurs grands émetteurs étrangers l'ont sollicité au cours des derniers jours. La banque autrichienne OKB a emprunté, lundi 21 janvier, sur le marché international 2 milliards de francs, suivie le lendemain par le royaume de Suède (3 milliards) et par l'établissement financier espagnol Argenta (2 milliards et demi). Les banquiers sont aussi sur les rangs pour accueillir une opération de la République d'Irlande.

Tous ces émetteurs n'ont pas peur d'affronter la concurrence exercée par l'Etat français, qui lèvera cette année 270 milliards de francs d'obligations. Ils sont attirés par les conditions de financement attractives qu'offre aujourd'hui le marché des emprunts libellés en francs.

De toutes les monnaies à leur disposition sur les marchés de capitaux, les emprunteurs apprécient dans le franc la possibilité qu'il leur offre d'émettre sur de longues durées. Les titres lancés par les banques OKB et Argenta présentent une durée de dix ans. S'ils avaient choisi de lever des fonds en deutschemarks, ces signatures auraient dû probablement se contenter d'échéances plus courtes. Cette particularité tient à la structure de portefeuilles des investisseurs étrangers, comme par exemple ceux des compagnies d'assurance-vie, dont les adossés sont majoritairement à long terme.

Enfin, les émetteurs ont pris acte de la forte détente des taux d'intérêt à long terme français, qui sont passés de 7,60 % à la fin du mois d'octobre à 6,30 %. Ils sont plus sensibles encore à la réduction de l'écart de rendement entre les titres français et les allemands. Alors qu'il leur fallait verser, il y a deux mois et demi, pour emprunter des francs une prime de 1 % par rapport à ce qu'ils auraient dû payer s'ils avaient levé des deutschemarks, ils peuvent aujourd'hui s'acquitter d'une marge de deux fois moindre.

La diminution spectaculaire de cette prime traduit le regain de confiance des investisseurs étrangers envers le marché des obligations françaises. Celui-ci était déserté, depuis près de deux ans, par les gestionnaires de portefeuilles internationaux. En 1994, ils avaient vendu 109 milliards de francs d'obligations assimilables du Trésor (OAT), un montant record. A la

fin de cette année noire, la part d'emprunts d'Etat français détenue par les opérateurs étrangers était revenue à un peu plus de 20 %, contre 35 % douze mois auparavant.

Si, en 1995, cette hémorragie a pris fin (les investisseurs non résidents n'ont vendu que 7 milliards de francs d'OAT au cours des dix premiers mois), les emprunts d'Etat français ont continué à souffrir de la défiance des opérateurs internationaux, en raison d'un environnement politique, économique et monétaire très tourmenté.

**GIGANTESQUES OPERATIONS** Il a fallu attendre la fin du mois d'octobre et l'intervention télévisée du président de la République, Jacques Chirac, au cours de laquelle furent réaffirmés l'engagement européen de la France, la priorité accordée à la réduction des déficits publics et l'attachement au pouvoir à la politique du franc fort, pour voir quelques grands fonds spéculatifs new-yorkais revenir sur le marché obligataire français.

Au cours de cette période, les gestionnaires internationaux ont mis en place de gigantesques opérations d'arbitrage, consistant à vendre des emprunts d'Etat allemands qu'ils détenaient pour acheter des obligations du Trésor français. Ces flux de capitaux de part et d'autre du Rhin ont permis à l'écart des taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne de descendre, au cours des derniers jours, à moins de 0,5 %.

Aujourd'hui, misant sur une défiance croissante des investisseurs à l'égard de l'Allemagne, certains experts n'excluent pas de voir cet écart retrouver son niveau historique de 0 % qu'il avait atteint à la fin de l'année 1993. D'autres spécialistes se montrent toutefois nettement moins confiants : les spécialistes de la banque américaine PaineWebber pensent qu'il s'établira à 0,9 % dans un an.

Il s'estimant en premier lieu que la France n'est pas à l'abri de nouvelles secousses politiques ou sociales. A ce titre, les turbulences provoquées, mercredi 24 janvier, par l'annonce d'une semaine d'action à l'appel de la CGT ont prouvé l'hypersensibilité des opérateurs sur ce sujet. Les analystes soulignent également que, dans le passé, les valeurs allemandes ont déjà souffert de vagues de désaffection, mais que celles-ci ont toujours été brèves.

R.-A. D.

## La Bourse de New York atteint de nouveaux sommets

**WALL STREET** est repartie de plus belle. Après avoir subi un coup d'arrêt au début de l'année, la grande Bourse américaine a renoué avec les records depuis le début de la semaine. L'indice Dow Jones a atteint un sommet historique lundi 22 janvier et un nouveau mercredi à 5 342,84 points après une hausse de 50,57 points (0,97 %). Dans le courant de la matinée, le Dow Jones a même dépassé les 5 360 points. Depuis le début de la semaine, l'indice a gagné 2,5 % et plus de 4 % depuis le 10 janvier.

Le ralentissement de la croissance, les conséquences pour la compétitivité des entreprises américaines de la hausse du dollar et la persistance d'une impasse budgétaire entre la Maison Blanche et le Congrès n'ont pas affecté Wall Street. Pourtant, l'agence de notation financière Moody's a annoncé mercredi, après la clôture des marchés, qu'elle envisageait de réduire la note accordée à une partie de la dette américaine.

Cette préoccupation n'était pas celle des boursiers mercredi. « D'un côté, le marché anticipe une poursuite de la baisse des taux et de l'autre, il est agréablement surpris car les bénéfices annoncés pour le quatrième trimestre de 1995 par les entreprises américaines sont meilleurs que prévu », explique Thom Brown, gestionnaire de Rutherford, Brown and Catherwood. Les deux moteurs qui ont permis à Wall Street de gagner l'an dernier plus de 30 % et de battre 69 records - la baisse des taux et la hausse des profits - fonctionnent encore, un peu à la surprise générale.

Au lieu de peser sur les résultats, comme le craignaient les investisseurs au début de l'année, le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis n'a apparemment encore aucun impact sur les comptes des entreprises. United Technologies, qui possède, entre autres, le constructeur de réacteurs Pratt and Whitney et le fabricant d'ascenseurs Otis, a annoncé mercredi des profits sur les trois derniers mois de l'année 1995 de 1,42 dollar par action contre 1,26 dollar, un an auparavant. Dans la chimie, DuPont a annoncé des bénéfices de 1,28 dollar par action au quatrième trimestre contre 95 cents sur les trois derniers mois de 1994.

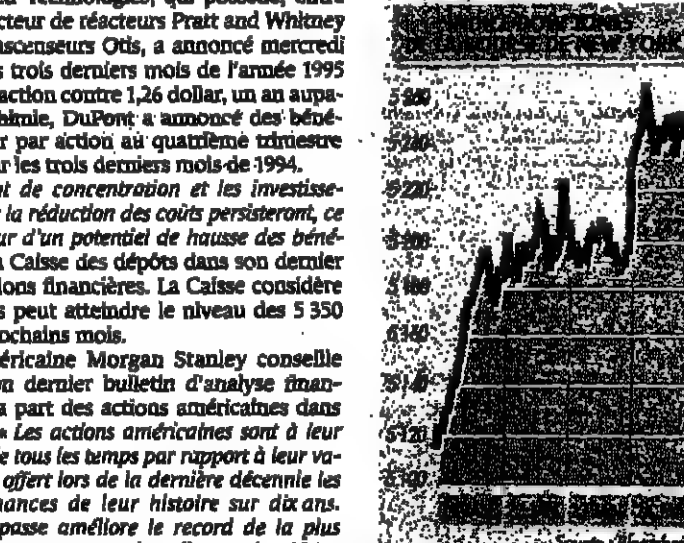
« Le mouvement de concentration et les investissements tournés vers la réduction des coûts persisteront, ce qui milite en faveur d'un potentiel de hausse des bénéfices », explique la Caisse des dépôts dans son dernier bulletin de prévisions financières. La Caisse considère que le Dow Jones peut atteindre le niveau des 5 350 points dans les prochains mois.

La banque américaine Morgan Stanley conseille pourtant dans son dernier bulletin d'analyse financière de réduire la part des actions américaines dans les portefeuilles. « Les actions américaines sont à leur plus haut niveau de tous les temps par rapport à leur valeur d'actifs et ont offert lors de la dernière décennie les meilleures performances de leur histoire sur dix ans. Chaque jour qui passe améliore le record de la plus longue période sans une correction d'au moins 10 % : nous en sommes à cinq ans », écrit Barton M. Biggs de la banque Morgan.

**En Ile-de-France, le stock d'immobilier de bureau ancien reste inlouable** ALORS que les pancartes indiquent « A vendre » ou « A louer », fleurissent toujours aux fenêtres des immeubles de la région parisienne, le marché de la location de l'immobilier de bureau est contrasté : la situation du neuf dans les beaux quartiers s'améliore, celle de l'ancien est catastrophique. Le stock d'immeubles vides - 4,3 millions de m² sur un parc de 40 millions - a légèrement baissé par rapport au record de 4,9 millions atteint en septembre 1995, selon le cabinet Auguste Thouard. Ce stock reste sans commune mesure avec celui de 1985, année de pénurie, avec 500 000 m² disponibles. Les loyers ayant souvent été divisés par deux, le stock de neuf à Paris s'écoule relativement bien. Il est passé en un an de 673 000 m² à 400 000 m² et ne représente plus que 22 % du stock disponible, contre 34 % l'année précédente. Signe des temps, les grands projets parisiens, ou « paquebots », ont presque tous trouvé des locataires. Les surfaces libres de plus de 5 000 m² se font rares. « Il existe en Ile-de-France 272 dossiers de plus de 5 000 m², mais si vous voulez un immeuble rénové, disponible immédiatement dans Paris, nous n'avons recensé que sept immeubles », indique le conseil en immobilier Bourdais.

Arnaud Leparmentier

Encore des records



La Bourse de New York a atteint de nouveaux sommets lundi 22 janvier et un nouveau mercredi 24 janvier.

Eric Leser (avec l'agence Bloomberg)

## Les firmes d'assurance-vie nipponnes sous la menace des fonds de pension

**LES COMPAGNIES** d'assurance-vie japonaises se trouvent, comme leurs consœurs françaises et britanniques, prises en ciseau entre le taux garanti à ceux qui leur ont confié des fonds et le rendement de leurs propres actifs (Le Monde du 24 janvier). Pour les aider, le ministère des finances nippon les a autorisées, à partir du 1<sup>er</sup> avril, à réduire ce taux garanti de 4,4 % à 2,5 %. Mais le plus important fonds de pension japonais, le Nempuku, qui dépend du ministère de la Santé, a menacé de transférer à d'autres gestionnaires les quelque 250 milliards de francs confiés aux assureurs-vie si ceux-ci abaissaient leurs taux. Une décision dictée par sa propre survie, puisque le rendement promis par le Nempuku à ses retraités est estimé aux alentours de 5 %.

Si la menace du fonds de pension, qui pourrait faire école, était mise à exécution, elle contraindrait les compagnies à céder dans l'urgence une grande partie de leurs actifs avant le 31 mars, terme de l'année fiscale japonaise. L'impact immédiat d'une telle braderie aurait des effets dramatiques sur les marchés financiers. Les assureurs, qui figurent parmi les tout premiers investisseurs de la planète détiennent environ 280 000 milliards de yens d'actifs (13 300 milliards de francs). Elle fragi-

liserait un peu plus la profession. Car le marché de l'assurance-vie donne des signes de saturation : l'an dernier, pour la première fois depuis la fin de la guerre, les entrées de primes des assureurs-vie ont stagné ou baissé.

A cette contraction du marché et à la faiblesse du rendement de leurs fonds propres, s'ajoute le poids de l'énorme portefeuille de créances douteuses que les compagnies d'assurance-vie ont engrangées au cours de la décennie : elles détiennent pour 805 milliards de yens (37,5 milliards de francs) d'engagements sur les jeunes, ces sociétés spécialisées dans le financement de l'immobilier, qui sont en faillite virtuelle. L'avenir immédiat des compagnies d'assurance-vie est d'autant plus préoccupant que le statut de mutualiste qu'elles ont adopté après la guerre leur interdit de faire appel aux marchés financiers pour augmenter leur capital. Aussi essaient-elles de limiter la casse : elles ont vigoureusement refusé le plan de sauvetage des Jusen mis au point par le gouvernement et qui les mettrait largement à contribution. De même, elles tentent de se rassurer en considérant la mise en garde du fonds de pension comme un moyen pour leur forcer la main.

Babette Stern



# En réorganisant ses vols, Air France compte gagner 1 milliard de francs de chiffre d'affaires

Fruit de deux ans de travail, le « hub » de Roissy naîtra le 31 mars à 0 heure

Pour réaliser son hub, Air France a dû affronter un certain nombre de problèmes : trouver de nouvelles capacités à Roissy pour pouvoir redé-

nir son programme, y intégrer les vols d'Air Inter sur Charles de Gaulle, adapter les infrastructures existantes et assurer la sécurité de ses passagers.

Tout semble aujourd'hui prêt pour que le hub de Roissy voit le jour le 31 mars à 0 heure, premier jour du programme d'été 1996.

« Hub : J-63 ». Sur les murs de l'état-major de la direction des escales de Paris d'Air France, un obscur compte à rebours a commencé. Fruit de deux ans de travail du groupe dirigé par Christian Blanc, le hub d'Air France naîtra le 31 mars à 0 heure à Roissy-Charles-de-Gaulle 2.

Entre 1990 et 1994, les chiffres d'affaires de British Airways, KLM et Lufthansa ont respectivement augmenté de 27 %, 25 % et 13 %. Dans le même temps, celui d'Air France a diminué de 13 %, faute de hub, ces nœuds de correspondance miraculeux qui permettent aux compagnies aériennes d'augmenter leur trafic tout en réduisant leurs coûts.

Organisé autour de cinq plages

horaires, contre huit aujourd'hui encore, le hub de CDG 2 devrait permettre à la compagnie nationale de gagner 1 milliard de francs de chiffre d'affaires. Le quasi-triplement du nombre de possibilités de correspondances, pour la plupart entre des vols moyen et long-courriers, va permettre de faire passer le pourcentage de passagers en correspondance à CDG 2 de 43 % aujourd'hui à 60 % à terme.

« Le hub peut être la clé du redémarrage d'Air France », estime Christian Kozak, directeur général adjoint des opérations au sol et directeur du centre de résultat des escales de Paris.

Si mise en place n'a pas été chose facile, Air France a dû redéfinir intégralement son programme

pour qu'il s'articule autour de vagues d'arrivées et de départs d'avions et qu'il intègre les lignes d'Air Inter à partir de Roissy (douze villes de France). Compte tenu de la saturation de l'aéroport parisien, le seul moyen pour Air France consistait à échanger des créneaux (possibilité de décoller ou d'atterrir à une certaine heure) avec des compagnies concurrentes, un exercice difficile auquel la compagnie a renoncé.

Air France s'est retournée vers Aéroports de Paris (ADP) pour trouver des capacités supplémentaires. Ce fut fait grâce à une nouvelle procédure d'alimentation de Roissy par le sud par temps de vent d'est, jusqu'à l'interdiction, ainsi que par l'ouverture d'une nouvelle

piste au Bourget, utilisable par vent d'ouest. Finalement, Roissy bénéficiera en moyenne de 3,4 créneaux de plus par heure, ceci entre 7 heures et 22 heures durant la semaine. Coût de l'opération : 131 millions de francs pour ADP au titre de la construction de la nouvelle piste, 22 et 21 millions pour la direction générale de l'aviation civile au titre de l'agrandissement nécessaire de la salle de contrôle et de la mise en place d'un nouveau radar.

Le système est compliqué, mais l'aéroport d'Heathrow à Londres est régi de la même manière. Une fois ce problème résolu, sous l'autorité de Rakesh Gangwani, américain d'origine indienne considéré comme le « pape » de la programmation aérienne, il a fallu adapter les infrastructures de CDG 2 en conséquence. « Charles-de-Gaulle 2 n'a absolument pas été construit pour être un hub - à savoir, pour minimiser le temps de transfert d'un passager et de son bagage -, mais pour permettre à un Parisien d'accéder rapidement à son avion et de quitter l'aéroport tout aussi rapidement », déplore Christian Kozak.

CDG 2 a dû se doter des moyens d'accueillir en un laps de temps très court jusqu'à quarante-cinq avions, puis d'en faire décoller tout autant moins d'une heure après. Le temps de correspondance devait être ramené à environ quarante-cinq minutes. Au programme, la création de portes et de salles d'embarquement, de parkings pour les camionnettes de piste, d'escaliers... Une telle organisation supposait également un renforcement des effectifs d'Air France au sol (4 000) : la compagnie va embaucher 300 personnes. Au total, ces opérations ont coûté 70 millions de francs à ADP et 100 millions à Air France. Des investissements élevés pour un enjeu de taille : pour Alain Falque, directeur de l'exploitation commerciale d'ADP, « si Air France ne réussit pas son hub, Paris ne sera plus que l'aéroport de l'île de France ».

Plus qu'une manière de réaliser des économies d'échelle, une telle organisation en étoile permet aux compagnies aériennes d'étendre considérablement leur marché en augmentant les occasions de correspondance, et en dédouanant ainsi une part du trafic de leurs concurrents. D'autant que les programmes de fidélisation incitent le voyageur à emprunter telle compagnie plutôt que telle autre. Le hub permet de supprimer les lignes secondaires, souvent peu rentables, en faisant converger toutes les liaisons vers une plate-forme unique : elles sont remplacées par des lignes bénéficiaires en deux étapes pour le passager, certes, mais plus fréquentes.

La réussite d'un hub est fortement liée à une bonne construction de ses plages horaires : le temps de correspondance doit être réduit au minimum. La durée de l'acheminement totale influence fortement le mode de distribution de la liaison aérienne. Les systèmes informatisés de réservation (SIR), auxquels accèdent les agences de voyages, affichent les vols sur une destination par ordre croissant de temps d'acheminement. Les premiers vols qui apparaissent à l'écran sont ceux dont la durée est la plus courte. Or 80 % des ventes via les SIR se font sur le premier écran qui se présente à l'agent de voyages.

V. Ma.

Virginie Mallory

# Le chantage des petits porteurs d'Eurotunnel

En votant contre le plan de restructuration, les actionnaires obligeraient les gouvernements à trancher

LE CHANTAGE : c'est la seule arme dont disposent les 720 000 petits porteurs d'Eurotunnel pour ne pas être « lessivés » par la restructuration financière (Le Monde des 21-22 janvier) que veulent leur imposer les 220 banquiers de la société concessionnaire du tunnel sous la Manche. En votant en assemblée générale contre les propositions des banquiers, les actionnaires peuvent déclencher un cataclysme financier.

Ces petits épargnants, français dans leur immense majorité, qui avaient naïvement apporté 23 milliards de francs au chantier du siècle, ont tout perdu, ou presque : leurs actions valent aujourd'hui moins de 6 milliards. Les banquiers, eux, ont encore tout à perdre : ils ont prêté 65 milliards de francs à Eurotunnel, incapable de rembourser ses dettes depuis septembre 1995, mais espèrent bien « pomper », pendant des décennies si nécessaire, les liquidités dégagées par la société jusqu'à complet remboursement de leur dû.

Il y a un hic : le plan de restructuration doit être approuvé en assemblée générale par les actionnaires. Si les banques leur demandent de trop gros sacrifices, ils peuvent rejeter leurs propositions. La situation est d'autant plus plausible qu'il n'existe aucun actionnaire de référence, « complice » des banquiers, susceptible d'emporter la décision. L'avenir d'Eurotunnel sera dicté - et c'est une première - par la veuve de Carpentras, furieuse de s'être embarquée dans cette aventure.

« Le jour où les actionnaires votent contre la restructuration financière d'Eurotunnel, la valeur de leur action tombe à zéro », prévient un banquier. Mais les banquiers seraient dans une situation pire : le dépôt de bilan formel de la société les obligerait à provisionner immédiatement et massive-

ment leurs créances et constituerait un véritable casse-tête juridique, le droit des faillites français et britannique étant difficile à concilier.

Faute de déposer le bilan, les banquiers peuvent utiliser leur droit de substitution : le traité de concession, approuvé par les Parlements français et britanniques, prévoit que, en cas de défaillance, les prêteurs peuvent exproprier les actionnaires d'Eurotunnel et devenir concessionnaires du tunnel à leur place. Mais cette expropriation, pour être mise en œuvre, doit être approuvée par les gouvernements.

ACCÉPTER DES SACRIFICES

Imaginez-t-on MM. Juppé et Major assumer la spoliation de leurs électeurs au profit des banquiers ? Le refus de livrer le tunnel aux banquiers mettrait la France et la Grande-Bretagne dans une situation tout aussi intenable : elle signifierait que ces deux pays souverains ne tiennent pas leurs engagements vis-à-vis des banques internationales qui ont financé le projet. Pour éviter cet imbroglio, certains, à l'image du sénateur Philippe Marini (RPR, Oise), suggèrent que le gouvernement se penche sérieusement sur le dossier avant d'être mis au pied du mur.

Pour dissuader les petits porteurs de rejeter leurs propositions, les banquiers négociateurs font, eux aussi, du chantage. Le plan de restructuration doit être approuvé à l'unanimité des 220 banques créancières. Un seul créancier mécontent peut faire capoter toute l'affaire. Donc les actionnaires doivent accepter des sacrifices pour faire avaler la pilule aux banquiers. Si, entre banquiers bien élevés, l'expérience montre qu'on finit toujours par s'entendre, il sera plus délicat d'amener à la raison les fougueuses associations d'actionnaires minoritaires.

Arnaud Leparmentier

## Une organisation en étoile

POUR ALLER de San Francisco à Venise, il n'existe pas de vol direct. Il est en revanche possible de transférer par Paris, Londres, Francfort ou Amsterdam. Le choix du voyageur américain entre ces différentes options dépendra en grande partie du temps de correspondance lors de l'escale. C'est à partir de ce constat que les professionnels du transport aérien ont élaboré le hub. Le moyen d'une route d'où partent les rayons : l'image est explicite pour ce qui est devenu le cœur stratégique des compagnies aériennes.

Le hub est une plate-forme aéroportuaire qu'une compagnie aérienne s'approprie et utilise comme un nœud de correspondances. « Si vous avez six vols qui arrivent quasiment en même temps, auxquels succèdent six vols qui partent, vous avez trente-six possibilités de trajet », explique David Feldman, associé du cabinet de conseil Mercer Management Consulting. Concrètement, les compagnies font atterrir un maximum de passagers quasi-simultanément pour les faire redécoller vers un maximum de destinations nouvelles dans un temps minimal. Les vols moyens et longs courriers sont ainsi alimentés par les courts et les moyens courriers et inversement. « Il faut donc coordonner de façon très précise l'ensemble du trafic en organisant les vagues d'arrivées et de départs dans un vrai mouvement d'horlogerie », développe Gilles Bordes-Pages, administrateur salarié d'Air France. Chacune de ces vagues représente ce que l'on appelle dans le jargon aérien une « plage horaire ».

Inventé par la compagnie américaine Delta dans les années 70, ce concept s'est développé aux États-Unis après la déréglementation de 1978. Aujourd'hui, tous les acteurs du ciel américain sont convertis au hub : United Airlines à Chicago et Denver, American Airlines à Dallas et Nashville, Continental à Houston...

Les transporteurs européens, engagés dans un processus de déréglementation depuis 1988 seulement, sont en retard. Dans les cinq dernières années, Swissair a construit son hub à Zurich, puis Lufthansa à Francfort. Seul KLM avait, depuis près de dix ans, construit son hub à Amsterdam-Schiphol. Avec succès, puisque aujourd'hui 65 % de ses vols y sont en correspondance.

Plus qu'une manière de réaliser des économies d'échelle, une telle organisation en étoile permet aux compagnies aériennes d'étendre considérablement leur marché en augmentant les occasions de correspondance, et en dédouanant ainsi une part du trafic de leurs concurrents. D'autant que les programmes de fidélisation incitent le voyageur à emprunter telle compagnie plutôt que telle autre. Le hub permet de supprimer les lignes secondaires, souvent peu rentables, en faisant converger toutes les liaisons vers une plate-forme unique : elles sont remplacées par des lignes bénéficiaires en deux étapes pour le passager, certes, mais plus fréquentes.

La réussite d'un hub est fortement liée à une bonne construction de ses plages horaires : le temps de correspondance doit être réduit au minimum. La durée de l'acheminement totale influence fortement le mode de distribution de la liaison aérienne. Les systèmes informatisés de réservation (SIR), auxquels accèdent les agences de voyages, affichent les vols sur une destination par ordre croissant de temps d'acheminement. Les premiers vols qui apparaissent à l'écran sont ceux dont la durée est la plus courte. Or 80 % des ventes via les SIR se font sur le premier écran qui se présente à l'agent de voyages.

V. Ma.

Virginie Mallory

## Les pétroliers américains sont portés par la hausse du brut et la pétrochimie

DEVANÇANT leurs concurrents européens, les pétroliers américains viennent de publier leurs résultats annuels. Les « majors » ont profité de la renommée des cours du brut et des performances de la pétrochimie. Cette activité cyclique dégage actuellement des bénéfices record. Les compagnies bénéficient aussi de leurs efforts de réduction des coûts d'exploitation. A l'inverse, la faiblesse des marges de raffinage et la baisse du prix du gaz naturel ont atténué l'embellie. De plus, dans certains cas, la constitution au dernier trimestre de provisions pour harmonisation comptable obère les résultats.

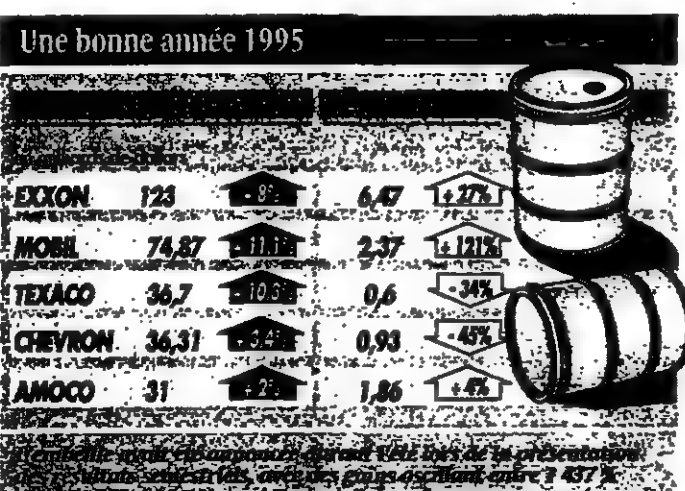
Exxon, qui dispute régulièrement la première place du classement mondial à l'anglo-néerlandais Shell, a déposé un bénéfice record de 6,4 milliards de dollars (32 milliards de francs). « Les volumes de production et de vente ont augmenté dans tous les secteurs, et des progrès ont encore été enregistrés dans la réduction des coûts d'exploitation », a estimé le président du groupe Lee Raymond. Profitant de la conjoncture, le pétrolier a augmenté ses dépenses d'exploration de 15 % à 8,9 milliards de dollars.

Le numéro trois mondial, Mobil, affiche la progression la plus spectaculaire (+121 %). Mais l'exercice 1994 avait été affaibli par des provisions pour restructurations et changements de normes comptables. Le résultat d'exploitation, meilleur baromètre, affiche un gain de 28 % à 2,84 milliards de dollars. Pour Lucio Noto, président de la compagnie, l'impact du brut et des marges réalisées dans les activités pétrochimiques a été amorti par la faiblesse des prix du gaz naturel en Amérique du Nord et une baisse des marges bénéficiaires des opérations de raffinage.

Quatrième du palmarès, Chevron enregistre un recul de ses bénéfices, pénalisés par le changement de normes comptables et les difficultés du raffinage. Le bénéfice d'exploitation progresse de 17 % à 1,9 milliard de dollars. Le groupe accroît ses investissements de 4 % et privilégie l'exploration (+9 %) au détriment du raffinage (-5 %).

Même cause, mêmes effets pour le système pétrolier mondial, Texaco : « L'adoption d'une nouvelle méthode comptable a entraîné des charges qui masquent l'amélioration de nos résultats », déplore le président de l'entreprise, Alfred DeCrane. Sans cela, le groupe de White Plains aurait amélioré de 25 % son bénéfice, à 1,152 milliard.

« Nous avons eu une bonne année 1995 », reconnaît Laurence Fuller, président d'Amoco, septième du palmarès mondial. « Nous avons atteint nos objectifs financiers et nos cibles d'économies annoncées en 1992 et 1994 », affirme-t-il, malgré la faible hausse de ses résultats (+4 %). Le plan de restructuration a entraîné une économie annuelle de coûts es-



timée à 1,2 milliard de dollars et la suppression de 13 000 postes dans le monde.

Malgré une année 1996 incertaine pour l'évolution des cours du brut et l'activité chimique, les pétroliers américains ont décidé d'intensifier

leurs programmes d'investissements. L'exploration-production en est l'un des principaux bénéficiaires, les compagnies souhaitant reconstituer des réserves réduites en 1995.

Dominique Gallot

## Apple pourrait être racheté par Sun

LES RUMOURS de rachat d'Apple courent depuis plusieurs mois. IBM, Sony, Philips... plusieurs noms ont été cités. Certains, à l'instar d'IBM, ont reconnu s'être intéressés au fabricant californien de micro-ordinateurs. Aujourd'hui, le constructeur américain Sun Microsystems est donné comme candidat le plus probable. Un accord pourrait être conclu d'ici à samedi selon le Wall Street Journal de jeudi 25 janvier, qui indique que l'offre faite par Sun valorise Apple à 4 milliards de dollars (20 milliards de francs). Le New York Times du même jour note que Sun propose 2,76 milliards de dollars.

Les actionnaires d'Apple n'attendent que cela. Face à l'action qui ne cesse de baisser, certains d'entre eux ont demandé, lors de l'assemblée générale de mardi, l'abandon du PDG, Michael Spindler. Les récentes mesures annoncées par ce dernier (1 300 suppressions d'emplois sur un total de 17 000) ne leur ont pas donné satisfaction. Ils réclament une remise en cause profonde de la stratégie d'un groupe qui accumule les mauvais résultats : le dernier trimestre 1995 s'est soldé par une perte d'exploitation.

Son à défendre son standard de micro-ordinateurs au niveau mondial,

Apple peine à aligner ses coûts sur ceux de ses concurrents, à suivre la baisse des prix et à maintenir ses parts de marché. Le groupe fait ainsi pâle figure à côté de son homologue Compaq. Celui-ci, non content d'être devenu le premier fournisseur mondial de micro-ordinateurs en 1994, est aussi, depuis fin 1995, entré dans le Top 5 des constructeurs informatiques, tous matériels confondus. Compaq a bouclé son exercice 1995 sur un chiffre d'affaires de 14,75 milliards de dollars, en hausse de 36 %, pour un bénéfice net de 789 millions de dollars.

## Wells Fargo réussit son OPA sur First Interstate

LA BANQUE AMÉRICAINE de San Francisco, Wells Fargo, vient de remporter son OPA hostile sur sa concurrente californienne, First Interstate à l'issue d'une bataille de trois mois. Cette fusion de 11,6 milliards de dollars (58 milliards de francs) est la plus importante de l'histoire bancaire des États-Unis. Elle va donner naissance à la huitième banque américaine. First Interstate, qui faisait déjà l'objet de la convoitise d'une autre banque de Minneapolis (Minnesota), First Bank System, a finalement changé d'avis et choisi de se vendre au plus offrant. En dédommagement pour cette rupture de promesse, First Interstate versera quelque 200 millions de dollars à First Bank System. Wells Fargo, qui possède 983 succursales en Californie, envisage de fermer 365 bureaux sur les 430 que compte la First Interstate dans l'état. Elle a également annoncé son intention de réduire de 85 % le personnel de First Interstate, soit 5 100 personnes sur les 6 000 employées.

■ AÉROPORTS DE PARIS : Le trafic des aéroports parisiens de Roissy et d'Orly a diminué de 0,5 % en 1995 pour atteindre 55,1 millions de passagers, quand celui des aéroports européens a augmenté en moyenne de plus de 6 %. « Les grèves répétées d'Air France et d'Air Inter l'an dernier, les mouvements sociaux de décembre, l'interruption de la ligne Paris-Alger, l'effet Eurostar et les plates-formes hub de Lufthansa à Francfort et de KLM à Amsterdam ont détourné une partie de la clientèle des aéroports parisiens », selon Emmanuel Duret, directeur général d'ADR.

■ UAP : le premier groupe d'assurance français a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 157 milliards de francs en 1995, en hausse de 3,6 % par rapport à 1994, selon les données provisoires, grâce à une extension de son périmètre de consolidation, a indiqué jeudi 25 janvier l'UAP dans un communiqué.

■ AÉROSPATIALE : le groupe aéronautique français a signé mercredi 24 janvier, à Timara en Grèce, un accord cadre de coopération avec le constructeur Hellenic Aerospace Industry (HAI). Dépourvu pour l'instant de retombées industrielles, cet accord permet à l'Aérospatiale d'afficher sa volonté d'associer le principal constructeur hellénique aux éventuelles commandes civiles et militaires du gouvernement grec (hélicoptères Super Puma, missiles Eryx et Exocet...).

■ GRUNDIG : le fabricant allemand d'équipements d'électronique grand public, filiale du néerlandais Philips, affiche toujours des comptes déficitaires et aurait enregistré une perte de 500 millions de marks (1,7 milliard de francs) en 1995 selon le Financial Times (25 janvier). Des mesures de restructuration devraient être annoncées le 5 février. Grundig a réduit ses effectifs de 40 000 en 1979 à moins de 12 000 fin 1995.

■ SNCF : le conseil des ministres a mis fin mercredi 24 janvier aux fonctions du directeur général de la SNCF, Jean-François Benard. Cette décision a été prise sur proposition du ministre de l'équipement et des transports Bernard Pons. Conformément au nouvel organigramme de la SNCF mis en place par le président, Loïc Le Floch Prigent, il ne sera pas remplacé.



■ LE DOLLAR a atteint jeudi soir son plus haut niveau depuis deux ans face au yen, montant à 107,45 yens, pour revenir à 106,76 yens en fin de séance.

■ L'OR a ouvert en hausse jeudi 24 janvier sur le marché de Hong-kong. L'once s'échangeait à 402,65-402,95 dollars contre 402-402,30 dollars la veille en clôture.

|                        |                       |                     |                       |
|------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| CAC 40<br>↗<br>Clôture | CAC 40<br>↗<br>1 mois | CAC 40<br>↗<br>1 an | MIDCAC<br>↗<br>1 mois |
|------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|

[illegible]

transactions à totalisé près de 10 milliards de francs. Les avis sont partagés quant au potentiel de hausse de la cote, certains attendant que des opérations de rachat, comme celles

qui animent les marchés londonien et américain, et de nouvelles baisses de taux poussent l'indice à la hausse, d'autres évoquant le ralentissement de la croissance.

**JOURNÉE** en dents de scie, mercredi 24 janvier, à la Bourse de Paris pour la Selta après l'annonce par l'entreprise d'une prévision de résultat pour 1995 inférieure aux attentes du marché. Le groupe a indiqué que son résultat net, par du groupe, serait de 670 millions de francs en 1995. La valeur a perdu jusqu'à 7,19 %, à 187 francs, mais a toutefois terminé au-dessus de ses plus bas niveaux à 200,50 francs, soit un repli de 0,50 %. La première réaction du marché a été une hausse et a provoqué des

achats à bon compte. Le titre de l'entreprise privatisée affiche désormais un gain de 55,4 % sur son cours de cotation publique de vente.

nouveau record en clôture. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé en hausse de 23,2 points, à 3 758,2 points, soit un gain de 0,6 %.

Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a, elle aussi, crevé un nouveau plafond en terminant sur un nouveau record à 2 423,07 points grâce aux effets conjugués de la hausse du dollar et de la baisse plus forte que prévue des primes en pension.

**LA BOURSE** de Tokyo a terminé en hausse, le 25 janvier, grâce à la fermeture des contrats à terme. L'indice Nikkei a gagné 101,95 points, soit 1,58 %, à 20 414,69 points. Les investisseurs pensent toutefois que le potentiel de hausse est limité du fait des ventes réalisées par les investisseurs institutionnels avant la clôture des comptes, le 31 mars. La veille, Wall Street, Londres et Francfort ont toutes trois battu des records en clôture. La grande Bourse new-yorkaise s'est envolée à l'issue d'une séance active et l'indice Dow Jones s'est apprécié de 50,57 points, soit 0,97 %, à 5 242,84 points. Le marché a été en forte hausse tout au long de la journée, et les coupe-circuits se sont déclenchés dès le matin pour freiner l'envolée des actions. Dans la foulée de Wall Street, le Stock Exchange de Londres s'est reparti à la hausse, battant un

|                   | Courts 9/1 | Courts 9/2 | Vol |
|-------------------|------------|------------|-----|
| Paris CAC 40      | 1945.97    | 1939.02    | +   |
| Nikkei 225        | 1545.37    | 1544.78    | +   |
| NYSE/FTSE 100     | 2545.37    | 2544.78    | +   |
| Tel Aviv Nikkei   | 2151.70    | 2008.90    | +   |
| Lombard/FBI       | 3758.20    | 3735       | +   |
| Frankfurt/Dax 30  | 2423.07    | 2344.40    | +   |
| Princeton/Commer. | 863.74     | 854.40     | +   |
| Brussels/Bel 20   | 1990.23    | 1945.81    | +   |
| Brussels/Generel  | 1665.08    | 1640.91    | +   |
| Milan/MIB 30      | 1002       | 1002       | +   |
| Amsterdam/Ce      | 335.50     | 333.20     | +   |
| Stockholm         | 330.34     | 328.17     | +   |
| Madrid/Ibex 35    | 1133.04    | 1133.04    | +   |
| London/FTSE       | 2788.40    | 2769.50    | +   |
| Hong Kong/Hang S  | 10960.20   | 10957.20   | +   |
| Hang Seng         | 2410.25    | 2395       | +   |

|                         | 2001   | 2002   |
|-------------------------|--------|--------|
| Alcoa                   | 24,20  | 35,30  |
| American Express        | 40,87  | 41,50  |
| Altair Signal           | 47,75  | 46,12  |
| AT & T                  | 65,12  | 64,35  |
| Bethlehem               | 14,87  | 13,12  |
| Boeing Co.              | 7,7    | 77,83  |
| Caterpillar Inc.        | 62     | 62,50  |
| Chevron Corp.           | 51,87  | 51,75  |
| Coca-Cola Co.           | 75     | 75,82  |
| Disney Corp.            | 60,75  | 60,50  |
| Du Pont Nemours & Co.   | 74,72  | 75,12  |
| Eckman Kodak Co.        | 68,87  | 68,12  |
| Brown Corp.             | 78     | 78,12  |
| Gen. Motors Corp.       | 55,12  | 53,50  |
| Gen. Electric Co.       | 75,75  | 72,57  |
| Goodyear T & Rubber     | 47,50  | 46,50  |
| I.B.M.                  | 109    | 106,20 |
| Intl. Paper             | 36,87  | 38     |
| Intl. Morgan Co.        | 75,50  | 75,50  |
| Met. Don Douglas        | 86,37  | 84,75  |
| Wertz & Co. Inc.        | 67,87  | 66,87  |
| Minnesota Mining & Mfg. | 62,25  | 62,65  |
| Philip Morris           | 94,50  | 93,50  |
| Procter & Gamble Co.    | 88,62  | 86,12  |
| Sears Roebuck & Co.     | 59,87  | 60,62  |
| Swiss Am.               | 79,25  | 78,25  |
| Union Carb.             | 79,37  | 79,87  |
| Univ. Technol.          | 97,37  | 96,25  |
| Westingh. Electric      | 113,87 | 111    |

| Sélection de valeurs du 1 <sup>er</sup> trimestre 1991 |       |       |
|--|-------|-------|
|  | 200   | 2500  |
| Allied Lyons   | 5,26  | 5,97  |
| Acordys Bank   | 7,85  | 7,79  |
| A.L.T. Industries                                      | 5,80  | 5,76  |
| British Aerospace                                      | 6,48  | 6,75  |
| British Airways  | 2,68  | 3,17  |
| British Gas  | 2,48  | 2,46  |
| British Petroleum                                      | 5,18  | 5,14  |
| British Telecom  | 5,70  | 5,75  |
| B.T.S.   | 3,54  | 3,39  |
| Cadbury Schweppes                                      | 5,41  | 5,57  |
| Eurotunnel   | 0,81  | 0,80  |
| Glaxo  | 9,11  | 9,11  |
| Grand Metropolitan                                     | 4,59  | 4,85  |
| Guinness   | 4,82  | 4,88  |
| Hanson Plc   | 2,06  | 2,05  |
| Greif  | 6,89  | 6,85  |
| Greckle  | 10,07 | 10,55 |
| H.S.B.C.   | 2,26  | 2,30  |
| Imperial Chemical                                      | 4,59  | 4,94  |
| Marks and Spencer                                      | 6,54  | 6,51  |
| National Westminster                                   | 6,54  | 6,51  |
| Peninsula Oriental                                     | 5,18  | 5,08  |
| Reuners  | 6,25  | 6,16  |
| Satchi and Satchi                                      | 1,09  | 1,07  |
| Shell Transport  | 8,42  | 8,52  |
| Smildehuis Geschm                                      | 7,22  | 7,39  |
| Tate and Lyle  | 4,91  | 4,64  |
| Unilever Ltd   | 15,76 | 15,62 |
| Zemex  | 12,73 | 12,84 |

|                     | 1401   | 1301   |
|---------------------|--------|--------|
| Allianz Holding N   | 2890   | 2860   |
| Bast AG             | 354,40 | 347,70 |
| Bayer AG            | 429    | 421    |
| Bayer hypHWechselst | 36,17  | 34,12  |
| Bayer Vereinsbank   | 43,22  | 42,65  |
| BMW                 | 827,30 | 805    |
| Commerzbank         | 347    | 343,40 |
| Continental AG      | 28,85  | 27,24  |
| Deutsche Bank       | 599,70 | 575,50 |
| Daimler-Benz AG     | 708,20 | 725,30 |
| Degussa             | 228,10 | 225,20 |
| Deutsche Brauerei A | 46,27  | 47,48  |
| Deutsche Bank AG    | 37,77  | 37,40  |
| Deutsche ZK AG FR   | 371    | 369    |
| Hoechst AG          | 436,80 | 438,80 |
| Karstadt AG         | 365,30 | 366,20 |
| Kunthof Holding     | 867,30 | 864    |
| Linde AG            | 856,90 | 881    |
| MTI Industrie       | 218,31 | 213,30 |
| MTI Industrie       | 430,40 | 426,50 |
| Mannesmann AG       | 316,30 | 322,80 |
| Metzlitz AG         | 220,60 | 244,60 |
| Preussag AG         | 487    | 429,50 |
| Rwe                 | 397    | 369,70 |
| Schering AG         | 103,80 | 103,30 |
| Siemens AG          | 854,80 | 850    |
| Thyssen             | 226,60 | 241,70 |
| Thyssen             | 65,50  | 64,80  |
| Veag                | 687,90 | 627,50 |
| Viel AG             | 802    | 795    |

### Repli initial du Matif

**LE CONTRAT NOTIONNEL** du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français a ouvert en baisse, jeudi 25 janvier. L'échéance mars du contrat perdait 6 centimes à 122,88. Le contrat mars a terminé sur une avance de 18 centimes à 122,94, sur un marché très actif. Après avoir chuté en fin de matinée, après l'appel de la CGT à une semaine d'actions du 5 au

11 février (pour l'emploi et le retrait du plan Juppé), qui a fait craindre aux investisseurs une reprise des tensions sociales en France, le notionnel a regagné du terrain en fin de journée. Selon les opérateurs, le marché français a aussi profité de la bonne tenue de l'obligataire aux Etats-Unis où le taux des emprunts d'Etat à trente ans s'est effondré à 6,09 %.

| LE MARCHÉ MONÉTAIRE |                |                |                |                |
|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                     | Achat<br>24/01 | Vente<br>24/01 | Achat<br>23/01 | Vente<br>23/01 |
| <b>Tout le jour</b> | 4,2725         | 4,2810         | 4,2675         | —              |
| 1 mois              | 4,299          | 4,31           | 4,283          | 4,45           |
| 3 mois              | 4,44           | 4,46           | 4,33           | 4,65           |
| 6 mois              | 4,60           | 4,61           | 4,50           | 4,65           |
| 1 an                | 4,72           | 4,74           | 4,50           | 4,62           |
| <b>PIBOR FRANCE</b> |                |                |                |                |
| Pibor Franc 1 mois  | 4,4653         | —              | 4,6655         | —              |
| Pibor Franc 3 mois  | 4,5942         | —              | 4,5953         | —              |
| Pibor Franc 6 mois  | 4,5078         | —              | 4,6075         | —              |
| Pibor Franc 8 mois  | 4,5078         | —              | 4,6036         | —              |
| Pibor Franc 12 mois | 4,5059         | —              | 4,5556         | —              |
| <b>PIBOR ECU</b>    |                |                |                |                |
| Pibor Ecu 3 mois    | 4,7051         | —              | 4,7760         | —              |
| Pibor Ecu 6 mois    | 4,6554         | —              | 4,7135         | —              |
| Pibor Ecu 12 mois   | 4,6146         | —              | 4,6613         | —              |

| Échéances 24/01       | volumé | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|-----------------------|--------|--------------|-----------|----------|--------------|
| <b>NOTIONNEL 10 %</b> |        |              |           |          |              |
| Mars 96               | 22548  | 139          | 128,70    | 122,62   | 125,10       |
| juin 96               | 40     | 133          | 128,70    | 128,00   | 128,00       |
| Sept. 96              | 17     | 122,50       | 122,40    | 120,34   | 122,40       |
| Déc. 96               | —      | —            | —         | —        | —            |
| <b>PRÉF. 5 MOIS</b>   |        |              |           |          |              |
| Mars 96               | 67326  | 95,64        | 95,40     | 95,22    | 95           |
| juin 96               | 18966  | 95,64        | 95,40     | 95,22    | 95           |
| Sept. 96              | 8468   | 95,63        | 95,25     | 95,13    | 95           |
| Déc. 96               | 1461   | 95,62        | 95,63     | 95,49    | 95           |
| <b>ECU LONG TERME</b> |        |              |           |          |              |
| Mars 96               | 2502   | 92,41        | 92,46     | 92       | 92           |
| juin 96               | —      | —            | —         | —        | —            |

| Echéances 24/01 | volume | dernier<br>prix | plus<br>haut | plus<br>bas | pre<br>p |
|-----------------|--------|-----------------|--------------|-------------|----------|
| Janvier 96      | 24711  | 1954            | 1958         | 1931        | 1954     |
| Février 96      | 2951   | 1968            | 1964,50      | 1940        | 1968     |
| Mars 96         | 1492   | 1967            | 1971         | 1949        | 1967     |
| Juin 96         |        |                 |              |             | 19       |

## Recul du franc

**LE DOLLAR** était en hausse, jeudi 25 janvier, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il était monté, dans la nuit, sur la place de Tokyo, jusqu'à un cours de 107,50 yens, son niveau le plus élevé depuis près de deux ans face à la devise nippo-  
123,45 mark et 5.0915 francs.

prendre des positions à la hausse sur le billet vert. Ils estiment que le rééquilibrage des comptes extérieurs américains et japonais pourrait apporter un soutien durable au dollar.

Le franc était en recul, jeudi matin, face à la monnaie allemande. Il s'échangeait à 3,4330 francs pour un deutsche mark. Les investisseurs étrangers ont très mal réagi à l'annonce d'une dévaluation lancée par la CGT.

| MARCHÉ DES DÉBITES      |         |          |        |            |
|-------------------------|---------|----------|--------|------------|
| DÉBITES                 | Coût    | RDP 2000 | 2 2001 | Ventes     |
| Allemagne (100 dm)      | 5,298   | -0,006   | 229    | 58 254 111 |
| Autriche (100 sch)      | 6,090   | -0,006   | 1      | 2 252 100  |
| Etats-Unis (1 usd)      | 5,910   | -0,006   | 4 710  | 2 252 100  |
| Grande-Bretagne (100 £) | 16,665  | -0,006   | 16 650 | 2 252 100  |
| Pays-Bas (100 fl)       | 208,770 | -0,007   | 1      | 2 252 100  |
| Italie (100 li)         | 3,195   | -0,006   | 2 830  | 2 252 100  |
| France (100 fr)         | 65,440  | -0,006   | 62 500 | 2 252 100  |
| Danemark (100 kr)       | 7,950   | -0,006   | 7 180  | 2 252 100  |
| Irlande (1 lrp)         | 2,075   | -0,006   | 1 750  | 2 252 100  |
| Grèce (100 dr)          | 74,050  | -0,006   | 67     | 2 252 100  |
| Chèque (100 £)          | 425,960 | -0,006   | 72     | 2 252 100  |
| Portugal (100 esc)      | 20,800  | -0,006   | 47 900 | 2 252 100  |
| Espagne (100 pes)       | 3,065   | -0,008   | 3 700  | 2 252 100  |
| Canada (1 dollar ca)    | 3,275   | -0,006   | 3 400  | 2 252 100  |
| Japon (100 yens)        | 4,760   | -0,006   | 4 530  | 2 252 100  |
| Total                   | 112,720 | -0,006   | 105    | 2 252 100  |

|                      | cours 24/01 | cours 23/01 |
|----------------------|-------------|-------------|
| Or fin (le barre)    | 64800       | 65200       |
| Or fin (en lingot)   | 65450       | 66000       |
| Once d'Or Londres    | 408,65      | 402,50      |
| Pièce française(20f) | 375         | 380         |
| Pièce suisse (20f)   | 375         | 377         |
| Pièce Union lat(20f) | 376         | 375         |
| Pièce 20 dollars us  | 2255        | 2390        |
| Pièce 10 dollars us  | 1320        | 1470        |
| Pièce 50 pesos mex.  | 2425        | 2435        |

| En dollars      | cours 24/01 | cours 23/01 |
|-----------------|-------------|-------------|
| Brent (Londres) | 16,91       | 16,9        |
| WTI (New York)  | 16,91       | 16,9        |

| INDICES            |               | METALLS (New-York)         |         |
|--------------------|---------------|----------------------------|---------|
| Dow-Jones comptant | 2401          | Argent à terme             | 5,53    |
| Dow-Jones à 3 mois | 229,52        | Palladium à terme          | 422     |
| Dow-Jones à 6 mois | 330,98        | Platine                    | 191,25  |
| CRB                | 336,53        | GRAINES, DENREES (Londres) |         |
|                    |               | Biz (Chicago)              | 4,90    |
|                    |               | Mais (Chicago)             | 3,60    |
| METALLS (Londres)  | dollars/tonne | Grain. soja (Chicago)      | 7,36    |
| Or comptant        | 252           | Tout. soja (Chicago)       | 235,50  |
| Or à 3 mois        | 2491          | GRAINES, DENREES (Londres) |         |
| Aluminium comptant | 1534,50       | P. de terre (Londres)      | 20      |
| Aluminium à 3 mois | 1564,50       | Opes (Londres)             | 114,10  |
| Plomb comptant     | 728           | SOFTS                      |         |
| Plomb à 3 mois     | 721           | Café (New-York)            | 1263    |
| Etain comptant     | 6885          | Café (Londres)             | 1902    |
| Etain à 3 mois     | 6315          | Sucre blanc (Paris)        | 1935,52 |
| Zinc comptant      | 1029,50       | OLEAGINEUX, AGRUMES        |         |
| Zinc à 3 mois      | 1015          | Coton (New-York)           | 0,85    |
| Nickel comptant    | 8710          | Coton (New-York)           | 1,16    |

Nickel & 3 mms

هكذا من العمل







## DISPARITIONS

## Fatma Rouchdi

La « Sarah Bernhardt de l'Orient »

PIONNIÈRE du théâtre et du cinéma égyptien, Fatma Rouchdi est morte, mardi 23 janvier, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, au terme d'une carrière où elle a interprété une centaine de pièces de théâtre et des dizaines de films.

Née en 1908 à Alexandrie, elle avait, dès l'âge de dix ans, contracté le virus du théâtre (personnification), le terme péjoratif réservé, à l'époque, par la bourgeoisie égyptienne aux acteurs de théâtre.

Une *bid'at* (tubé) introduite par les *khawagas* (étrangers non musulmans), italiens et français et dont les adeptes étaient confondus avec les salimbanques. A quinze ans, on la retrouve au Caire, où elle fait la connaissance d'Aziz El-Din, un passionné de théâtre, qui est frappé par ses dons innés d'actrice. Il l'épouse, lui enseigne la diction, les bonnes manières, le français et l'anglais. Tous deux rejoignent le fameux théâtre Ramsis de Yousef Wahba qui arabisaient tous les grands succès français, anglais et italiens. C'est ainsi que son premier grand rôle est *La Tosca*, un drame tiré de l'opéra de Puccini. Mais c'est grâce à l'interprétation de celle d'Edmond Rostand, que Fatma Rouchdi enregistre son premier grand succès. Les critiques lui décernent alors le surnom de « Sarah Bernhardt de l'Orient ».

A son répertoire s'ajoutent *Hamlet* et *Jules César* de Shakespeare, *La Dame aux camélias* d'Alexandre Dumas fils, puis elle décide de créer sa propre troupe théâtrale. Une première pour une femme. Au début des années 30 sa gloire est telle que le plus grand poète contemporain, Ahmad Qasbi, lui écrit deux drames en vers devenus classiques de la littérature égyptienne : *Le Fou de Layla*, et surtout *La Mort de Cléopâtre*. Un drame qui fait vibrer la fibre nationaliste des Égyptiens contre l'occupation anglaise. Cléopâtre étant dépeinte comme une reine d'Égypte luttant contre les envahisseurs romains.

En 1926, Fatma Rouchdi est sur le point d'être l'héroïne du premier film vraiment égyptien et qui a pour titre *Sous le soleil brûlant*. Mais le projet est reporté pour des raisons financières et c'est Aziza Amir, sa rivale, qui figure en 1927

dans *Layla*. Déjà pour un temps par le septième art, Fatma Rouchdi y revient en 1933 avec le film *Le Mariage*, dont elle est l'interprète. Le succès est alors et culmine en 1939 avec *El Azima* (La Détermination) de Kamal Sélim, dont le succès est immense. Ce film, devenu objet de culte, est la première œuvre réaliste du cinéma égyptien et traite de sujets sociaux brûlants comme la misère et le chômage.

A la fin des années 40, riche et comblée de gloire, Fatma Rouchdi abandonne l'art pour jouer les mondaines. Ce sera son plus mauvais rôle. Sa fortune rapidement dilapidée, il lui faut, dans les années 70, demander la pension Sadate, une sorte de revenu minimum. Dans les années 90, elle n'a plus de quoi se soigner. Quand

les journaux révèlent sa misère, un groupe d'acteurs et d'actrices vient à son secours. Tout récemment, le syndicat des artistes lui avait accordé un appartement au centre du Caire, en signe de reconnaissance. Fatma Rouchdi n'a pu en profiter que trois jours, avant d'être terrassée par une crise cardiaque.

Alexandre Bucciantini

MARIUS FAÏSSE, ancien maire (UDF-PSD) de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), est décédé le 18 janvier à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Conseiller général du Val-de-Marne de 1985 à 1992, il fut maire de Villeneuve-Saint-Georges de 1958 à 1977 et, à nouveau, de 1983 à 1989.

## NOMINATIONS

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Gérard Loiselet, professeur de lettres classiques, a été élu, vendredi 19 janvier, président de l'université Charles-de-Gaulle (Lille-III) par 74 voix sur 114 votants. Il remplace Bernard Alluin en fonction depuis 1991.

(Né le 21 avril 1938 à Roubaix (Nord), Gérard Loiselet, helléniste, professeur agrégé de lettres classiques, a effectué toute sa carrière à l'université de Lille. Assistant en 1969 puis maître assistant, il est nommé professeur en 1988 après avoir obtenu son doctorat d'État en 1986. Directeur de l'UFPR de lettres anciennes, il est ensuite élu directeur de l'UFPR d'information, de documentation, d'information scientifique et technique depuis 1990 et vice-président de l'université chargée des nouvelles technologies.)

Michel Combarnous, professeur de mécanique, a été élu, vendredi 19 janvier, président de l'université Bordeaux-I Nouvelle par 60 voix contre 44 à François Dress, qui assurait les fonctions d'administrateur provisoire depuis la mort de Régis Marger comme directeur de l'établissement en mai 1995.

(Né le 24 août 1940 à Alger, Michel Combarnous, ancien élève de l'École nationale polytechnique et de l'École nationale supérieure des pétroles et moteurs, est docteur en sciences physiques. Spécialiste de mécanique des fluides et d'énergétique, il a été nommé maître de conférences à l'université

de Bordeaux-I en 1973, puis professeur en 1977. Directeur scientifique du département des sciences de l'ingénieur du CNRS de 1980 à 1985, il fut également directeur de la recherche au ministère de l'Éducation nationale en 1988 et 1989. Il occupe depuis peu la présidence du conseil scientifique de l'Institut national de recherche en informatique appliquée (IRISA).

## ARTS PLASTIQUES

Jean-François de Canchy, conseiller au cabinet de Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, a été nommé délégué aux arts plastiques par le conseil des ministres du mercredi 24 janvier. Il remplace à ce poste Alfred Pacquement, qui va prendre la direction de l'École nationale supérieure des beaux-arts. (Lire page 24.)

(Né en 1948 à Paris, licencié en lettres à l'université de Nanterre, Jean-François de Canchy a intégré, dès 1976, le Centre d'art contemporain qui venait de se créer rue Bermy, à Paris. Responsable du service audiovisuel, il réalise une vingtaine de films et de montages audiovisuels (Maurice Strak, Thugny, Spont, Taki). En 1975, il est chargé de mission au Musée national d'art moderne. Sa tâche est de faire connaître le Centre Pompidou en cours d'élaboration. Il organise à ce titre de nombreuses expositions en France et à l'étranger. A l'ouverture du Centre, en 1978, il est chargé des relations internationales de l'établissement et organise, l'année suivante,

## René Decock

L'ancien patron de « La Voix du Nord »

LE PRÉSIDENT du conseil de surveillance du quotidien lillois *La Voix du Nord*, René Decock, est mort, mardi 23 janvier, à Sevrier, près d'Annecy (Haute-Savoie), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. René Decock est entré dans la presse par la Résistance. Après avoir été comptable, représentant de plusieurs firmes et responsable de la Société coopérative de stockage des blés, il fut enrôlé en 1939 et fait prisonnier à Saint-Dié. De retour dans le Nord, en août 1941, il rejoint dès septembre le réseau « Pat O'Leary » qui favorise l'aide des pilotes alliés parachutés en France. La même année, il intègre le mouvement de résistance *Voix du Nord* et participe à la diffusion du journal clandestin homonyme : *Voix du Nord*.

A la Libération, le bulletin prend

la place du quotidien régional, interdit pour avoir poursuivi sa parution pendant la guerre, *L'Echo du Nord*, et devient *La Voix du Nord*. René Decock entre en 1946 au conseil de gérance, dont il est élu président en janvier 1947. Le passage du bulletin au quotidien régional a suscité une bataille judiciaire de plus de vingt ans, menée par d'anciens résistants, membres du réseau, qui se sont estimés lésés car ils étaient prisonniers ou déportés au moment du changement de structure. En 1974, la Cour de cassation a reconnu le droit à réparation de ces résistants.

René Decock a donné son impulsion à la transformation du quotidien en groupe de presse régional puissant, œuvre poursuivie ensuite par Jean-Louis Prévoost, président du directoire depuis la

transformation de la structure juridique du journal en 1988. René Decock devenant alors président du conseil de surveillance. En 1989, il a joué un rôle actif pour s'opposer aux attaques d'actionnaires minoritaires qui rachetaient des actions du journal à un prix nettement plus élevé que leurs cours, par ailleurs sous-évalués. Depuis, le journal a accentué sa diversification dans le domaine du multimédia et en s'étendant au-delà de ses frontières régionales, en Belgique et en Savoie.

René Decock était commandeur de la Légion d'honneur, croix de la Libération, croix du combattant volontaire de la Résistance et chevalier de l'Ordre de la Couronne de Belgique.

Alain Salles

Conseiller municipal de Rouen depuis 1989, il est élu maire (UDF-CDS) de la ville en mars 1993, après la mort de Jean Lecanuet, mais sa liste est battue par la liste socialiste d'Yvon Robert lors des élections municipales de juin 1995.

## SONACOTRA

Dominique Bon a été nommé directeur général de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra), par décret paru au *Journal officiel* du 18 janvier, en remplacement de Bertrand Marchaux.

(Né le 25 septembre 1951 à Poitiers (Vienne), Dominique Bon est diplômé de l'HEC et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENSA (1977-1979). Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre entre 1982 et 1984, puis secrétaire financier à Bonn, de 1984 à 1986, Dominique Bon a cumulé les fonctions de chef de cabinet de Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur (1988), de conseiller commercial à Washington (1988-1990) et de chef du poste d'expansion économique de Rouen (1990-1995). De juillet 1993, il est à la tête des services d'expansion économique à Johannesburg.)

## ANCIENS COMBATTANTS

François Darcy a été nommé directeur de l'administration générale au ministère délégué aux anciens combattants et victimes de

guerre, par le conseil des ministres du 17 janvier.

(Né le 12 mai 1953, à Neuilly-sur-Seine, François Darcy est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENSA (1977-1979). Depuis 1984, il est en fonction à la préfecture de police de Paris, où il occupe le poste de sous-directeur de l'administration des étrangers à la direction de la police générale depuis 1991.)

## JOURNAL OFFICIEL

An *Journal officiel* du mercredi 24 janvier sont publiés :

● Conseil constitutionnel : une décision du Conseil constitutionnel mentionnant la déchéance de plein droit d'Eric Boyer de sa qualité de membre du Sénat (*Le Monde* du 24 janvier), trois décisions déclarant incompatibles, pour René Beaumont, Patrick Braouezec et Charles Josselin, l'exercice de certaines fonctions et du mandat de député, ainsi que trois décisions déclarant inadmissibles, pour une durée d'un an, Roger Heller, Didier Barthème et Thierry-Karl Coschetschek, candidats aux élections législatives des 18 et 23 juin 1995 dans la 8e-Rhin.

● Intérieur : un décret portant création de statuts départementales dans les directions départementales de la sécurité publique.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Noces d'or

Catherine, Patrick, Denise, Pomy, Clotilde, Jean-Louis, Marianna, Juliette, Julien, Anais, Cyril, Philippe, présentent toutes leurs chaleureuses félicitations à :

Jean et Anne-Marie,

pour leurs noces d'or.

## Décès

M. et M<sup>me</sup> Jean Benoist, M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Roubier, M. et M<sup>me</sup> André Savidan, M<sup>me</sup> Dominique Baudesson, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Philippe Benoist, M. et M<sup>me</sup> Jérôme Benoist, M. Guillaume Benoist, M. et M<sup>me</sup> Xavier Benoist, M<sup>me</sup> Annette et Aurélie Savidan, ses petits-enfants, Thomas, Victor, Adrien, Marie et Hélène, ses arrière-petits-enfants et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques BAUDESSON, née Marie-Joséphine de RIENCOURT de LONGPRE, survenu à Paris, le 24 janvier 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Priez pour elle.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 29 janvier, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Grâce de Passy, sa paroisse.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de Troies (Aube).

53, rue Saint-Denis, 75001 Paris, 30, rue Erwin, 67000 Strasbourg, 24, allée des Coteaux, 92340 Le Raincy, 29, rue Cassier, 75005 Paris.

On nous prie d'annoncer que les obituaires de

Vincent BOUNOURE,

ont eu lieu le 19 janvier 1996, à Saint-Pierre-d'Oleron.

De la part de Gilles Bounoure, Frédérique Longuette, Simon Bounoure.

Roman CIESLEWICZ, graphiste.

sous a quitté le matin du dimanche 21 janvier 1996.

Chantal Petit-Claudevic, sa femme, Sa famille, ses amis, Piotr Stanislawski Et ceux qui l'aiment se réuniront autour de lui, le mercredi 31 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Gelaude, Paris-5.

(Le Monde du 24 janvier.)

Hélène Verin, son épouse, Maryse Filippi, sa cousine, La famille Verin, Ses amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jacques GUILLERME,

survenu à Paris, le 21 janvier 1996.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Toulouse, le 25 janvier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

42, avenue de Saxe, 75007 Paris.

Le directeur de l'unité de recherche associée 1079 (université Paris-I et CNRS), Les universitaires, Les ITA membres de l'unité, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Jacques GUILLERME,

chargé de recherche au CNRS.

L'inhumation a eu lieu à Toulouse, le jeudi 25 janvier 1996.

M<sup>me</sup> Catherine Lalanine, son épouse, M<sup>me</sup> Madeleine Vergnaud-Lalanine et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Philippe Bodin, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Goussier, M. et M<sup>me</sup> Jean-Dieter Bodin, leurs enfants et petits-enfants, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Lalanine, Dubourg, Deschamps, Kiefer, M<sup>me</sup> Danielle Charvin et Fournade Legros, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre LALUMIERE, professeur agrégé des Facultés de droit, ancien député au Parlement européen, ancien maître du Bouquet, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à son domicile le 21 janvier 1996, dans sa soixante-sixième année, à l'issue d'une longue maladie.

Les obituaires ont eu lieu dans l'intimité à Eyrieux, en Gironda.

Des dons peuvent être adressés à l'Association France-Albinoles, pour la recherche, 21, boulevard Montmartre, Paris-2.

Cet avis tient lieu de faire-part.

65, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

(Le Monde du 25 janvier.)

Paris, Bruxelles.

Les anciens de SKUF et de Corvel ont la tristesse de faire part du décès de leur ami,

Albert LEMBERGIER,

survenu le 19 janvier 1996 à Bruxelles.

Il gèrera le souvenir d'un camarade dynamique et chaleureux.

Amis, Chers amis.

## Remerciements

A tous ceux, parents, amis et connaissances, collègues enseignants et journalistes, attachés de presse, auteurs, éditeurs, lecteurs et auditeurs, qui ont fait part de leur émotion lors du décès, le 26 décembre 1995, de

Catherine DADOUN,

(Catherine TUBLAN).

Roger Dadoun et David, Sara, Simon, Thoma et Armand, expriment leur gratitude.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 3 janvier 1996, au cimetière de Père-Lachaise.

M. et M<sup>me</sup> Alex Chambon-Carlier et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Goussier et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Monique Goussier et ses enfants,

M. Jean Hoff, très touchés par les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M<sup>me</sup> Joëlle GUINTOLL,

vous expriment leurs sincères remerciements.

## Avis de messe

— Emilius et Lucile Guillemin, Ses enfants et Domini, vous invitent une messe en souvenir de

Jacques GUILLERME,

survenu le 21 janvier 1996, en l'église Saint-Thomé-d'Aquin, Paris-7, à 10 heures.

## Services religieux

— Un service religieux à l'intention de

Jean-Pierre DANNAUD,

décédé le 7 décembre 1995.

sera célébré le mardi 6 février 1996, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7.

## Anniversaires de décès

— Le 24 janvier 1990,

Daniel ANKRI,

nos pensées, six ans après...

Il nous a tant manqué.

« Tant que ceux que nous aimons restent présents dans nos mémoires, il n'y a pas de mort. La mort, c'est l'oubli. »

En ce jour, vingt-huitième anniversaire de l'absence de

M. Paul CHALANSET

Son épouse, ses filles, son gendre et toute sa famille, demandent une trêve passée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a quatre ans disparaissait

Pierre LEHMANN

Son nous vient d'être donné un nouvel anniversaire du Laboratoire de l'accroissement linéaire à Orsay (IN2P3, CNRS, université Paris-Sud).

Merci à tous ceux qui l'ont aimé et gardent sa mémoire vivante.

Jeanne et François Lehmann.

— La vie a quitté

Leila Jean-Pierre LICHTMANN,

le 26 janvier 1995.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 26 janvier 1989,

Marie-Alise LONGHI,

née MARENGHI,

s'en est allée.

Ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet de Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## Communications diverses

Ecole du Louvre

Reentrée des étudiants

1996-1997

L'année à la première année de premier cycle (conus diplômés en histoire de l'art et archéologie) est ouverte aux candidats ayant réussi un test probatoire d'entrée.

Modalités d'inscription au test

Recevez bacheliers, futur bacheliers, diplômés de l'enseignement supérieur.

Modalités d'inscription au test

Recevez des dossiers, avant le 26 février 1996 (délai de rigueur), 34, quai du Louvre, 75001 Paris ou par correspondance.

Depuis des dossiers, exclusivement par correspondance, avant le 4 mars 1996, le chèque de la poste Sésame fol.

Renseignements : (1) 40-20-56-15.

— Maison de l'histoire : 47-97-30-32.

Suivez express individuellement tous les jours (moderne-bibliothèque). Lisez l'histoire biblique en une séance !

— Sous l'égide du Fonds social juif

lundi 29 janvier, à 20 h 30, un grand amphithéâtre de la Sorbonne, avec David Banaon, Gilles Bernheim, Catherine Chailly, Ilana Clavel, le R.P. Bernard Dupuy, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Salomon Malka, Guy Pettidomange, Paul Ricœur, Jacques Rohland, RCI 94.8 FM, L'Arche.

Renseignements : Centre communautaire de Paris.

TH : 49-95-95-92 - PAR.

— Sous l'égide du Fonds social juif

lundi 29 janvier, à 20 h 30, un grand amphithéâtre de la Sorbonne, avec David Banaon, Gilles Bernheim, Catherine Chailly, Ilana Clavel, le R.P. Bernard Dupuy, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Salomon Malka, Guy Pettidomange, Paul Ricœur, Jacques Rohland, RCI 94.8 FM, L'Arche.

Renseignements : Centre communautaire de Paris.

TH : 49-95-95-92 - PAR.

— Sous l'égide du Fonds social juif

lundi 29 janvier, à 20 h 30, un grand amphithéâtre de la Sorbonne, avec David Banaon, Gilles Bernheim, Catherine Chailly, Ilana Clavel, le R.P. Bernard Dupuy, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Salomon Malka, Guy Pettidomange, Paul Ricœur, Jacques Rohland, RCI 94.8 FM, L'Arche.

Renseignements : Centre communautaire de Paris.

TH : 49-95-95-92 - PAR.

— Sous l'égide du Fonds social juif

lundi 29 janvier, à 20 h 30, un grand amphithéâtre de la Sorbonne, avec David Banaon, Gilles Bernheim, Catherine Chailly, Ilana Clavel, le R.P. Bernard Dupuy, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Salomon Malka, Guy Pettidomange, Paul Ricœur, Jacques Rohland, RCI 94.8 FM, L'Arche.

Renseignements : Centre communautaire de Paris.

TH : 49-95-95-92 - PAR.

— Sous l'égide du Fonds social juif

lundi 29 janvier, à 20 h 30, un grand amphithéâtre de la Sorbonne, avec David Banaon, Gilles Bernheim, Catherine Chailly, Ilana Clavel, le R.P. Bernard Dupuy, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Salomon Malka, Guy Pettidomange, Paul Ricœur, Jacques Rohland, RCI 94.8 FM, L'Arche.

Renseignements : Centre communautaire de Paris.

TH : 49-95-95-92 - PAR.

## CARNET DU MONDE

Téléphone  
40-65-29-94  
40-65-29-96

Télécopieur  
45-66-77-13

السلامة العامة



AUJOURD'HUI

SPORTS

**PATINAGE ARTISTIQUE** Les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis ont enlevé la médaille de bronze de l'épreuve des couples du championnat d'Europe, remportée

par les Russes Oksana Kazakova et Artur Dmitriev, mercredi 24 janvier à Sofia. C'est la première fois qu'un couple français monte sur un podium international depuis les titres de

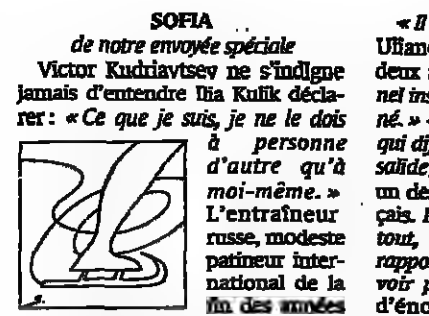
champions d'Europe, du monde et olympiques d'Andrée et Pierre Brunet, en 1932. **CHEZ LES HOMMES**, le programme court a été catastrophique pour les Français Philippe

Candeloro (septième) et Eric Millot (neuvième), privés de toute chance de disputer la médaille d'or lors du programme libre qui devait avoir lieu jeudi 25 janvier. **LE RUSSE** Ilia Ku-

lik, deuxième du classement provisoire, pouvait en revanche espérer rééditer sa performance de 1995 lorsqu'il avait acquis le titre européen à la surprise générale.

Ilia Kulik veut dominer le monde en commençant par l'Europe

Le Russe, tenant du titre européen et deuxième, mercredi, à l'issue du programme court, derrière l'Ukrainien Viatcheslav Zagorodniouk, bouscule la hiérarchie de sa discipline



PATINAGE

**SOFIA**  
de notre envoyée spéciale  
Victor Kudriavtsev ne s'indigne jamais d'entendre Ilia Kulik déclarer : « Ce que je suis, je ne le dois à personne d'autre qu'à moi-même. » L'entraîneur russe, modeste patineur international de la fin des années 60, n'a que faire de la gratitude de son protégé. Seuls les résultats comptent. Froidement, Kudriavtsev dispense quelques conseils. Ilia Kulik, impassible, n'attend rien d'autre que cette rigueur et ce regard critique : « Ma force, c'est de ne pratiquement dépendre de personne. » Avec sa silhouette inachevée, ses mines dramatiques, ce moscovite de dix-huit ans porte déjà une ombre considérable sur les témoins du patinage artistique. Il ne s'en étonne guère : « J'ai dominé chez les juniors, c'est une évolution normale. »  
En 1995, à Dortmund (Allemagne), sur la lancée de son titre mondial junior, le pâle jeune homme aux allures de page a soufflé aux « grands » les lauriers européens. Ni son compatriote, le champion olympique Alexei Urmanov (absent de Sofia à cause d'une conjonctivite), ni l'Ukrainien Viatcheslav Zagorodniouk ni Philippe Candeloro n'en sont revenus. Pas un instant, Kulik n'a donné l'impression de les craindre. « Ce sont de bons patineurs, dit-il, mais il manque quelque chose à chacun d'entre eux. Moi, j'aime tout faire, sauter, glisser ou travailler mes pas. Mais je n'ai pas encore vraiment trouvé mon style. »

« Il est unique, souligne Natacha Ulanova, sa chorégraphie depuis deux ans. C'est un bosseur, un éternel insatisfait et un être très déterminé. » « Il y a entre lui et les autres ce qui différencie le papillon de la chrysalide, renchérit Philippe Pelissier, un des entraîneurs nationaux français. Il patine totalement détaché de tout, quand les autres le font par rapport à l'image qu'ils pensent devoir projeter. Il est libre. » Libre d'énoncer de hautes ambitions sans la moindre arrogance : « Je veux être champion du monde et champion olympique, sinon à quel bon transpirer ? » En l'envoyant à quatre ans à la patinoire en plein

air de son quartier « pour l'occuper », ses parents, ingénieurs, ne se doutaient pas que leur chétif rejeton prendrait le jeu au sérieux. « J'étais un enfant calme, pas le genre des caïds des cours de récréation, se souvient Kulik, le hockey ne m'aurait pas convenu. » Il évoque « une gentille dame » qui guidait les bambins sur la glace et lui a communiqué « l'amour du patinage » avant de l'expédier, à six ans, au CSKA, le club de l'armée moscovite. Là, il observe à la débâche Sergueï Grinkov, multiple médaillé en couple avec sa partenaire Katarina Gordeeva, décédé d'une crise cardiaque en décembre à l'en-

traînement (Le Monde du 22 novembre). Il s'imprègne de la grâce sobre de son aîné, admire sa solidité : « Je voulais être comme lui. »  
**VIOLENCE CONTENUE**  
En regardant Grinkov, Kulik apprend à doser ses émotions. D'où sa violence contenue pour apprivoiser les juges et ainsi leur arracher la note d'impression artistique susceptible de l'aider à surpasser les autres. Il progresse vite. « Tout est dans la musique, assure-t-il, il suffit de l'écouter, de bien la sentir. » Inlassablement, les joues rouges par l'air glacé de la patinoire, Ilia Kulik répète les mêmes gestes. A la

fois patient et avide : « Je suis fasciné par le fait qu'on puisse exprimer autant de qualités physiques et artistiques dans un même sport. Il faut être souple, vif, endurant et élégant, tout en gardant une parfaite concentration pour faire corps avec la musique. »  
Très indépendant, Kulik aime à choisir seul les airs sur lesquels il évolue. « Je m'aime moi-même mais cette, puis je prends l'avis de mes parents et de mes entraîneurs. » Il a tout de même suivi les conseils de Tatiana Tarasova en renonçant à exécuter son programme court sur une valse, au profit de la musique du film La Famille Addams. On ne

Patricia Jolly

La médaille inattendue de Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis

**SOFIA**  
de notre envoyée spéciale  
Il la cajole, la fait virevolter dans ses bras comme une poupée. « On se calme », lui murmure-t-il. Elle refuse, préfère laisser la joie la submerger. Avec Stéphane Bernadis, Sarah Abitbol vient de décrocher la médaille de bronze des championnats d'Europe en couple : leur premier résultat significatif et le sauvegarde d'une journée assombrie par les piètres performances de Philippe Candeloro et d'Eric Millot.  
Les champions de France n'osaient y croire. Même si, sentant le public conquis, Sarah pleurait déjà dans la dernière spirale. Même si Stéphane avait entr'aperçu tout le clan français debout dans les tribunes. L'an passé, ils s'étaient approchés du podium européen à Dortmund avec une septième place. Neuvièmes à Birmingham au championnat du monde quelques semaines plus tard, ils redoutaient le bison d'une discipline en jachère depuis quinze ans en France.  
Mercredi soir, après une prestation irréprochable sur la bande originale du film Les Incorruptibles, et malgré l'optimisme du directeur des

équipes de France, Didier Gallaguet, ils jouaient la modeste : « Trop difficile de passer devant les Russes », disait Stéphane. « Regardons tout de même les quatre derniers, ajoutait Sarah, des fois que sur un malentendu les juges se souviennent qu'on a bien patiné. » Le jury a une bonne mémoire et deux des trois couples russes qui précédaient les Français à l'issue du programme technique ont flanché.  
**FAUTE VALOIR**  
Petite brune piquante au tempérament de feu, Sarah s'est alors perdue en regards enamourés. « Stéphane sait comment agir pour me faire faire ce qu'il veut », minaudait-elle. Sans Sarah, pourtant, Stéphane n'est rien qu'un second couteau du patinage artistique individuel. Impulsif, trop souvent trahi par ses nerfs, ce Parisien de vingt et un ans a opté pour le couple voilà cinq ans. Pendant un été, il a même patiné avec Surya Bonaly. De son côté, Sarah doutait de son propre talent, bien qu'elle ait représenté la France au mondial juniors individuel. Ses quarante-deux kilos et son mètre cinquante font d'elle une partenaire idéale. La guider sur la musique jusqu'à l'étourd

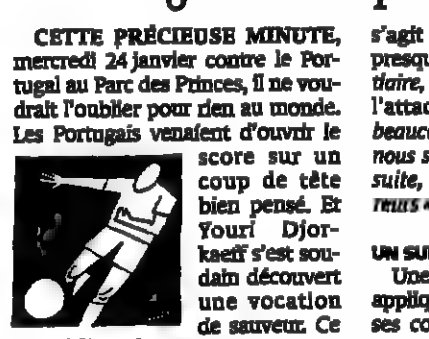
issement de Stéphane. Sarah est la miniature qu'il a besoin de protéger pour s'exprimer sur la glace. « Il est possessif, intelligent et jaloux », dit-elle.  
Pour les yeux de cette remarquable glisseuse doublée d'une fantastique voltigeuse, Stéphane est devenu fiable, un parfait faire-valoir, un pilier inébranlable. Sarah, elle, s'est totalement libérée. « C'est comme dans un rêve, dit Stéphane. Cette médaille, c'est le travail et la passion. Mais, dans l'absolu, on espère encore plus. » Ce podium français - le premier en championnats d'Europe dans cette discipline depuis le titre en 1932 d'Andrée Joly et Pierre Brunet - bouleverse le schéma traditionnel selon lequel on croit les classements préalablement établis dans l'esprit des juges. Il prouve que le patinage en couple reste un sport où les performances ponctuelles peuvent être jugées à leur juste valeur. Et il pourrait être une source d'inspiration pour d'autres puisque, de leurs doutes sur leur carrière individuelle et de l'analyse de leurs capacités, a jailli le succès de Sarah et Stéphane.

P. J.

Désastre français dans le programme court

Pour les deux patineurs français Philippe Candeloro et Eric Millot, le programme court des championnats d'Europe a tourné au désastre, mercredi 24 janvier. Le premier, médaillé de bronze aux Jeux olympiques de Lillehammer, a chuté dans le triple axel. Sa septième place provisoire devait l'empêcher de viser le titre européen dans le programme libre, jeudi soir. Auteur de la même faute, Eric Millot était quant à lui classé neuvième.  
Ces deux contre-performances ont arraché des paroles de dépit à Didier Gallaguet, le directeur des équipes de France : « Pas d'excuses, a-t-il dit. Ils ont vraiment été peints. C'est pitoyable de voir un tel bilan le premier jour. Quand on vient pour gagner, c'est vraiment ridicule. »

Youri Djorkaeff inspire aux Bleus le goût du risque offensif



FOOTBALL

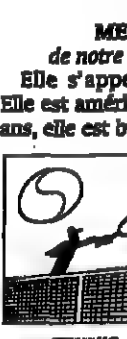
**CETTE PRÉCIEUSE MINUTE**, mercredi 24 janvier contre le Portugal au Parc des Princes, il ne voudrait l'oublier pour rien au monde. Les Portugais venant d'ouvrir le score sur un coup de tête bien pensé. Et Youri Djorkaeff s'est soudain découvert une vocation de sauveur. Ce fut comme une révélation. « Prendre un but sur un coup de pied arrêté m'avait émerveillé », s'excuse-t-il presque. Il s'est convaincu qu'il était interdit de perdre, de commencer la longue marche vers le championnat d'Europe des nations par un mauvais pas. Il a donc choisi de se ruer vers le but adverse, de laisser parler une fureur de vaincre qui devenait oppressante. Dans la surface de réparation portugaise, au bout d'une course échevelée, il a retrouvé un allié, le complice de ses folles offensives, Zinedine Zidane. Une, deux. Remise instantanée. But. La France n'avait mis qu'une minute pour égaliser, pour noyer les tourments d'un pénible début de match dans une action parfaite. Youri Djorkaeff pouvait s'offrir un instant de joie. Il avait fait bon usage de ses soixante secondes de rage.  
Pour lui, il n'y a pas de matches amicaux. Voilà dix-huit rencontres que l'équipe d'Alain Jacquet n'a pas perdu. Une telle réussite entraîne des obligations. « C'est simple, tu n'as rien envie de lâcher », indique Youri Djorkaeff, comme si la victoire était une spirale dont il fallait tout vaincre de sortir. Il fallait donc vaincre le Portugal, avant la Grèce, puis la Belgique, prochains rôles d'une série qui ne s'arrêtera qu'en juin, à l'heure du retour à la compétition officielle sur le sol anglais. Djorkaeff ne s'ennuie pas dans ces rencontres sans enjeu où le score n'est qu'anecdote. Faire comme s'il

s'agit d'un match sérieux relève presque de l'exercice. « Dans le vestiaire, pendant la mi-temps, raconte l'attaquant tricolore, nous avons beaucoup discuté entre nous. Nous nous sommes reposés. Tout de suite, nous avons rectifié nos erreurs. »

**UN SUCRÔIT DE TALENT**  
Une équipe de France sérieuse et appliquée : c'est l'image qu'il a de ses coéquipiers, mercredi soir. Ils ont su revenir deux fois, alors qu'ils étaient menés par une jeune génération portugaise riche de promesses. Quant à lui, il estime avoir joué la son meilleur match sous le maillot bleu. Deux buts. Un tir sur le poteau. Un seul ballon perdu. Et cette verve offensive, qui pour Youri Djorkaeff est la conséquence de l'entière liberté laissée aux attaquants par Alain Jacquet. L'entraîneur ne donne aucune consigne. Il mise sur les coups d'éclat, comme ce tir de loin planté par Djorkaeff comme un couteau dans la défense portugaise, son deuxième but. « Youri a su frapper exactement au bon moment », commente Christian Karembeu. Le joueur de la Sampdoria de Gênes débute chez son coéquipier un sucroît de talent, comme si l'année 1996 devait être celle d'un avènement.  
« Je suis content que l'on attende beaucoup de moi, confesse Youri. Avec le Paris SG, comme avec la sélection, je prends de plus en plus plaisir. J'ai de plus en plus risqué. » Il a compris qu'il était avec Zinedine Zidane l'élément-clé du dispositif offensif souhaité par Alain Jacquet. Il se glisse dans la peau de celui qui parle, du joueur de référence vers lequel se tendent naturellement les micros. Jusqu'à chasser d'un revers de phrase l'ombre des absents. « Je n'ai pas de problème Candona, Ginola, encore moins Papin. Je ne me retourne pas pour regarder derrière moi. »

Pascal Ceaux

Monica Seles rencontrera Anke Huber en finale des Internationaux d'Australie



TENNIS

**MELBOURNE**  
de notre envoyée spéciale  
Elle s'appelle Chanda Rubin. Elle est américaine, elle a dix-neuf ans, elle est belle. Elle est devenue « l'autre » vedette du tableau féminin des Internationaux d'Australie où elle était tête de série n°13. En deux matches, elle a fait lever les foules. D'abord, une rencontre floue et superbe, en quart de finale, contre l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario. Puis cette demi-finale, jeudi 25 janvier, au cours de laquelle elle a fait vaciller Monica Seles, tête de série n°1 avec un tennis énergique. Vaciller seulement. Chanda Rubin, qui a servi pour le match au troisième set, s'est ensuite écroulée et a perdu les quatre derniers jeux. Seles reste donc invincible aux Internationaux d'Australie, qu'elle a remporté trois fois entre 1991 et 1993, avant sa longue convalescence.  
Cette jolie défaite de Rubin, après sa si jolies victoires, incarne le tennis féminin actuel : capricieux et émotif, doté de bonnes joueuses, mais de quelques rares championnes. Depuis son retour sur le circuit, Monica Seles n'a été battue qu'une fois, aux Internationaux des Etats-Unis où elle s'était

incliné, en finale, face à Steffi Graf. Celle-ci, forfait à Melbourne, après une opération au pied, a laissé le champ libre à celle avec qui elle partage la place de n°1.  
Depuis la finale new-yorkaise, Monica Seles, qui a peu joué, affiche dix victoires et aucune défaite. Elle a été accrochée, mais s'est tirée d'affaire. Elle a sauvé une balle de match avant de remporter le tournoi de Sydney face à sa compatriote Lindsay Davenport. A Melbourne, c'est un euphémisme que de dire qu'elle apparaît comme favorite pour la victoire finale, qui se disputera samedi 27 janvier : elle y rencontrera Anke Huber, victorieuse d'Amanda Coetzer (4-6, 6-4, 6-2). En six rencontres, Seles a toujours battu l'Allemande, dont deux fois en finale de finale des Internationaux d'Australie.  
**MUSCLES ET APPÉTITS**  
Cette finale, la première pour Anke Huber, la cozième de l'Américaine (pour huit succès), marque l'absence des « anciennes » du club des dix meilleures mondiales. Les Espagnoles ne sont pas au mieux : Arantxa Sanchez-Vicario, un temps n°1 mondiale, a été reléguée à la quatrième place, Conchita Martínez ne parvient pas à mériter sa place de n°2, et l'Argentine Gabriela Sabatini (n°5) a disparu en huitième de finale, éliminée par Chanda Rubin.

RÉSULTATS

|   |   |
|---|---|
| <b>BASKET-BALL</b><br>EQUIPE KORAC<br>Quart de finale retour<br>Villeneuve (Fra.)-Alba Berlin (All.) 82-78<br>(Villeneuve rencontrera Milan en demi-finale)             | <b>PATINAGE ARTISTIQUE</b><br>Championnats d'Europe<br>Couples<br>1. Kazakova-Dmitriev (Rus.) ; 2. Wotzel-Steur (All.) ; 3. Abitbol-Bernadis (Fra.) ; 4. J. Hoddick-Pine (Fra.) |
| <b>FOOTBALL</b><br>BUREAU<br>Match de préparation<br>France-Portugal<br>Rus. : France : Y. Djorkaeff (24), 79, R. Pedro (77). Portugal : F. Costa (23), Rui Costa (31). | <b>TENNIS</b><br>INTERNATIONAUX D'AUSTRALIE<br>Simple dames<br>Demi-finales<br>M. Seles b. C. Rubin 6-7 (2-7), 6-1, 6-4<br>A. Huber b. A. Coetzer 4-6, 6-4, 6-2                 |

Bénédicte Mathieu

**AUTOMOBILISME** : l'équipage français Patrick Bernardini-Bernard Ocelli (Ford Escort Cosworth), a remporté, jeudi 25 janvier à Monaco, le 64<sup>e</sup> Rallye Monte-Carlo. Victorieux dans le temps de 5 h 24 min 40 s, le pilote corse a précédé de 3 min 44 s François Delecour (Peugeot 306) et l'Allemand Armin Schwarz (Toyota Celica), troisième avec un retard 7 min 12 s. Patrick Bernardini a dominé de bout en bout cette épreuve, qui cette année ne compte pas pour le championnat du monde (Le Monde du 24 janvier).  
**RUGBY** : Richard Dourthe a été suspendu pour trente jours, le 24 janvier, par la fédération française de rugby, pour sa brutalité sur l'Anglais Ben Clarke, lors du France-Angleterre du 20 janvier (Le Monde du 24 janvier). Le troisième quart centre international, interdit de terrain jusqu'au 21 février, est donc écarté du XV de France pour deux matches du Tournoi : le 3 février contre l'Ecosse à Edimbourg et le 17 février contre l'Irlande à Paris, et pour le match de championnat de France Dax-Bourgoin, prévu le 11 février.  
**DOPAGE** : le président du Comité national olympique et sportif, Henri Sérandour, a estimé, mercredi 24 janvier, que les athlètes de haut niveau consommateurs de cannabis « doivent être pénalisés », non pas pour dopage, mais pour utilisation d'un produit interdit. M. Sérandour, tout en reconnaissant que le mouvement sportif « ne peut pas accepter de telles pratiques », a déploré l'amalgame entre d'une part un phénomène de société qui relève de la toxicomanie et d'autre part le dopage.  
**VIOLENCE** : le supporter du Milan AC qui avait tué d'un coup de couteau un partisan de l'équipe de Gênes, le 29 janvier 1995, avant un match de championnat, a été condamné, mercredi 24 janvier à Gênes, à onze ans et quatre mois de prison, au terme d'un procès à huis clos. Au cours d'une échauffourée, Simone Barbaglia, âgé de dix-huit ans, avait poignardé à mort Vincenzo Spagnolo, trente ans, qui se rendait au stade. - (APR Reuter.)



## Imprudences lors du démantèlement en 1994 du réacteur Rapsodie

Du sodium avait explosé à Cadarache

LE 31 MARS 1994, lors d'opérations de démantèlement de l'ancien réacteur surgénérateur Rapsodie, au Centre d'études nucléaires de Cadarache (Bouches-du-Rhône), une centaine de kilos de sodium avaient explosé, tuant un technicien et en blessant quatre autres (*Le Monde* du 2 avril 1994). Si l'on en croit un rapport établi récemment par des experts en sûreté nucléaire, de sérieuses imprudences pourraient être à l'origine de cet accident.

Ce document vient d'être remis au procureur de la République d'Aix-en-Provence. Il a été établi par la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRIRE PACA), à la demande de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui en a révélé les grandes lignes dans un communiqué publié récemment.

Les auteurs du rapport affirment que « les enseignements issus d'opérations comparables réalisées antérieurement ont été insuffisamment utilisés » et estiment que

« l'organisation de la sûreté et de la qualité » était « insuffisante ». Ils ajoutent que « les opérateurs ont eu, par moments, un comportement hasardeux ».

Le drame s'était produit alors que la neutralisation des 36 tonnes de sodium (un métal extrêmement réactif) du circuit de refroidissement de Rapsodie était en voie d'achèvement. Les solvants employés par les techniciens pour le nettoyage d'une cuve ont provoqué une réaction violente avec le sodium sale et oxydé qu'elle contenait encore.

Selon l'enquête interne du CEA, « l'état actuel des connaissances disponibles ne permettait pas de prévoir, ni d'anticiper, l'emballement de telles réactions, dont la nature chimique reste à préciser ». Cet avis est partagé par les experts de la DRIRE PACA, qui expliquent l'explosion par « l'emballement incontrôlé d'une réaction complexe, inconnue jusqu'ici, entre les composants présents dans la cuve ».

J.-P. D.

## Boeing envisage d'installer un centre spatial sur une plate-forme dans le Pacifique

Arianespace prend très au sérieux ce projet, qui permettrait le lancement d'un satellite dès 1998

Un consortium associant la firme américaine Boeing à des compagnies norvégienne, russe et ukrainienne a investi 500 millions de dollars

dans la construction d'un complexe de lancement offshore. Ce projet entre directement en concurrence avec Arianespace, Hughes, premier fabricant mondial de satellites, a déjà signé une option pour dix tirs. Mais certains experts doutent de la rentabilité du projet.

vanche, un site septentrional se prête mieux aux mises en orbite polaire.

Une plate-forme mobile paraît donc idéale. Mais les rares projets de ce type n'avaient jusqu'alors concerné que de petits lanceurs. Ils avaient aussi rencontré des contretemps qui avaient fini par faire de la fusée flottante un serpent de mer. L'annonce, le 3 avril 1995, de la formation d'un consortium associant Boeing à un amateur suédois (Kvaerner) et à deux constructeurs de lanceurs spatiaux, l'ukrainien Yuzhnoye et le russe Energia, avait pu passer pour une nouvelle « intoxic » lancée dans un milieu qui n'en est pas avare.

Mais en prenant une option, fin décembre, sur dix lancements offshore, Hughes Space and Communication Co., premier constructeur mondial de satellites, vient d'offrir une certaine crédibilité au projet. Le montant de cette commande, non dévoilé, mais estimé par l'économiste britannique *The Economist* à environ 1 milliard de dollars (5 milliards de francs), apporterait, en principe, à ce consortium les

Une base de lancement off shore



moyens de rentabiliser un investissement annoncé de 500 millions de dollars. Il est vrai que Hughes négocie également un « panier » d'une quarantaine de lancements pour la fin du siècle. Il fait jouer à plein la concurrence entre Ariane space, McDonnell Douglas et ses Delta, Lockheed Martin, qui propose son Atlas, et le lanceur russe Proton.

Concrètement, le projet Sea Launch s'appuie sur la transformation d'une ancienne plate-forme pétrolière de 31 000 tonnes et de 130 mètres de long qui fera office de pas de tir. Le norvégien Kvaerner a commencé les aménagements de cette sorte d'immense barge-camaraderie, qui utilisera des balasts pour se stabiliser au moment du lancement.

L'amateur a également entamé la construction d'un navire de 34 000 tonnes et de 200 mètres de long, où la fusée sera assemblée et qui fera également office de centre opérationnel. Cette escadre sera basée à Long Beach, non loin des principaux ateliers de production de satellites californiens. Le lanceur y sera alimenté en carburant, avant d'être acheminé – en sept jours environ – à bord de la plate-forme jusqu'au site de lancement, qui sera proche des îles Kribati.

La fusée proprement dite sera un hybride du lanceur ukrainien Zenit, pour les deux premiers étages, et du propulseur russe

Energia. Ces éléments ont fait séparer les beaux jours de l'espace soviétique, mais ils n'ont encore jamais été associés. L'ensemble devra, à partir de 1998, propulser en orbite géostationnaire de transfert un, voire deux satellites ayant une masse maximale de 3,4 tonnes. Soit sensiblement la même capacité d'emport que le futur lanceur lourd Ariane V.

Une fusée hybride, associant un lanceur ukrainien et un propulseur russe

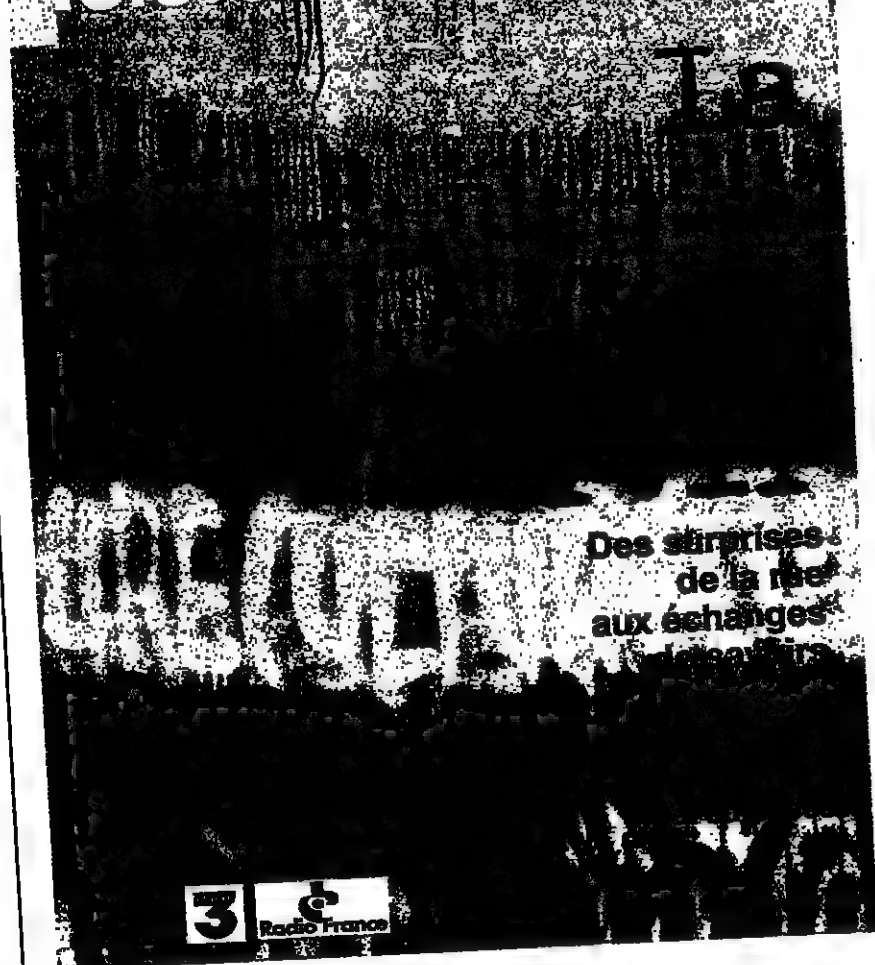
Arianespace prend donc le projet américain très au sérieux, même si la firme européenne rappelle qu'Ariane V devrait effectuer son premier vol dans quelques mois, soit deux ans avant la fusée Boeing. Au Centre national d'études spatiales (CNES), Christian Teinturier, sous-directeur aux équipements sols de la direction des lanceurs, reste sceptique sur la rentabilité du projet américain, même si celui-ci lui paraît « techniquement viable ».

« Boeing risque de se heurter à des problèmes de logistique, explique-t-il. Si un incident survient, il sera difficile de le résoudre en mer. Ce qui implique des allers-retours coûteux. » Autre inconnue, l'approvisionnement en fusées, qui dépendra des bonnes relations entre les industriels russe et ukrainien. Nul doute que Boeing aura profité des cours du rouble et du karbovaïnet pour les obtenir à vil prix. A moins, comme le suggère un industriel français du secteur aérospatial, que la firme de Seattle ait proposé ses avions comme monnaie d'échange pour « inonder » le transport civil ukrainien, quitte à abandonner Sea Launch par la suite.

A Euroconsult, société de conseil spécialisée dans les questions spatiales, Stéphane Picchiotto note qu'en se transportant dans les eaux internationales, Boeing pourra s'affranchir d'un certain nombre de contraintes réglementaires. « Boeing tente de faire son retour dans le secteur spatial, à une époque charnière où la compression numérique devrait entraîner un boom de la télévision par satellite », note-t-il. Boeing est également en lice pour divers programmes spatiaux de l'US Air Force (EELV) et de la NASA (X33). « On assiste aujourd'hui à une pénurie relative des capacités de lancement, donc tout le monde tente sa chance. Mais au-delà de l'an 2000, prévient M. Picchiotto, on risque d'assister à une saturation de ce marché. »

Hervé Martin

Télerama hors-série



## La culture pour s'en sortir

La crise frappe durement les plus petits, les moins bien intégrés, recouvrant du noir manteau de l'exclusion de plus en plus de familles et de solitudes. Mais elle déclenche aussi un formidable élan de solidarité, un fourmillement d'idées et d'initiatives.

Ce hors-série Télerama vous présente des associations, bien sûr, aux actions exemplaires mais aussi et surtout des « vedettes » de banlieue, des chenapans poètes, des acteurs de hasard, des zonards écrivains, des enfants architectes, des danseurs en baskets, des ados aux pinceaux.

100 pages. 47 francs. Chez votre marchand de journaux. Les bénéfices de ce hors-série seront versés aux Universités populaires d'ATD Quart Monde.

**Télerama**  
Prenez votre culture en main

سكول من لاجل



# La France des carnivals

Nice n'est pas la seule cité de l'Hexagone où les fêtes profanes rassemblent la population

QUI DIT carnaval évoque les fêtes flamboyantes de Rio de Janeiro, Venise, voire Trinidad et Tobago. Et la France, « carnavalesque » ? La réponse est incertaine. A part Nice, qui citerait Cassel, Solismes, Limoux, Pézenas, Courmoult ou Dunkerque ? Pourtant, pour entrer dans le tourbillon, il n'est pas nécessaire d'aller très loin. La France recèle, en ce domaine, des richesses insoupçonnées.

Le carnaval vit, change, s'adapte, meurt et, parfois, renaît. D'où sa diversité. Il est constitué par la sédimentation de différents rites. Dans la plupart des civilisations antiques, il prend la forme de fêtes avec travestissement ou, inversement, de rôles lors des changements de saisons. Pour asseoir son pouvoir, le chrétien, qui s'installe sur le déclin de l'Empire romain, occupe l'espace et le temps en imposant son calendrier et en remplaçant les fêtes païennes par des fêtes chrétiennes.

N'arrivant pas à éliminer totalement les premières, l'Eglise les rassemble autour des journées qui précèdent le carême. Carnaval s'affirme alors par rapport à cette période de jeûne en vantant les mérites du gras. L'origine du mot carnaval — *carne vale*, c'est-à-dire « adieu la viande » — s'inscrit dans cette opposition. Il connaît un âge d'or au Moyen Age et à la Renaissance. Les temps modernes entraînent sa quasi-disparition. Ses réjouissances se réfugient souvent, en dernier recours, sous les préaux d'écoles.

En France, seules certaines villes ont réussi à maintenir cette célébration devenue symbole identitaire de leur communauté. Les plus authentiques ont vu se rencontrer tradition et histoire locale. A Courmoult (Hérault), on assiste à l'affrontement entre « paillasse » et « blancs » sur fond d'aspersion de lie de vin.

A Prats-de-Mollo-la-Preste, ou Aude-sur-Tech, dans les Pyrénées-Orientales, c'est le réveil de l'ours après l'hibernation qui est célébré. Distinctes au départ, ces fêtes se sont confondues au cours des temps avec le carnaval. Des rites originaux donnent à chacune une atmosphère spéciale. Au-delà de carnaval, c'est



DESIGN: MITAL FORTIN

la ville qui vibre. Dans le Nord, porter saint Pansard à Trélon ou Renze Papa à Cassel est un honneur. « Pour porter, il faut être de sang, et avoir du cœur », dit-on à Cassel. Des traditions familiales ou collectives se greffent sur ces coutumes immémorables. A Dunkerque, CO-Piard, tambour-major de l'entre-deux-

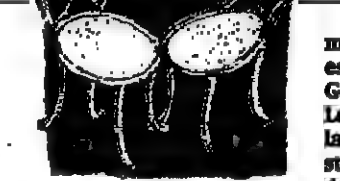
guerres, est resté célèbre au point que, aujourd'hui encore, on chante l'hymne qui lui est dédié.

Dans le Nord toujours, les carnivals ont lieu à l'ombre imposante des géants. Apparus souvent à l'occasion de fêtes religieuses, ils avaient une fonction processionnelle et représentaient corporations ou quartiers. Peu à peu, ils furent associés aux fêtes profanes. Dans certaines villes, ils constituent les piliers du carnaval qui se forme et se défait à leur suite. Participant de la vie locale avec la complicité des autorités qui les reçoivent en grande pompe. Si les bonshommes carnavales sont brûlés le soir du mardi gras, les géants sont, eux, accompagnés jusqu'à leur demeure avec, en guise d'adieu, des chants que la foule connaît par cœur.

## Villes en liesse

On fête Sa Majesté Carnaval à Baileul du 17 au 20 février (renseignements, office de tourisme, tél. : 28-43-81-00), à Cassel le 18 février (tél. : 28-40-52-55), à Courmoult le 21 (maître, 67-85-00-11), à Douanenez du 17 au 21 (office de tourisme, 98-29-13-35), à Dunkerque du 27 janvier au 9 mars (office de tourisme, 28-66-79-21), à Limoux du 14 janvier au 24 mars (office de tourisme, 68-31-11-82), à Nantes, défilé le 24 mars, parade nocturne le 20 avril (comité des fêtes, 40-35-75-49), à Nice du 15 février au 3 mars (office de tourisme, 92-34-60-60), à Pézenas le 20 février (maître du tourisme, 67-98-35-45), à Prats-de-Mollo-la-Preste du 25 au 27 février (office de tourisme, 68-39-70-63), à Solismes le 18 février (maître, 27-37-31-11) et à Trélon le 3 mars (maître, 27-99-73-00).

Chnos encore : Ailly, 3 et 10 mars (office de tourisme, 63-49-48-80); Chalon-sur-Saône, du 16 au 24 mars (office de tourisme, 85-48-37-97); Grayville, 18 février (office de tourisme, 33-91-30-08); Mulhouse, du 14 au 25 février (office de tourisme, 89-45-68-30).



L'AIR DE PARIS

la colonne, au beau milieu des pièces, on ne sait s'il peut être homologué. Mais qu'on la rive droite et arrêtons-nous un moment au pont de l'Alma, au-dessus de la Seine. Face à la grosse armée des bateaux-mouches, le zouave est toujours là, fidèle au poste, avec sa barbe et sa chéchia. Rien de nouveau dans son regard, dignement scotché à la rive gauche. Dans les pils de sa capuche, en revanche, voilà maintenant qu'il y a des pièces aussi. Lancées au haut du pont, elles sont sans doute le fait, encore une fois, d'habiles mains touristiques. Qui diable a bien pu commencer ? Un groupe de Piémontais peut-être, ou trois types de Glasgow un peu païs. Le reste de la planète n'a plus qu'à suivre,

de la ville. Plus fragile, plus soumise aux modes et à la conjoncture économique, elle se décline sur un autre mode, prenant la forme de parades de chars aux décorations grandiloquentes. La foule regarde plus qu'elle ne participe.

Certains pourtant, comme ces carnavales qui chaque année préparent amoureuxment leur char, continuent à vivre pleinement le carnaval. Ils demeurent minoritaires, noyés dans la masse, elle-même simple spectatrice du défilé qui passe. L'humour est joyeux, surtout celle des enfants lancés de confettis, mais il n'y a plus cette communion dans le rite accompagné de mélodie lancinante que les habitants ont entendue depuis leur enfance.

Quel que soit son mode d'expression, l'âme du carnaval ne vient pas tant des paillettes et des effets de lumière que de la capacité de la ville à se mettre en scène, entraînant tout le monde dans son sillage. Le déguisement n'est plus alors réservé aux seuls « aficionados » qui défilent en ordre préétabli. Il devient l'apanage de tous ceux qui, seuls ou en groupe, chantent à tue-tête, exécutent un pas de danse et boivent à l'effémerie de Bonhomme Carnaval.

Guillaume d'Andlau

\* Guillaume d'Andlau est co-auteur, avec Béatrice de Villaines, de *Carnavals en France, hier et aujourd'hui*, Fleury, collection FleurArt, 128 p., 170 F.

mais la Seine, assurément, est plus vaste que la capuche. Gagnons pour finir le jardin du Luxembourg, et plus précisément la fontaine Médicis, dont l'eau stagnante, au milieu d'une discrète décadence, semble descendre en pente douce. Parmi les feuilles mortes emplissant le bassin, aperçoit, ici aussi, l'éclat doré de la monnaie. Cette fois, vous êtes assez bien renseigné, car vous avez vu faire, l'été dernier, un jeune couple de touristes étrangers, des Américains vraisemblablement. Ils se sont mis côte à côte, le dos tourné à la fontaine, et là, de concert par-dessus leur épaule, ils ont balancé une pièce dans l'eau. Car ici, à l'inverse, c'est l'eau qui porte chance. Ils avaient dû faire un vœu, les deux tourtereaux, et bientôt ils se sont enlacés.

Daniel Percheron

## ESCAPADES

### FAMILIALES

■ **FESTIVAL DES CONTES DE FÉES.** Après avoir fêté Noël, Disneyland Paris programme, jusqu'au 4 avril, le Festival des contes de fées. Spectacles et animations se succèdent à Fantasyland. Avec, pour vedettes, les héros des histoires qui ont bercé notre enfance : la Belle au Bois dormant dont le mariage est célébré chaque jour devant le château, Cendrillon dont la citrouille se transforme en carrosse, la sorcière de Blanche-Neige et ses appétissantes pommes en sucre, Hansel et Gretel dans leur maison en pain d'épice. Sans oublier Alice, Peter Pan, le Capitaine Crochet, Merlin l'Enchanteur et, chaque après-midi, la Parade des Princesses. Et, à partir du 15 février, la Belle et la Bête, un spectacle musical présenté sur la scène de Videopolis. Quant aux familles qui souhaitent séjourner sur place, elles se verront offrir, pour tout forfait adulte réservé et acheté à l'avance, un forfait équivalent gratuit, pour un enfant de 3 à 11 ans.

\* L'accès au parc coûte 150 francs pour un adulte, 120 pour un enfant de moins de 12 ans, jusqu'au 7 mars. Ensuite 195 et 150 francs. Renseignements au (1) 60-30-60-30 et dans les agences de voyages qui commercialisent des forfaits avec transport. Consulter la brochure « Disneyland Paris Vacances ».

■ **LES RACINES DE L'AMOUR.** Depuis toujours, les amoureux s'ingénient à graver leurs initiales sur les supports les plus divers avec une prédilection pour les arbres. Aujourd'hui, l'écologie oblige, les voilà invités à planter. Au cœur de son parc classé, le château d'Esclimont, en Ile-de-France, a réservé un endroit où, le jour de la Saint-Valentin, les amoureux peuvent planter un arbre, leur arbre, distingué par une plaque commémorative à leurs noms. La prestation (525 francs par personne) comprend l'arbre, planté sous le contrôle et avec l'aide d'un jardinier, la plaque gravée, l'apéritif, le déjeuner dégustation, les vins et le café. Avec chambre et petit déjeuner, il en coûte 1 050 francs par personne.

\* Renseignements au château d'Esclimont, 28700 Saint-Symphorien-le-Château, tél. : 37-31-15-15.

■ **PARIS A DEUX.** A ceux qui souhaitent passer la Saint-Valentin à Paris sans pour autant se ruiner, les 18 hôtels Timbhotel, première enseigne deux étoiles de la capitale, proposent, du 9 au 18 février, un forfait à 1 200 francs pour deux personnes incluant trois nuits en chambre double (salle de bains avec douche ou baignoire, ligne de téléphone directe et télévision câblée) avec petit-déjeuner buffet, le champagne dans la chambre, une balade en bateau-mouche et... un parapluie. Selon ses goûts, on a le choix entre la proximité d'un site prestigieux (Louvre, Moulin Rouge, Grande bibliothèque de France), d'un quartier animé (Grands Magasins, Opéra, place des Victoires, place d'Italie, porte de Versailles) ou d'une gare (Nord, Saint-Lazare, Montparnasse).

\* Réservation centrale au (1) 44-15-81-15.

■ **LA FÊTE DU MIMOSA.** Originaire d'Australie, le mimosa a trouvé, à la Belle Epoque, sa terre de prédilection à Mandelieu-La Napoule et sur les massifs environnants de l'Estérel où, sur les 600 variétés recensées, on cultive surtout les variétés « Gaulois », « Mirandole », « Floribunda », « Toison d'or », « Quatre saisons » et « Clair de lune ». Une activité florissante puisqu'une centaine de mimosistes envoient, de janvier à mars, huit millions de bouquets de par le monde. Du jeudi 8 au dimanche 11 février à Mandelieu, c'est la « Fête au pays du mimosa » avec expositions florales, bals et galas, élection de « La reine du mimosa », festival de fanfares et groupes folkloriques, défilé des enfants et grand corso fleuri.

\* Office de tourisme, au 92-97-86-46. Les hôtels locaux proposent à cette occasion des forfaits spéciaux.

### CULTURELLES

■ **RÉTROSPECTIVE COCA-COLA.** Présentée jusqu'au mardi 27 février au Carrousel du Louvre (place de la Pyramide inversée), une rétrospective Coca-Cola « Art ou publicité ? » retrace 90 ans de création publicitaire de la compagnie américaine à travers 70 peintures originales réalisées entre les années 30 et 60. A cette occasion, l'Universal Resto et Coca-Cola proposent en exclusivité un plastic cup « Collector » tiré en série limitée et reprenant l'affiche de l'exposition. Egalement au programme, un concours et des ateliers d'enfants, mercredi 21 et mercredi 28 février, avec un concours de dessin sur le thème de la bouteille de l'an 2000.

\* Universal Resto, Carrousel du Louvre (niveau mezzanine), 99, rue de Rivoli, 75001 Paris.

### SPORTIVES

■ **LA CHARTREUSE EN RAQUETTES.** Depuis mai 1995, le massif de la Chartreuse, promu parc naturel régional, est, avec ses forêts, ses cols faciles et ses nombreux sommets accessibles, le lieu de prédilection de la randonnée en raquettes. Grâce à la mise en place progressive d'un balisage spécifique, notamment dans la vallée des Entroneux, à partir des points de location du matériel. Un matériel abordable et performant dont la légèreté (400 grammes à 1 kg) permet à tous de pratiquer cette activité conviviale et ludique. La Maison Alpes-Dauphiné-Izère propose un séjour de 5 jours en hôtel 2 ou 3 étoiles (1 950 francs par personne en pension complète avec la location du matériel) et des sorties quotidiennes (4 heures de marche) encadrées par un accompagnateur professionnel. L'occasion de découvrir l'artisanat et les traditions du massif.

\* Maison Alpes-Dauphiné-Izère, 2, place André-Malraux, 75001 Paris, tél. : (1) 42-96-06-43 ou 56. Un annuaire recensant, par massifs, les balades proposées en France par des accompagnateurs qualifiés est disponible à l'association France-Raquette, 5, place Sir-Hakeln, 38000 Grenoble, tél. : 76-51-04-36.

■ **GREENS NORMANDS.** Destination golfique, le Calvados propose de nouveau, en 1996, un système de forfait, le passeport golf qui, pour 875 francs (700 jusqu'au 15 mars), permet d'accéder à six parcours : Omaha Beach à Fort-en-Bessin, Caen, Cley-Cantelou en Suisse normande, Cabourg-Le Home, Deauville-Saint-Gatien et Saint-Julien-sur-Calonne. Un « pass » valide toute l'année pour 9 jours consécutifs à partir de la date de la première réservation, ce qui permet de conjuguer golf et tourisme.

\* Calvados Tourisme, place du Canada, 14000 Caen, tél. : 31-86-53-30.

### ANTIQUITÉS

● Paris, Quai Branly, 70 expositions, entrée 45 francs, du samedi 27 janvier au lundi 5 février de 11 à 20 heures, nocturne jeudi 1<sup>er</sup> février jusqu'à 23 heures.

● Combevoile (Hauts-de-Seine), stade municipal, 60 expositions, entrée libre, vendredi 26 au dimanche 28 janvier, vendredi de 16 à 20 heures, samedi et dimanche de 10 à 20 heures.

● Le Chesnay (Yvelines), Centre commercial Parly II, 70 expositions, entrée libre, jusqu'au samedi 3 février de 11 à 20 heures, dimanche 28 de 11 à 19 heures.

● Grenoble (Isère), Alpeexpo, 95 expositions, 35 francs, jusqu'au lundi 29 janvier de 10 à 20 heures, nocturne vendredi 26 jusqu'à 22 h 30.

● Lisieux (Calvados), Parc expo, 200 expositions, entrée 30 francs, du vendredi 26 au dimanche 28 janvier de 9 h 30 à 19 heures.

● Amiens (Picardie), Parc expo, 50 antiquaires et 40 brocanteurs, entrée 35 francs, du vendredi 26 au lundi 29 janvier de 10 à 20 heures, nocturne vendredi jusqu'à 22 h 30.

### BROCANTES

● Paris, Boulevard de Reuilly, samedi 27 et dimanche 28 janvier.

● Rennes (Ile-et-Vilaine), salle Omnisports, 70 expositions, samedi 27 et dimanche 28 janvier.

● Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), Hippodrome, du vendredi 26 au lundi 29 janvier.

● Louviers (Eure), Salle des fêtes, 25 expositions, samedi 27 et dimanche 28 janvier.

● Thiers (Puy-de-Dôme), centre-ville, 28 expositions, samedi 27 et dimanche 28 janvier.

● Poitiers (Vienne), Forum, 60 expositions, samedi 27 et dimanche 28 janvier.

● Chaponost (Rhône), Salle des fêtes, 30 expositions, samedi 27 et dimanche 28 janvier.

## Monnaies de Paris

Au Palais-Royal, curieusement, la plus haute des colonnes de Buren ne se voit pas de loin. Il faut dire qu'elle se tient sous terre. Sa base baigne dans une eau bruyante, et son sommet arrive à la hauteur du sol, au milieu d'une fosse carrée dont vous protégez, sur ses quatre côtés, un parapet de verre. L'horizontalité du sommet de la colonne est constellée de pièces, des pièces de monnaie qui viennent de tous les coins du monde. Mais peut-être que le yen y est rare, car il est difficile de viser juste tout en faisant clic-clac, merci Kodak ! Il y a aussi beaucoup de pièces qui sont tombées vite fait au fond de la fosse. Elles ont beau chatoyer dans l'eau, elles ne porteront pas chance à leurs anciens propriétaires : la chance est ici affaire d'adresse et se tient du côté du sec. Quant au bouton doré qui parade sur

## VENTES

## Les bons billets

UN ENSEMBLE de billets de banque, qui passera en vente à Drouot mercredi 7 février, est sans doute une des premières collections de ce type à affronter les enchères publiques. Recherchés depuis une vingtaine d'années, ces supports fragiles ont déjà des cotes bien établies, qui se mesurent à la rareté et surtout à l'état de conservation. Inventé en Chine, au treizième siècle (la Chine est aussi le berceau du papier), le billet de banque apparaît en Europe au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, d'abord en Suède. La France l'utilise à partir de 1701 sous la forme de « billets de monnaie », donnés en reçu aux versements d'espèces aux hôtels des monnaies. Un exemplaire daté 1707 est proposé à cette vente sur une estimation de 35 000 à 45 000 francs. Ce modèle, très rare, comporte une date, une signature et un numéro manus-

crits ; remarqué, il a subi quelques restaurations au ras des plumes, mais demeure dans un bel état.

Vient ensuite deux billets de la banque de Law, qui bouleversera l'économie de la période de la Régence (1715-1724). Typographiés le 1<sup>er</sup> janvier 1720, l'un affiche une valeur de 10 livres Tournais (estimé entre 700 et 900 francs à cause de traces de colle au verso), l'autre de 1 000 livres Tournais (3 500-4 000 francs). En 1720, la faillite retentissante de cette banque, devenue banque royale en 1718, adhère fâcheusement à la réputation du papier monnaie dans notre pays, au point que les émissions suivantes datent de 1790.

Il s'agit des fameux assignats, qui entraînent la France dans une inflation démesurée. En 1797, le Directoire doit se résoudre à officialiser par un décret la banqueroute de l'Etat. Un assignat de 750 francs du 18 Nivôse An II (7 janvier 1795), rare et en parfait état, est proposé ici pour 4 000 à 5 000 francs. Créés parallèlement par les royalistes, deux

« bons » de 10 livres émis en Vendée par l'armée catholique et royale illustrent la guerre civile engendrée par la Révolution (3 000-4 000 francs chacun, tous deux en parfait état).

En 1800, la création de la Banque de France institutionnalise la circulation des billets, mais, pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, leur usage demeure réservé aux professionnels de l'argent : banquiers, financiers, gros commerçants. La thésaurisation se fait plutôt en pièces, qui conservent la valeur du métal, malgré les démonétisations, au contraire des billets, que l'on doit échanger rapidement lorsqu'ils n'ont plus cours.

Comme aujourd'hui, la Banque de France détruit les exemplaires retournés, ce qui permet de dénicher exactement la quantité de vignettes restées en circulation, chacune étant numérotée et enregistrée. Ces éléments expliquent la rareté des modèles du XIX<sup>e</sup>, et c'est pourquoi on attend : 15 000-20 000 francs d'un billet de 50 francs type 1868 daté 1875, en très bon état.

C'est surtout après 1918 que ce type de monnaie s'impose, jusqu'à éclipser les précieuses pièces de nos ancêtres. Sur ces émissions relativement récentes, certains collectionneurs recherchent les particularités, comme les filigranes inversés, les surcharges officielles, ou les spécimens. Par exemple, un billet de 500 francs Victor Hugo de 1959, neuf (ni plume, ni trou d'épingle, ni défaut), surchargé en rouge de la mention « 5 N. R. », obtiendra sans doute 3 500-4 000 francs, bien qu'il soit officiellement échangeable pour 5 francs actuels et que les numismates le surnomment « le misérable ».

Catherine Beisel

\* Drouot-Richelieu, mercredi 7 février, exposition le veille, de 11 à 18 heures et le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Delavigne-Lafarge, 21, rue Bergère 75009. Tél. : 42-46-29-35. Expert : Alain Weil, 54, rue de Richelieu 75001. Tél. : 47-03-32-12.







# CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 25 JANVIER 1996

**NEUVIÈME ART** Le premier rendez-vous mondial de la BD à lieu à Angoulême du 25 au 28 janvier. Cette 23<sup>e</sup> édition, qui a abandonné l'appellation de « salon » pour celle de « festival », est présidée par Philippe Vuillemin, lauréat du Grand Prix 1995. Plusieurs expositions – Töpffer, les Années Pilote, William Vance, Hermann – rythment une manifestation mar-

quée par la naissance de la revue *S'Art* et l'ouverture aux nouvelles technologies. Deux polémiques, autour de la date d'invention de la BD et de la place des éditeurs, entourent

cette édition. ● MOURAD BOUDJELLAL, PDG de Soleil productions, maison d'édition de BD installée à Toulon, est à la tête d'une affaire florissante, qu'il utilise également comme une

arme contre le Front national. ● LES MANGA, BD de qualité médiocre et violentes, nées au Japon où elles sont un phénomène d'édification, font le succès en France des éditions Glénat.

## Le 23<sup>e</sup> Festival de la BD, à Angoulême, sacralise ses stars

Deux polémiques, sur la date d'invention de la bande dessinée et sur l'absence de certains éditeurs, alimentent ce rendez-vous mondial. Dans un secteur en bonne santé, Angoulême s'ouvre aux nouvelles technologies et inaugure un parvis créé par des centaines d'auteurs vedettes

**23<sup>e</sup> FESTIVAL DE LA BD**, place des Halles, 16 000 Angoulême. Tél. : (06) 45-95-01-92. Du 25 au 28 janvier.

Il n'est guère d'activité littéraire sans polémiques. La plus ancienne et importante rencontre de bandes dessinées au monde – 200 000 visiteurs en 1995 –, le Festival international de la BD d'Angoulême ne fait pas à la règle.

Une première polémique est fournie par une exposition du Centre national de la bande dessinée et de l'image d'Angoulême (CNBDI). Elle est consacrée au Genevois Rodolphe Töpffer, présenté comme le véritable inventeur de la bande dessinée. La naissance de la BD coïnciderait avec la mort, en 1846, de l'auteur de sept *Histoires en estampes* que Le Seuil vient de rééditer (*Le Monde des livres* du 19 janvier). La BD serait donc née il y a cent-cinquante ans. Faux, répondent d'autres spécialistes qui situent l'antériorité au monde de la BD aux États-Unis, avec la publication dans le *New York Journal* du 18 octobre 1896 du *comic* de Richard F. Outcault, *The Yellow Kid*. Outre-Atlantique, la BD serait une demelle tout juste centenaire.

La polémique oppose les Français – qui abandonnent leur chauvinisme pour plaider en faveur du Suisse Töpffer –, aux Américains qui défendent la cause de Outcault. Paradoxalement, les Belges, amateurs de BD s'il en est et dont le patrie serait de parer aux célèbres Hergé, Edgar Jacobs ou Jacques Martin et aux grandes maisons d'édition (Casterman, Dupuis) se rangent aux côtés des seconds : le Centre belge de la bande dessinée s'apprête à célébrer en fanfare, à Bruxelles et dans toute la Belgique, le centenaire de la BD. Pour surfer cette polémique, le rival d'Angoulême, le Salon international de la BD de Lucca (Italie) offre à ses lauréats une statuette représentant... *The Yellow Kid*!

Tout est affaire de bulles ou « phylactères », ces espaces qui permettent aux personnages de BD de s'exprimer et de dialoguer dans les cases. On reproche à Töpffer de

ne pas y avoir eu recours, tandis qu'Outcault les a introduits dans son découpage en images.

Les « bulles » sont un des enjeux d'Angoulême : on appelle aussi de ce nom les dômes de toile blanche érigés au centre de la ville, qui hébergent les éditeurs. La seconde polémique qui agite Angoulême est née indirectement de ces « bulles » et de leurs locataires : Dupuis, Dargaud, Casterman, Glénat, Albin Michel, et d'autres y installent traditionnellement leurs pénates. Cette année, Dupuis, le Lombard, Glénat et sa filiale Venis d'Ouest ont décidé de ne pas y louer de stand.

Aller ou pas à Angoulême ? Pour Dupuis, la grande maison d'édition francophone, la question est récurrente : l'éditeur de Spirou avait abandonné la capitale de la BD en 1987 pour y revenir en 1994 et 1995. Cette année, relégué loin des « bulles » comme d'autres éditeurs de BD jugés « grand public », il ne participe pas au Festival. « Il nous coûte cher et nous préférons investir dans la promotion de nos albums et dans les à-valoirs versés à nos auteurs, explique avec sérénité Philippe Vandoren, directeur éditorial. Il nous est difficile de dépenser 2 millions de francs pour un Festival qui semble nous concerner de moins en moins. Mais il n'est pas exclu que nous revenions : nous ne boudons pas, nous pesons le pour et le contre ».

**DÉSECTIONS** Les éditions du Lombard expliquent leur absence dans *Le Livre de Dargaud* de janvier-février 1996 : « Angoulême est devenu le rendez-vous d'un microcosme en ballade. Pourquoi un éditeur de BD grand public par excellence viendrait-il troubler cette party d'amis chaisés ? ». Un dégoût de Glénat estime que « Angoulême est trop cher pour ce que cela rapporte en notoriété » et préfère investir « dans la promotion de ses livres ». Plusieurs auteurs de Glénat dédicaceront toutefois leurs albums dans le rayon librairie d'un grand magasin, au centre ville.

Paradoxalement, ces « désertions » ont lieu alors que la manifestation de 1996 a abandonné l'ap-



● **Ci-dessus** : extrait du tome 1 de *Terres d'ombre*, de Christophe Giffelin (scénario) et Benoît Springer (dessins et coloris). Tous deux ont participé, comme d'autres élèves de l'École de l'École des beaux-arts d'Angoulême, aux albums *Les Enfants du Nil*, *Terres d'ombre* figure dans la collection « Terres de légende » des éditions Delcourt.

● **Ci-contre** : dessin original de Philippe Vuillemin, président du Festival d'Angoulême, pour *Le Monde*. D'origine marseillaise, il a suivi l'École des arts appliqués et a tâté du dessin animé. Il a travaillé pour *L'Écho des savanes*, *Charlie-Hebdo* et *Hara-Kiri*. Adjoint de Harcourt de Reiser et de Crumb, Philippe Vuillemin a créé son propre style, baptisé « ligne crade ». Ses albums (*Les Sales Blagues*, *Le Monde merveilleux de Vuillemin*, *Tragiques Destinées*, etc.) sont publiés par L'Écho des savanes (Albin Michel).

pellation de « Salon » pour celle de « Festival », plus conviviale et ludique. Et elles ont lieu alors que le secteur de la BD est en bien meilleure santé – en partie grâce à la contribution de certains absents. Selon l'enquête de *Libres Hebdo* du 19 janvier, les éditeurs ont mieux maîtrisé leur production en 1995 (481 nouveautés contre 503 en 1994) et les ventes d'albums ont progressé de 2 % en volume et de



4 % en chiffre d'affaires, pendant les neuf premiers mois. Ces chiffres mettent le neuvième art à l'égalité avec l'ensemble du marché du livre. Parmi les best-sellers figurent *Belle Star*, une des dernières aventures de Lucky Luke, publiée par Lucky Productions (plus de 425 000 exemplaires vendus), *Joe Bar Team* (Vents d'Ouest, 250 000), *XIII* : Trois montres d'argent (Dargaud, 240 000), *Les Bidochon* : instants

inoubliables (Audie, 200 000), *Largo Winch* : Ducht connection (Dupuis, 200 000) etc. Cette énergie nouvelle, déjà sensible en 1994, se traduit par le renforcement des chefs de file de la BD, talonnés par des outsiders comme Delcourt – qui célèbre à Angoulême ses dix ans de succès –, mais aussi par le développement de jeunes éditeurs comme Les Requins marteaux, Vertige graphic, Rack-

ham, L'Association... Enfin, 1995 a été marquée par le développement des manga (BD japonaises), filon exploité par Glénat, qui suivent aujourd'hui d'autres éditeurs qui ont créé des collections en noir et blanc et au format spécifique (Casterman), ou qui envisagent de le faire (Dargaud, Albin Michel ou Delcourt).

**SAUF LE WEB**

En marge des polémiques, Angoulême 23 devrait rester dans les mémoires pour d'autres raisons. Le festival est présidé par Philippe Vuillemin, lauréat du Grand Prix 1995, fondateur de la « ligne crade ». Ce rejeton de *Charlie Hebdo* et *Hara Kiri* devrait marquer le Festival de son empreinte provocatrice mais aussi de son goût pour la découverte. Ensuite, plusieurs expositions rythment la manifestation – Töpffer, les Années Pilote, William Vance, Hermann...

Enfin, la vingt-troisième édition, tout en annonçant la naissance de la revue annuelle *S'Art* (144 pages d'études et de réflexions sur la BD), devrait faire la part belle aux nouvelles technologies : le Festival sera présent sur Le Web, une Cyber Nuit est prévue avec Canal Plus, tandis que des démonstrations du Département de l'image numérique du CNBDI devraient prouver qu'il y a un avenir après l'écrit et l'image, grâce à des films en 3D.

Enfin, preuve de la consécration de la BD, Angoulême inaugurerait son « Parvis des stars », façon Hollywood, vendredi 26 janvier, en présence du ministre de la culture Philippe Douste-Blazy. Les 850 m<sup>2</sup> de parvis attenants au bâtiment du CNBDI conçu par Roland Castro vont offrir aux auteurs la possibilité d'y dessiner ou d'y sculpter l'œuvre de leur choix. Plusieurs dizaines d'artistes comme Drulhet, Mandryka, Médéric, Bilal, Fred, etc. profiteront chacun d'une dalle de ciment frais. Ce puzzle destiné à devenir un « Musée en plein air » devrait ravir les inconditionnels du neuvième art. A moins que des esprits chagrins y trouvent de quoi alimenter une autre polémique...

Yves-Marie Labé

## Les publications pugnaces de l'ambitieux « Monsieur Mourad »

**TOULON** de notre envoyé spécial « Je suis propriétaire de cette ville, et eux ne sont que locataires. Je ne voudrais pas qu'ils obtiennent ma propriété... »



Portrait

« Eux », c'est l'équipe municipale de Jean-Marie Le Chevalier, maire Front national de Toulon (Var). L'auteur des propos, c'est Mourad Boudjellal, PDG de Soleil Productions, maison d'édition toulonnaise de bandes dessinées. Issu d'une famille algérienne de quatre enfants, Mourad Boudjellal se souvient comme d'autant de blessures, des propos racistes qu'il a entendus autour de lui. Il reconnaît être rancunier, pas forcément revanchard, mais « battant ». Il a toujours rêvé d'ascension sociale, pour prouver que les beurs ne sont pas tous en situation d'échec.

A trente-cinq ans, Mourad Boudjellal dirige une entreprise qui affiche 40 millions de francs de chiffre d'affaires, emploie douze personnes et fait vivre soixante auteurs et vingt-cinq coloristes. Soleil Productions a diffusé un million d'albums en 1995. Son PDG estime être le cinquième éditeur de bandes dessinées en France, mais compte bien grimper « plus haut ». « C'est juste une question de temps. Mon seul handicap face aux autres, c'est d'être parti de zéro ».

« Monsieur Mourad », comme

il se fait appeler dans le milieu, a débuté en ouvrant une boutique de BD, puis en rééditant les planches qui avaient charmé son enfance, comme *Tarzan* et *Rahon*. Simultanément, il a donné leur chance à de jeunes auteurs : Tarquin, Fino, Mourier, Arleston... Le catalogue de Soleil Productions regorge de créations héroïques-fantaisies, mais, pour Mourad Boudjellal, « c'est de la soupe ». Il dit même être déçu que les « histoires d'effets et de sous-coupes volantes » se vendent mieux que *Jambon-beur*, dessinée par son frère Rachid (histoire d'amitié entre les communautés française et maghrébine) ou que *Le Monde merveilleux des barbus*, de l'auteur algérien Slim.

**ENQUÊTES JOURNALISTIQUES**

Il regrette que la BD « vive dans une bulle », coupée des préoccupations « citoyennes » qui lui sont chères. Il fait ce qu'il peut pour y remédier. « Je n'ai pas vu le FN arriver à Toulon, reprend-il, j'ai reçu une vraie gifle. J'ai eu l'impression qu'on nouveau on me traitait de « sale Arabe ». J'ai décidé de leur taper dessus avec les armes dont je dispose ». Depuis un an, avec Claude Ardil, grand reporter au quotidien régional *Var-Matin*, ils ont lancé *Plén-Sud*, maison d'édition spécialisée dans la publication d'enquêtes journalistiques.

Onze livres sont sortis, dont quatre visent le parti d'extrême droite : une enquête sur l'assassinat de Yann Piat (député Front national du Var), un portrait de

Jean-Marie Le Chevalier, un sverissement contre la banalisation du nationalisme signé de Marc Bayle, conseiller général RPR de Toulon et, surtout, *Charlie-Hebdo* saute sur Toulon, un album de dessins et de textes signés de l'équipe de l'hebdomadaire satirique, qui a enquéte pendant l'été.

Les auteurs ont défendu leur album à la fête du livre de Toulon, en novembre 1994, face au stand de *Présent*. Le livre s'est arraché, la presse en a donné un large écho, et, si Mourad Boudjellal reçoit régulièrement des menaces, la municipalité n'a pas osé l'affronter directement. « Ils ont entamé quatre ou cinq procédures pour propos diffamatoires à Charlie-Hebdo, mais aucune contre nous. Dans le bulletin municipal, ils ont critiqué tous les libraires de la ville qui avaient signé une charte contre la tenue du stand *Présent* sauf nous ».

Aude Dassonville



## Les « mangas » font la fortune de Jacques Glénat

JACQUES GLÉNAT découvre en 1988 les bandes dessinées « mangas » lors d'un voyage au Japon. Huit ans plus tard, les mangas (« images décalées », selon la traduction littérale) représentent 20 % du chiffre d'affaires de l'éditeur, alors que le marché n'a véritablement explosé qu'en 1993. C'est dire l'ampleur du phénomène : quatre millions d'exemplaires ont été vendus en France entre 1993 et 1995. Le catalogue, qui compte déjà soixante-cinq titres, doit s'enrichir de soixante-dix nouveautés en 1996. Un mensuel (*Kaméha*) et deux publications de *Dragon Ball* (éditées chacune à 100 000 exemplaires, chaque mois), complètent la gamme.

« Y'a les méchants, on leur casse la figure, les méchants se vengent » : telle est la définition des mangas selon Guillaume, onze ans. Lui n'aime pas, mais ses petits camarades s'arrachent ces bandes dessinées d'un nouveau style : souvent en noir et blanc, petit format mettant en scène des personnages stéréotypés aux yeux ronds, des scénarios violents pour les garçons et plutôt mièvres pour les filles. Le lectorat, âgé de huit à vingt-cinq ans, aux deux tiers masculins, se recrute chez les non-lecteurs de livres. Au Japon, selon Glénat, les mangas représentent 40 % des ventes de livres et de magazines.

Pour Jacques Glénat, ce phénomène peut pallier la désaffection des jeunes envers la bande dessinée classique. « Il n'est pas imaginable, note le PDG des éditions Glénat, de créer des mangas européens ». Sa maison s'y est essayée

en lançant de « premières passeries entre la BD traditionnelle et le manga japonais », les nouvelles séries « Nomad » et « H. K. », qui ont vu le jour grâce à « l'émergence de nouveaux dessinateurs orientés vers les systèmes narratifs américains ou japonais, capables de travailler vite et d'entrer dans l'ère numérique », selon Jean-Claude Camano, directeur de collection chez Glénat.

Pionnier et leader en France, Glénat ne semble pas craindre la concurrence. Si ce n'est pour admettre, tout en attribuant un label de qualité, avoir « peur que les

confrères ne pervertissent la bonne image que nous essayons de donner ». L'éditeur fait sans doute des efforts pour choisir les meilleurs titres dans la production japonaise, pour autant les mangas pâtissent d'une image de marque très négative en France. Mais pas plus que la bande dessinée franco-belge, il y a vingt ans, selon Jacques Glénat : « Quand j'étais lycéen, on m'interdisait d'avoir des bandes dessinées dans mon cartable. Mes parents me disaient que si je continuais d'en lire, je finirais en prison ! »

Marie-Pierre Subtil

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17  
ou sur minitel, 35-17 Drouot  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 à 18 h. Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Botte, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

**LUNDI 29 JANVIER**  
8.4 Livres sur la médecine.  
Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
**JEUDI 1<sup>er</sup> FEVRIER**  
8.13 Tableaux, bibelots, meubles anciens et style.  
Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIER.  
**VENDREDI 2 FEVRIER**  
8.5 15H30-77 tapis de collection.  
Mes BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIER, 32, rue Drouot (75009)  
47.70.67.68  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002)  
42.60.87.87  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, 12, rue Drouot (75009)  
42.66.61.16



## Le ministre de la culture annonce une série de mesures en faveur du grand écran

Philippe Douste-Blazy met en place des commissions et réaffirme le rôle de l'Etat dans la défense du septième art français

Philippe Douste-Blazy définit les grands axes de sa politique dans le cinéma. Inspirée par la concertation avec les porte-parole du secteur,

elle reprend la plupart de leurs demandes. Notamment le soutien à la production avec l'avance sur recettes et la réforme des soci-

tés de financement (soficas). L'aide au scénario, la défense des industries techniques et la prise en compte du développement des mul-

ti-médias. La démarche - fondée sur la mise en place de commissions composées de professionnels - et le ton sont prudents.

DEPUIS SA NOMINATION comme ministre de la culture au mois de mai dernier, Philippe Douste-Blazy ne s'était pas encore exprimé de manière approfondie sur le cinéma. Sans être pour autant resté inactif en la matière : au cours de ces huit mois, il a notamment procédé au remplacement de Dominique Wallon par Marc Tessier comme directeur général du Centre national de la cinématographie, et est intervenu dans les débats européens où la France a réaffirmé sa position en faveur du maintien de la directive « Télévisions sans frontières » et de la mise en place du plan Média 2.

Plus discrètement, il réunissait le 8 novembre 1995 au château de Champs (Seine-et-Marne) un séminaire avec les ténors de l'industrie. De cette réunion se sont dégagés les principaux dossiers sur lesquels le ministre souhaite faire porter son action. Jeudi 25 janvier au matin, il devait annoncer la mise en place de plusieurs commissions de travail composées de professionnels, sur les thèmes retenus : cet aller-retour avec les représentants des différents secteurs du cinéma illustre la méthode très consensuelle de M. Douste-Blazy. A cette occasion, il définit pour Le Monde les grandes lignes de la politique qu'il compte mettre en œuvre. Avec pour commentaire liminaire, s'appuyant sur l'embellie de l'année 1995 : « Si notre cinéma va bien, c'est parce qu'il est aidé. Il ne faut pas bouleverser le système, mais le faire évoluer progressivement ».

● **L'avance sur recettes.** Toujours contestée depuis sa création par André Malraux en 1959, ce mécanisme d'aide sélective à la production des films reste tiraillé, d'une part, entre l'intervention

massive sur quelques films et le saupoudrage au bénéfice d'un grand nombre de candidats (ce qui a plutôt été la tendance récente). Et, d'autre part, entre la défense du cinéma d'auteur et le soutien à des productions plus « grand public », et à plus gros budget, qui sollicitent également son renfort.

Amorçant la mise en place du groupe de réflexion présidé par Jérôme Deschamps, actuel président de la commission d'avance, le ministre ne cache pas son inclination : « Je souhaite que l'avance soutienne un cinéma de création, indépendant, et notamment les premiers films. Cette institution relève d'une mission de service public culturel. On a assisté dans les années récentes à

un risque de dilution du rôle de l'avance face à l'augmentation des budgets ».

Le ministre annonce également deux mesures nouvelles. D'une part, « à partir de 1996, les remboursements en cas de succès resteront à l'avance et ne constitueront pas la capacité d'action au lieu d'être dilués dans le compte de soutien. D'autre part, il faut envisager d'incorporer à l'avance une aide qui servira à la distribution ». Souvent réclamée par la profession, cette initiative, si elle garantit la permanence du soutien public aux films aidés au-delà du stade de la production, a pourtant le défaut d'anticiper le résultat d'une production soutenue sur so-

ciété de financement (soficas). L'aide au scénario, la défense des industries techniques et la prise en compte du développement des mul-

ti-médias. La démarche - fondée sur la mise en place de commissions composées de professionnels - et le ton sont prudents.

« Si notre cinéma va bien, c'est parce qu'il est aidé. Il ne faut pas bouleverser le système, mais le faire évoluer progressivement »

un risque de dilution du rôle de l'avance face à l'augmentation des budgets ».

Le ministre annonce également deux mesures nouvelles. D'une part, « à partir de 1996, les remboursements en cas de succès resteront à l'avance et ne constitueront pas la capacité d'action au lieu d'être dilués dans le compte de soutien. D'autre part, il faut envisager d'incorporer à l'avance une aide qui servira à la distribution ». Souvent réclamée par la profession, cette initiative, si elle garantit la permanence du soutien public aux films aidés au-delà du stade de la production, a pourtant le défaut d'anticiper le résultat d'une production soutenue sur so-

ciété de financement (soficas). L'aide au scénario, la défense des industries techniques et la prise en compte du développement des mul-

● **L'aide au scénario.** Le ministre annonce la création en 1996 d'une enveloppe spécifique de 10 millions pour améliorer l'écriture et la réécriture. D'abord en rémunérant mieux les scénaristes, qui sont sous-payés en France. Il a demandé à Jean-Claude Carrière « de présider une commission qui doit, dans un délai de huit semaines, remettre ses conclusions sur la manière la plus efficace d'agir ».

● **L'agrément.** Cette procédure, qui définit le label « français » d'un film, et ouvre donc à ses producteurs, dans des proportions variables, l'accès au soutien automatique, souffre d'une certaine complexité (il existe plusieurs degrés de « français » d'un film), ainsi que d'une contradiction interne : plus les règles de l'agrément sont assouplies, plus elles permettent d'associer la France à des productions étrangères, plus elles sont rigides, mieux elles préservent les intérêts des industries techniques nationales en réservant à ceux qui y font appel les avantages du système d'aide. La commission présidée par René Bonnell et Marguerite Meneghini est chargée de trouver une médiation à ce mécanisme qualifié de « inadaptable, générateur d'effets pervers et inefficace » par le ministre. Avec pour priorité de chercher à réduire les déséquilibres avec les partenaires étrangers et de défendre « l'emploi dans l'industrie nationale ».

● **Le dossier recoupe la toujours épineuse question de la langue de tournage.** En premier lieu pour savoir s'il faut soutenir davantage des films français tournés dans une autre langue (« faut-il considérer que la culture c'est seulement la langue, ou avoir une approche de la culture qui dépasse la langue ? », s'interroge Philippe Douste-Blazy,

ce qui est déjà une façon de remettre en question le principe du « film d'expression originale française », l'un des piliers du système actuel). Deuxièmement, toujours au profit des industries techniques, en envisageant de soutenir tout film venant être tourné en France, quelle que soit sa nationalité, en s'inspirant de l'exemple des Länder allemands qui cofinancent toute production réalisée sur leur territoire.

● **Les multiplexes.** Soulignant à la fois le caractère inéluctable de leur développement et leur contribution à l'augmentation de la fréquentation globale, M. Douste-Blazy en souligne les deux dangers : que ces nouvelles installations servent de « porte-avion » à Hollywood, et qu'elles entraînent la disparition des petites salles. Jugant trop récente leur implantation pour en tirer des conclusions définitives, il avertit pourtant : « Ces risques existent, nous serons très attentifs aux effets des multiplexes et si nécessaire, je le dirai clairement, le ministère interviendra pour corriger les dérives ».

● **L'exportation.** Constatant que l'exportation des films français croît en volume, mais moins vite que le marché global, le ministre désigne comme cible prioritaire les pays d'Europe de l'Ouest. Pour soutenir ce secteur-clé, « en s'inspirant des techniques de marketing des Américains », il a décidé « une enveloppe supplémentaire de 15 millions en 1996, qui permettra d'accroître les aides au doublage et au sous-titrage, et le soutien à la distribution à l'étranger ». Il ne semble toutefois pas que les modalités de répartition de cette somme soient déjà décidées.

Jean-Michel Lévêque

## Yves Saint Laurent ressuscite l'air de liberté de la Libération

Paco Rabanne triomphe avec ses cyber-amazones

EN MARGE de la tendance « usage de lait » de l'été 1996, deux couturiers ont créé l'événement, avec cette force qui consiste à aller jusqu'au bout de leurs obsessions, de ces souvenirs qu'ils réinventent en liberté. Yves Saint Laurent le premier, avec ses stars qui s'avancent, barrette de diamants dans les cheveux et sandales en vernis noir à brides. Une chevelure, des épaules droites, des jambes soyeuses, pour un double hommage aux stars d'Hollywood, et sa fameuse collection « Libération », revisitée le temps d'une saison éternelle : les premiers passages, tailleur de toile de lin crâle, saharienne de shantung nacré, annoncent en souplesse cette ligne Saint Laurent qu'aucun détail ne vient contraindre, dans le calme, la simplicité absolue d'une blouse portée comme un tee-shirt, d'une jupe naturellement mouvante.

Tous les bleus sont au rendez-vous d'un matin neuf, bleu officier, ciel ou Méditerranée. Au son de Glenn Miller et des Andrews Sisters, il réussit à communiquer, avec des robes, l'esprit d'une époque, dont il restitue ce qu'elles lui ont inspiré pour toujours : « Ja-

mais les femmes, dans les films, sur les photos n'ont été aussi attirantes. Parce qu'elles avaient l'air libre, décidée, heureuse. Peut-être parce qu'elles attendaient de l'avenir des lendemains merveilleux, et que ça leur donnait les yeux. Ça faisait claquer godellement leurs talons hauts, elles redécouvraient avec ravissement la soie, les couleurs, le plaisir de l'habiller, le plaisir de la mode avec un grand M, comme moi... » C'était en janvier 1971. A l'époque, sa collection rétro fit scandale : cheveux permanents sous un turban, épaules d'éphèbe, ses mannequins déclenchèrent une pluie d'insultes. Vingt-cinq ans ont passé, cette « vieille dame » dont parlait alors Yves Saint Laurent à propos de la haute couture revient, avec plus de force et de technicité, redonner une vie aux images, en faire des gestes.

C'est en feuilletant l'album des cinquante ans du magazine Elle qu'il dit avoir trouvé le point de départ de cette collection : « J'ai retrouvé ce manteau vert... » Le revêtait donc, mais en bien vieillit, « un fil et demi de plumes de dinosaure africain », précise André Lemarié, parolier-plumassier à Paris. Robes en crêpe de Chine à manches ballon, vagues à revers pointus et ganses de rouge lipstick tailleurs de star de la MGM, ils sont tous là, au rendez-vous d'une escalade paternelle à

Hollywood, de ces mannequins redévenus pour une demi-heure des reines de la Paramount, amoureuses de Marlène, ongles rouges, jupes noires. Passagères du temps, scandaleuses à Broadway-sur-Seine, elles semblent toutes s'appeler Rita, Joan, Lauren ou Betty.

L'AGE EST LA SAISON, c'est Stella, cette Anglaise aux cheveux noirs mous, qui porte avec détachement le smoking-saharienne de grès de poudre, le manteau blanc comme coupé au sabre porté sur une robe débauchée à paillettes noires. Au-delà des petites robes drapées, au-delà de toutes les couleurs - les violets, les boutons d'or, les bleu isphahan - posées comme des fards devant un miroir mal éclairé, il en est une avec laquelle Yves Saint Laurent semble caresser le corps des femmes : ce rose « David Austin » d'un long fourreau de crêpe, le rose schœberien d'un manteau de renard sur une robe de satin cyclamen et de dentelle noire. La mousseline respire dans le mouvement, sans retomber, sans s'écarter. On a l'impression que les robes ont été soufflées plutôt que coupées, cousues, filées du secret et de l'amour.

L'enfance, le jeu, l'âge d'or du monde... Yves Saint Laurent les retrouve avec son regard, Paco Ra-

banne, avec ses matras : « La gauche est douce, la droite est brisée par les cais, les ampoules », a coutume de dire ce visionnaire bricoleur, dont les premiers instruments sont des tenailles, des pinces et du fil de fer. Sa collection, présentée le même jour au Carrousel du Louvre, a suscité un véritable enthousiasme des spectateurs, emportés sur une piste où l'on affrète l'orage, sous des imperméables décapotables en vinyle noir. Des amazones défilent chastement le big-bang en mini-robe de cote de maille. Salammbô s'est éprise d'un gourou cyber. Grillagé, tressé, le métal se fait humide, éclaboussant la salle, qui vibre devant ces manteaux de cuir, qui vibrent laser, ces jupes suspendues dans l'air, sous un plastron-bijou. Robes citadelles, fourreaux à pointes, poissons volants, hérissés de Plexi : sorcier du PVC, confectionneur de prophéties, Paco Rabanne, qui au passage absorbe quelques influences et les prolonge (Issey Miyake pour les imperméables, Thierry Mugler pour les bustiers-robots), semble agrandir l'espace de son propre imaginaire. Il est dommage que ses défilés ne soient pas publics. S'il n'offre rien de réellement portable, il a le mérite d'offrir avec ces robes de vieillesse un peu d'invincible.

Laurence Benaim

**IMPRÉ-CATION IV**

Michel Deutsch  
Du 30 janvier  
au 17 février  
1996

Renseignements rétrospectifs : 88 33 44 52

**IN**

THÉÂTRE NATIONAL LA STROUENNE

**PLATONOV et IVANOV**

de Anton Tchekhov

deux spectacles de Ludovic Lagarde

23 janvier - 18 février 1996

en alternance

**Théâtre de Gennevilliers**

Centre Dramatique National

41 32 26 26

**Les films à l'affiche**

36-15 LEMONDE

## Grandes manœuvres pour la présidence du Centre Pompidou

LE JEU de chaises musicales qui anime quelques grandes institutions du monde de l'art n'est pas achevé, mais Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture et donc maître du jeu, approche du but. Résumons les épisodes précédents. Yves Michaud quitte - volontairement - la direction de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pour rejoindre l'université. Alfred Pacquement, patron de la délégation aux arts plastiques (DAP) au ministère, est évincé par la volonté ministérielle et se retrouve à la tête de l'adite école. Jean-François de Conchy, membre du cabinet de M. Douste-Blazy après avoir appartenu à celui de Jacques Toubon, remplace Alfred Pacquement à la DAP, après que Marie-Claude Beaud, actuellement directrice de l'American Center, a refusé le poste (Le Monde du 12 janvier). Jean-François de Conchy a été officiellement nommé lors du conseil des ministres du mercredi 24 janvier (lire page 20). Lors de ses vœux à la presse, le 17 janvier, le ministre a également annoncé la création d'une direction de l'architecture, qu'il confie à François Barré, actuel président du Centre Pompidou.

Reste à savoir qui va remplacer François Barré à la tête du Centre Pompidou. Le poste semble acquis à Jean-Jacques Allagot, actuel directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris, frère du président de la République. Une rétro-investiture a voulu que le directeur du Musée national d'art moderne (MNAM), un des éléments constitutifs du Centre Pompidou, soit également sur le point de partir. Georges Vivien, conservateur en chef, est en effet détaché par la direction des Musées de France (DMF) auprès du Centre, et ce détachement prend fin le 26 janvier. Beaucoup en ont conclu que Germain Viatte était « condamné ». Son successeur passait même pour certain : Serge Lemoine, actuel directeur du musée de Grenoble.

Les augures se sont trompés et Germain Viatte a été confirmé à son poste, au moins jusqu'à la désignation du futur président du Centre, qui devrait intervenir dans trois ou quatre mois au plus tard. Par ailleurs, cette direction du Musée national d'art moderne est toujours l'enjeu d'une partie de bras de fer entre la DMF et les « orthodoxes » du Centre. En effet, la DMF n'a jamais accepté d'avoir perdu la responsabilité du MNAM au moment de la création du Centre. Le président Pompidou et ses conseillers considéraient que la création du XX<sup>e</sup> siècle devait échapper au conservatisme des professionnels du corps des Musées. C'est ainsi que le premier directeur du Centre, Pomus Hultén, n'appartenait pas à ce corps.

La nomination de Serge Lemoine à la place de Germain Viatte pouvait annoncer un rapprochement du MNAM et de la DMF. Il aurait suffi, profitant des lourds travaux de réaménagement du Centre Pompidou, et au nom de l'étrénesse des locaux, d'extraire les collections du XX<sup>e</sup> siècle d'histoire pour les présenter dans un autre lieu de Paris, à définir. Dans ce cas, la vocation multidisciplinaire - fondatrice du Centre - éclatait. Les « orthodoxes » ne l'ont pas permis. Il ne faut pas oublier que l'achèvement du Centre Pompidou n'a été possible qu'avec l'appui déterminant de Jacques Chirac, alors premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing. Cette fidélité à l'idée originelle ne se dément pas à l'élysée.

Il reviendra donc au futur président du Centre de proposer le nom du futur directeur du Musée national d'art moderne. Un impératif : les idées de l'élu devront coïncider avec celles qu'il entend mettre en œuvre. Cela ne signifie pas que la candidature de Serge Lemoine soit définitivement écartée. Il n'est pas exclu, non plus, de faire appel à une personnalité européenne.

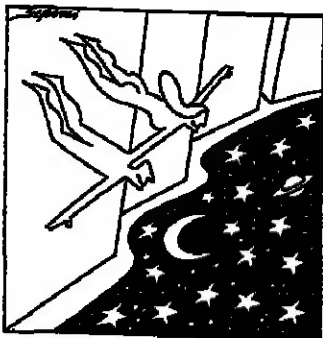
Philippe Dagen  
et Emmanuel de Roux

مركز لالامل



## Une exposition d'Auguste Herbin

Tour à tour fauve et cubiste, l'artiste est devenu un des maîtres de l'abstraction géométrique



LA DERNIÈRE exposition consacrée à Herbin par Denise René, en février 1994, saluait la publication du catalogue raisonné de l'artiste par Geneviève Claisse. Depuis, une rétrospective organisée par le Musée de Cézanne, également présentée au Caneau-Cambresis, a permis de prendre la mesure de l'œuvre, trop longtemps méconnue, d'un des maîtres de l'abstraction géométrique. Faute puis cubiste, secrétaire puis président du mouvement Abstraction-Création entre les deux guerres, Herbin accompagnait les tendances les plus modernes de son siècle, jusqu'à la mise au point de son propre alpha-

bet plastique qui, à chaque lettre, fait correspondre une couleur, des formes, des sons.

Esperanto pictural utopique, théorisé en 1949 dans le livre *L'Art non figuratif non objectif*, l'alphabet d'Herbin produisait cependant des tableaux épatants, que le temps a dotés d'une chaleur et d'une sérénité plus que jamais nécessaires. Le nouvel hommage que Denise René rend à Herbin tombe à pic.

\* Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 48-67-73-94. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 février 1996.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Bardes d'Asie centrale. Moins connus que les griots africains, les bardes d'Asie centrale chantent eux aussi d'antiques épopées. Ils sont à la fois le miroir et la mémoire de leur société. Réunissant des bardes originaires de Kirghizie, du Turkménistan, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, de Kalmoukie et de Touva, ce concert propose la découverte de voix profondes et chants diaphanes propres à ces régions. *Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs, 20 h 30, les 25, 26, 29 et 30 janvier 1996, le 27 à 19 heures, le 28 à 21 heures. 44-44-72-30. 80 F et 100 F. Carte blanche à Didier Lavallet.* A quelques jours du cinquantième anniversaire des Instantis chavirés, le contrebassiste Didier Lavallet, l'un des parrains du club de Montreuil, invite des musiciens qui formeront avec lui un quartette inédit : la pianiste Sophia Domacka, le clarinetiste basse Denis Colla et le batteur Christophe Marguet.

Montreuil (93). Instantis chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 26. Tél. : 42-57-25-91. De 35 F à 80 F. The Nits. Depuis plus de dix ans, les Nits font connaitre un univers unique. La sophistication des meilleurs groupes pop s'enrichit chez ces Hollandais de l'émotion et de leur goût pour la peinture. L'incomparable qualité de leurs concerts a forgé leur réputation. *La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Pignatelli, 20 heures, le 25. Tél. : 42-23-15-15. 110 F.* Cardigans, Heavy Stereo, Bluetones, Fluffy. L'hebdomadaire New Musical Express, bible de la presse rock britannique, paraitra les concerts de ces groupes pop. On peut espérer dénicher là les successeurs de Blur ou d'Oasis. Les Cardigans et les Bluetones signent des mélodies sentimentales. Heavy Stereo et Fluffy préfèrent l'énergie punk et les sons puissants du glitche rock. *Capit de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Bastille, 18 h 30, le 25. Tél. : 47-00-57-59.*

## ART

### VERNISSAGES

L'Age d'or du petit portrait. Musée du Louvre, aile Sully, entrée par la Pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Palais-Royal, Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 18 heures. Nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 45. Fermé mardi. Du 26 janvier 1996 au 22 avril 1996. L'Animal miroir de l'homme. Musée Cognac-Jay, 8, rue Elzévir, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Paul, Chemin-Vert. Tél. : 40-27-07-21. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Du 30 janvier 1996 au 12 mai 1996. 27 F. Métamorphoses parisiennes. Pavillon de l'Arsenal, 1, boulevard Mirand, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sully-Morland. Tél. : 42-76-33-97. De 10 h 30 à 18 h 30 : dimanche de 11 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 26 janvier 1996 au 30 avril 1996. Paysages de la mémoire. Fondation Coprin, 112, avenue Kléber, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Trocadero. Tél. : 47-55-02-64. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé samedi et dimanche. Du 25 janvier 1996 au 19 avril 1996.

### EXPOSITIONS PARIS

A l'ombre du Vésuve. Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 42-55-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 25 février 1996. 40 F. Art brut et compagnie. Halle Saint-Pierre, Musée en herbe, 2, rue Rosard, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Avers. Tél. : 42-58-72-89. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin 1996. 40 F. Art ou publicité ? Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Palais-Royal. Tél. : 49-16-49-00. De 10 heures à 20 heures ; nocturne lundi et mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 27 février 1996. 20 F. Adrien Beaudin, 1995-1997. Galerie Lambert-Rouland, 62, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Augustin. Tél. : 45-63-51-52. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 3 février 1996. Claude Lévi-Strauss et Roberto Martínez. Galerie du Jour Agnès B, 6, rue du Jour, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Les Halles. Tél. : 42-33-43-40. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 février 1996. Lynn Cohen. Galerie des Archives, 4, impasse Beau-bourg, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél. : 42-78-05-77. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 février 1996. Le Compagnonnage, chemin de l'excellence. Musée des Arts et Traditions populaires, 6, avenue des Maitres-Gand, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sablon. Tél. : 44-77-60-00. De 9 h 45 à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 6 mai 1996. 22 F. Tony Craig. Galerie Karsten Grave, 5, rue Debel-

leyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 mars 1996. D'Alexandre à Cléopâtre : portraits grecs sur pierres dures. Bibliothèque nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Bourse, Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 47-03-39-10. De 13 heures à 17 heures ; dimanche de 12 heures à 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1996. 22 F. Robert Doisneau. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Vis-conférences mercredi et samedi à 15 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 11 février 1996. 35 F. Edouard Balthus photographes. Musée des Monuments français, Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Trocadero. Tél. : 44-05-39-10. De 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 15 avril 1996. 32 F. Miguel Agnol. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Loi, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Odéon. Tél. : 43-25-42-63. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 février 1996. Egypte : cent ans de cinéma. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Jussieu, Cardinal-Lemoine, Sully-Morland. Tél. : 40-51-38-38. De 10 heures à 19 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 février 1996. Fellini. Galerie Kiran, 10, rue La Vacquerie, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Voltaire. Tél. : 44-64-11-50. De 10 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 17 février 1996. Féminin-masculin. Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5<sup>e</sup> étage) et Forum (RdC), place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 février 1996. Sam Francis. Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Concorde. Tél. : 42-60-69-68. Mardi de 12 heures à 21 h 30 ; mercredi, jeudi, vendredi de 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 février 1996. 35 F. Douglas Gordon. Centre Georges-Pompidou, grand foyer (1<sup>er</sup> sous-sol), place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 février 1996. Gotthard Graubner. Galerie Karsten Grave, 5, rue Debel-leyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 19 heures. Fermé di-

manche et lundi. Jusqu'au 29 février. Herbin, acteur des révolutions picturales du siècle. Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 48-67-73-94. De 14 h 30 à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 février 1996. Maria Lassnig. Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. Livres en broderie. Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue de Sully, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sully-Morland. Tél. : 48-67-73-97. De 12 heures à 18 heures. Fermé lundi, jusqu'au 25 février 1996. 22 F. Mark Luyten. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures ; sur les 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 février 1996. Giulio Paolini. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-00-33. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 février 1996. Passions privées, art moderne et contemporain dans les collections. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Alma-Marceau, Léna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F. Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny-Musée Maitiot, 61, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 42-52-59-58. De 10 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 mai 1996. Jean-Pierre Raynaud, Krzysztof Wodiczko. Galerie Gilles Peyroulet, 7, rue Debel-leyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Paul. Tél. : 42-74-69-20. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996. Bernard Réquichot 1925-1961. La Galerie, 3, rue Guénéville, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Odéon. Tél. : 43-54-85-85. De 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996. Réserves. Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 28 F. gratuit pour les moins de 18 ans, pour les premiers dix manches du mois. Billet jumelé avec visite du musée : 55 F de 9 heures à 15 heures, 35 F après 15 heures. Emmanuel Saulnier. Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> RER Port-Royal,

Notre-Dame-des-Champs, bus 38, 82, 83, 91. Tél. : 43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996. Sérénité, terre de Bouddha, Dix siècles d'art sur la fleur de la soie. Grand Palais, entrée Clemenceau, av. W. Churchill, place Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Champs-Élysées-Clemenceau, bus 28, 32, 42, 75, 83. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 50 F. 35 F. David Smith. Galerie Gérard Piltzer, 16, avenue Maignon, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> George-V. Tél. : 43-59-00-07. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 10 février 1996. Hiroshi Sugimoto. Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 42-60-22-99. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 24 février 1996. François Vergier. Centre Georges-Pompidou, galerie sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 18 mars 1996. Visages de Nicolas. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet-Halles. Tél. : 42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 4 février 1996. 30 F. Jean Widomé graphiste. Centre Georges-Pompidou, galerie nord, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 17 février 1996.

### LE-DE-FRANCE

Michel Dieulaide. Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, place Georges-Pompidou, 78 Montigny-Le Bretonneux. Tél. : 30-96-99-00. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 février 1996. Sijne Dillenker. LE CREDAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996. Dityron. Galerie municipale, 58, avenue Guy-Moquet, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 46-82-83-22. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 11 février 1996. Peintures 7 Peintures 1. LE CREDAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996. Zola et Cézanne. Musée Entle-Zola, 26, rue Pasteur, 78 Médan. Tél. : 39-75-35-65. Samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 avril 1996.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

DENSE AU TÉLÉPHONE. Film américain de Hal Salwen, avec Tim Daly, Caroline Fennelly, Dan Guntner, Denis Wheeler Nicholson (1 h 20). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G, de Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73) ; 36-68-41-45) ; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-27) ; Eclair, 13<sup>e</sup> (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10. LES ENFANTS DU SOLEIL. Film français de Bernard Darrigues, avec Philippe Caubère (1 h 20). Men Under Panama, 14<sup>e</sup> (48-24-88-88) ; réservation : 40-30-20-10. LES LIENS DU SOUVENIR. Film américain de Diane Keaton, avec Andie MacDowell, John Turturro, Michael Richards, Maury Chaykin, Nathan Watt, Kendra Krul (1 h 32). VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; Gaumont Opéra Impériale, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; 55 ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 13<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-27) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; 36-68-68-24) ; Majestic Pasty, 18<sup>e</sup> (36-68-48-55) ; réservation : 40-30-20-10. VF : Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10. MA FEMME ME QUITTE. Film français de Didier Kaminka, avec Miroslav, Michel Boujenab, Thierry Lhermitte, Line Renaud, Daniel Russo, Dany Com (1 h 30). UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; Bretagne, 40<sup>e</sup> (36-65-70-37) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (36-68-31-62) ; Gaumont Marignan, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, THX, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43) ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (36-68-04-67) ; 36-65-71-83 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistril, 14<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-68-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maitiot, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34) ; Pathé Wepier, 18<sup>e</sup>

(36-68-22-22) ; réservation : 40-30-20-10 ; Le Gambetta, THX, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10. PAR-DE-LÀ LES NUAGES. Film italien de Michelangelo Antonioni, avec Inés Sastre, Kim Rossi Stuart, Sophie Marceau, John Malkovich, Fanny Ardant, Chiara Caselli (1 h 44). VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; Grand Action, 40<sup>e</sup> (43-25-44-40) ; 36-65-70-73) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Les Trois Louvains, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; 36-65-70-43) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73) ; 36-68-41-45) ; Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 13<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Eclair, 13<sup>e</sup> (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; 36-68-68-24) ; Majestic Pasty, 18<sup>e</sup> (36-68-48-55) ; réservation : 40-30-20-10. VO : Eclair de Bois, 5<sup>e</sup> (43-57-47-47). VF : Eclair de Bois, 5<sup>e</sup> (43-57-47-47). XY. Film français de Jean-Paul Lillienfeld, avec Clémentine Célarié, Patrick Braoudé, Chantal Luyben, Jean-Paul Comart, Patricia Malvoisin, Jean-Paul Lillienfeld (1 h 40). UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (36-68-31-62) ; UGC Montparnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43) ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 40<sup>e</sup> (43-25-44-40) ; 36-65-70-73) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; 36-68-68-24) ; Majestic Pasty, 18<sup>e</sup> (36-68-48-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistril, 14<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-68-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maitiot, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34) ; Pathé Wepier, 18<sup>e</sup>

publicité

# Décadence

Première ce soir

de Steven Berkoff  
avec Steven Berkoff, Steven Lavelli  
et Michel Aumont  
et Catherine Cohendy

Théâtre national de la Colline  
44 62 52 52

### SÉLECTION

L'ANGLAIS QUI GRIVIT. Une colline de Christopher Monger, avec Hugh Grant, Rita Fitzgerald, Colin Meaney, Ian McKellen, Ian Hart, Kenneth Griffith. Britannique (1 h 35). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73) ; 36-68-41-45) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Les Trois Louvains, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; 36-65-70-43) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73) ; 36-68-41-45) ; Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 13<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Eclair, 13<sup>e</sup> (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; 36-68-68-24) ; Majestic Pasty, 18<sup>e</sup> (36-68-48-55) ; réservation : 40-30-20-10. VO : Eclair de Bois, 5<sup>e</sup> (43-57-47-47). VF : Eclair de Bois, 5<sup>e</sup> (43-57-47-47). XY. Film français de Jean-Paul Lillienfeld, avec Clémentine Célarié, Patrick Braoudé, Chantal Luyben, Jean-Paul Comart, Patricia Malvoisin, Jean-Paul Lillienfeld (1 h 40). UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (36-68-31-62) ; UGC Montparnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43) ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 40<sup>e</sup> (43-25-44-40) ; 36-65-70-73) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; 36-68-68-24) ; Majestic Pasty, 18<sup>e</sup> (36-68-48-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistril, 14<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-68-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maitiot, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34) ; Pathé Wepier, 18<sup>e</sup>

Parnassiens, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; 36-68-68-24) ; Majestic Pasty, 18<sup>e</sup> (36-68-48-55) ; réservation : 40-30-20-10. BUTTERFLY KISS (5<sup>e</sup>). de Michael Winterbottom, avec Amanda Plummer, Saskia Reeves, Kathy James, Lisa Jane Riley. Britannique (1 h 25). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58) ; Europe Panthéon (ex-Retel Panthéon), 5<sup>e</sup> (43-54-15-04). DEAD MAN. de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt. Américain, noir et blanc (2 h 14). VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (36-68-31-62) ; George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47) ; Majestic Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-24) ; 36-68-68-12) ; Les Trois Louvains, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; 36-65-70-43) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73) ; 36-68-41-45) ; Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 13<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impériale, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; 55-31 ; 36-68-68-12) ; 36-68-68-24) ; Majestic Pasty, 18<sup>e</sup> (36-68-48-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistril, 14<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-68-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maitiot, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34) ; Pathé Wepier, 18<sup>e</sup>

ERMO de Zhou Xiaowen, avec Alla, Ge Zhijun, Liu Pei. Chinois (1 h 30). VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; Reflet Médias, 5<sup>e</sup> (43-54-85-85). La Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60). MARAÏKA de Drissa Touré, avec Abdoulaye Kaba, Abdoulaye Kombouri, Ali Maloungou, Sidiki Sanogo, Franco-Burkinabé (1 h 27). VO : Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (36-68-68-24) ; réservation : 40-30-20-10. USKOK d'Alfred Hitchcock, avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Canto e Castro, Viriato José da Silva, João Canijo. Allemand-portugais (1 h 40). VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 4<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; Cinépolis, 6<sup>e</sup> (43-54-85-85) ; L'Entrepôt, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63). MADADAYO de Akira Kurosawa, avec Tatsuo Matsunaga, Kyoko Kagawa, Haseki Igawa, George Tokoro, Masayuki Yui, Akira



## Les salariés de « L'Express » dénoncent les projets du président du groupe

contraire, les élus sont prêts à « engager contre la direction des poursuites judiciaires pour délit d'entrave au fonctionnement du CE ».

partagé entre les représentants de l'État et ceux de la presse. Il a fallu, avant de passer au premier tour de scrutin, procéder à un « vote sur le vote », acquis à main levée à la majorité simple (les huit voix de la presse). En outre, les membres du groupe de travail créés au sein du conseil d'administration pour « approfondir » le projet de M. Fleury, *AFP 2000*, ont décerné un « satisfait » à Lionel Fleury, le représentant de l'État n'ayant pas été le moins chaleureux. Ce qui ne l'a pas empêché ensuite de repousser la candidature du PDG, en raison des « instructions reçues ».

suggéré aux pouvoirs publics lors de consultations menées auprès de patrons de la presse écrite, nationale et régionale, et de l'audiovisuel. Mais le personnel de l'AFP rejette M. Bassi, dont le profil professionnel - *Le Méridional*, *France-Soir* ou l'Agence centrale de presse -, ne correspond pas à celui du futur président d'une agence internationale. Et il semble que Matignon ne le soutient plus avec autant d'ardeur.

**LES PREMIERES DECISIONS**  
du nouveau PDG de L'Express, Christian Brégué, créent des remous à L'Express et à Lire. Dans une motion adoptée à l'unanimité, lors d'une assemblée générale, mercredi 24 janvier, les salariés protestent contre un « projet de démantèlement » de l'entreprise. Lundi 22 janvier, au comité d'entreprise, Christian Brégué a proposé la suppression du groupement d'intérêt économique (GIE)

Cet épisode intervient alors qu'un climat d'incertitude règne au sein du Groupe Express, depuis la reprise en main du journal par Christian Bregotti et Anne-Marie Finkelstein. Les salariés s'attendent à d'autres décisions dans des domaines techniques et rédactionnels. L'inquiétude est renforcée par l'absence de chiffres sur la situation de l'entreprise et, depuis la fin de l'année, par le refus de communiquer les résultats de vente du journal, alors que l'Express a lancé une nouvelle formule en septembre 1995.

A. S.

■ **PRESSE :** Jean Lesieur, ancien directeur adjoint de la rédaction de *L'Express*, devient rédacteur en chef de *Caia*, l'hebdomadaire de Prima Press, dirigé par Axel Gauz. Il succède à Bernd Rungé à la direction d'un magazine consacré à la vie des célébrités créé en janvier 1993, qui après des débuts difficiles sous la forme d'un mensuel, est devenu hebdomadaire en septembre 1993. Le groupe annonce une diffusion totale payée de 357 000 exemplaires pour 1993 contre 296 000 en 1994. Le choix de Jean Lesieur, adjoint de Christine Ockrent, fait ressurgir les rumeurs de projets de *new magazine*, de Prima Press, par ailleurs candidat à la reprise de VSD.

**Yves-Marie Labé**

Le personnel du quotidien n'a pu obtenir des autres actionnaires une minorité de blocage avec 33,3 % des parts. Le conseil d'administration devait examiner les conditions de versement d'un fonds de 17 millions, destiné à indemniser les salariés actionnaires qui perdent à cette occasion le contrôle de leur journal.

## DROIT DE VETO

Une nouvelle version du pacte d'indépendance entre la SCPL et Chargeurs accorde cependant un droit de veto au personnel sur le choix du directeur de la rédaction.

Cet engagement suppose la réalisation du plan social, qui prévoit la suppression de 65 postes dès le début de l'année et l'aboutissement des négociations, d'une part avec Publicis sur le contrat de régie publicitaire, d'autre part avec l'imprimeur Riccobono.

Il suppose enfin l'approbation du personnel de *Libération*, qui doit voter, lundi 29 janvier, pour accepter ou non la prise de contrôle du journal par Chargeurs.

M. Fleury a recueilli huit voix, soit celles des représentants de la presse écrite au conseil d'administration ; M. Thomet n'a recueilli aucune voix, tandis que sept bulletins blancs étaient glissés dans l'urne. Ceux des cinq représentants de l'État et de l'audiovisuel public, auxquels Matignon avait recommandé de repousser la candidature de M. Fleury, en s'abstenant ou en votant blanc, et ceux des deux représentants du personnel.

Devant ce blocage, une nouvelle réunion du conseil doit avoir lieu mardi 29 janvier. Mais « nous pourrions toujours recourir à une suspension si aucun consensus n'est dégagé », fait remarquer un patron de presse. Le statut de 1957 de l'AFFP autorise trois tours de scrutin, au terme desquels il revient au conseil supérieur de l'AFFP de proposer deux candidats ; celui qui obtient le plus de voix est alors élu DG.

La réunion du 24 janvier illustre au plus haut point la situation de blocage politique dans lequel se trouve un conseil d'administration

## SOLUTIONS INTERNES

En l'état actuel des choses, Lionel Fleury et Jacques Thomet ont tous deux décidé de se maintenir au deuxième tour. Le premier a décidé, selon des proches, « de se bagarrer »; le second a déclaré « être à tout moment prêt à rencontrer une nouvelle fois le conseil » et propose un face-à-face avec Lionel Fleury, en présence de la rédaction de l'AFP, afin de discuter de l'avenir de l'agence sur la base des documents qu'ils ont l'un et l'autre réalisés et distribués.

Michel Bassi, actuel PDG de la Société française de production (SFP), dont le nom a été avancé par Matignon il y a quelques jours (*Le Monde* du 17 janvier), n'a toutefois pas fait acte de candidature. Il devrait annoncer sa décision jeudi 25, en se posant comme « le candidat de consensus recherché » par l'État et la presse écrite, et en rappelant que sa candidature a été

Ces tractations masquent les véritables enjeux de l'AAPP - internationalisation de l'information dans un marché de plus en plus compétitif, modernisation technique, importance de l'information économique et de la télévision, problème du statut, etc. Elles donnent aussi de l'agence une image peu reluisante. Pour des journalistes, la vraie question que n'apparaît pas dans les débats opposant l'État à la presse est celle du rôle de l'AAPP : peut-elle rester une grande agence mondiale, ou doit-elle devenir une agence moyenne, face à AP et à Reuters ?

D'autres noms circulent, comme celui de Gérard Bardy, directeur de la rédaction du *Pèlerin*. Certains, à l'AFP, avancent aussi ceux de Georges Biannic, chargé de mission à l'AFP; qui avait été écarté de la direction de l'information par M. Fleury (*Le Monde* date 1<sup>er</sup> -2 janvier 1995); de Philippe Gustin, secrétaire général de la rédaction, ou de Pierre Lemoine, actuel directeur général adjoint.

## Radio

**France-C**

**20.00** Le Rydane  
La création  
question (4)

**20.30** Lieux de ta-  
la barricade

**21.32** Fiction  
Festival in-  
Transphores  
Hommage à  
et Sylvain  
Chemins de

**22.40** Nuits magi-  
La vie de co-

**0.05** Des jours au-  
de philosophie, 2. 4  
Boyer, Renaud Bar-  
Voix et souffles d'  
**1.00** Les Nuits de  
(rediff.).

**France-M**

## 20.35

**BLUE ICE**  
Film américain de Russell  
(1992, 101 min).  
Un thriller de confection  
à thème archi-rebattu  
l'homme pris dans un  
engrenage diabolique.  
22-15 Flash d'Inform

## 22.20

**SISTER ACT,  
ACTE 2**  
Film américain de Bill Du  
v.o., 10 min).  
Suite affligeante d'un  
succès de Whoopi Go  
**0.05 Parique cyber**  
Court métrage.  
**0.25 Bose Datteln.**  
Court métrage.  
**1.00 Belle Epoque.**  
Téléfilm de Gavin  
[2/2] (120 min).

• • • • •

les

# admits

câble  
EMONDE

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

signification des symboles :

- Signale dans « le Monde-Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les  
programmes  
du câble







## Lune de mer

par Pierre Georges

ILS FIRENT un naufrage d'amour. Et ils auront probablement de nombreux petits mousses. La jolie histoire, surcraie-salée, pour échapper à la morosité du temps et rêvasser sur l'amour salvateur.

Cela se passe à Bali. Ou, plutôt, dans le détroit du même nom. Entre Java et Bali. C'est beau, Bali, mais c'est loin, convenons-en sans détour. Steve et Caroline, couple anglais, quatre ans de félicité et de bonheur sans égal quoique sans bague au doigt, avaient décidé de s'offrir un joli voyage. Sac au dos, cœur en bandoulière.

Java, Bali, Lombok accessoirement, Sumatra peut-être, cap sur l'Indonésie. Tout allait, on le suppose, pour le mieux dans le meilleur des mondes. Jusqu'au jour où ils embarquèrent sur le *Gurita*, un fameux ferry-boat celui-là, invraisemblable rafiot, chargé jusqu'à la gueule, de flotaison précaire et de navigation incertaine.

Il faisait nuit, la mer était belle, le ciel étoilé, le projet somptueux. Puis, cela arrive aux îles de la Sonde comme ailleurs, la mer se leva. Un rude vent, la mer se fit mauvaise. Et, évidemment, le *Gurita*, qui ne demandait que cela, coula sans se faire prier.

L'histoire, à ce point-là, n'est pas d'un drôle de jeu. Pour un naufrage, ce fut un vrai naufrage. Avec panique à bord, puis panique hors bord. Des dizaines de victimes, des débris, des radeaux, des scènes de lutte pour la survie, un naufrage quel...

Le bon dieu des naufragés protège les amoureux. Par une sorte de miracle, Steve et Caroline, séparés par les bousculades des derniers instants à bord, se retrouvèrent dans

l'eau. Côte à côte. Steve avait pu se procurer un gilet de sauvetage; Caroline, non. La situation était grave, presque désespérée. Pas une chaloupe à l'horizon, pas de sauvetage en mer.

Il ne restait qu'à nager, nager et encore nager. Une heure, deux, puis trois, puis cinq. Un radeau surchargé en vue, impossible d'y accéder. Un phare dans le lointain, un rocher tout près, à quelques centaines de mètres, et, sort funeste, des courants contraires.

La suite, Steve la racontera à l'agence Reuters. « J'ai vu que Caroline allait lâcher. Alors je lui ai posé la question qu'elle attendait depuis quatre ans : "Veux-tu m'épouser ?" » A ces mots de l'extrême, à cette proposition « usuelle », Caroline ne répondit point. Non qu'elle ne le voulait pas, pauvre, mais qu'elle ne le pouvait plus. L'eau de mer avait provoqué un oedème de la langue. La douce Caroline se trouvait dans l'impossibilité radicale de signifier, dans un même et seul mot, sa surprise, son accord et sa joie.

Qui ne dit ou consent. D'un signe de la tête, la naufragée acquiesça. Et elle en sembla, au dire de Steve, toute ravagée. Dame, quand on tient un mari, fût-ce à la brasse coulée, on ne le lâche plus ! Le merveilleux accord scellé, ils repartirent pour un tour. Ils nagèrent, nagèrent. Dix heures, quinze heures, dix-huit au total. Ils furent repêchés par les marins d'un pétrolier. Ils apprirent qu'ils avaient eu une chance énorme de survivre dans une mer infestée de requins. Peut-être ces derniers avaient-ils fait une exception pour ne pas troubler bêtement ce naufrage de noces, cette lune de mer.

## Nouvelle plainte de médecins contre le docteur Gubler

PLUSIEURS MÉDECINS lyonnais ont déposé plainte auprès du président du conseil de l'ordre du Rhône contre le docteur Claude Gubler, l'ancien médecin de François Mitterrand qui fait déjà l'objet d'une plainte du Conseil national de l'ordre des médecins et dont l'ouvrage *Le Grand Secret* a été interdit par la justice. « Par la révélation tapageuse d'informations confidentielles portant sur l'état de santé de son patient, le docteur Gubler a délibérément contrevenu aux dispositions de l'article 31 du code de déontologie médicale en laissant planer le doute sur la capacité d'un médecin à respecter le dogme du secret médical », ont-ils notamment souligné.

Par ailleurs, Pascal Barbraud, le patron d'un « cybercafé » de Besançon qui a reproduit l'ouvrage dans son intégralité pour le diffuser sur le réseau Internet (*Le Monde* du 25 janvier), ferait l'objet de recherches dans le cadre d'une instruction menée par un juge de Versailles (Yvelines) pour une affaire de banqueroute et d'abus de biens sociaux. Selon l'Agence France-Presse, M. Barbraud - que nous avons vainement tenté de joindre jeudi matin 25 janvier - avait été interpellé à Tahiti en avril 1993, mis en détention jusqu'au 22 octobre 1993, puis placé sous contrôle judiciaire avec interdiction d'exercer toute activité commerciale. Après sa mise en liberté, M. Barbraud aurait cependant créé plusieurs affaires, loué des locaux avec des chèques sans provision, embauché du personnel non déclaré, avant de mettre la clé sous la porte.

## DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN** : le blocus imposé à Kaboul par les factions hostiles au président de facto, Burhanuddin Rabbani, risque de provoquer très rapidement une « catastrophe humanitaire », a averti jeudi 25 janvier un responsable des Nations unies. « Nous voulons attirer l'attention du monde sur la très grave tragédie » qui se déroule dans la capitale afghane, a déclaré Martin Barber, coordinateur de l'aide humanitaire de l'ONU pour l'Afghanistan. - (AFP)

■ **TAÏWAN** : le gouvernement a démissionné, jeudi 25 janvier, dans le cadre d'un remaniement préalable à la prochaine élection présidentielle prévue le 23 mars. Le premier ministre Lien Chan a présenté sa démission, avec les dix-huit membres de son gouvernement, au président Lee Teng-hui. Selon les observateurs, le chef de l'Etat devrait reconduire Lien Chan dans ses fonctions pour régler les affaires courantes jusqu'à l'élection. - (AFP)

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 25 janvier, à 10 h 15 (Paris)

| FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES |                      | OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES |                     |
|---------------------------------|----------------------|----------------------------------|---------------------|
| Tokyo Nikkei                    | 2012,20 +1,15 +2,75  | Paris CAC 40                     | 1945,57 +0,42 +2,35 |
| Hong Kong index                 | 10960,30 +0,08 +9,62 | London FT 100                    | 3748,70 +0,57 +1,61 |
| Tokyo Nikkei sur 6 mois         |                      | Zurich                           | -0,26               |
| Mikao MIB 30                    |                      | Milan MIB 30                     | 1003 -2,52 -7,73    |
| Frankfurt Dax 30                |                      | Bruxelles                        | 1655,89 +0,42 +6,17 |
| Suisse SMI                      |                      | Amsterdam CMB                    | 335,90 +0,81 +4,47  |
| Madrid IBER 35                  |                      |                                  |                     |
| Amsterdam CMB                   |                      |                                  |                     |

Tranche du Monde du jeudi 25 janvier 1996 : 462 384 exemplaires

## Le commissaire aux comptes de l'ARC conteste les conclusions de la Cour des comptes

Un conseil d'administration décide de l'avenir de l'association

APRÈS LE MONDE de la cancérologie, la polémique sur l'ARC gagne celui des experts-comptables et des commissaires aux comptes. Alors que se réunissait, jeudi 25 janvier, un conseil d'administration décidé pour l'avenir de l'association fondée en 1962 par Jacques Crozemarie, Roger Cazalet, commissaire aux comptes de l'ARC depuis 1985, sortait de la réserve qu'il s'imposait et accordait un entretien au *Monde*. M. Cazalet est l'ancien président du conseil national de l'ordre des experts-comptables. Aujourd'hui président d'honneur de cette institution, il dirige sa commission internationale.

Inquiet de la volonté du groupe des six administrateurs de l'ARC d'obtenir de leurs pairs la reconnaissance de la validité des chiffres accablants établis par la Cour des comptes (*Le Monde* du 25 janvier), M. Cazalet nous a expliqué la position qu'il allait défendre devant les trente et un administrateurs de l'ARC. « Les chiffres étant sur la place publique, je peux dire, au nom de l'ensemble de la profession, que les conclusions de la Cour des comptes quant au fait que 27 % seulement des sommes collectées pour l'exercice 1993 ont été affectées à la recherche sur le cancer, ne correspondent pas à la réalité », nous a déclaré M. Cazalet. Il ne s'agit pas pour moi de défendre tel ou tel. Si des gens ont commis des fautes, ils paieront. Mais il s'agit d'une question de doctrine. »

Aux termes de la loi, l'ARC doit depuis 1994, comme les autres grandes associations, se plier aux

règles de comptabilité dite commerciale. C'est ainsi que depuis dix ans, ce type de comptabilité est entrée en vigueur au sein de l'association de Villejuif. Elle vise à respecter à la fois une « indépendance des exercices » et un « principe de prudence ». « Une procédure comptable extrêmement précise m'a permis d'accomplir mes fonctions dans le cadre de ma fonction. Le rapport de la Cour des comptes n'a d'ailleurs pas mis en cause la comptabilité », déclare M. Cazalet.

## « DÉCALAGES »

Interrogé sur les très sévères critiques contenues dans le premier rapport de la Cour sur le « décalage » existant entre la présentation des comptes et la réalité des opérations engagées au cours de l'exercice 1993, telles que les montants des documents de l'ARC destinés au public, M. Cazalet précise qu'on ne lui a pas communiqué le document complet. « Notre position est simple pour ce qui est de l'exercice 1993, précise-t-il. Nous avons, comme lors des années précédentes, rattaché les créances et les dettes. Quand tout a été payé, il restait 242 millions de francs, un résultat qui, dès le début de l'année 1994, a été mis à la disposition des différentes commissions scientifiques de l'association. » M. Cazalet reconnaît cependant que, pour les années précédentes, des pourcentages très variables pouvaient être affectés à la recherche sur le cancer.

Le commissaire aux comptes de l'ARC ajoute que ce qui a pu être

présenté comme un « trésor de guerre » de l'ARC, soit environ 480 millions de francs, correspond à des sommes déjà affectées et que le « principe de prudence » impose de garder les millions de francs affectés aux indemnités des personnes qui travaillent aujourd'hui pour l'ARC et cette association était amenée à disparaître. Il souligne par ailleurs que sa mission ne concernait en aucune façon la gestion. « Les conseils d'administration qui arrêtaient les comptes duraient plusieurs heures, explique M. Cazalet. Tout était expliqué, commenté. Et beaucoup des membres de ce conseil recevaient des subsides importants pour leurs programmes de recherche, ils étaient très intéressés. Comment peuvent-ils dire aujourd'hui qu'ils ne savaient pas ? »

Les conclusions de la Cour des comptes sont totalement différentes de celle du commissaire aux comptes. Sans évoquer un « faux bilan » et sans remettre en question le fait que, pour l'exercice 1993, les éléments qui sont dans le compte d'emploi de l'ARC sont bien tirés de la comptabilité générale, les magistrats de la Cour estiment que ce compte d'emploi confond différentes notions (dotations, versements et engagements) qui n'auraient pas dû être confondues. Quelle valeur accorder, dès lors, aux documents exposant auprès des donateurs la gestion de l'association ? Certains spécialistes estiment que le commissaire aux comptes d'une association aussi importante devait en temps utile appeler l'attention sur les pro-

blèmes qui pourraient poser une telle présentation des chiffres, même si cette présentation était souhaitée par la présidence.

Compte tenu de la très forte médiatisation que connaît l'affaire de l'ARC aujourd'hui, les responsables nationaux des experts-comptables et des commissaires aux comptes peuvent-ils garder le silence ? Les responsables de la compagnie nationale des commissaires aux comptes sont revenus sur leur décision de publier un communiqué à la veille de la réunion du conseil d'administration du 25 janvier. Ce dossier, il est vrai, se complique du fait que Didier Kling, président de la compagnie nationale des commissaires aux comptes, a été amené à travailler pour le groupe des firmes soustraitantes de l'ARC.

Suivant la demande formulée par les responsables des sociétés International Development et International Development Holding, le président du tribunal de commerce de Nanterre a, ces derniers temps, désigné M. Kling pour des opérations de restructuration interne et d'apport partiel d'actif. C'est notamment M. Kling qui a été chargé d'apprécier, en septembre 1994, la valeur des apports devant être effectués par International Development à une nouvelle société groupant l'ensemble de l'activité « communication » de ce groupe avec qui Jacques Crozemarie avait, au fil du temps, noué de solides et fructueuses relations.

Jean-Yves Nau

## A Niort, le président de la République à la manière d'un élu local

NIORT (Deux-Sèvres)

de notre envoyé spécial

C'est l'histoire d'un élu local devenu président de la République qui rencontre d'autres élus locaux. Et de quoi parlent-ils ? De ces petites questions locales qui font les grands problèmes nationaux, de ces recettes de famille qui font la réputation d'une nation. On s'est donc beaucoup entretenu d'agriculture et d'élevage, de petites et moyennes entreprises et de prestation autonome, de chômage et d'intercommunalité, de transferts financiers et de monnaie unique, dans le grand salon de la préfecture, qui accueillait, mercredi 24 janvier à Niort, autour de Jacques Chirac, une vingtaine d'élus du département et de la région Poitou-Charentes. Si son attention s'est portée sur les Deux-Sèvres, lui a-t-il simplement rappelé en guise d'introduction, c'est parce que ce département connaît un taux de chômage (9,6 %) à faire pâlir de honte et d'envie les statistiques nationales.

Pour la première étape de sa « plongée » de trois jours en France profonde, le chef de l'Etat a respecté ses engagements : plus écouter que dire, apprendre plutôt qu'enseigner. Pas de discours, mais un échange personnalisé avec les élus locaux qu'il vient rencontrer, seul, hors la présence d'autres

membres du gouvernement. Jean-Pierre Raffarin (UDF), ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, qui accompagnait le président de la République, ne devait en effet sa place à table qu'à ses fonctions de président du conseil régional.

## « C'EST COMME EN CORRÈZE ! »

Assise à la droite de Jacques Chirac, Ségolène Royal, députée (PS) des Deux-Sèvres, n'a pas laissé passer son tour entre le « fois gras de conard aux raisins et sa compote de pigeonneaux » et le « méli-mélo d'agneau de pays ». Elle a d'abord félicité le président de la République pour son intervention télévisée « pleine de sensibilité » le jour de la mort de François Mitterrand. Elle est surtout intervenue sur le chômage des jeunes, mettant en garde Jacques Chirac contre l'optimisme des chiffres de l'emploi dans le département. Selon le député socialiste, ils traduisent mal la précarité du statut des moins de vingt-cinq ans « traités comme des pions par des employeurs avant tout soucieux de bénéficier des différentes exonérations ». Jacques Chirac a paru plus sensible à cette remarque qu'à celle d'un conseiller général qui lui suggérerait tranquillement d'étendre aux entreprises les « contrats emploi solidarité » réservés aux collectivités locales et aux associations...

De politique générale ou de l'action gouvernementale, il n'a guère été question au cours de ce dîner. De la Corrèze, en revanche, les invités du président de la République ont beaucoup entendu parler, Jacques Chirac ne sortant de sa réserve que pour citer son expérience d'élu local. « C'est comme en Corrèze ! », n'a-t-il cessé de leur répéter, avec une attention complice particulière pour Ségolène Royal dont le compagnon, François Hollande, actuel porte-parole du PS, ancien député de la Corrèze, fut une fois son adversaire aux élections législatives dans ce département.

Cette solidarité affichée du président de la République avec les élus locaux a été appréciée. A l'issue du dîner, Bernard Beller, maire (PS) de Niort, comme André Dulak, président (UDF) du conseil général, se sont félicités de « l'écoute très attentive » de Jacques Chirac. Dominique Pallié, député (UDF), a souhaité que Jacques Chirac « exporte » dans le pays quelques-unes des recettes qui lui avaient été présentées par les élus des Deux-Sèvres. Après tout, vu de Niort mercredi soir, la France n'était qu'une circonscription, un peu plus grande que les autres.

Pascale Robert-Diard

## L'American Center de Paris fermera ses portes le 12 février

DIX-HUIT MOIS à peine après son installation en grande pompe au 52, rue de Bercy à Paris (12<sup>e</sup> arrondissement), dans un bâtiment spécialement conçu pour lui par l'architecte californien Frank Gehry, l'American Center met la clé sous la porte et vend son bâtiment.

Cette décision, prise par le conseil d'administration du centre, mardi 23 janvier, ne surprend qu'à moitié. La construction du bâtiment coûta plus cher que prévu - 250 millions de francs - et le centre ne cachait pas ses difficultés financières (*Le Monde* du 24 avril 1995), qui l'avaient amené en 1995 à réduire son personnel et à ravalier ses ambitions en matière de programmation. Il était en fait confronté à l'impossibilité de faire marcher la maison avec l'argent des seuls donateurs et à la difficulté de trouver de nouveaux mécènes. De plus, le centre doit encore à la Ville de Paris 20 millions de francs pour l'achat du terrain de Bercy, une dette qui ne sera pas réglée avant la vente de l'immeuble.

« On n'aurait pu trouver le Père Noël, on ne l'a pas trouvé », explique Marie-Claude Beaud, directeur exécutif de l'American Center. Nous savions qu'au 31 janvier nous n'avions plus d'argent. Le bâtiment sera fermé le 12 février. Cela nous permet de disposer de fonds pour terminer les contrats en cours, lier correctement les vingt-trois salariés, organiser la vente du bâtiment au mieux et faire vivre une petite structure de réflexion sur notre mission. » « Nous n'arriverons certainement pas à vendre le bâtiment au prix qu'il a coûté », poursuit Marie-Claude Beaud (il était estimé 150 millions de francs il y a quelques mois).

## « CONFIANCE FINANCIÈRE »

Né il y a soixante-cinq ans, le Centre américain a-t-il vu trop gros ? Décidant de déménager en 1987, il a vendu 220 millions de francs son terrain et le bâtiment du boulevard Raspail (8<sup>e</sup> arrondissement), aujourd'hui occupé par la Fondation Cartier. « La période était euphorique quand on a décidé de déménager », répond Marie-

Claude Beaud. La décision de quitter Raspail était une bonne idée. Prendre Gehry comme architecte, ce n'était pas crétin. Aller à Bercy n'était pas une ineptie. Le bilan culturel n'est pas mauvais. Plus de 150 000 personnes ont fréquenté le centre. Mais un an de confiance financière de plus nous était nécessaire. »

En fait, dès l'ouverture du centre, le fossé entre les revenus et le coût de fonctionnement - au moins 30 millions de francs par an - n'a pu être comblé par les donations. Le centre ne disposait pas de fonds propres, et ce n'est pas avec les droits d'entrée que la situation pouvait être redressée. La recherche de partenariats financiers s'est avérée de plus en plus difficile, en raison de la récession économique et de l'implantation du centre de Bercy.

Avant de prendre cette décision, le conseil d'administration a cherché d'autres solutions que la vente pure et simple du bâtiment, comme une vente avec réserve d'usufruit qui aurait permis de rester dix ou quinze ans dans les

lieux. La recherche de prêts-relais, mécènes et partenariats d'entreprises américaines n'a pas abouti, et les fonds privés, sur lesquels le centre comptait, ne sont pas arrivés.

Cette vente du bâtiment intervenait « pour permettre au centre de poursuivre sa mission et de continuer à jouer son rôle sur la scène culturelle internationale », affirme Frédéric B. Henry, le président du conseil d'administration. Marie-Claude Beaud est chargée de mettre en œuvre cette mission « hors les murs ». Le centre agira désormais en collaboration avec d'autres institutions. Il doit mettre en place un fonds de mécénat et de partenariat, s'emploiera en somme à distribuer de l'argent plutôt qu'à aller en chercher, en sélectionnant ses partenaires pour organiser des manifestations et des expositions, financer des résidences d'artistes et mener toutes les activités qui étaient jusqu'ici réalisées dans ses murs.

Geneviève Brezette